

Le Monde



QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12392 - 4 F

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : André Laurens

VENDREDI 30 NOVEMBRE 1984

Le pari syrien de M. Mitterrand

Fallait-il aller à Damas ? La question est légitime au lendemain d'un voyage dont le bilan est plutôt maigre. Reconnaissances toutefois que M. Mitterrand n'avait pas promis de faire des miracles en Syrie et que les résultats de son déplacement correspondent grosso modo à ce qu'il en espérait : une clarification des rapports franco-syriens, chaque partie restant sur ses positions, qui sont divergentes pratiquement sur tous les chapitres.

Un seul point des conversations Mitterrand-Assad paraît positif. C'est la reconnaissance par le président syrien - et celui-ci l'a confirmée lors de la conférence de presse qu'il a tenue mercredi en compagnie du chef de l'Etat - du fait que la France a « des relations et des intérêts particuliers » au Liban, autres que strictement culturels. Venant d'un homme aussi habile et obstiné, la concession ne vaut pas forcément pour rien. Elle n'est surtout pas à la mesure de celle faite au nom du réalisme par M. Mitterrand lorsqu'il a reconnu le rôle fort important sinon décisif de la Syrie.

Le dirigeant syrien a implicitement confirmé, également, qu'il n'était pas hostile à l'augmentation du contingent français détaché dans le cadre de la FINUL pour garantir un éventuel accord sur l'évacuation du sud du Liban par les troupes israéliennes.

Au chapitre du terrorisme, en revanche, le président Assad n'a rien concédé. Bien que M. Mitterrand ait rappelé la responsabilité des services de Damas dans l'attentat de la rue Marbeuf, le chef de l'Etat syrien n'a pas hésité à affirmer quelques instants plus tard que son pays n'était responsable d'aucun acte de terrorisme commis en France. Et comme il l'avait fait la veille, il a défendu sa thèse sur le bien-fondé de la « résistance nationale » aussi bien au Liban que dans les territoires occupés par Israël. Triste oraison funèbre pour l'ambassadeur Delamar, dont on a la conviction que l'assassinat a bien été préparé par Damas, même si M. Mitterrand a cru bon d'affirmer que le gouvernement ne disposait d'aucune preuve.

Le moindre des risques impliqués par ce voyage n'est pas celui de voir le président Assad se méprendre sur M. Mitterrand et s'imaginer que c'est pour protéger la France du terrorisme qu'il s'est rendu à Damas. Le chef de l'Etat syrien est convaincu que la Syrie est la grande puissance du Proche-Orient et la « protectrice » naturelle d'un seul peuple qui va de la Syrie au Liban, de la Jordanie à la Cisjordanie. Cela explique, en particulier, l'insistance mise à faire accepter par M. Mitterrand le principe d'une conférence internationale sur le Proche-Orient qui regrouperait notamment, sous l'égide des Nations unies, les Etats-Unis et l'URSS. Le président de la République a certes élevé de nombreux obstacles pratiques à la réalisation d'un tel projet. Mais il peut être certain que cent fois sur le métier son interlocuteur d'hier remettra l'ouvrage.

Rencontrer l'adversaire dans un face-à-face, pour en évaluer les forces et les faiblesses, est une chose. Croire que ce genre de partie de bras de fer permet d'établir des liens personnels privilégiés et d'influer sur le cours des événements en est évidemment une autre. Il faut espérer que le chef de l'Etat a bien conscience des risques qu'il a pris.

République Centrafricaine : Les militaires à l'épreuve de la rigueur
Lire les articles de LAURENT ZECCHINI dans notre supplément pages 13 à 18

M. Reagan envisage de freiner les dépenses militaires

Le président des Etats-Unis veut réduire le déficit budgétaire sans augmenter les impôts

De notre correspondant

Washington. - M. Ronald Reagan a décidé de tenter d'arracher rapidement au Congrès des mesures « draconiennes » de réduction du déficit budgétaire excluant tout relèvement des impôts, mais comportant peut-être un ralentissement de la croissance des dépenses militaires. Il ne paraît, en revanche, guère pressé de présenter aux sénateurs et aux représentants le projet de réforme fiscale que le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, lui avait soumis le 27 novembre (le Monde du 29 novembre).

Ce projet, que le président des Etats-Unis s'est gardé de faire sien, a été froidement accueilli le 28 novembre dans les milieux industriels et financiers, tandis que beaucoup de conseillers de la Maison Blanche le jugeaient - en privé - politiquement dangereux et que les parlementaires exprimaient, eux, un

doute très général sur la possibilité de le voir adopté. Fondamentalement conforme à l'idéologie anti-étatisme de l'administration - car son implication première serait, en mettant toutes les industries à égalité devant l'impôt, de diminuer le poids des pouvoirs publics dans la vie économique - la réforme envisagée par le secrétaire au Trésor a ainsi peu de chances de voir le jour.

Modifiée au fil des mois et des pressions des différents groupes d'intérêt qu'elle menace, cette réforme pourrait cependant, le jour où elle serait adoptée, servir à un accroissement de la pression fiscale, ce qu'elle ne comporte pas dans sa version actuelle.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 41.)

AU JOUR LE JOUR

Faux

Une enquête est ouverte à propos d'un individu soupçonné d'être un faux médecin et d'avoir exercé pendant des mois son art (usurpé) dans plusieurs hôpitaux. On comprend qu'il faille vérifier ses diplômes avant de lui confier de nouveaux malades.

Si l'on voulait faire la part du vrai et du faux dans tous les métiers, démasquer les imposteurs et les truquiers, ce serait un travail de titan. Rien qu'en politique on ne compte plus les charlatans aux remèdes miracles, ni les praticiens bidon qui prétendent guérir tous nos maux (électoral).

BRUNO FRAPPAT.

PRIX RENAUDOT

Annie ERNAUX



La place

GALLIMARD *nrf*

Désaccord persistant sur l'élargissement de la CEE

Le dossier du vin reste le principal obstacle à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal

De notre correspondant

M^{re} Thatcher était attendue ce jeudi 29 novembre à Paris, où devait s'ouvrir dans l'après-midi le septième sommet régulier franco-britannique.

Les pourparlers de l'Ellysée seront consacrés aux relations Est-Ouest et aux difficultés actuelles de la Communauté européenne (lire page 4) l'article de notre correspondant à Londres, Francis Corne.

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres des affaires étrangères ou des affaires européennes des Dix ont débattu du lundi 26 au mercredi 28 novembre, sur les conditions d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté, avec des résultats limités.

Le principal dossier sur lequel ils ont buté est celui du vin. « Si le problème du vin était réglé, on réglerait par un jeu de dominos les autres questions », a commenté M. Roland Dumas, ministre français des affaires européennes, qui pensait surtout à l'organisation de la période de transition, après l'adhésion, pour la pêche, les fruits et légumes et les autres produits agricoles.

Conséquence de cette situation, les chefs d'Etat et de gouvernement, qui se réunissent les 3 et 4 décembre à Dublin, pour un sommet qui s'intéressera essentiellement à l'élargissement de la Communauté, devraient examiner toutes les questions que soulève la réforme du marché du vin.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 6.)

Nouvelle-Calédonie : un Européen tué en brousse

En Nouvelle-Calédonie, un broussard européen, M. Eugène Guérin, âgé de soixante-deux ans, a été tué, jeudi après-midi 29 novembre, à coups de fusil de chasse par un groupe de canaques, près du petit village de Ouegou, situé au nord-est de la Grande-Terre.

Selon les premières indications, la maison de M. Guérin, édifiée sur un terrain revendiqué par les Mélanésiens, aurait été encerclée par des inconnus. Ceux-ci auraient tiré à l'intérieur à l'aide d'armes chargées de chevrotines. L'épouse de la victime, M^{me} Norma Guérin, cinquante ans, qui a annoncé la mort de son mari à la gendarmerie, a été légèrement blessée à l'épaule et transportée par un automobiliste en dispensaire de Ouegou. La voiture aurait essuyé plusieurs coups de feu.

Au début de la semaine, les broussards européens de cette région étaient intervenus à deux reprises pour démanteler des barrages établis sur les pistes locales par les indépendantistes.

La mort de M. Guérin a provoqué aussitôt une vive émotion parmi les Européens, et les autorités craignent que ceux-ci ne se livrent à des actions de représailles.

A Nouméa, un véhicule administratif a été bloqué, jeudi soir, par l'occupation d'une route. Le véhicule était parti pour l'hôpital de la Calédonie des allocations familiales. L'occupation n'a fait aucun blessé.

Dans l'île de Lifou, le sous-préfet de la subdivision administrative des Iles Loyauté, M. Jean-Claude Demar, qui était retenu en otage depuis une semaine par les militants de Front de libération kanak socialiste (FLNKS), a été libéré le jeudi 29 novembre. Ce geste important est évidemment relié au second plan par le drame de Ouegou.

Le président du « gouvernement provisoire » constitué par le FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, s'est rendu à Port-Vila, capitale du Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides), après avoir rencontré l'ambassadeur de France, M. Charles Barbeau, qui continue ses consultations.

(Lire nos informations pages 8 et 9.)

L'UNESCO à la dérive

L'UNESCO est actuellement confrontée à la crise la plus grave de son histoire. Après les Etats-Unis, qui doivent la quitter le 31 décembre prochain, la Grande-Bretagne a déposé un préavis de retrait, qui prendrait effet dans un an. Même limité à Washington et à Londres, ce mouvement priverait l'organisation de plus de 30% de ses ressources, et porterait un coup sévère au principe d'universalité qui l'inspire. Américains et Britanniques justifient leur décision par la mauvaise gestion de l'UNESCO, et sa

dérive politique hostile aux démocraties libérales. Le sort des comptes du Congrès a établi un rapport d'enquête accablant pour le fonctionnement de la direction actuelle de l'organisation, ainsi pour le personnel du directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow.

Ce dernier est au centre de toutes les attaques contre l'UNESCO, même si les maux dont souffre cette institution spécialisée des Nations unies ne sont pas tous imputables à la gestion actuelle.

I. - Le « problème M'Bow »... et quelques autres

par BERNARD BRIGOLEUX

Entouré de ses proches collaborateurs, et visiblement rayonnant de bonheur dans son boubou africain, l'ex et nouveau « grand patron » de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture recevait l'hommage des chefs de délégations du continent noir. Manifestation diplomatique comme il y en a tant ? Certes. Mais c'est aussi de cette soirée-là, de ce que j'y ai entrevu soudain, que je date le début de l'évolution fatale dont l'ensemble de l'UNESCO est victime aujourd'hui, estime un des anciens proches de M. M'Bow. Quelque chose s'est cassé : une certaine image que nous nous faisons de lui, et que les années suivantes ont achevé d'effacer.

Lorsqu'on interroge les détracteurs, mais aussi les défenseurs de la direction actuelle de l'UNESCO, fonctionnaires « maison » ou observateurs extérieurs, on a toute chance de s'entendre répondre que l'organisation connaît bel et bien un « problème M'Bow ». Qu'il s'agit de lui et des autres, c'est évident. Mais les uns et les autres font ensuite une analyse diamétralement opposée.

Pour les plus hostiles, le départ du directeur général permettrait de surmonter toutes les difficultés psychologiques que traverse actuellement l'UNESCO, puisque celles-ci tiennent essentiellement à ses méthodes

personnelles. Pour le carré des fidèles de M. M'Bow, au contraire, tout le mal vient d'une hostilité de principe des pays les plus riches à la ligne de conduite tiers-mondiste, voire à la couleur de la peau du directeur général.

(Lire la suite page 7.)

LA CANDIDATURE DE PARIS AUX JO DE 1992

Rentabilité olympique

Après l'annonce, le mercredi 28 novembre, par M. Chirac, maire de Paris, de la candidature de la capitale française à l'organisation des Jeux olympiques de 1992, M. Nelson Piliavin, président du Comité national olympique et sportif français, s'est déclaré très satisfait.

M. Jean-Antoine Sennarich, que notre envoyé spécial Alain Giraud a rencontré à Lausanne quatre jours avant la session extraordinaire du CIO qu'il va présider, estime que « la candidature de Paris a beaucoup d'importance ».

De notre envoyé spécial

Lausanne. - M. Jean-Antoine Sennarich n'a pas été épargné par les soucis depuis qu'en 1980 il a pris la succession de lord Killarney à la présidence du Comité international olympique (CIO).

L'ancien ambassadeur d'Espagne à Moscou s'attardait à en énumérer d'autres. Le mouvement olympique est ballotté comme une coquille de noix par les tempêtes que provo-

quent les dépressions internationales.

Pourtant, ce petit Catalan, à la soixantaine dynamique ne craint pas l'avenir. « Le fait que six villes dont Paris, se soient déclarées prêtes à organiser les Jeux d'été en 1992 et autant pour les Jeux d'hiver, dont Albertville, est la preuve de la bonne santé de notre mouvement et de l'idéal qu'il représente », nous a-t-il déclaré dans le petit bureau encombré de souvenirs et de trophées accumulés qu'il occupe au rez-de-château du château de Vidy, non loin de la gare de la ligne de chemin de fer de la Grande-Croix.

« Il y a dix ans, les candidats manquaient. Les Jeux paraissaient devenus trop lourds financièrement, et les problèmes de sécurité étaient angossants. Le CIO ne pouvait plus véritablement faire de choix. Ensuite, les mouvements de boycottage ont porté atteinte à leur crédit. Certains ont pensé qu'ils ne s'en relèveraient pas. Le danger était grand, en effet. »

ALAIN GIRAUD.

(Lire la suite page 36.)

Le Monde des livres

Pages 19 à 32

- Alain Borer à la poursuite de Rimbaud. Lire les articles de RAPHAËL SORIN et PIERRE KYRIA.
- Pierre Nora et la mémoire de la France. Lire les propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN.
- Le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH : « Kafka, champion de jeûne ».

كتاب العالم

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Tchad

Les troupes libyennes n'ont amorcé aucun mouvement de retrait

De notre envoyée spéciale

N'Djamena. — L'armée libyenne n'a toujours effectué aucun mouvement de retrait du nord du Tchad et la circulation de camions ci-terme observée dans le sens Libye-Tchad est interprétée dans la capitale tchadienne comme une opération normale de ravitaillement d'une armée en campagne.

Le potentiel libyen maintenu — deux mille hommes environ, avec des chars, treize avions et une douzaine d'hélicoptères — est donc, treize jours après la rencontre au sommet en Crète entre M. Mitterrand et le colonel Kadhafi, toujours celui qui se trouvait sur place après l'annonce officielle du retrait. Rien n'indique, pour l'instant, que la Libye s'apprete à changer d'attitude. Les discussions, dont les Tchadiens ne sont pas informés, se poursuivent, laisse-t-on entendre, entre Paris et Tripoli, par l'intermédiaire de la Grèce. Pour sa part, le président Hissène Habré a envoyé, le week-end dernier, le secrétaire général de la présidence, M. Karim Togot, à Paris pour porter la réponse aux propositions qui lui avaient été faites le 19 novembre par le ministre de la défense, M. Charles Hernu.

Les divergences d'analyse entre Paris et N'Djamena risquent, à cet égard, de faire resurgir une certaine tension dans les rapports franco-tchadiens. En effet, après une semaine d'attente et de réflexion, la réponse de N'Djamena, selon une source autorisée, se limiterait à demander à la France de faire appliquer l'accord qu'elle a signé à Tripoli. Nous n'avons pas été consultés et sommes encore moins partie prenante à cet accord de désengagement, dit-on en substance à N'Djamena, mais si la France peut faire partir la Libye, c'est très bien. C'est tout ce que nous souhaitons. Mais comme on estime ici que le colonel Kadhafi ne bougera pas, en dépit de ses promesses, et que Paris n'engagera jamais le fer avec Tripoli, N'Djamena s'offrira à « aider » Paris à résoudre le problème. Pour cela, laisse-t-on entendre, il faudrait obtenir au minimum du colonel Kadhafi qu'il n'engage pas son aviation en cas de reprise des combats.

Or, visiblement, cette attitude n'arrange pas le gouvernement français, qui aurait préféré, pour affirmer sa crédibilité, renvoyer dès la semaine dernière, comme

cela a été proposé, deux compagnies à N'Djamena. On murmure même que d'aucuns à Paris auraient trouvé choquant le refus du président Hissène Habré du retour d'une « mini-Manta ». L'opération avait le mérite, côté français, de sauver les apparences et de respecter la formule chère à M. Cheysson : « S'ils restent nous restons, s'ils reviennent nous revenons ». Mais la position de N'Djamena n'a pas changé. Dans la mesure où les Libyens sont restés alors que les Français sont partis, estime-t-on, ces derniers ne peuvent revenir seulement pour perpétuer le statu quo ante. La deuxième proposition tchadienne sera sans doute examinée avec beaucoup de circonspection à Paris, où l'on suspecte toujours le président Hissène Habré

« No comment »

La meilleure défense est l'attaque : le colonel Kadhafi, pris en flagrant délit d'avoir, contrairement à l'accord signé avec Paris, laissé ses troupes au Tchad, a contre-attaqué, mardi 27 novembre, dans une interview à la chaîne de TV américaine ABC. « J'ai tenu parole. (...) Toutes les forces libyennes ont été retirées du Tchad, et complètement », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Après le retrait complet de part et d'autre, nous avons appris que des centaines de soldats français revenaient à N'Djamena, en même temps que quelques avions Jaguar sillonnaient le ciel du Tchad. »

« Comment la France peut-elle s'autoriser à rentrer au Tchad à partir d'autres pays, après ce retrait et cet accord ? », a-t-il demandé. « Je respecte le président Mitterrand, a-t-il enchaîné. C'est quelqu'un de bien et je peux m'entendre et coopérer avec lui. »

Le contraire est-il possible ? De telles affirmations permettraient d'en douter. Le ministre français de la défense, quant à lui, s'est contenté de réagir à ces affirmations par un « no comment » éloquent.

F. C.

LE CONFLIT SAHARIEN

Le Polisario et Rabat font état de violents combats

Le Front Polisario et Rabat ont annoncé mercredi 28 novembre que de violents combats ont opposé les troupes du Front Polisario aux forces armées royales. Ces affrontements coïncident avec le début du conflit saharien devant le comité de décolonisation de l'ONU et la reconnaissance de la République arabe sahraïenne démocratique par la Yougoslavie.

Un communiqué militaire publié à Alger affirme que « l'Armée de libération sahraïenne a lancé mardi une nouvelle phase de son offensive Grand Maghreb entamée le 13 octobre ». Le texte précise que les combattants ont réussi à franchir « en plusieurs points », les lignes de défense marocaines installées depuis le mois de juin autour de Houza, qui était la « capitale provisoire » de la RASD, à environ 200 kilomètres de Tindouf, et ont attaqué les « bases d'appui » situées derrière le « mur » de défense. En même temps, les Sahraouis menaient une opération contre la ville de Dakhla, beaucoup plus au sud, sur la côte atlantique. Le communiqué affirme que dans les deux cas les Marocains ont subi de lourdes pertes évaluées à 72 tués et 140 blessés, tandis qu'une importante quantité de matériel était détruite.

Selon Rabat, l'attaque, dans la région de Tifariti, près de la frontière mauritanienne, a été menée par environ trois bataillons de cinq cents hommes équipés de transports blindés de troupes, de chars, de lance-roquettes à tubes métalliques et de mortiers de 160 mm. Elle « a été brisée par la riposte énergique du groupement d'intervention de Snar et du sous-secteur de Houza ». Les pertes du Polisario, selon le bilan provisoire de Rabat, s'élevaient à 114 morts ; huit chars soviétiques T-55 ont été détruits. Les Marocains ont eu 14 morts et 38 blessés. Cette attaque est la deuxième en importance depuis celle du 13 octobre dans le secteur de Zag, dans le Sud marocain.

Selon les experts militaires occidentaux à Alger, les combattants sahraouis disposent désormais des moyens d'enfoncer de façon significative les défenses marocaines grâce à l'armement fourni par les Algériens. Il comprendrait notamment des engins à canons multiples du type « orgues de Staline », montés sur des véhicules légers. Ce montage, réalisé par l'armée algérienne, avait pu être observé au début du mois de novembre. L'Algérie semble, pour sa part, se préparer, sinon à une confrontation directe avec le Maroc, qu'elle veut éviter par tous les moyens, du moins à une aggravation de la tension entre les deux pays.

La commission de décolonisation de l'ONU a adopté, mercredi, un projet de résolution présenté par l'Algérie et trente autres pays demandant notamment au Maroc et au Front Polisario de négocier directement « en vue de parvenir à un cessez-le-feu visant à créer les conditions nécessaires pour un référendum pacifique et juste en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, un référendum sans aucune contrainte administrative ou militaire sous les auspices de l'OUA et de l'ONU ».

Le texte réaffirme aussi que la question du Sahara occidental est « un problème de décolonisation qui doit être mené à son terme par l'exercice du droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance ». Il a été approuvé par 90 voix contre 1 (Guinée-Equatoriale) et 45 abstentions dont celles des pays de la CEE (sauf la Grèce), des Etats-Unis et d'Iraël. Le Maroc et la Libye n'ont pas pris part au vote, de même que quelques pays arabes et d'autres. Ce texte devrait être adopté aussi par l'Assemblée générale.

Le Maroc a retiré son projet de résolution en raison de nombreux amendements proposés. Ce texte critique vivement l'OUA pour avoir admis la RASD en son sein et demande que la question du Sahara occidental soit désormais du seul ressort de l'ONU. — (AFP, Reuters.)

Une insulte à l'Afrique

A l'égard des négociations entre Paris et Tripoli, la récente déclaration de M. Jospin à Anancy, affirmant, d'une part, que le Tchad n'avait jamais pu constituer une « communauté nationale » et, d'autre part, que la Libye était à la porte du Tchad, il fallait bien négocier avec elle, a provoqué une très vive réaction du responsable des relations extérieures de l'UNIR, parti au pouvoir, M. Mahamat Nourris nous a ainsi déclaré : « Dire que le Tchad n'a jamais existé est une insulte à toute l'Afrique. L'ensemble des Etats

africains est constitué par le groupement d'ethnies et de tribus. Le Tchad existe bel et bien et a constitué un Etat jusqu'en 1979, année de l'intervention ouverte de la Libye dans les affaires intérieures du pays. Les Tchadiens ont manifesté à maintes reprises leur désir de vivre ensemble, et aucune tribu ne veut se proclamer République ou Etat. D'autre part, a ajouté M. Nourris, « s'il doit y avoir des discussions avec la Libye, c'est au gouvernement du Tchad de négocier, non à la France. C'est une remise en cause de la souveraineté du Tchad et une confirmation de ce que disait le premier ministre grec après la rencontre d'Elounda, à savoir que la France avait reconnu à la Libye un droit de regard sur les affaires du Tchad. » Cette déclaration de la part d'un responsable d'un parti ami et qui se proclame en faveur de l'indépendance des peuples est très regrettable », a conclu M. Nourris.

A N'Djamena, certains responsables analysent, d'autre part, comme un moyen de détourner l'attention de la guerre au Nord les très récentes inquiétudes françaises au sujet de la situation au sud du pays. Tour à tour, MM. Nucoi, ministre délégué à la coopération et au développement, et Hernu ont fait part au président Hissène Habré de leurs préoccupations à l'égard des manquements aux droits de l'homme dans le Sud. La proposition du Parti socialiste d'envoyer une commission d'enquête parlementaire a été jugée inopportune, et le gouvernement tchadien a fait savoir qu'il n'était pas disposé à la recevoir. En revanche, le ministre tchadien de l'Information, M. Soumaila Mahamat, a réitéré une invitation à l'organisation Amnesty International, qui avait publié un rapport très défavorable à son gouvernement (le Monde du 9 novembre).

En tout état de cause, les troubles du Sud, qui auraient plutôt tendance à diminuer, selon plusieurs témoignages, ne sont pas la préoccupation première des autorités de N'Djamena, qui rappellent volontiers que sans l'argent et les armes libyens, « la révolte de soldats perdus ou dévoyés n'aurait jamais pris d'ampleur ».

Aujourd'hui, les responsables tchadiens ont plus que jamais conscience qu'il leur faudra compter d'abord sur eux-mêmes pour sortir à leur avantage d'une situation qui ressemble étrangement à celle de juin 1983, quand l'armée libyenne menaçait N'Djamena. « Si votre ami ne veut pas aller jusqu'au bout avec vous, il vaut mieux aller tout seul », nous disait, sans amertume mais quelque peu déabusé, un proche du président Hissène Habré. « Nous avons déjà connu les maquis et nous sommes revenus. » Quinze jours après le départ de 3000 soldats français du Tchad, l'avenir a le goût amer du déjà vu.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Algérie

Le président Chadli réorganise la défense nationale et la dote d'un état-major

De notre correspondant

Alger. — Un mois après la nomination de plusieurs généraux, le président Chadli a signé différents décrets réorganisant la défense nationale, a-t-on annoncé officiellement mercredi 28 novembre.

Un état-major de l'armée nationale populaire a été créé. Son chef est le général-major Mostefa Ben Loucif, ancien secrétaire général du ministère de la défense, remplacé à ce poste par le général Rachid Benyelles. Ce dernier appartient à la marine, le grade de général existant dans cette arme en Algérie. Son importance se confirme après son entrée au bureau politique du FNL comme membre suppléant, au début de l'année, en même temps que le général Ben Loucif. Le président Chadli demeure ministre de la défense avec un vice-ministre qui reste le général-major Belhouche, membre titulaire du bureau politique depuis longtemps.

D'autre part, le nombre de régions militaires est ramené de sept à six, et trois d'entre elles changent de commandant. Les anciens responsables de la 2^e et de la 5^e région, les généraux Kamel Abdeinim et Khalel Nezzar sont promus sous-chefs d'état-major.

Enfin, le lieutenant-colonel Abdelmadjid Cherif est nommé commandant des forces navales. Selon le communiqué officiel, cette nouvelle organisation « répond au degré d'évolution que l'armée nationale populaire a atteinte et aux impératifs découlant des missions actuelles et à venir de défense nationale ».

Derrière tout cela, il y a apparemment l'idée de « professionnaliser » l'armée, de lui faire gagner en technicité et en efficacité en dehors de ses objectifs de maintien de l'ordre et de ses tâches d'auxiliaire des grands travaux de développement.

Cette réorganisation s'accompagne d'une modernisation des armes et du matériel. L'armée de terre demeure largement instruite par l'URSS et équipée par elle. Mais l'Algérie s'est adressée à la Grande-Bretagne pour se doter d'une marine navagable quasi inexistante. La France pourrait jouer un rôle dans le renforcement du potentiel aérien, notamment en matière d'hélicoptères. Plus tôt que d'acheter de grandes quantités de matériel, l'Algérie pourrait songer à se doter d'un embryon d'industries d'armement avec des concurrents étrangers.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

EUROPE

Pologne

Le général Jaruzelski dresse un bilan flatteur de la situation

Le procès des assassins du Père Popieluszko devrait s'ouvrir prochainement

Le général Jaruzelski a annoncé mercredi 28 novembre que l'acte d'accusation contre les quatre officiers de la sécurité impliqués dans l'assassinat du Père Popieluszko « serait transmis au tribunal au mois de décembre ». L'enquête, a-t-il déclaré, a permis de « désigner la cellule empoisonnée » au sein de l'appareil de la sécurité, mais pas de découvrir « les instigateurs du crime ». Ces instigateurs, « nous voulons les découvrir s'ils existent, mais nous ne pouvons pas les inventer », a-t-il ajouté. Le dirigeant polonais a aussi annoncé que le procès des policiers accusés serait public.

Le général Jaruzelski s'exprimait au cours d'une conférence de presse — la première qu'il ait donnée depuis son accession au pouvoir en 1981. La conférence, qui a duré plus de deux heures, était destinée aux participants à un séminaire sur le « rôle des journalistes » pour la préservation de la paix dans le monde, et les correspondants occidentaux à Varsovie ont été invités à « ne pas poser de questions ».

Paraissant très sûr de lui, le général Jaruzelski a dressé un bilan très flatteur de la situation en Pologne. Il a répété qu'il refusait toute discussion « avec les personnes et les groupes qui s'opposent au régime et ne se subordonnent pas aux valeurs supérieures de l'Etat socialiste », ce qui apparaît comme une nouvelle fin de non-recevoir aux demandes de dialogue régulièrement formulées.

Roumanie

Après l'émission d'Antenne 2 sur les services secrets roumains

Convocation de l'ambassadeur de France à Bucarest

Dès le lendemain de la projection, jeudi 22 novembre sur Antenne 2, d'une émission consacrée aux activités des services secrets roumains en France, l'ambassadeur de France à Bucarest a été convoqué au ministère roumain des affaires étrangères, apprend-on de bonne source.

l'expulsion, le 9 octobre dernier, de cinq diplomates roumains, accusés, à la suite des confidences d'un transfuge, d'avoir préparé des attentats en Allemagne fédérale.

URSS

• TROIS ANS DE CAMP POUR YAKOV LEVIN. — Le professeur d'hébreu d'Odessa Yakov Levin a été condamné à trois ans de camp de travail pour « agitation antisoviétique ». A-t-on appris le 20 novembre, M. Levin avait été arrêté début octobre dans le cadre d'une série d'opérations contre l'enseignement de l'hébreu (le Monde du 17 novembre). Six autres enseignants d'hébreu sont actuellement détenus en URSS, deux à Odessa et quatre à Moscou. — (Reuters.)



Alain Borer et Philippe Soupault. 300 illustr. 140 F.

Lachenal & Ritter

Apostrophes le 30 novembre

150

EUROPE

Bulgarie

COMME A MOSCOU

La session du Parlement n'a pas été précédée d'un plénum du comité central

De notre envoyé spécial

Sofia. — En même temps que l'URSS, la Bulgarie vient de déroger à une règle jusqu'à bien établie dans les régimes socialistes : l'Assemblée nationale a adopté lundi et mardi 27 novembre le plan et le budget 1985 sans que cette session ait été précédée d'une réunion plénière du comité central du parti. Un plénum a certes eu lieu à une date relativement récente (le 8 novembre), mais il a été consacré à des sujets plus généraux (le développement économique au cours des années à venir, les préparatifs du prochain congrès du parti). Au cours d'une conférence de presse réservée aux journalistes des pays frères, un porte-parole a d'ailleurs souligné que l'absence de plénum à la veille de la réunion du Parlement était bien une innovation volontaire.

On se retrouve donc apparemment dans une situation à peu près identique à celle qui a suscité tant d'interrogations à Moscou. Là-bas aussi, un plénum s'est tenu « récemment » (il était essentiellement consacré à l'agriculture), à la fin octobre, mais le vrai plénum traditionnel d'avant la session du budget a été supprimé au profit d'une réunion élargie du bureau politique.

A Sofia, on s'est contenté d'une réunion normale du bureau politique, nous a indiqué l'un de ses membres.

Les dirigeants bulgares, fidèles à leur ligne de conduite bien connue, se sont-ils empressés de suivre l'exemple du Kremlin ? A Sofia, les officiels parlent d'une simple coïncidence, justifiée par les circonstances : il est inutile de multiplier les plénums à intervalles rapprochés.

L'affaire serait de maigre importance si, à Moscou, l'absence de plénum n'avait immédiatement donné naissance à une série de ru-

meurs et d'hypothèses sur d'éventuelles divisions au sein du comité central, qu'on aurait évité de réunir, faute d'avoir pu se mettre d'accord sur un certain nombre de décisions (nominations ou évictions), qui sont du ressort de cet organisme.

De telles explications étant manifestement exclues dans le cas de la Bulgarie — où M. Todor Jivkov, bon pied bon œil, règne sans problème sur son petit monde, — faut-il en conclure que ces hypothèses perdent beaucoup de leur crédibilité ? En tout cas, à Sofia, le premier vice-premier ministre bulgare, M. Tchoukandjiev Alexandrov, membre du bureau politique, évoquant lui-même devant nous ces « spéculations occidentales », est immédiatement parti d'un immense éclat de rire.

Une autre interprétation est certes envisageable, à la rigueur, mais à condition de supposer aux dirigeants bulgares un dévouement vraiment exemplaire. Devrait-on croire qu'ils ont imité l'exemple soviétique à seule fin de le banaliser et donc de couper court à toute « mauvaise interprétation » ?

C'est en tout cas sans sembler se poser aucune de ces questions que les députés bulgares, au cours d'une très paisible séance, ont adopté un projet de plan prévoyant pour 1985 une croissance de 4,1 % (contre 4,6 % obtenus cette année, soit sensiblement plus que les prévisions) et une augmentation des revenus réels de 3 %. Sans surprise également, les députés ont approuvé les efforts en vue d'une amélioration de la « qualité » des produits bulgares devraient être poursuivis. Tout le pays est tapissé de slogans sur la qualité, mais la campagne entreprise, a indiqué le rapporteur du plan, n'a pas encore donné de résultats « décisifs ».

JAN KRAUZE.

Espagne

M. Garrigues dirige une nouvelle formation centriste

De notre correspondant

Madrid. — Une nouvelle formation convoite désormais l'espace politique du centre laissé libre par la défunte Union du centre démocratique qui, à son apogée, avait récolté cinq millions de voix : le Parti réformiste démocratique (PRD), qui a tenu son congrès constitutif du 23 au 25 novembre à Madrid. M. Antonio Garrigues, un homme d'affaires qui se définit comme « libéral progressiste », en a été élu président. Mais le principal promoteur de cette opération est M. Miquel Roca, le « numéro deux » de la formation nationaliste catalane Convergència i Unió. Cette dernière devrait former prochainement avec le PRD une « fédération » dont M. Roca sera nommé président.

Le nouveau parti entend se montrer novateur dans le domaine des « problèmes de société », tout en demeurant relativement conservateur en matière économique. Malgré la présence à son congrès constitutif de nombreuses personnalités étrangères, dont M^{me} Simone Veil, et l'appui que semble disposer à lui accorder l'Internationale libérale, la tâche qui attend le PRD est rude. Ses dirigeants considèrent que l'opposition actuelle au gouvernement socialiste, incarnée par l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga et par quelques petits partis satellites, apparaît trop marquée à droite pour aspirer à conquérir cet électeur centriste qui, à chaque consultation, constitue le véritable fléau de la balance. Dans ces conditions, selon le PRD, le schéma de bipartisme imparfait qui s'était dégagé des dernières législatures en 1982, s'il se perpétuait, conduirait à maintenir les socialistes au pouvoir.

Le PRD aspire à se constituer en « parti charnière » qui, par sa politique d'alliances, déterminerait la formation de la future majorité parlementaire. Les difficultés qui l'attendent sont toutefois nombreuses. D'une part, le système électoral espagnol favorise les grandes formations et incite donc l'électeur à se prononcer en leur faveur par « vote utile ». De l'autre, le PRD n'est pas le premier à briguer l'espace politique centriste : il devra lutter avec le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président, M. Adolfo Suarez, qui s'est jusqu'ici refusé à tout rapprochement avec M. Roca. Malgré le grand charisme de M. Suarez, le CDS n'a obtenu que 2,9 % des voix lors des dernières législatives, ce qui démontre bien la grande difficulté de toute « opération centriste ».

De plus, le PRD, dont la plupart des dirigeants, à l'exception de M. M. Roca et Garrigues, proviennent de l'UCD, aura fort à faire pour éviter les luttes internes et les rivalités qui avaient provoqué le déclin, puis la dissolution de cette dernière. En se créant à partir de petites formations régionales, le nouveau parti risque aussi de se voir soumis tôt ou tard à de sérieuses pressions centrifuges. En échange, il peut espérer bénéficier de l'appui de certains milieux patronaux, catalans notamment, sceptiques quant aux possibilités de M. Fraga de parvenir un jour à la présidence du gouvernement. Si le PRD ne réalise pas, d'ici à 1986 (date prévue pour les prochaines législatives), une « percée » aussi spectaculaire que celle attendue par ses promoteurs, il pourrait toutefois, si les socialistes perdent la majorité absolue, se retrouver d'ici à deux ans en position d'arbitre.

THIERRY MALINIAK.

AMÉRIQUES

Chili

Washington recommande un « consensus politique » pour le retour à la démocratie

Le gouvernement américain a exprimé, mercredi 28 novembre, son « inquiétude croissante » face au « cycle de terrorisme, de répression et de protestation qui se développe actuellement au Chili ».

Ce cycle « menace le processus de transition vers la démocratie », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, en commentant les récents événements au Chili, où ont eu lieu de nouvelles manifestations contre le régime militaire. Il a lancé un appel en faveur de nouvelles « initiatives » destinées

à sortir de l'« impasse » à laquelle ont mené les dernières tentatives de négociation et de dialogue dans ce pays.

Selon M. Hughes, un « consensus politique » doit être recherché et des discussions doivent être ouvertes entre les forces à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement qui cherchent un retour à la démocratie au Chili par le biais du dialogue et de la négociation. Il a ajouté que le gouvernement chilien avait été clairement informé du point de vue américain sur ces questions.

Uruguay

LE PARTI COLORADO AMÉLIORE SES POSITIONS DANS LE NOUVEAU PARLEMENT

Montevideo (AFP). — Le parti Colorado (libéral), vainqueur des élections générales du 25 novembre, aura 13 sénateurs (sur un total de 31) et 41 députés (sur 99) lorsque le Parlement élu sera installé le 15 février 1985.

Le parti Colorado améliore ainsi sa position à la Chambre basse grâce à un gain de 6 sièges, tout en maintenant ses effectifs sénatoriaux au même niveau qu'en 1971, année des dernières élections avant la dictature militaire.

L'autre grande formation politique uruguayenne, le parti Blanco (nationaliste de centre-gauche), disposera de son côté, dans le futur Parlement, de 12 sénateurs (1 de moins qu'il y a treize ans) et de 35 députés (5 de moins). Le Frente Amplio (coalition de divers partis de gauche) a obtenu 6 sièges de sénateurs (1 de plus qu'en 1971) et 21 sièges de députés (3 de plus). Enfin, le petit parti Union Cívica n'a obtenu que deux sièges à la Chambre basse.

États-Unis

M. Robert Dole est élu leader du groupe républicain du Sénat

De notre correspondant

Washington. — Mise à part l'extrême-droite, le monde politique américain a poussé, mercredi 28 novembre, un soupir de soulagement après l'élection de M. Robert Dole comme leader de la majorité républicaine du Sénat.

L'un des enjeux, indirect mais capital, de ce scrutin était en effet de savoir si la présidence de la puissante commission des affaires étrangères allait ou non tomber entre les mains du sénateur Helms, « héros » de la nouvelle droite et incarnation de tous les cauchemars du département d'Etat. Vacante depuis l'échec électoral, le 6 novembre dernier, du sénateur Percy, qui en était titulaire, cette présidence revenait de droit à M. Helms, en vertu de règles d'ancienneté qui placent juste derrière lui un modéré, M. Lugar, puis un libéral, M. Mathias.

Or, M. Lugar était candidat au poste de leader de la majorité républicaine et, s'il avait été élu, M. Helms aurait inévitablement, pour harceler la route à M. Mathias, rompu la promesse faite à ses électeurs de la Caroline du Nord — premier producteur de tabac des États-Unis — de rester à tête de la commission de l'agriculture.

Il y restera finalement — c'est du moins ce qu'il aurait dit mercredi aux sénateurs républicains — car il disposait maintenant de peu d'arguments politiques pour justifier un reniement de ses engagements électoraux. M. Dole, qui présidait, lui, la commission des finances, sera remplacé à ce poste par le sénateur Bob Packwood qui s'est souvent fait remarquer par ses critiques contre M. Reagan.

Candidat républicain à la vice-présidence en 1976, M. Dole avait aussi été l'un des adversaires de M. Reagan dans les primaires de 1980. Modéré, il ne fait pas mystère de ses ambitions présidentielles pour 1988. C'est aussi le cas de deux autres personnalités qu'il trouvera sur son chemin : sa propre femme, M^{me} Elisabeth Dole, qui est secrétaire aux transports, et M. Howard Baker, celui auquel il succède aujourd'hui et qui ne s'était pas représenté aux dernières élections sénatoriales afin de mieux préparer sa future campagne.

BERNARD GUETTA.

● M. Ruckelshaus quitte la direction de l'Agence de protection de l'environnement. — Cette démission surprise a été acceptée, le mercredi 28 novembre, par M. Reagan. M. William D. Ruckelshaus a exprimé le souhait de revenir « à la vie privée » avec le sentiment « d'avoir accompli sa mission ». — (UPL)

Bolivie

● La grève paralyse les centres miniers. — L'activité était totalement paralysée mercredi 28 novembre en Bolivie dans le secteur industriel et minier, et partiellement dans les transports, après la reprise de la grève générale illimitée décidée par la centrale ouvrière bolivienne (COB), la principale force syndicale du pays. — (AFP)

Pérou

Les syndicats procommunistes lancent un ordre de grève générale

Lima (AFP). — Le gouvernement péruvien a décrété, mercredi 28 novembre, l'état d'urgence pour trente jours sur l'ensemble du pays, à la veille d'une grève générale décidée par la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP, communiste).

L'état d'urgence confie le commandement politico-militaire de tous les départements péruviens aux forces armées, et suspend certaines garanties individuelles telles le droit de réunion, l'inviolabilité du domicile, la liberté de déplacement et la limite à soixante-douze heures de la détention avant comparution devant un juge.

Cette grève, destinée à « combattre pour la défense de l'alimentation populaire, les libertés syndicales et la démocratie », selon la CGTP, a reçu le soutien du principal parti d'opposition, l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA, centre gauche). Les trois autres centrales syndicales

péruviennes ont refusé de s'y joindre.

Le président Fernando Belaunde a qualifié ce mouvement de « suicidaire ». Dans le décret imposant l'état d'urgence il a dénoncé le danger qu'elle représentait pour l'économie du pays et a souligné que le gouvernement se devait de préserver la sécurité des personnes, l'ordre public, la paix sociale et le développement socio-économique du pays.

Nicaragua

● Mise en garde de M. Reagan contre des livraisons d'armes soviétiques au Nicaragua. — M. Reagan a affirmé mercredi 28 novembre selon le Washington Times que six bateaux soviétiques chargés d'armes faisaient route vers le Nicaragua et qu'il avait fait savoir à l'Union soviétique que les États-Unis ne pouvaient « accepter cette situation ». Il a ajouté qu'il n'était « pas sûr » que ces navires transportaient des MIG 21. — (AFP)

PRIX FEMINA



65 F

Bertrand Visage

Fiction & Cie
Bertrand Visage
Tous les soleils
roman Seul

65 F

D. Roche

Les prix littéraires sont une bonne chose s'ils orientent de nombreux lecteurs vers un roman de cette qualité.

Roger-Pol Droit / Le Monde

Une beauté qui caracole dès la première page et qui va son train jusqu'à la dernière page...

Claude-Michel Cluny / Le Quotidien

Au cœur d'une Sicile plus vraie que nature. Un beau livre subtil et troublant...

Michel Nuridsany / Le Figaro

On peut lire ce court roman d'une traite... Une histoire qui doit toute sa saveur, sa force, son intensité au talent d'un écrivain.

Michèle Gazier / Télérama

Le miracle. La lueur. La poésie.

Jacques-Pierre Amette / Le Point

L'enchantement total, le bonheur. Françoise Ducout / Elle

S E U I L

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favet (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferpouz

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1088 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 95 p. ; Grèce, 65 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 500 F. ; Libye, 0,350 DL. ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 ml.

ASIE

Pakistan

ACCUSÉES DE « CONSPIRATION », CINQUANTE-QUATRE PERSONNES SONT JUGÉES PAR UN TRIBUNAL MILITAIRE

Lahore (AFP). - Le plus grand procès politique de l'actuel régime militaire pakistanais est sur le point de s'achever à la prison centrale de Lahore, où comparaissent depuis trois mois, à huis clos, cinquante-quatre personnes accusées de « conspiration » et qui risquent la peine de mort.

Ces cinquante-quatre personnes sont accusées d'appartenir à l'organisation terroriste Al-Zulfikar, fondée par les deux fils de l'ancien premier ministre exécuté Zulfikar Ali Bhutto. Quarante-deux autres personnes, dont les deux fils Bhutto en exil, sont jugées par défaut par le même tribunal.

Selon une source judiciaire gouvernementale, qui a requis l'annulation des dépositions de quelque cent témoins de l'accusation ont pris fin le lundi 26 novembre. Tous les accusés, sauf quatre, ont renoncé à se défendre ou à autoriser leurs avocats à les défendre, et trente-six d'entre eux ont entamé une grève de la faim, dont neuf depuis sept semaines.

Selon le comité de soutien aux prisonniers politiques composé des principaux avocats d'opposition du pays, aucun témoin de la défense ne sera appelé à la barre, précipitant ainsi l'annonce du verdict, qui sera sans appel. Seul l'administrateur en chef de la loi militaire, le général Zia Ul-Haq, peut commuer une peine de mort en détention à vie.

Les grévistes de la faim, qualifiés de « prisonniers dangereux », coupables d'un acte de « mutinerie », se sont vu, à deux exceptions près, interdire toute visite de leurs proches depuis plus d'un mois. Ils réclament la levée de la loi martiale en vigueur depuis huit ans, leur transfert devant un tribunal civil, la suppression des menottes et des entraves aux jambes qu'ils affirment devoir porter en permanence.

De source gouvernementale, on assure que ces entraves ne leur sont imposées que pour leurs déplacements en dehors des cellules, où ils seraient détenus par groupes de quatre ou cinq.

Afghanistan

LES ETATS-UNIS DOUBLENT LEUR AIDE MILITAIRE A LA RÉSISTANCE

Les Etats-Unis consacreront, pour l'année budgétaire commencée le 1^{er} octobre, 250 millions de dollars à leur aide clandestine à la résistance afghane, soit deux fois plus que pour l'exercice précédent, a annoncé le New York Times, dans un article publié, jeudi 29 novembre, également par l'International Herald Tribune.

Cela portera l'ensemble de l'aide américaine à la résistance à 625 millions de dollars depuis l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, en décembre 1979. Ces fonds servent à l'achat d'armes - souvent fabriquées en URSS - à des pays comme la Chine, l'Egypte et Israël, mais il n'a pas été possible de savoir, indique le journal qui a enquêté auprès de plusieurs officiels, quelle proportion de ces armes parvient effectivement à la résistance. Il existe, d'autre part, à Washington, des différences de vues notables sur l'objectif de cette aide. Pour l'administration Reagan, il faut « faire payer » à l'URSS « le prix » de son intervention; pour certains membres du Congrès, cela est loin de permettre aux résistants de l'emporter. L'accroissement de l'aide clandestine est la conséquence des pressions du Congrès.

Le journal fait également état de divergences d'appréciation, à Washington, sur l'évolution de la situation en Afghanistan. Selon le département d'Etat et la CIA, celle-ci n'est pas favorable aux Soviétiques et aux forces gouvernementales; d'autres services de renseignements affirment, en revanche, que les Soviétiques font des progrès et que 15 à 40 % des armes sont interceptées par les Pakistanais et les exilés afghans. Et parmi celles qui parviennent à l'intérieur du pays, beaucoup sont vieilles et inefficaces.

Les armes, indique le New York Times, sont achetées à un prix jugé « exorbitant ». Elles sont débarquées dans les ports pakistanais et remises au Pakistan (à la suite d'un accord entre Islamabad et la CIA), qui les livre aux dirigeants de l'insurrection, suppose les acheteurs à l'intérieur de l'Afghanistan. « Les procédures de vérification sont pratiquement nulles », a reconnu un membre des services de renseignements.

DIPLOMATIE

DOMINÉ PAR LES QUESTIONS EUROPÉENNES

Le neuvième sommet franco-britannique s'ouvre à Paris dans une atmosphère cordiale

Le neuvième sommet franco-britannique s'ouvre, ce jeudi après-midi 29 novembre, à Paris, où M^{re} Thatcher se rend accompagnée de sept de ses ministres : Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office; MM. Nigel Lawson (chancelier de l'Echiquier), Michael Heseltine (défense), Peter Walker (énergie), Nicholas Ridley (transports), Lord Gowrie (culture) et M. Geoffrey Pattie (ministre délégué au commerce et à l'industrie), qui remplace M. Norman Tebbit, blessé dans l'attentat de Brighton.

Londres. - De part et d'autre de la Manche, l'attente serait plus profondément cordiale qu'on ne le pense a priori. C'est l'indication que vient de fournir un sondage réalisé à la demande du conseil franco-britannique et du service français de la BBC : 72 % des Français interrogés trouvent les Britanniques plutôt « sympathiques », tandis que 61 % des sujets de Sa Majesté nourrissent le même sentiment à l'égard de leurs voisins d'outre-Chanel. Estime mutuelle, donc, même si elle n'est pas tout à fait réciproque. Voilà qui augure bien de la nouvelle rencontre entre M^{re} Thatcher et M. Mitterrand. Il est vrai que les deux gouvernements n'ont pas attendu cette révélation pour justifier le bien-fondé de l'amélioration sensible de leurs rapports, ces dernières années. Ceux-ci ont rarement été aussi bons, et les points de divergence aussi peu nombreux (Le Monde du 24 octobre).

M. Mitterrand, M^{re} Thatcher et leurs collaborateurs doivent d'autant plus, cette fois, consacrer leurs entretiens aux grandes questions internationales et au développement des échanges bilatéraux que ces problèmes n'ont guère été abordés lors de la récente visite à Londres du président français.

Après l'annonce de la reprise prochaine du dialogue entre Moscou et Washington, les relations Est-Ouest seront évidemment à l'ordre du jour.

Ce sommet, dominé par l'examen des questions Est-Ouest et des difficultés de la CEE - en particulier le problème posé par son élargissement à l'Espagne et au Portugal, - a lieu à un moment où les relations bilatérales entre Paris et Londres traversent une phase particulièrement cordiale, comme l'a souligné M^{re} Thatcher, mercredi soir, dans un entretien accordé à Antenne 2. Il sera suivi, durant la fin de semaine, de la réunion du conseil franco-britannique à Avignon, où le chef du gouvernement britannique doit prononcer un discours vendredi soir.

De notre correspondant

Office. Sir Geoffrey Howe, le 28 novembre au cours d'une conférence de presse. « On peut faire beaucoup plus de choses dans le cadre du traité existant », a-t-il ajouté, rappelant ainsi les réticences de la Grande-Bretagne à l'égard de toute modification du fonctionnement politique de la Communauté. Sur cette question, Londres marque ses distances avec Paris et Bonn. En contrepartie, les dirigeants britanniques multiplient les propositions « concrètes » pour que, dit Sir Geoffrey, « le Marché commun mérite davantage son nom ».

Le chef de la diplomatie britannique prône les bienfaits de la libre concurrence, et cite comme exemple la nécessité de provoquer un abaissement des tarifs aériens. Le gouvernement de M^{re} Thatcher voudrait s'assurer que Paris partage son avis pour convaincre les autres partenaires que l'établissement d'un « programme », la définition d'« objectifs précis », sont indispensables au renforcement de l'économie européenne.

Le sommet de Dublin doit aussi entériner l'accord assez secret intervenu en septembre entre les ministres des affaires étrangères sur la lutte contre le terrorisme. Il s'agit surtout d'échanger des informations, et, sur ce chapitre, on se plaint à Londres de mettre l'accent sur le fait que

les relations entre services français et britanniques sont « déjà extrêmement bonnes ».

Dans le domaine de la coopération bilatérale, de nombreux projets sont à l'étude, notamment en matière de défense. Les dirigeants britanniques sont dans de très bonnes dispositions, car ils ont le souci de limiter les coûts croissants des programmes d'armement.

En ce moment se répand à Londres une rumeur selon laquelle le ministère de la défense envisagerait des réductions budgétaires dans ses prévisions budgétaires pour les dix années à venir. Une collaboration pour la construction d'un nouveau moteur d'hélicoptère et pour le futur avion de combat européen est déjà à l'étude, mais il pourrait être aussi question d'étendre une telle coopération à la mise au point de la future génération de sous-marins nucléaires et de satellites d'observation militaires.

Dans le domaine de l'énergie, deux projets sont déjà bien avancés : l'établissement d'un « lien » à travers la Manche, pour le transfert d'électricité, et la participation britannique à la construction de nouveaux surgénérateurs. On reparlera aussi bien sûr du tunnel sous la Manche; mais, à ce sujet, aucune décision concrète n'est encore attendue.

FRANCIS CORNU.

(Publicité)

En Cisjordanie dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est

DES TEMOINS ISRAËLIENS ET PALESTINIENS AFFIRMENT QUE : ISRAËL VIOLE LES DROITS DE L'HOMME

1.280.000 Palestiniens en sont les victimes

Comité d'orientation nationale qui regroupe ces élus et les principales personnalités nationales est déclaré lors la loi.

● ATTEINTES AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

OCCUPATION ET ANNEXION DE TERRITOIRES. Israël viole les droits internationalement reconnus du peuple palestinien à l'autodétermination, à se doter d'un Etat indépendant et souverain, au retour des populations et à la représentation de l'O.L.P. Au mépris du droit international, Israël occupe des territoires acquis par la guerre, et a proclamé l'annexion de Jérusalem et du Golan.

CONFISCATIONS DE TERRES. En février 1983, Israël avait saisi 2453 km² en Cisjordanie et à Jérusalem (soit 10 % du territoire). A Gaza, il a saisi 20 km², soit 10 % des terres cultivables.

CREATION DE COLONIES. Au 31 mars 1981, Israël avait créé 132 colonies de peuplement (104 en Cisjordanie dont 21 à Jérusalem et 28 dans la bande de Gaza et le Sinaï). Quelques 110 000 colons vivent à Jérusalem-Est et 30 000 autres en Cisjordanie et à Gaza.

ACCAPAREMENT DES RESSOURCES EN EAU. Dès 1967, Israël a interdit aux agriculteurs palestiniens le pompage des eaux du Jourdain et le forage de nouveaux puits, désormais soumis à un permis militaire, tout projet d'irrigation étant systématiquement refusé. Israël, par contre, a fortifié entre 1967 et 1978, 17 puits pour l'irrigation à l'usage des seuls colons. Plus profonds, ces puits assèchent les puits traditionnels palestiniens. En Cisjordanie, 26 millions de m³/an (3 % de la population, 20 % de l'eau consommée). A Gaza, moins de 2 000 colons consomment entre 30 et 60 millions de m³/an, les 460 000 Palestiniens en consomment 100 millions.

ATTEINTES A LA LEGISLATION. Depuis le 1^{er} novembre 1981, une « administration civile » dirigée par des militaires israéliens exerce ses pouvoirs dans tous les domaines exceptés l'ordre public et la défense. Ses actes sont considérés comme partie de la législation israélienne et non plus loi de sûreté. Depuis 1967, plus de 1 100 ordonnances militaires ont été édictées dans tous les domaines de la vie civile, modifiant profondément la législation jordanienne en vigueur dans le pays selon la loi internationale.

DESTITUTION DES MAIRES. Depuis 1980, Israël a destitué la quasi totalité des maires palestiniens élus en 1976 et dissout leurs conseils municipaux. Des fonctionnaires civils et militaires israéliens ont été nommés à leur place. Depuis mars 1982, le

ministère israélien dresse des obstacles à l'acquisition de matériel pédagogique qu'elle prive, en outre, de toutes taxes.

VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ DE MANIFESTATION. Entre le 1^{er} janvier 1979 et le 1^{er} novembre 1983, 43 palestiniens ont été tués lors de répressions de manifestations (2 morts à Bir Zeit et Ramallah, la semaine passée). Manifeste contre l'occupation ou hisser le drapeau palestinien est habituellement puni de plusieurs mois de prison ferme; la peine peut aller jusqu'à 3 ans de prison.

VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ DE CIRCULATION. Aucun palestinien de Cisjordanie et de Gaza ne peut passer la nuit en Israël. Selon Amnesty, entre 1980 et 1984, 93 ordonnances d'assignation à résidence ont été prises en Cisjordanie, 13 dans la bande de Gaza et 9 à Jérusalem. Ces ordonnances, valables 6 mois et renouvelables, se font sans intervention judiciaire. Des interdictions de se rendre à l'étranger sont fréquemment prises à l'encontre d'universitaires ou de journalistes, ou même à titre collectif contre la population d'une région donnée.

VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ DES PERSONNES. Des ARRESTATIONS massives sont menées, de jour comme de nuit, souvent sur des listes pré-établies incluant des adolescents. Le DELAI DE GARDE A VUE a été porté à 18 jours, à la discrétion de l'autorité militaire, sans aucun recours judiciaire, ni humanitaire (aucun motif d'arrestation n'est nécessaire durant cette période). La DETENTION ADMINISTRATIVE peut être appliquée pour 6 mois, période renouvelable par arrêté administratif sans inculpation, sans jugement et sans communication des motifs de détention.

ATTEINTES A LA SECURITE DES PERSONNES. Les autorités recourent systématiquement à la violence pour assenir

l'ordre public (cf. supra). Le COUVRE-FEU est systématiquement utilisé, en représailles mais aussi préventivement (par ex. entre fin janvier et avril 1982, le camp de réfugiés de Dabariya a connu 50 jours de couvre-feu). Les peines prononcées à l'encontre des Palestiniens sont de plus en plus lourdes, sans rapport avec les crimes équivalents à l'égard de Juifs israéliens (par ex. depuis le 1^{er} mai 1984, le jet de pierres peut être puni de 20 ans de prison). Le DYNAMITAGE DES MAISONS est aussi fréquemment utilisé, à titre de châtiment collectif. Entre 1967 et 1981, selon le gouvernement israélien, 1 265 maisons ont été rasées, détruites. Des COLONS et des groupes paramilitaires, qui ont bénéficié d'une grande tolérance durant plusieurs années font régner une atmosphère de terreur en multipliant les agressions contre les Palestiniens. Selon Haneim Haneim, quelque 138 attentats ou sabotages ont visé les biens palestiniens et les personnes entre mars 1979 et mars 1984. Parmi les attentats les plus graves, citons : le 2 juin 1980, les maîtres de Naplouse, Ramallah et El-Birah échappèrent de peu à la mort; le 11 avril 1982, un soldat israélien mitrailla l'espionnage des mosquées à Jérusalem, faisant 3 tués et 11 blessés; le 26 juillet 1983, des colons tirent à la mitrailleuse sur le campus de l'université d'Hébron, faisant 3 morts et une trentaine de blessés; le 4 mars 1984, un bus est mitraillé à Ramallah, 8 blessés; le 27 avril 1984, un jeune soldat tire à la roquette sur un bus de travailleurs palestiniens à Jérusalem, faisant 1 mort et 10 blessés. Les CONDITIONS DE DETENTION de Palestiniens dans les prisons israéliennes sont régulièrement décrites comme alarmantes. Selon Amnesty, entre 1967 et 1978, de 20 à 30 000 Palestiniens des territoires occupés ont connu les prisons israéliennes ou « des

éléments de preuves suffisantes ont été rassemblés quant aux allégations de mauvais traitements subis de la part des interrogateurs et des membres du personnel pénitentiaire ».

● ATTEINTES AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

NEGATION DU DROIT AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. Israël par sa domination, cherche l'intégration des territoires occupés. L'expropriation des terres, les limitations de l'usage de l'eau, le démantèlement en 67 du système bancaire palestinien se joignent aux restrictions imposées à la modernisation et à l'interdiction de créer des industries. Les commerçants subissent fréquemment des couvre-feux (entre janvier et juillet 1983, le sud de Naplouse a connu 49 jours de couvre-feu). Alors que les produits israéliens inondent sans restriction le marché des territoires occupés, les produits palestiniens sont soumis à de nombreuses taxes ou restrictions pour l'entrée en Israël. Cette politique vise à l'étouffement de l'agriculture et de l'industrie palestiniennes; elle oblige, selon M. Benvenisti, 49 % de la force de travail des territoires occupés à se vendre en Israël où le travailleur palestinien demeure moins payé que le travailleur israélien pour qualification et travail égaux.

ATTEINTES AU DROIT SYNDICAL. En Israël, les syndicats palestiniens ne sont pas reconnus et la Histadrout ne défend pas les droits des travailleurs venus des territoires occupés (135 000, selon Joseph Alagzy). Malgré les prélèvements obligatoires, ceux-ci ne bénéficient pas des retraites ou de la protection sociale (les sommes sont bloquées sur un compte du gouvernement israélien). En Cisjordanie, 11 syndicats au moins

sur 35 n'ont pu reprendre leurs activités après 1967, sur ordre du gouvernement militaire. Aucune permission n'a été accordée pour fonder de nouveaux syndicats. A Gaza, les syndicats interdits en 1967 n'ont obtenu le permis de se reconstruire qu'en 1978. Seuls les adhérents d'avant 67 ont pu les rejoindre. Les arrestations de syndicalistes et leur assignation à résidence, les perquisitions de l'armée, la saisie de documents et de multiples pressions lors des élections sont autant d'entraves à ce droit.

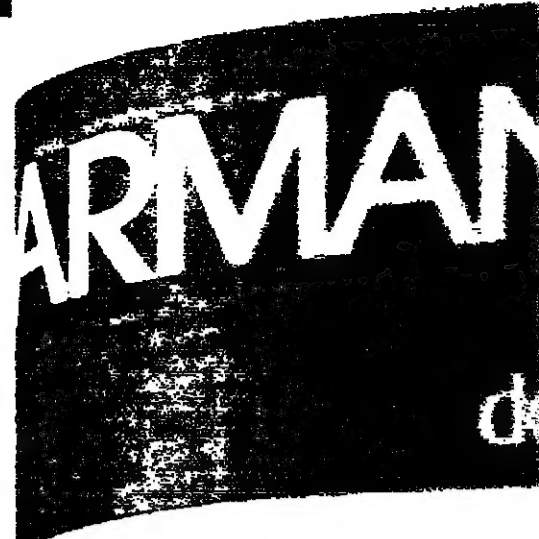
ATTEINTES AU DROIT DE PROPRIÉTÉ. remis en cause par les expropriations au titre de la sécurité, de l'absence du propriétaire juste après 1967 ou de la non inscription au cadastre (en 1967, à peine le tiers des propriétés étaient enregistrées au cadastre, le droit du propriétaire étant coutumier). Plusieurs cas de dépossession de terres malgré la production de titres de propriété ont été observés. L'intention faite aux villes palestiniennes de s'étendre malgré l'accroissement démographique, la difficulté d'obtenir un permis de construire, la restriction de l'utilisation de l'eau sont autant d'obstacles à l'exercice de ce droit.

VIOLATIONS DU DROIT A LA SANTE. En février 1975, le budget israélien alloué à la Cisjordanie en matière sanitaire équivalait à 65 % du budget d'un seul hôpital israélien; ce budget n'a fait que décroître depuis cette date. Dans le même temps, l'administration militaire s'oppose à tout développement autonome des services de santé (depuis 1978, par ex. la construction d'un hôpital est refusée à la ville d'Hébron). Une telle politique a pour conséquence l'accroissement d'une pathologie spécifique aux pays sous-développés.

VIOLATIONS DES DROITS CULTURELS. Immédiatement après 1967, Israël a procédé à des expropriations massives de quartiers arabes de Jérusalem : 137 maisons palestiniennes du quartier Mogharbi ont été rasées pour laisser place à l'expansion du Mur des Lamentations tandis que 6 500 Palestiniens ont été expulsés du quartier juif d'avant 1948. La mosquée Al-Aqsa, 3^{ème} lieu saint de l'Islam, fait l'objet d'agressions répétées. A Hébron, une partie de la mosquée d'Abraham a été transformée en synagogue. La censure des livres, les restrictions à l'enseignement et à la circulation, les nombreuses interdictions d'expositions du patrimoine palestinien, le pillage par l'armée des documents exposés, les restrictions au droit de réunion, le remplacement des toponymes arabes par les termes bibliques ne font que concourir à cette politique de négation de l'existence d'une culture palestinienne.

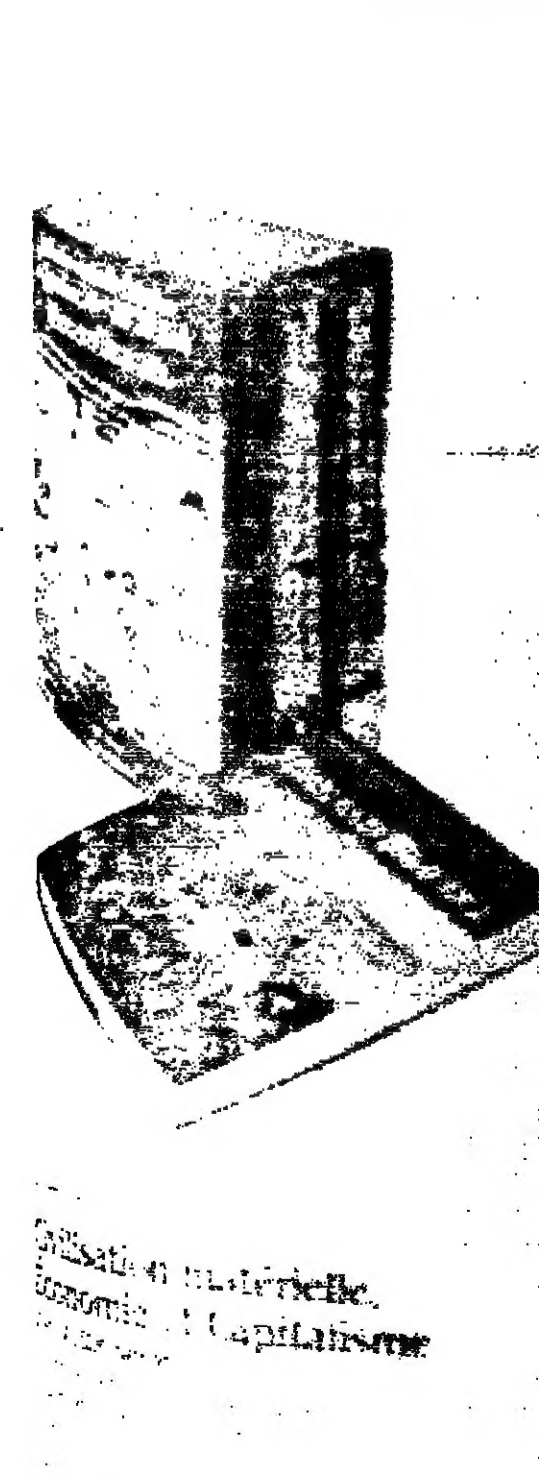
L'ASSOCIATION FRANCE-PALESTINE * L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE * L'ASSOCIATION DE SOLIDARITE FRANCO-ARABE * L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE POUR LA COOPERATION EURO-ARABE * LE CENTRE DE COOPERATION AVEC L'UNIVERSITE DE BIR-ZEIT * LA CIMADE * LE COMITE DE L'APPEL DES JUIFS CONTRE LA GUERRE AU LIBAN * LE COMITE FRANÇAIS POUR LE PATRIMOINE PALESTINIEN * LE COMITE FRANCE-JERUSALEM AL QODS * LE COMITE D'INITIATIVE POUR UNE PAIX

JUSTE AU PROCHE-ORIENT * LA CONFERENCE MONDIALE DES CHRETIENS POUR LA PALESTINE * LA CONFERENCE DES CATHOLIQUES EUROPEENS * LE M.R.A.P. (MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES) * PALESTINE ET ISRAEL VIVRONT * PERSPECTIVES JUDEO-ARABES * TERRE DES HOMMES-FRANCE * L'UNION JUIVE INTERNATIONALE POUR LA PAIX *



Les Français et l'Ancien Régime

Les bons textes, les vrais sujets



صكرا من الامم

ARMAND COLIN

les grands moments
de l'histoire des hommes

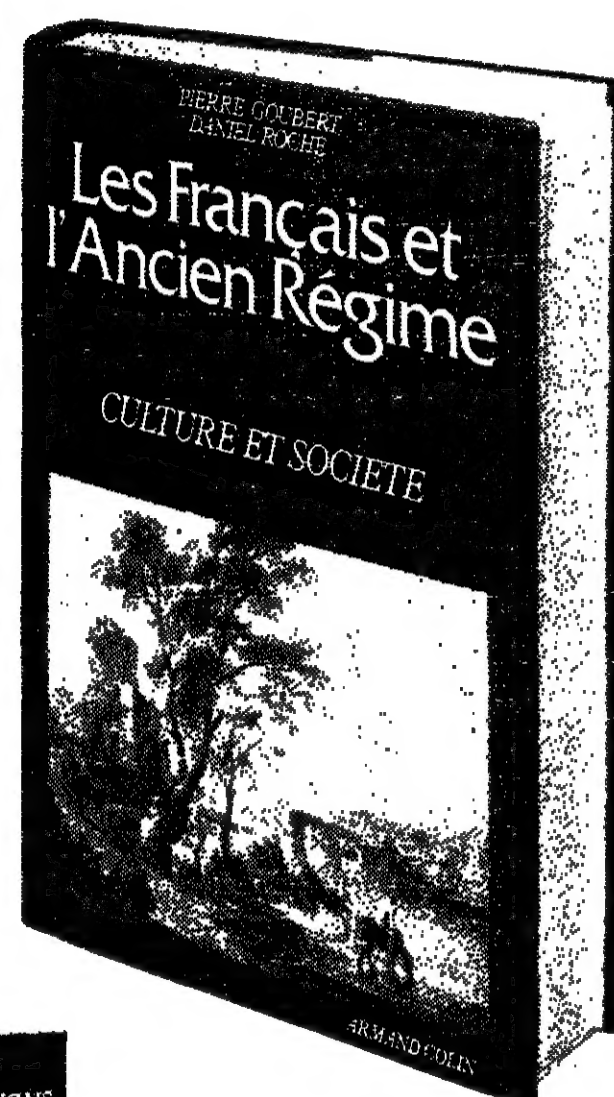


Les Français et l'Ancien Régime

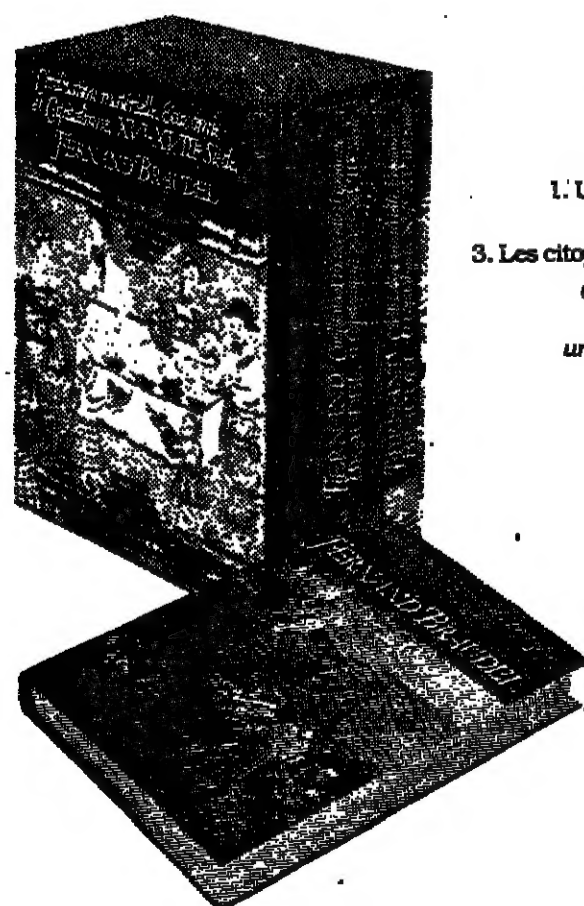
Pierre Goubert et Daniel Roche ont réussi une gageure : rendre extrêmement claire et passionnante une période souvent confuse. Ils ont renoncé au récit chronologique pour décrire des attitudes et des comportements, expliquer un système social, évoquer les Français dans leur cadre de vie, de travail et de pensée. Le style est alerte, l'iconographie riche et le plus souvent inédite. Nous retrouvons ainsi, dans leur existence quotidienne, dix à douze générations de nos ancêtres qui vécurent de la Renaissance à la Révolution.

2 volumes, format 18 x 25, 380 pages chacun, reliure pleine toile sous jaquette illustrée, nombreuses illustrations noir et couleurs. Chaque volume : 270 F, les deux volumes : 480 F

PIERRE GOUBERT
DANIEL ROCHE

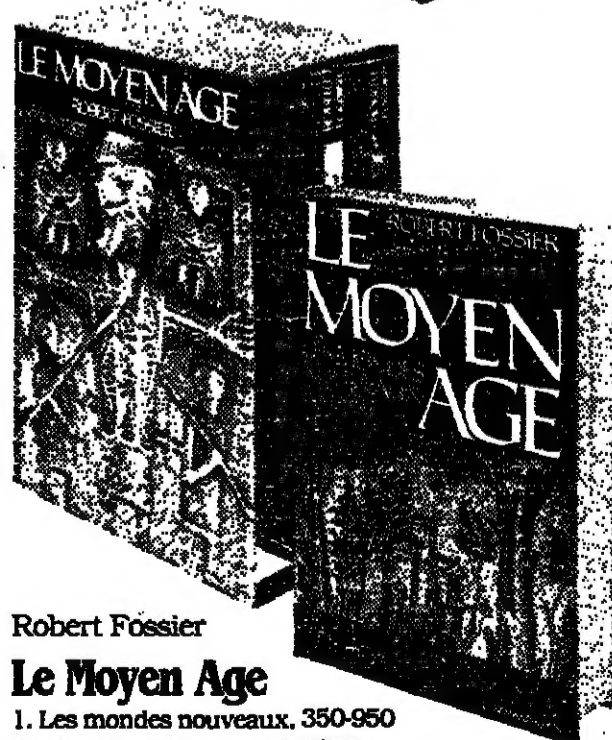
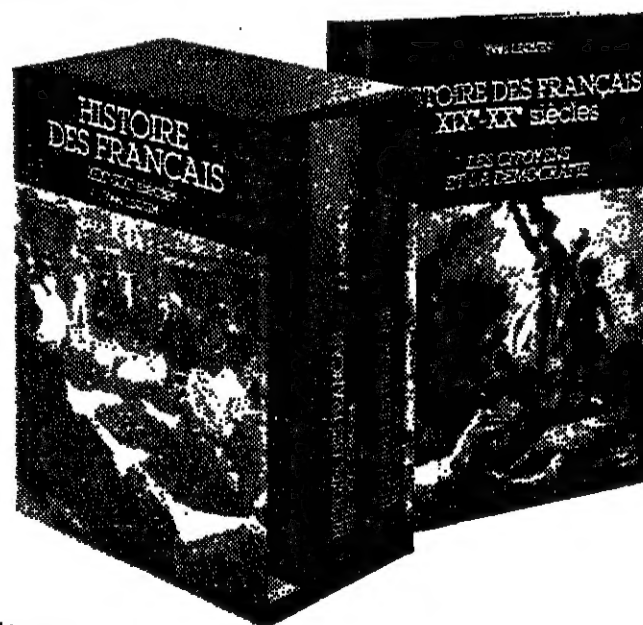


les bons textes, les grands auteurs,
les vrais sujets



Yves Lequin
**Histoire
des Français**
XIX^e - XX^e siècles

1. Un peuple et son pays
 2. La société
 3. Les citoyens et la démocratie
- Chaque volume : 300 F
Les 3 volumes dans un coffret cadeau : 850 F



Robert Fossier
Le Moyen Age

1. Les mondes nouveaux, 350-950
 2. L'éveil de l'Europe, 950-1250
 3. Le Temps des crises, 1250-1520
- Chaque volume : 284,50 F
Les 3 volumes dans un coffret cadeau : 807 F



Jean Elleinstein
**Histoire
mondiale
des socialismes**
Des origines à nos jours

en 6 volumes
Chaque volume : 350 F
Les 6 volumes : 1400 F (jusqu'au 15/01/85)

Fernand Braudel
**Civilisation matérielle,
Économie et Capitalisme**
XV^e - XVIII^e siècle

1. Les Structures du Quotidien
2. Les Jeux de l'Échange
3. Le Temps du Monde

Chaque volume : 279,50 F
Les 3 volumes dans un coffret cadeau : 838 F

Demandez notre catalogue "Histoire-beaux livres" à votre libraire ou, à défaut, à ARMAND COLIN 103, bd St-Michel 75005 Paris

(Suite de la première page.)

PHILIPPE LEMAITRE.

PHILIPPE LEMAITRE.

De notre correspondant

En outre, la RFA — et M. Kohl insistera une nouvelle fois là-dessus à Washington — attache une grande importance, en dehors des contacts bilatéraux, aux négociations en cours dans le cadre de la Conférence

Il insiste sur la nécessité de ne pas remettre sans cesse en cause les résultats acquis en raison de l'apparition de technologies nouvelles. Il appelle notamment les Etats-Unis à

HENRI DE BRESSON.

Les entretiens ont porté en particulier sur la dette extérieure de l'Amérique latine, la situation en Amérique centrale et les relations bilatérales. M. Vega, actuel secrétaire du Groupe de Carthagène, qui regroupe les onze pays les plus endettés d'Amérique latine, prône un « large dialogue politique » entre les gouvernements des pays créanciers et créanciers, la Banque internationale et les organismes financiers multilatéraux. M. Cheysson a indiqué que la France est engagée « dans la lutte pour un new deal financier », estimant qu'une assistance financière et une aide au développement des pays les plus démunis permettraient une réactivation économique.

Israel

De notre correspondant

« L'OLP était très enthousiaste à l'idée de mon voyage, a déclaré M. Derousha. Elle m'aurait reçu à bras ouverts. » Selon M. Edri, la centrale palestinienne avait même envoyé un avion spécial à Chypre pour chercher son hôte: Loin d'exprimer des regrets, le député, convaincu du bien-fondé de son geste, a indiqué qu'il récidiverait et « cher-

J.-P. LANGELLIER.

Afghanistan

Egypte

Égypte

● **M. MOUBARAK ANNULE UN VOYAGE EN GRÈCE.** — Le président égyptien a annulé la visite qu'il devait effectuer en décembre à Athènes, et cela en raison du récent entretien entre le président Mitterrand et le colonel Kadhafi, organisé en Crète sous les auspices de la Grèce. — (AFP)

Ethiopie

● TROIS OCCIDENTAUX LIBÉRÉS PAR LES REBELLES DU FLPT. — M. Robert John et son épouse Eva, de nationalité britannique, et M. Michael Phillips, Australien, qui avaient été faits prisonniers le 19 octobre par les maquisards du Front de libération du peuple du Tigre (FLPT), doivent arriver dans quelques jours à Khartoum, a annoncé, à Londres, un porte-parole du FLPT.

Guinée

● **MESURES DE SÉCURITÉ À CONAKRY.** — Un renforcement des mesures de sécurité a été constaté à Conakry où, depuis une dizaine de jours, les militaires prennent position dans les principales artères de la capitale, à partir de minuit, et des militaires contrôlent les identités des passants, a-t-on appris mercredi 28 novembre de source informée. Aucune explication n'a été fournie, de source officielle, sur ces mesures qui sont intervenues à l'issue d'une tension entre l'armée et la milice et alors que le régime a réprimé à Conakry. Cette tension, a été provoquée, selon des sources informées, par la nomination d'un militaire à la tête du camp de la milice « *kwané Nkrumah* » (ancien chef de l'Etat ghanéen) à Conakry, qui sert de centre de formation pour les miliciens et les étudiants sortis de l'université. Cette nomination était jusqu'à présent assurée par la milice. (A.F.P.)

Mozambique

● **ATTACHE DE LA RNM.** — Sept personnes au moins ont été tuées et plusieurs autres blessées lors d'une attaque lancée par les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RNM), la semaine dernière dans la province de Maputo, a indiqué mercredi 28 novembre l'Agence mozambicaine de presse (AIM). La RNM, qui est à l'origine de plusieurs massacres de passagers de bus ces derniers mois, est également rendu responsable, par l'AIM, du meurtre d'un jour, d'un prêtre catholique mozambicain, Frederico Samuel, dans les environs de Manhiça. — (AFP).

Nouvelle-Zélande

● **NOUVEAU CHEF DE L'OPPOSITION.** — M. Jim McIlroy, ancien ministre de la jus-

Ouganda

■ **ATTENTAT A KAMPALA.** — La capitale ougandaise a été le théâtre, en l'espace d'une semaine, de quatre attentats à la bombe. La dernière explosion, mercredi 28 novembre, a semé la panique, les habitants évacuant par milliers leurs bureaux ou leurs domiciles. On ignore s'il y a eu des victimes. — (Reuter.)

Les Palestiniens

par
Eric
Rouleau

72 F.

« Ce sont les juifs et les Palestiniens qui sont les mieux placés pour se comprendre réciproquement ».

Palestiniens d'Israël, des territoires occupés, des camps, de la diaspora : vingt ans d'enquêtes, de témoignages, de récits au jour le jour.

La Découverte Le Monde

POUR SAUVER LA VIE DE RIAD TURK

Premier secrétaire du Parti Communiste Syrien

Aurété le 28 octobre 1980, RIAD TURK, premier secrétaire du Parti communiste syrien, suit depuis quatre ans d'insécurité des tortures qui ont nécessité à plusieurs reprises son hospitalisation et font craindre pour sa vie. Les tentatives de l'armée et de la police syrienne pour l'arrêter ont échoué. On ne trouve jusqu'à présent aucun indice sur les conversations syriennes.

Né en 1931 à Hama, RIAD TURK s'est distingué au sein de son parti par la lutte pour une ligne démocratique et indépendante. Membre du bureau politique en 1969, puis président du comité central en 1974, il fut l'un des exécutifs de l'opposition démocratique et y joua un rôle de première importance.

Ainsi, nous adresserons-nous aux autorités syriennes pour qu'elles mettent fin à ces persécutions et libèrent RIAD TURK. Nous appelons également toutes les forces syriennes de liberté et de progrès à intervenir par tous les moyens auprès du gouvernement syrien pour exiger sa libération.

Membres du bureau :

Jean BERANGER (secrétaire MRG des Yvelines) ; Charles BETTEL-HEIM (économiste) ; Claude BOURDET (germain) ; Pierre BRANA (PS, secrétaire national) ; Jean-Louis CHATELAIN (philosophe) ; Jean-François DAURIAUX (MRG, président de la commission nationale des droits de l'homme) ; Yves DECHEZELLE (avocat) ; Gilles DELEUZE (philosophe) ; Michel GARCIA (MRG, directeur de la revue "Le philosophe") ; adjointe aux relations internationales : Serge DESPAQUIT (astrophysicien, secrétaire national du PSU) ; Miguel ANGEL ESTRELA (musicien) ; Félix JAVATYAN (philosophe) ; Steve KALWACHER (professeur) ; Mohammed HARBI (historien) ; Jacques HUNTJINGEN (PS, secrétaire national aux relations avec les pays arabes) ; Georges LAFONT (philosophe) ; Jacques NÉEL (professeur) ; Louis SALA-MOLINS (philosophe) ; Jacques SALVATOR (médecin, secrétaire national adjoint du PSU) ; Paul VIELLE (sociologue).

Pour toute correspondance, M^{me} Mail, 1, rue Charles-Telley, 75101 Paris.

META
conseil
GESTION DES RESSOURCES
Humaines
Organisation - Audit Social -
Ateliers de Communication et
de Motivation -
Recherche et Sélection de Cadres -
Etudes Graphologiques

BILAN
de CARRIERE

Vous souhaitez avec juste raison
vous situer personnellement et
professionnellement,
appelez-nous -
Tél. : 233.62.00
META CONSEIL
15, rue du Louvre
75001 PARIS

Bordeaux - Rouen
Le Havre - Lyon - Montpellier

Discrétion assurée.

TENNIS



- Entraînements tous jours, tous niveaux avec moniteurs.
- 6 courts couverts aux Portes de Paris.

Tél. 345.22.20

PROTENNIS
21, Bd Ponsotowski - 75012 PARIS
Protennis joue avec addic'®

LE GRAND CHINGOIS
6 Av. de New York 16
75013 21 - 1^{ère} ligne (métro)

**"LE MEILLEUR
CHINGOIS
DE PARIS"**
AIR-PRINCE / ATLAS



PARTY - T. 345.22.20

Les Palestiniens

par
Eric Rouleau

72 F.



« Ce sont les juifs et les Palestiniens qui sont les mieux placés pour se comprendre réciproquement ».
Palestiniens d'Israël, des territoires occupés, des camps, de la diaspora : vingt ans d'enquêtes, de témoignages, de récits au jour le jour.

Une co édition

 **La Découverte** de l'Homme

PIANO BAUDE

250 1st mo.
252 1st mo.
REDF CRED
257 88 44
E. CHAMBERLAIN

150

150

DIPLOMATIE

L'UNESCO à la dérive

(Suite de la première page.)

Entre ces deux positions extrêmes se situe un vaste courant d'opinion qui, tout en reconnaissant que l'UNESCO souffre aussi, et même largement, de maux qui ne sont pas sérieusement imputables à son chef actuel, estime que le comportement de ce dernier n'a pas peu fait pour exacerber certaines passions, ni pour alimenter le désenchantement.

C'est en 1975 que M. M'bow est devenu directeur général. Les États membres cherchaient, pour succéder à M. M'bow, terrassé par la maladie, un grand intellectuel du tiers-monde, africain de préférence. M. M'bow avait été, de 1966 à 1970, un membre actif du Conseil exécutif de l'Organisation. Comme sous-directeur général chargé de l'éducation, cet agrégé longtemps autodidacte, qui avait dû surmonter des difficultés dont les boursiers les plus méritants de nos écoles normales n'ont sans doute qu'une faible idée, s'était montré — très classiquement — plutôt conservateur.

Qu'il fût sénégalais séduisait les uns, qu'il fût modéré rassurait les autres — ou parfois les mêmes. Son inlassable courtoisie, la grande attention qu'il savait prodiguer à ses interlocuteurs, sa culture et sa curiosité d'esprit faisaient de lui le candidat idéal à la succession du prestigieux disparu. Les premières années de sa direction, de l'avis même de ses plus farouches adversaires d'aujourd'hui, n'allaient pas, dans l'ensemble, faire regretter ce choix.

De très hauts salaires

M. M'bow a-t-il épuisé plus vite qu'il ne le pressentaient les charmes d'un poste qui ne faisait de lui que le directeur d'un organisme ancré des Nations unies ? Il s'est pris à rêver de secrétaire général de l'ONU. Et à entamer une campagne qui, de voyage en voyage, l'a conduit à courir le monde. A grands frais, rappelant ses adversaires. Las ! Après M. Waldheim, M. Perez de Cuellar a obtenu cette faveur qui n'était due qu'à lui.

Il y eut ensuite la course au prix Nobel de la paix, qui lui fit multiplier les interventions sur la guerre Iran-Irak, en Amérique centrale, auprès du Pôlisario ou sur d'autres terrains encore, où l'UNESCO ne semblait pas l'appeler *a priori*. Les bourses d'études de 6 000 dollars, versées en espèces, se multiplièrent auprès de ces petits États que les grandes puissances négligent trop souvent, mais dont les suffrages additionnés n'ont pas de prix dans certaines enceintes internationales.

Ces déceptions successives ont, semble-t-il, convaincu M. M'bow qu'il était victime d'un ostracisme délibéré de la part des Occidentaux, et pour des raisons qui relevaient plus de la basse politique, voire du racisme, que d'une juste appréciation des intérêts vitaux de l'UNESCO ou de la communauté internationale. Thèse propice au rassemblement de pays qui, pour appartenir au tiers-monde, n'en commencent pas moins à émettre quelques doutes sur sa gestion : celle-ci fut, en 1982, contestée par le groupe des « 77 » (notamment les délégués latino-américains et algériens) avant même que les nations industrialisées de l'Ouest aient vraiment ouvert les hostilités.

M. M'bow doit aujourd'hui faire face à une contestation qui est loin de se limiter aux orientations politiques qu'il a données à l'Organisation : le premier grief qu'on lui adresse est d'avoir laissé se développer au sein de l'UNESCO un mode de fonctionnement détestable. Quitte, parfois, à faire porter au seul directeur général la responsabilité d'une dérive dans la gestion (du personnel notamment) qui avait été amorcée avant lui, et dont il est probable qu'elle lui survivra.

Première critique : le très haut niveau des salaires. En principe, ceux-ci sont alignés sur l'indice le plus élevé, à catégorie donnée, de la fonction publique du pays le plus riche, augmenté de 1 % (afin que le choix, pour un fonctionnaire, de l'Organisation internationale ne comporte aucune « sanction » salariale). Concrètement, cela signifie

que les États-Unis sont la référence constante. Cela ne serait rien encore si ces traitements — à l'instar de tous les autres paiements effectués par l'UNESCO — n'étaient calculés en dollars. La formidable appréciation de la devise américaine ces dernières années s'est évidemment traduite par un bond en avant des rémunérations réelles, car les mécanismes destinés à différer l'impact des variations monétaires sont beaucoup plus efficaces — allez savoir pourquoi ! — contre la baisse du dollar que contre la hausse. Ces dispositions, valables pour les organismes des Nations unies en général, sont héritées de la Société des nations. Et l'on ne saurait reprocher à M. M'bow que son règne ait correspondu à la hausse la plus spectaculaire que le dollar ait jamais enregistrée.

Il n'en demeure pas moins qu'à ce niveau de rémunérations, un fonctionnaire de l'UNESCO est, peut-être plus qu'aucun autre au monde, soucieux de conserver son emploi. Mais il en est moins assuré : en principe, les contrats à durée indéterminée sont supprimés. Ils sont normalement négociables tous les deux ans. Les « chefs » disposent donc d'une influence considérable sur la destinée de leurs subordonnés, étant entendu qu'ils sont soumis au même régime de la part de leurs propres supérieurs.

Ce système génère l'obéissance — alors que les États font la loi bien au-delà de ce qui était prévu à l'origine, pour toute nomination de quelque importance — plus sûrement que la plus implacable hiérarchie militaire. Il décourage en outre les recycles, les « retours au pays », tout particulièrement dans le tiers-monde : tel journaliste africain qui est entré au service de presse à vu, par exemple, son salaire multiplié par sept du jour au lendemain, sans parler des avantages matériels et fiscaux afférant à sa nouvelle situation, et de la relative liberté ainsi gagnée. Il n'est pas rare qu'un fonctionnaire d'un pays pauvre, et même parfois d'une nation industrialisée, trouve au changement un bénéfice comparable. Dans ces conditions, on voit mal comment éviter la sclérose et la coupure croissante avec la réalité.

Copinage et quotas

En deuxième lieu, la haute hiérarchie pose elle-même quelques problèmes. Il est à peu près général que les États membres n'ont pas à l'UNESCO leurs meilleurs éléments, à moins qu'une telle nomination leur permette de se débarrasser, sous couleur de promotion, de quelques contestataires (ce fut le cas de M. M'bow au Sénégal).

Sans parler du « copinage », politique ou familial, qui ne se limite pas aux nominations, mais s'étend aussi à certains contrats d'étude, étant entendu qu'il peut arriver à l'ami ou au parent, ainsi honoré d'une commande juteuse, de se révéler fort compétent. De cela non plus, il ne serait pas juste d'accuser le seul directeur général actuel.

De même pour l'importance disproportionnée du budget de fonctionnement par rapport à la part des ressources affectées à des actions sur le terrain : on a assisté, depuis bien des années, à une croissance inrayable du coût de la « machine UNESCO », qui avoisine aujourd'hui les trois quarts du budget global, et finira, si l'on n'y prend garde, par illustrer à la perfection la caricature parkinsonienne d'une administration fonctionnant entièrement pour elle-même, sans rien produire en direction de l'extérieur. Encore faut-il signaler que sont imputés au budget de fonctionnement des frais occasionnés par des services rendus à l'extérieur : quand l'UNESCO, par exemple, met au point, pour un pays récemment décolonisé, un système global d'éducation nationale, elle le fait avec ses propres fonctionnaires et sur ses propres fonds. Mais n'est-ce pas une façon de remplir sa mission parfaitement conforme aux ambitions de ses fondateurs que de servir de bureau d'études à des pays qui n'ont à cet égard ni expérience ni moyens ?

Reste le contentieux qui vise M. M'bow lui-même, en dehors de la fameuse politisation. Le directeur général est accusé d'avoir fait modifier par « sa » majorité les quotas d'attribution de postes selon les pays, pour les quelques 900 emplois soumis à répartition entre les États. En faisant adopter une disposition nouvelle, il a théoriquement assuré à l'Afrique environ 400 postes, au grand dam des cinq nations qui fournissent 55 % des ressources de l'Organisation (États-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne). Les heureux bénéficiaires seraient ensuite bien ingrats de refuser à M. M'bow le soutien dont il peut avoir besoin ; et à l'UNESCO, il n'existe aucun droit de veto : un pays, une voix, ni plus ni moins.

On reproche aussi à M. M'bow d'avoir peu à peu concentré dans ses

maines tous les pouvoirs réels de décision. « Quand il est en voyage, et Dieu sait si c'est fréquent, il faut le poursuivre d'avion en avion, de palace en palace, pour lui faire signer la moindre lettre », déplore l'un. « L'autre jour, il a reçu le délégué d'une petite principauté qui avait un dossier sérieux à lui exposer, renchérit l'autre, et il ne lui a parlé que du mariage de l'héritière du trône, sur lequel il avait quelques idées personnelles du côté des monarchies scandinaves. »

C'est là un grief qui revient très souvent lorsqu'on prend le risque de débouder le flot des récriminations de « la maison » contre son grand patron : M. M'bow a perdu toute faculté d'écoute, toute cette attention à autrui qui n'était pas, naguère encore, le moindre de ses charmes. Surtout lorsqu'il s'agit d'entendre des choses déplaisantes... Il est vrai qu'il n'est pas le seul homme de pouvoir dans ce cas.

Des voyages qui rapportent

Descendons encore d'un cran, puisque les questions d'argent tiennent désormais dans la controverse une part trop importante pour pouvoir être étudiées. Selon ses détracteurs, le directeur général de l'UNESCO tire de ses prestigieuses fonctions un profit exagéré. Non seulement par sa rémunération officielle, de l'ordre de 180 000 francs par mois tout compris — mais par les avantages annexes dont il use largement. Un fonctionnaire de l'UNESCO, quel que soit son grade, mais proportionnellement à celui-ci, perçoit non le remboursement de ses frais réels, mais une indemnité forfaitaire appelée *per diem*, amputée de 50 % si l'hôtel lui est offert, et de 75 % si tout lui est fourni par le pays invitant. Or le « D.G. » n'est pas un voyageur comme les autres, à qui les puissances auxquelles il rend visite ont l'habitude de laisser payer son hôtel, ses repas au restaurant ou ses taxis... Sur 252 jours de déplacement en 1981, année-record, le bénéfice, parfaitement légal sans doute, décourage le calcul mais encourage toutes les supputations. Au demeurant, M. M'bow n'est certes pas le seul haut fonctionnaire de l'UNESCO dont les déplacements soient aussi rémunérateurs.

Il y a aussi ce que l'on appelle la place Fontenoy : « affaire du duplex ». Au début des années 70, René Mahen, à qui nul n'aurait jamais songé à reprocher la moindre velléité d'enrichissement abusif, avait vainement tenté d'obtenir du « comité du siège » l'attribution d'un pied-à-terre de 135 mètres carrés. Élu à sa succession, M. M'bow sollicite à nouveau l'attribution d'un logement de fonction, et l'obtint en soulignant que, bien entendu, il était disposé à payer un loyer. On expulsa donc l'association du personnel (depuis, M. M'bow en a fait naître une autre, beaucoup moins contestataire, pour concurrencer l'ancienne) et l'on installa pour le nouveau « D.G. » un superbe duplex de près de cinq cents mètres carrés dans l'aile Ségur du bâtiment de l'Organisation, aux sixième et septième étages. De loyer, on n'entendit plus jamais parler, et quand le comité fit mine de s'en enquérir auprès du cabinet de M. M'bow, il lui fut répondu que la proposition (pourant modeste au regard des tarifs en usage et des ressources du bénéficiaire) était « indécise ». Et le « DG » vient d'en demander l'agrandissement.

Enfin, toujours dans un registre plus personnel que politique, la fascination de M. M'bow pour les distinctions honorifiques étrangères, pour cotiser moins cher à l'UNESCO, n'en continue pas moins d'alimenter bien des critiques, et, d'ailleurs, des interrogations. Comment cet authentique intellectuel, qui dut arracher ses vrais diplômes à la sueur de son front, peut-il sérieusement accorder tant de prix aux doctorats *honoris causa* et autres distinctions de nombreuses universités fantaisistes, de gouvernements dictatoriaux, dont la nomenclature remplit plusieurs pages de son curriculum vitae officiel ? De la Fondation pontificale du Pérou à l'Université Kim Il Sung de Corée du Nord, en passant par l'ordre de la Vieille Montagne bulgare, cet homme fin et cultivé aura collectionné les titres les plus approximatifs. Il ne pouvait guère, il est vrai, les refuser. Du moins aurait-il sans doute gagné à ne pas s'en glorifier, lui dont la valeur universitaire ne pouvait être mise en doute par personne. Et à plus forte raison à les solliciter à l'occasion de ses innombrables voyages.

Politique, l'opposition à M. M'bow ? Peut-être. Mais il a bien facilité la tâche à ses détracteurs.

BERNARD BRIGOULEUX.

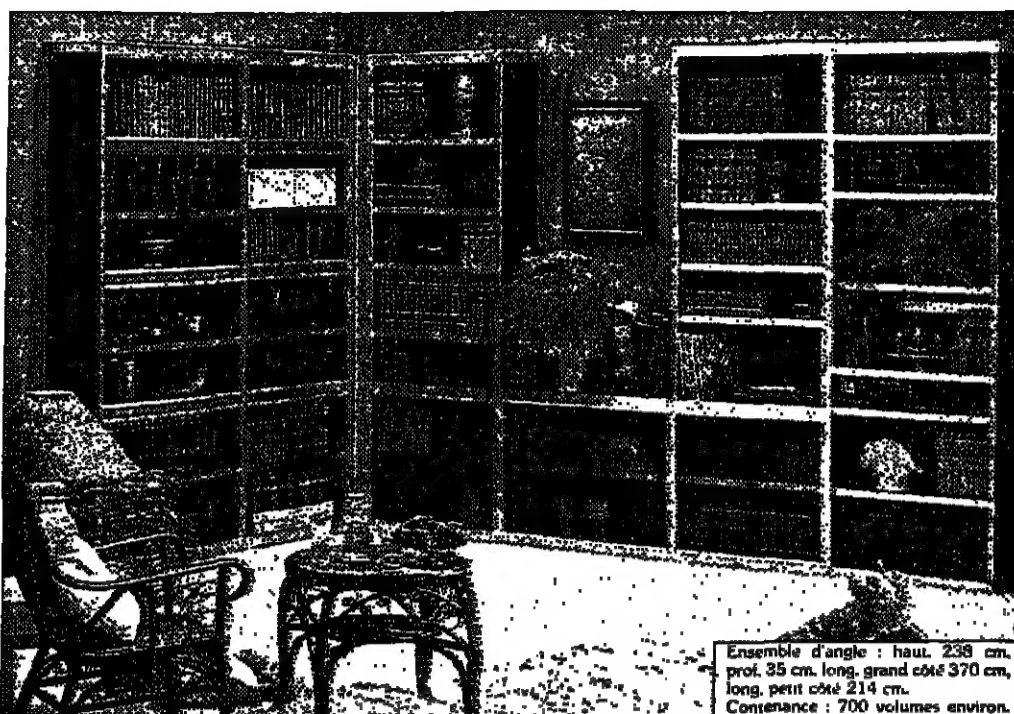
Prochain article :

LES GRANDES MANGEUVRES

Du meuble individuel... aux grands ensembles

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • MILAN • NEW-YORK



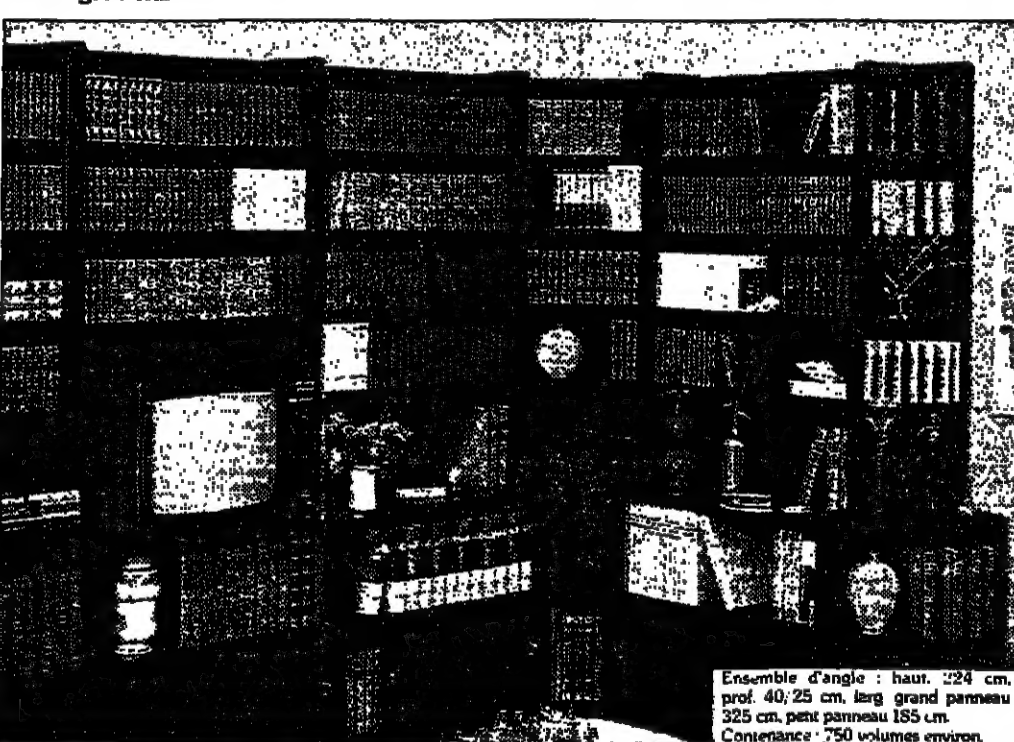
Ensemble d'angle : haut, 238 cm, prof. 35 cm, long. grand côté 370 cm, long. petit côté 214 cm. Contenance : 700 volumes environ.

LIGNE OR : 30 modèles JUXTAPOSABLES

4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 6 couleurs

Spécialiste européen pour le rangement des livres de tous formats, La Maison des Bibliothèques propose une ligne exclusive, extrêmement sobre et fonctionnelle. La « Ligne OR » vient ainsi compléter le très large éventail de La Maison des Bibliothèques (Standard, Rustiques, Contemporains, Ligne Noire, etc.).

Ces prestigieux modèles permettent de constituer, par simple juxtaposition, la bibliothèque idéale quelle que soit la place dont on dispose. Véritable architecture de montants et de traverses OR habillées de panneaux et d'étagères. Noir, Ivoire, Blanc, gris, façon loupe d'orme ou façon ronce escajou. La « Ligne OR » apporte une solution rationnelle et très décorative au rangement de tous vos ouvrages aussi bien professionnels que de collection ou d'agrément.



Ensemble d'angle : haut, 224 cm, prof. 40,25 cm, long. grand panneau 325 cm, petit panneau 185 cm. Contenance : 750 volumes environ.

LIGNE NOIRE : 32 modèles VITRÉS

5 hauteurs - 3 largeurs - 2 profondeurs - 6 couleurs

Création exclusive de LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES réalisée à partir d'un nouveau matériau permettant un usage dans la masse. Identique à celui du bois massif. Tous les modèles de la LIGNE NOIRE (JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES par simple pose sans aucune fixation) permettent de constituer des ensembles bibliothèques très élégants. De nombreux accessoires (1/4 de ronds, meubles d'angle, abattant-secrétaires, étagères TV, etc.) offrent de multiples possibilités de décoration intérieure comme d'aménagement de cabinets de travail.

Maintenant disponible en 6 couleurs : Noir - Acajou - Beige - Vert Bronze - Gris - Blanc.

PRIX IMBATTABLES

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE
EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • MILAN • NEW-YORK

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e

Horaires : du lundi de 10 h à 19 h et de mardi au samedi de 10 h à 19 h
Ligne téléphonique : 01 32 07 33 33

BORDEAUX, 10, r. Bouffard, tel. (05) 44 39 42
CLERMONT-FERRAND, 22, r. G. Clemenceau, tel. (03) 93 97 06
DIJON, 100, rue Monge, tel. (03) 85 02 45
GRENOBLE, 58, r. St-Laurent, tel. (03) 42 55 75
LILLE, 88, r. Esquermoise, tel. (03) 55 69 39
LIMOGES, 57, r. Jules-Noriac, tel. (05) 79 15 42
LYON, 11, r. de la République, tél. Hôtel de Ville - Louis-Pradell, tel. (7) 828 38 51
MARSEILLE, 109, r. Paradis (metro Estrangin), tel. (01) 37 00 54
MONTPELLIER, 8, r. Sérane (pres Gard), tel. (07) 55 19 32
NANCY, 1, r. petroleuse St-Michel (bas St-Epvre), tel. (03) 833 84 84
NANTES, 16, r. Gambetta (pres rue Guillemin), tel. (02) 74 59 35
NICE, 8, r. de la Boucherie (Vieux-Village), tel. (03) 80 14 59
PARIS, 61, rue Froidevaux, 14^e, tel. (01) 32 07 33 33
RENNES, 18, quai E.-Zola (pres du Musée), tel. (09) 79 56 33
ROUEN, 43, r. des Chartreux, tel. (03) 71 56 22
STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, tel. (88) 36 73 78
TOULOUSE, 1, r. des Trons Renards (pres pl. St-Sernin), tel. (63) 22 02 40
TOURS, 5, r. F. Barbaud (pres des Halles), tel. (47) 01 03 28

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

en envoyant ce bon à :
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES, 75680 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, tentes, contenances, prix, etc.) sur tous vos meubles : MO 76

M. Mlle, Mlle
Prénom
Adresse
Code postal Ville
(facultatif) Tél. Profession
Catalogue par téléphone
24 h sur 24
Répondeur automatique (1) 320.73.33

PIANOS DAUDE

LOCATION
VENTE
280 f/mois
252 f/mois
CRÉDIT CREG
jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis av. de Wagram
75017 PARIS
763.34.17 / 227.88.54
OUVERT LE DIMANCHE

Le Monde

politique

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'affrontement de deux « bêtes à concours »

Une chose est claire après les échanges qui ont eu lieu le mercredi après-midi 28 novembre au Palais-Bourbon entre MM. Giscard d'Estaing et Fabius : personne, ni à droite ni à gauche, ne possède la recette miraculeuse qui permettrait de sortir la Nouvelle-Calédonie de l'impasse politique où elle se trouve.

On voit mal que la proposition de départementalisation présentée par M. Valéry Giscard d'Estaing ait, dans le climat actuel, quelque chance de succès. Elle tendrait plutôt à radicaliser davantage la position des Européens. En la circonstance, l'ancien président s'est montré beaucoup plus « national » qu'il ne l'avait été lors de son dernier passage à Nouméa, en juillet 1979. Pressé par le maire (RPR) de Nouméa, M. Roger Laroque, de prononcer la phrase du général de Gaulle, à Nouméa — « Ici, c'est la France » — M. Giscard d'Estaing s'était soigneusement gardé de prononcer ces paroles définitives. De même M. Dick Ukeiwé, aujourd'hui président du gouvernement local, qui était alors le chef de l'exécutif local, avait vivement insisté pour que le président de la République affirme l'appartenance incontestable de la Nouvelle-Calédonie à la France.

Le bilan de la politique de départementalisation conduite depuis 1946 dans les anciennes colonies des Antilles et de l'Océan indien n'est pas à ce point positif, en effet, malgré ses réussites, qu'il puisse servir d'exemple dans un territoire qui souffre encore des « séquelles d'une époque coloniale », selon la propre expression de M. Giscard d'Estaing, en 1979, à Nouméa.

Le prochain débat parlementaire annoncé par M. Fabius dans la quinzaine qui vient permettra peut-être d'aborder au fond la question calédonienne.

Mercredi 28 novembre, 16 h 20, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, le silence se fit. M. Louis Mermaz, du haut de son perchoir, lance : « La parole est à M. Giscard d'Estaing ». L'ancien président de la République va, pour la première fois depuis sa réélection au siège de député de la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, s'exprimer au cours d'une séance publique de l'Assemblée nationale. Et M. Laurent Fabius lui répondra en personne.

Pour cette première, les tribunes de presse sont comblées. Les députés, eux, ne sont guère plus que lors des habituelles séances de questions au gouvernement, du mercredi après-midi, qui, de toutes façons, les attirent en grand nombre ; mais, pour une fois, M. Jacques Chirac est là ! Le terrain d'affrontement entre les deux « bêtes à concours » de la classe politique française a été choisi — comme il convient — par le plus ancien : la Nouvelle-Calédonie. La télévision en sera le témoin. L'un et l'autre ont déjà montré qu'ils savent l'utiliser. Ils le confirmeront cette fois encore.

Bien vite, ceux qui se demandaient si M. Giscard d'Estaing avait changé seraient « rassurés » ! Ce n'est pas un député comme les autres qui s'exprime. Dès sa première phrase, il dit son « émotion à reprendre la parole dans une salle où ont résonné les plus grandes voix politiques de la France » (quelques sourires). D'autant qu' aussitôt après il rappelle qu'il fut sept ans le chef de l'Etat. Il n'a pas oublié. Il ne veut pas que l'on oublie.

Dix-sept minutes durant, il mènera les rappels de son action, les critiques de ses successeurs, ses propositions pour l'avenir, sans qu'il y ait forcément concurrence d'une phase de son discours à l'autre. Il parle, certes, avec courtoisie des Calédoniens, avec force du rôle de l'Etat, mais son style d'éloquence ne soulève pas la passion. Il est applaudi sur les bancs de la droite (même si une fois M. Raymond Barre oublie de le faire), mais jamais avec enthousiasme.

A gauche, on est d'abord respectueux. Aussi, M. Louis Mermaz n'a guère de mal, au début tout au moins, à obtenir le silence. Mais plus le temps passe, et moins les réactions sont contenues, malgré les « chut ! » de M. André Billardon, président du groupe socialiste. Et lorsque M. Giscard d'Estaing rappelle qu'il a eu plus de voix que M. Mitterrand en mai 1981 en Nouvelle-Calédonie, M. Henry Dauloy, député socialiste du Calvados, se dresse pour clamer : « Voici le président de la Nouvelle-Calédonie ».

Vient le tour du premier ministre. M. Fabius ne paraît pas troublé par

l'importance de l'enjeu, ni par la qualité de son interlocuteur. Est-ce par ironie, il prévient qu'il emploiera — lui si souvent qualifié de « Giscard de gauche » — le même ton que celui-ci. Il le fait, mais avec plus de chaleur, plus de conviction, et avec autorité. Au point que, pas une seule fois, il n'est interrompu par la droite. Son discours, où il mêle habilement la critique de la situation sociale en Nouvelle-Calédonie, l'affirmation de l'autorité de l'Etat, la volonté de dialogue, le rappel des responsabilités de l'ancienne majorité. Bref, il fait un parcours sans faute. Sa conclusion qui reprend des propos tenus par M. Bernard Stasi, ministre des départements et territoires d'outre-mer dans le gouvernement de M. Pierre Messmer de 1973 à 1974, soulève un tonnerre d'applaudissements à gauche et laisse la droite sans voix. Il a gagné la partie.

Dans les couloirs, à la sortie, un député UDF reconnaît que tout cela confirme que l'ancien président de la République « a toujours un lien affectif avec la politique », pendant qu'un autre concède que l'actuel premier ministre s'est élevé « à la hauteur d'un homme d'Etat ».

M. Pierre Messmer lui-même, s'il trouve que M. Fabius « ne s'est pas clairement engagé », explique aussi que la départementalisation proposée par M. Giscard d'Estaing « ne peut pas être la solution pour la Nouvelle-Calédonie » et que, de toute façon, c'est « à ses représentants d'établir eux-mêmes le statut de ce territoire ». Quant à M. Giscard d'Estaing, il confie simplement qu'il aurait aimé apporter trois « éléments d'information », après l'intervention du premier ministre : c'est sous son septennat qu'a été commencée la réforme foncière ; en 1979, un plan d'aide aux Calédoniens avait été mis en place ; si en 1975 il n'a pas reçu la désignation du gouverneur local, c'est que ce n'était pas sa responsabilité, mais de celle du gouvernement.

La prestation de celui qui, député, continue à se conduire en « ancien président de la République en exercice » est terminée, mais avant de face à face au sommet, l'hémicycle avait retenti d'autres échanges.

M. Jacques Brunhes, député communiste des Hauts-de-Seine, avait ouvert le feu, affirmant que la droite tenait « un langage colonialiste d'un autre âge ». M. Pierre Joxe sut trouver le ton qui convenait pour entraîner l'adhésion des députés de gauche. M. Georges Lemoine resta pensif, la tête entre les mains, pendant tout le temps du discours très anti-colonialiste du ministre de l'Intérieur. Si M. Robert-André Vivien y vit « l'apologie du marxisme », M. Stiri, qui est favorable à l'indépendance, approuva l'appel à la paix, et applaudit aussi M. Valéry Giscard d'Estaing.

Pour le RPR, M. Pierre Messmer revint à la charge. A son appel au respect de l'autorité de l'Etat, au maintien de l'ordre public, à l'affirmation de la valeur du suffrage universel, mise en cause selon lui par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Joxe répondit par le rappel des dissolutions de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie en 1962 et en 1973.

LES SÉNATEURS SOCIALISTES JUGENT « DANGEREUSE ET INOUPORTUNE » LA CRÉATION D'UNE COMMISSION DE CONTRÔLE

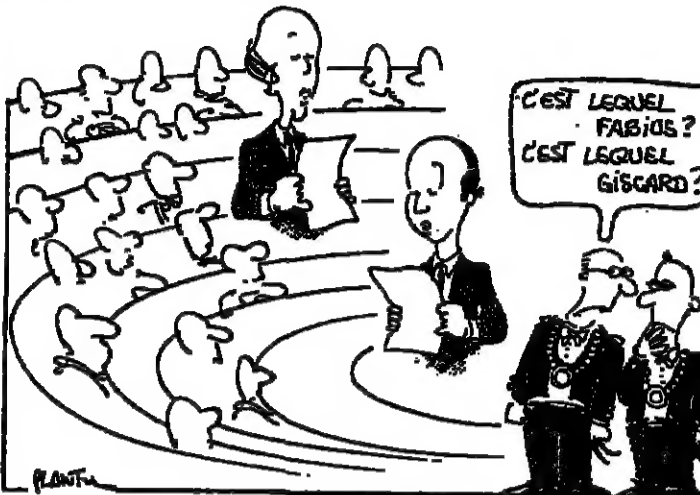
Après la décision prise par l'opposition (majoritaire au Sénat) de constituer une commission de contrôle sur le fonctionnement des services publics en Nouvelle-Calédonie (le Monde du 29 novembre), les sénateurs socialistes ont jugé cette initiative « inopportune » parce qu'au moment où se déroulent dans ce territoire « des événements graves qui ne laissent personne indifférent, on a assisté, au cours de la nuit du 27 au 28 novembre 1984 [au Sénat] à une manœuvre politicienne destinée à gêner l'action gouvernementale ». Ils l'ont également qualifiée de « dangereuse », car « elle ne peut qu'exacerber les tensions déjà existantes dès lors que la France apparaît divisée ».

La commission de contrôle, réunie mercredi 28 novembre, a désigné son bureau : M. Yvon Bourges (RPR, Ile-et-Vilaine), président ; MM. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), Pierre Coccardi-Pavard (Un. cent., Essonne), Pierre Matrara (PS, Bouches-du-Rhône) et Serge Boucheny (PC, Paris), vice-présidents ; M. Jacques Masion (Un. cent., Somme), secrétaire ; MM. Jean-Marie Girault (RI, Calvados) et Jean-Pierre Tizon (RI, Manche), rapporteurs.

Comme le dira le premier ministre, « le débat a été de haute tenue », tant que les caméras de télévision étaient là. Mais dès leur départ, par le biais d'un rappel au règlement, M. Jean-Louis Masson, député RPR de la Moselle, affirma que, pour avoir le droit de vote en France, « il faudrait bientôt être soit immigré, soit indépendantiste canaque ».

Le ministre de l'Intérieur s'est alors demandé s'il était possible à l'Assemblée nationale « de parler de questions graves et sérieuses dans le calme ». La réponse fut positive en grande partie, mais en partie seulement. Il serait souhaitable qu'elle le soit lorsque viendra le grand débat annoncé par M. Fabius.

THÉRIER BRÉHER.



La panacée ?

La départementalisation serait-elle la panacée pour les terres françaises d'outre-mer ? Les députés des vieilles colonies de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion, dont les propositions de loi aboutiront à la loi du 19 mars 1985 — qui érige ces terres en départements, — l'espèrent sans doute. Le principe d'assimilation, sur lequel était fondé ce texte, semblait constituer le remède à tous les problèmes, dans la mesure où la logique de cette loi devait abolir le régime spécial qui ne rendait pas applicables de plein droit, dans ces terres lointaines, les lois et décrets adoptés en métropole.

Certes, les effets de cette politique ont été bénéfiques. Les départements français d'outre-mer connaissent un niveau de vie économique et de protection sociale infiniment supérieur à ce qu'il est généralement dans tous les pays indépendants voisins.

Mais la législation adoptée en métropole n'a jamais été intégrée dans ces DOM, et la politique de départementalisation a vite produit des effets pervers en se traduisant essentiellement par l'augmentation croissante des subventions, laquelle n'a fait qu'accroître la dépendance de ces collectivités. Il en est ainsi résulté une société post coloniale caractérisée, dans le secteur économique, par des situations privilégiées de monopole, des écarts de revenus très importants entre

le secteur public et le secteur privé, et, dans le secteur social, par la coexistence de deux univers : le monde des fonctionnaires et des commerçants, aux intérêts convergents, et celui des ouvriers et des paysans, en moyenne quatre fois plus pauvre que le premier et frappé d'un chômage nettement plus aigu qu'en métropole.

La politique de départementalisation, malgré ses conséquences positives, n'a pas empêché les anciennes colonies de présenter les caractéristiques des pays en voie de développement, l'importance des transferts financiers ayant créé une économie très artificielle.

L'égalité étant en droit théorique, l'inégalité s'aggrave dans les faits, et les DOM sont progressivement devenus des « îlots juridiques » dans le droit français ; ce constat a engendré des frustrations d'autant plus vives que les particularismes locaux étaient forts. Et de ces frustrations naissent les revendications autonomistes soutenues par la gauche métropolitaine, jusqu'à la mise en œuvre de la politique de régionalisation actuelle, qui se propose de rompre avec la tradition centralisatrice en espérant que le transfert aux élus locaux des pouvoirs politiques permettra d'apporter aux spécificités de ces terres des réponses mieux adaptées.

A. R.

L'ambassadeur d'Australie convoqué au Quai d'Orsay

L'ambassadeur d'Australie en France, M. Peter Campbell John Curtis, a été convoqué, le mercredi 28 novembre, au Quai d'Orsay, où il a été reçu par M. Michel Combal, directeur d'Asie. Celui-ci lui a fait part de l'étonnement du gouvernement français à la suite de « certains jugements portés sur la situation en Nouvelle-Calédonie ». Il lui a rappelé qu'il s'agissait d'une affaire relevant de la souveraineté française.

A Canberra, les milieux officiels font observer que M. Hayden n'a fait que réitérer un point de vue exprimé à plusieurs reprises par l'Australie et qui se rapproche de la position française.

Le ministre, observe-t-on, a condamné le terrorisme et la violence, et souligné que son pays encourageait les formations politiques du territoire à travailler en vue d'un consensus sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. L'Australie, a-t-il dit, continue de croire que « la participation et le dialogue sont préférables au retrait » et regrette que les élections du 18 novembre « se soient déroulées dans un climat de tensions politiques ».

M. Hayden a déclaré jeudi que son commentaire sur la situation en Nouvelle-Calédonie « était une simple constatation de fait, indéniable et indiscutable » et qu'il ne regretait nullement ses propos.

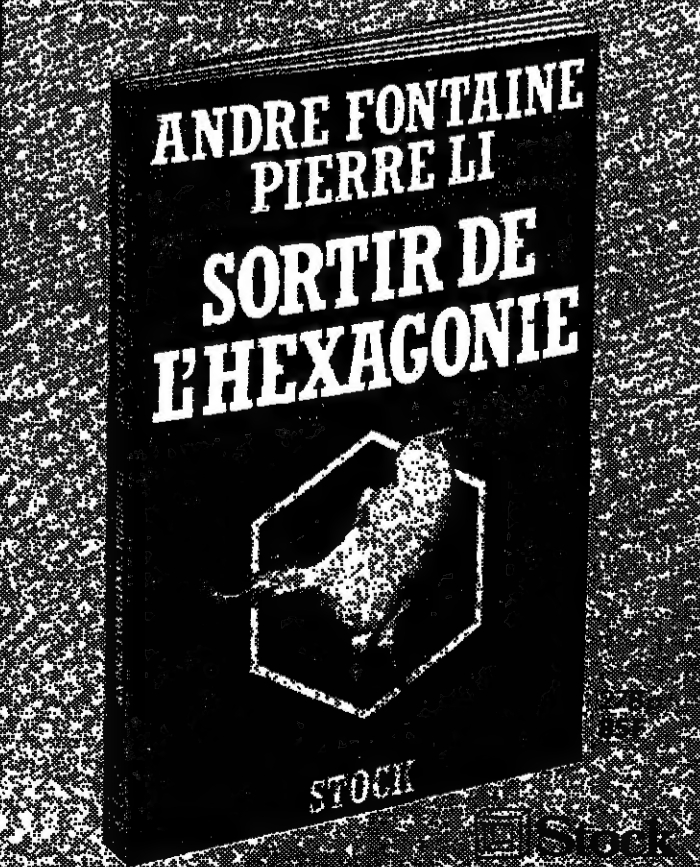
COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

Aux Trois Quartiers, le Rétro, un style pour les fêtes.



Aux Trois Quartiers 17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

VOIR LOIN ET LARGE POUR MIEUX ASSUMER L'AVENIR.



ÉVOQUÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Giscard d'Estaing : préparer une départementalisation progressive

Dès le début de sa prise de parole, M. Valéry Giscard d'Estaing rappelle que pendant sept ans, il a été le « garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire ». Puis il demande au premier ministre : « Qu'est-ce qui vous a conduit à revenir sur la mise en œuvre du statut que vous avez voulu, que vous avez fait voter et dont vous avez entrepris l'application ? » Évoquant la situation du sous-préfet « détenu », le député du Puy-de-Dôme déclare : « Qu'il vous ait fallu, pour agir, du temps et de la prudence, je l'admets, mais la situation dure depuis plusieurs jours. Or la prise d'otage n'est pas plus respectable en politique qu'en droit commun. » Il s'étonne aussi que ne soient pas respectées les « attributions du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie » élu par les récentes élections à l'Assemblée territoriale et les « échéances » fixées dans la loi, c'est-à-dire l'organisation du référendum sur l'autodétermination en 1989. Car, pour l'ancien président de la République, « le non-respect de la loi risque de faire perdre sa crédibilité à toute politique, fut-elle de rechange ». Il

cite à ce propos une parole de la coutume canaque prononcée lors des cérémonies funéraires : « Pour que l'ossature de la parole demeure la liane qui unit le pays. »

Reconnaissant que « l'autodétermination est une perspective très largement acceptée », M. Giscard d'Estaing rappelle que sous son septennat « nous avons conduit à l'indépendance le territoire des Afars et des Issas », et que lui-même, « le 17 juillet 1979, place de la Mairie, à Nouméa », a déclaré que : « la France ne ferait rien contre la volonté des habitants de l'archipel ». Mais, pour lui, « autodétermination » et « indépendance » ne sont pas « synonymes ». Il précise qu'à ses yeux, « dans le monde moderne, n'existent que deux statuts d'avenir : l'indépendance et un statut de type départementaliste ». C'est le second qui constitue aujourd'hui la « solution de progrès ». Il ajoute que « nombreux sont les Mélanésiens qui veulent la liberté et la justice, mais aussi la modernité, et qui entendent que la République française est la mieux placée pour leur apporter cette modernité ». De plus,

il demande si « évoquer en fait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit des premiers occupants » ne serait pas « une variante de la pensée raciste ».

Après avoir évoqué sa visite « sur place, à Lifou, où je suis entré dans la maison, où j'ai rencontré les chefs canaques et discuté avec eux », l'ancien président de la République rappelle le résultat de l'élection de mai 1981 : « Les indépendantistes avaient appelé à voter pour mon concurrent, l'actuel président de la République. Sur 52200 votants, j'ai obtenu 34200 voix, soit 65,5 %, contre 18000 à M. Mitterrand », alors que, souligne-t-il, en 1974, c'est M. Mitterrand qui « avait eu la majorité avec 18 500 voix alors que j'en obtenais 17 900 (1) ».

Puis le porte-parole de l'UDF fait au premier ministre une « proposition » : « Puisque pour voter l'autodétermination a pour effet l'indépendance, permettez aux Néo-Calédoniens de choisir librement, faites que nous puissions préparer une autre formule, un autre statut, une départementalisation progressive qui efface les privilèges et assure l'égalité de progrès entre les différentes communautés. Puis mettez aux voix les deux options lors du scrutin sur l'autodétermination. » Enfin, il demande que le gouvernement présente une communication sur le sujet à l'Assemblée nationale, « suivie d'un large débat ».

Th. B.

(1) Au second tour de l'élection présidentielle de 1974, M. Mitterrand avait recueilli 18 483 voix (50,74 %) et M. Giscard d'Estaing, 17 937 voix (49,25 %). Il y avait eu 29,70 % d'abstentions. Au second tour de l'élection présidentielle de 1981, M. Mitterrand avait obtenu 18 039 suffrages (34,94 %) et M. Giscard d'Estaing, 34 250 (65,05 %). Il y avait 27,86 % d'abstentions.

● Au RPR. — Dans la composition de l'équipe du secrétariat général du RPR publiée dans le Monde du 29 novembre, une ligne sauteuse a fait omettre le secrétaire national chargé des fédérations, M. Alain Marieux, reconduit dans ses fonctions. M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, secrétaire national chargé de la défense, est maire de Sablé (et non du Mans).

M. Fabius : trop peu et trop tard

Répondant à M. Giscard d'Estaing, le premier ministre annonce immédiatement que le gouvernement « accepte bien volontiers » l'organisation d'un débat à l'Assemblée « dans la quinzaine qui vient ». Puis il évoque les « réalités économiques et sociales de la Nouvelle-Calédonie » : l'importance des terres appartenant aux « caldoches », le faible nombre de bacheliers parmi les Mélanésiens, le fait qu'il n'y en ait aucun parmi les fonctionnaires d'Etat moyens et supérieurs nommés dans le territoire. M. Laurent Fabius reconnaît que la précédente majorité a fait en 1976 « un effort dans le domaine foncier, mais qu'il s'est révélé très insuffisant ». Il ajoute que la gauche, « sans être suivie par l'opposition », a créé divers offices de développement et vient d'adopter, « bien tard, un plan de modernisation de la fonction publique ».

Puis le chef du gouvernement demande à l'ancien président de la République de se mettre « à la place des populations canaques : que peuvent signifier pour elle le concept de modernité ? » Évoquant l'évolution institutionnelle du territoire, il rappelle qu'en 1956 une loi-cadre avait fixé une procédure d'évolution, mais qu'en 1963, 1965, 1969 « les gouvernements sont revenus sur leurs engagements, portant ainsi atteinte à des situations considérées comme acquises ». Il ajoute : « Vous-même, monsieur le président Giscard d'Estaing, n'avez pu recevoir, en 1975, le président de l'Assemblée territoriale accompagnée d'une délégation. Sans doute les contraintes de votre emploi du temps étaient-elles trop lourdes, et c'est au retour de ce voyage à Paris que le président de l'Assemblée territoriale a décidé de fonder ce qui est devenu aujourd'hui le mouvement indépendantiste » (1).

Pour M. Fabius, l'affaire est simple : « Au cours de toutes ces années, on a toujours agi trop peu et trop tard. Quand les Canaques demandaient l'autonomie, malheureusement, vous étiez contre. Quand nous avons demandé l'autonomie, les autonomistes étaient devenus indépendantistes. » Il confirme que le président du gouvernement du territoire est effectivement considéré comme tel et rappelle que, lors de la discussion du projet de statut, certains députés, dont M. Pierre Messmer, avaient jugé trop éloignée l'échéance de 1989 pour le vote d'autodétermination.

« La question, aujourd'hui, explique le premier ministre, n'est pas de savoir où il serait préférable d'aller, elle est de savoir quelle situation adopter pour sortir de tragiques difficultés. » Il s'étonne que M. Giscard d'Estaing ait demandé au gouvernement d'appliquer le statut pour lui demander ensuite de l'abandonner.

Pour l'avenir, il constate : « Nous avons aujourd'hui deux communautés face à face, et le terrain est tel qu'il faut absolument que des contacts se nouent et que des évolutions se réalisent pour sortir de cette tension et trouver en commun la solution. Nous avons dès l'abord demandé avec force que l'ordre soit respecté. Comme il ne s'agit pas de le demander et qu'il faut aussi en prendre les moyens, nous avons renforcé, et nous continuerons de le faire dans les prochains jours, nos capacités d'assurer l'ordre public. » Mais il ajoute que le gouvernement manifeste aussi sa « volonté de dialogue » et que M. Barbeau, le haut fonctionnaire envoyé sur place, examine « les conditions dans lesquelles devra être accéléré le processus d'autodétermination qui doit permettre d'aboutir à un choix, y compris celui de l'indépendance, en

assurant aux différentes communautés leur droit légitime d'expression. A la suite de la mission d'information, le gouvernement envisage d'engager la discussion avec le gouvernement du territoire et avec différents partis, dont le Front de libération, pour amorcer la mise en œuvre du processus d'autodétermination, indiquant le chef du gouvernement. Ce qu'il souhaite, c'est éviter les affrontements et trouver une solution respectant les droits légitimes de chaque communauté ».

Enfin, M. Fabius confie qu'un commentaire l'a « particulièrement touché ». Il le cite : « Il n'y a pas de solution de facilité. Les uns et les autres doivent s'exprimer avec modération et même humilité. Parce que la difficulté du problème ne date pas de mai 1981. Tous les gouvernements des dernières décennies y ont donc une part de responsabilité. Et aussi parce que rien ne doit être fait ou dit qui puisse rendre le climat plus tendu ». Se tournant vers l'ancien président de la République, le premier ministre déclare : « Ce commentaire est de M. Stasi. Si vous ne pouvez pas — pas encore — être d'accord avec le gouvernement de la France, je souhaite que vous le soyez au moins avec M. Stasi. »

Th. B.

(1) Le président de l'Assemblée territoriale était à l'époque M. Yann Célestin Urege, devenu depuis lors secrétaire général du FULK (Front uni de libération kanake) et membre du gouvernement provisoire constitué par le FLNKS.

ACHETEZ LES YEUX OUVERTS

44 ORDINATEURS & 87 LOGICIELS DE JEU.

Choisir votre ordinateur sans vous tromper, acheter exactement les logiciels de jeu dont vous avez besoin, c'est le cadeau de VOTRE ORDINATEUR pour les fêtes de fin d'année. Dans son numéro SPÉCIAL NOËL, VOTRE ORDINATEUR passe en revue les meilleurs matériels informatiques.

17 Fchez votre marchand de journaux.



CHARLES JOURDAN

EXTRAIT D'UN ARRÊT RENDU LE 27 JUIN 1984 PAR LA COUR D'APPEL DE GRENOBLE

ENTRE :

La Société CHARLES JOURDAN
Et
Monsieur Jean NAZARETIAN
La Société de Chaussures JAR
26, Bd des Dames
13002 MARSEILLE

Par jugement du 24 juin 1983, le Tribunal Correctionnel de VALENCE a déclaré Jean NAZARETIAN coupable du délit de contrefaçon...

Il l'a condamné à 5.000 F d'amende,

Il a déclaré la S.A.R.L. JAR civilement responsable de NAZARETIAN.

Puis statuant sur les réparations civiles sollicitées par la Société poursuivante,

A condamné en solidum NAZARETIAN et la Société JAR à lui payer la somme de 20.000 F à titre de dommages-intérêts.

A ordonné la publication du dispositif du jugement dans les journaux « LE MONDE », « LE FIGARO » et « LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ », aux frais de NAZARETIAN et de la Société JAR, également à titre de dommages-intérêts...

A prononcé la confiscation des modèles contrefaits au profit de la Société CHARLES JOURDAN... Attendu qu'il appartenait à NAZARETIAN de démontrer que le modèle CAPRICE n'était pas « nouveau », que si la Société JOURDAN a apporté les justifications propres au modèle concerné, NAZARETIAN n'a pas fourni, en ce qui le concerne, semblables justifications qui auraient pu « visuellement » accréditer ses dires...

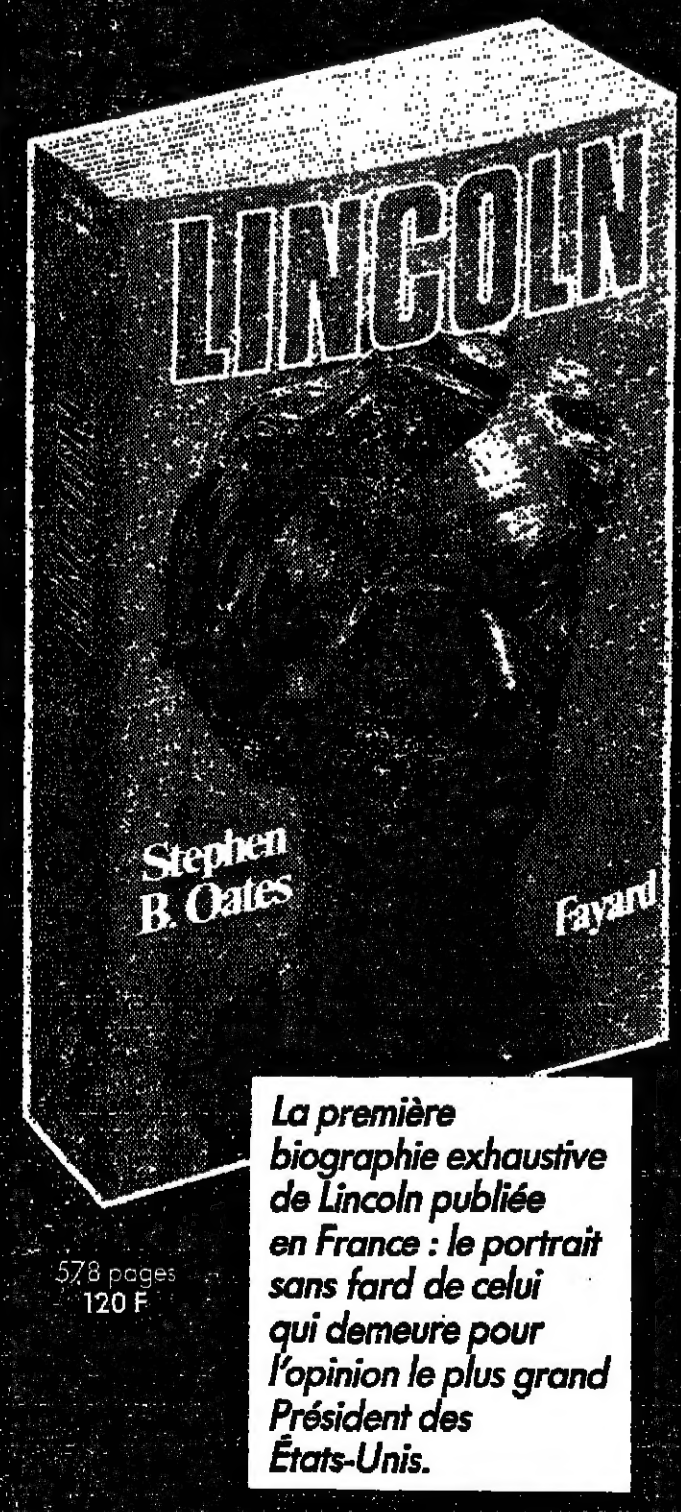
Attendu qu'en dehors d'un préjudice essentiellement matériel tiré du nombre de chaussures contrefaites et mises sur le marché par NAZARETIAN, il faut tenir compte du préjudice à caractère commercial, disons de créativité subi par la S.A. JOURDAN ; qu'il est indiscutable que la conception, puis la création, enfin le lancement d'un modèle original de chaussures, représentent de nombreuses heures de travail, pour les concepteurs, les dessinateurs et les réalisateurs qui sont des personnels qualifiés à haut niveau de rémunération ; qu'il s'y ajoute les frais importants de publicité pour faire connaître le produit ; qu'indépendamment, le contrefacteur profite de tout ce travail ; qu'il conviendra d'élever à la somme de 100.000 F le montant des dommages-intérêts à accorder à la Société JOURDAN...

PAR CES MOTIFS

La Cour, confirme le jugement déféré dans toutes ses dispositions, tant pénales que civiles, mais élève, sur l'action civile de la somme de 20.000 F à celle de 100.000 F, le montant des dommages-intérêts dus en solidum par NAZARETIAN et la Société JAR à la S.A. JOURDAN.

Pour Copie Conforme
Jacques KAM
Avocat à la Cour.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



La première biographie exhaustive de Lincoln publiée en France : le portrait sans fard de celui qui demeure pour l'opinion le plus grand Président des États-Unis.

578 pages
120 F



Une bonne idée, des notes précises, des remarques importantes, tout ça n'a pas de prix. Un oubli vous coûterait cher.

VOTRE CALEPIN

ÉLECTRONIQUE

Envoyez-nous votre adresse, nous vous expédierons une documentation complète.

POCKET MEMO

PHILIPS

A renvoyer à Philips Data Systems, Département Bureautique Distribution 5, Square Max-Hymans - 75741 Paris Cedex 12.

Nom et prénom _____

Société _____

Service _____

Adresse de bureau _____

Code Postal _____

Tel. _____



PHILIPS

١٥٥١ من الأصل

سكرا على المرحل

Le Monde

société

ELECTIONS INCERTAINES CHEZ LES ENSEIGNANTS

La FEN menacée par FO

Quelque sept cent mille enseignants du primaire et du secondaire doivent élire, le lundi 3 décembre, leurs représentants dans les commissions administratives paritaires nationales, comme celles qui ont eu lieu en 1982 ou en 1979, si le dernier-*né* des syndicats enseignants, créé par Force ouvrière, ne venait bouleverser le jeu.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les choses étaient assez simples. La Fédération de l'éducation nationale (FEN), par l'intermédiaire de ses différents syndicats catégoriels, détenait une position dominante : le Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collèges (SNI-PECC) rassemblait en 1983 près de 60 % des instituteurs ; le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) obtenait 54,27 % des voix chez les certifiés en 1982.

Même si la « désyndicalisation » a fait baisser le nombre d'adhérents, un syndicat fort est toujours apprécié par les enseignants,

puisque leur assure une meilleure représentation dans les organismes paritaires, amenés à se prononcer sur les promotions ou les mutations.

Légèrement ébranlée, après 1968, par le développement du syndicat enseignant de la CFDT (le SGEN-CFDT), la FEN avait sur résisté. Le dynamisme de cette organisation confédérée, mais aussi ses propositions souvent hardies, voire à contre courant des idées du milieu, n'avaient séduit que 20 % des certifiés de 1982.

A l'ombre du géant et des contestataires, cédésistes, d'autres syndicats tentaient de capter les voix de ceux qui refusaient l'ancrage à gauche de la FEN et de la CFDT. Dans les lycées et collèges, le SNALC, proche de la CGC, bénéficiait de la confiance de 16,13 % des certifiés. Dans les collèges, un syndicat indépendant, le SNC, s'affirmait comme le défenseur des professeurs d'enseignement général (PEGC).

Cette situation se perpétuait au fil des consultations nationales. Les quelques déplacements de voix ne

changeaient pas la physionomie générale. La FEN réclamait « des postes et des crédits », et une majorité d'enseignants protestait régulièrement contre des gouvernements qui ne « faisaient pas de l'éducation la priorité du budget de l'Etat ».

Tout cela, c'était avant 1981. A l'époque, il était encore facile de faire porter aux ministres « réactionnaires » les carences du système éducatif. Puis la gauche est arrivée au pouvoir. Ayant participé à cette victoire, nombre d'enseignants espéraient bénéficier des fruits de cette conquête. Mais les lendemains n'ont pas comblé leurs espérances. Une fois l'enthousiasme passé, instituteurs et professeurs ont déchanté. Les banderoles proclamant « vingt-cinq élèves par classe » sont restées au placard, et les effectifs ont augmenté.

Des élèves plus nombreux et moins attentifs, des réformes mal expliquées, des salaires bloqués et amputés du 1 % « contribution solidarité », enfin une querelle scolaire vécue comme une mise en accusation : tous ces éléments,

ajoutés à des maladroites de l'administration, ont provoqué en quelques années une défiance des enseignants vis-à-vis du gouvernement. Les syndicats majoritaires sont accusés de mollesse ou, pis, de collusion avec un gouvernement qui souhaite augmenter les horaires ou instaurer une sorte de « tutorat ». Défiances et critiques se multiplient, alors que les grands rassemblements laïques ne mobilisent pas la communauté enseignante.

C'est sur cette toile de fond, faite de pessimisme et d'inquiétude que les enseignants assistent à la naissance, au printemps dernier, d'un nouveau syndicat : Force ouvrière, grâce au renfort de minoritaires de la FEN (en majorité des militants trotskistes du Parti communiste internationaliste, PCI), crée la Fédération nationale de l'éducation et de la culture (FNEC). A l'origine de cette opération — qui rompt avec une situation héritée de 1947 — on note le mécontentement du syndicat de M. André Bergeron face à une redistribution des sièges au Conseil supérieur de la fonction publique qui accorde six sièges à la FEN et trois à FO.

Habiles propagandistes les trotskistes réunis sous la bannière FO s'efforcent de faire prospérer leur nouveau syndicat. Leur mot d'ordre est de rejeter les collègues rénovés, les projets d'établissement, la gestion tripartite.

L'organisation enseignante de FO qui revendique dix mille adhérents et présente trois mille deux cents candidats le 3 décembre, affirme « être en progression depuis la rentrée ». Ces élections sont un test important puisque ses gains risquent de se produire au détriment de la FEN. Cette fédération ébranlée pourrait subir une deuxième attaque si la CGT, inspirée par un succès de FO, décidait elle aussi de syndiquer massivement les enseignants. Le départ des maîtres membres ou proches du PC servirait un coup pour la FEN. Le syndicalisme autonome, héritier du refus d'enterrer la scission syndicale de 1947 et survivant-il ?

CHARLES VIAL.

SERGE BOLLOCH.

Les nuances de M. Savary

Celui qui « a toujours pensé qu'il était plus important de faire que de dire » décide de parler. M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, démissionnaire le 17 juillet dernier, rompt le silence qu'il s'était imposé. L'interview qu'il donne à M. Mona Ozouf dans le *Debat* de novembre en dit long sur la politique et la personnalité d'un homme souvent incompris de ses propres amis politiques.

Le titre est simple, banal, et voilà qu'à le considérer de près il paraît subversif dans la situation présente : « Une école pour les élèves ». Les propos de M. Savary le justifient à maintes reprises : « J'ai toujours affirmé que le système éducatif devait être centré sur les élèves et non sur les enseignants, que ce qui était important c'était que les élèves apprennent et non que les enseignants fassent des cours. »

Fidèle à lui-même, M. Savary ne se départit pas de son art de la nuance, qui n'exclut pas la fermeté de la pensée. Il règle d'une phrase son bilan sur l'enseignement privé : « C'est plus qu'un regret. Mais je n'ai eu qu'une maîtrise partielle du dossier. » Qui maîtrisait vraiment le cours des choses ? La question reste sans réponse.

Même discrétion à propos de son successeur rue de Grenelle. En filigrane seulement, l'on déchiffre ce qui ne surprend pas : Savary-Chévenement, deux combats différents. Quand M. Savary rappelle que le rapport Prost était centré sur les « études » des lycéens, « et l'insiste sur le mot études », quand il évoque Jules Ferry, « novateur en pédagogie » qui « encourageait les instituteurs à adopter des méthodes que l'on dirait aujourd'hui « actives »,

quand il estime que le service public doit être « pluraliste » plutôt que de « fonder une homogénéité qui n'existe nulle part », quand il constate que les programmes scolaires et les examens ont une « plus grande souplesse » dans de nombreux pays étrangers qu'en France, quand il note que les références au système éducatif japonais se multiplient au moment où le Japon remet en cause son organisation scolaire... toutes ces analyses chatoilleraient à coup sûr, les oreilles de M. Chévenement. Il est vrai que les deux ministres n'ont pas reçu la même mission et ne se sont pas donnés les mêmes ambitions. Pour M. Savary, comptait d'abord « le travail en profondeur ». M. Chévenement doit aller vite : au moment où, selon son prédécesseur, souffle « un grand vent conservateur », il sait que le temps presse.

UN DICTIONNAIRE POUR SE SOIGNER TOUT SEUL

Médicaments sans ordonnance

Quand et comment peut-on se soigner sans danger avec mille médicaments en vente libre ? Tel est le sous-titre qu'ont donné à leur livre M. Giroud, professeur de pharmacologie à la faculté de Paris, et son assistant, le docteur Hagège, lorsqu'ils ont entrepris une tâche inédite et entre toutes utile, en dénombrant, en classant, en expliquant, tout ce que les consommateurs peuvent faire pour se traiter... tout seuls (!).

Certes, tous les médicaments qui peuvent être vendus sans prescription (ils sont près de quatre mille) ne figurent pas dans ce répertoire — le premier du genre — qui recense néanmoins de nombreux produits que les médecins, et leur propre dictionnaire (le Vidal), ne citent pas.

On trouve ainsi, à côté des grands classiques, y compris certains sulfamides ou certains antibiotiques, l'Essence algérienne, l'Eau d'Uriage, l'Eau précieuse Dépensier, le Sirop des Vosges ou le Collu S Joulie pour toutes les misères des grippes hivernales, ou encore les Bains Salvia ou le Dépuratif Richelet pour les hémorroïdes, le Charbon du docteur Belloc ou l'Elixir de santé Bonjean pour faciliter la digestion...

Sous ces noms poétiques ou mystérieux, au parfum du siècle passé, le lecteur du nouveau dictionnaire pourra trouver une composition, des indications (ou des contre-indications) et des conseils d'utilisation administrés en toute bonne foi, même lorsque la substance évoquée a tout du placebo... ou de l'eau sucrée.

Les Français raffolent de l'automédication et ils achètent, chaque

année, pour 8 milliards de francs de produits pharmaceutiques divers qu'ils se sont prescrits tout seuls, soit 20 % du chiffre d'affaires total du médicament... Leur choix devrait être facilité par un ouvrage original, premier répertoire du « soignez-vous-tout-seul », qui ne manquera pas de provoquer, ici ou là, quelques polémiques, concernant notamment ceux des médicaments cités qui sont, selon la loi, interdits de publicité.

Interdiction qui frôle le tabou de l'information, combattu à juste titre par les associations de consommateurs et par ceux qui ont pour métier d'informer.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Dictionnaire des médicaments vendus sans ordonnance, du professeur J. P. Giroud et du docteur Ch. G. Hagège. Ed. du Rochet, 605 p. 120 F.

● Un lithotriporteur installé en France. — Le premier lithotriporteur (appareil permettant de pulvériser certains calculs rénaux par ondes de choc) a été inauguré, mercredi 28 novembre, à l'hôpital Necker de Paris par M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Cet appareil, mis au point par la société allemande Dornier, sera accessible à dix services d'urologie de l'Assistance publique de Paris. Un second appareil sera installé à Lyon, puis un troisième dans une autre ville française. Selon une estimation médicale, quinze appareils seraient nécessaires en France.

APPRENEZ L'ANGLAIS

- programme de formation
 - préparation aux examens universitaires
 - cours spéciaux, vacances de Noël à Londres
- MAYFAIR INSTITUTE, 34 bis, rue Vignon 75008. Tél. 285-16-75

PIÈCES DÉTACHÉES — ALGÉRIE

Prix étudiés — Livraisons rapides

ELYSEES SCS

53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris

Tél. : 270618 F ELY 211

Cette année, le Père Noël n'est pas une ordure.



Un Apple IIc, une souris et 3 logiciels pour 12 985 F (prix conseillé), ou 600F par mois*.
Chez votre concessionnaire agréé Apple.

Jusqu'au 15 janvier 1985*. Après un versement comptant de 343 F crédit à mensualités fixes de 600 F au T.E.G. de 24,70% après acceptation du dossier par CETELEM. Barème en vigueur octobre 84. Assurance V.M. Écriteure en sus. Les mensualités sont calculées en tenant compte d'un financement situé 30 jours avant la première échéance. Crédit : 12.672 F. 28 mensualités de 600 F. Coût total du crédit : 4.128 F. Coût total de l'achat à crédit : 16.800 F.



SOCIÉTÉ

LE « PIRATAGE » DU FICHIER DU CEA

Une procédure judiciaire pourrait être engagée

« En somme, on a appris que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) faisait de l'énergie nucléaire. » Le commentaire ironique de ce dirigeant de la Compagnie internationale de services informatiques (CISI), même s'il veut démontrer que les informations « piratées » par le Canard enchaîné dans les ordinateurs du CEA ne sont pas de nature très confidentielle, ne peut masquer la réalité des faits (le Monde du 29 novembre).

L'affaire est à ce point importante que la CISI, ainsi que l'a déclaré son directeur général adjoint, M. Gérard Dréan, se réserve le droit d'engager une procédure judiciaire au fait des préjudices commerciaux qu'une pareille affaire pourrait lui valoir. Le « piratage », affirme la CISI, « n'a pu se produire sans complicité(s) », et les fichiers qui ont été pillés « jouissent d'un certain niveau de protection » nécessitant la connaissance de mots de passe permettant d'y accéder.

Comment ces mots de passe, comment ces « clés informatiques », qui étaient en principe confidentielles, ont-elles été portées à la connaissance des pirates ? C'est ce que la CISI s'efforce de trouver. Car, pour elle, l'accès aux fichiers qu'elle gère

n'est pas si simple, même si, parfois, certains de ses clients ne protègent pas assez leurs données. En effet, pour entrer dans un système informatique, il faut tout d'abord se faire reconnaître par le système que l'on appelle. Puis, une fois cette opération accomplie, il convient de donner à l'ordinateur un mot de passe que seul connaît l'utilisateur. Ce n'est qu'après cette procédure dite « d'entrée de session » que le client peut accéder à ses fichiers, protégés ou non par tout un « cocktail de sécurité » dont le plus simple élément est un mot de passe. On peut aussi y ajouter un code des informations stockées, pour qu'elles n'apparaissent pas en clair, un code des lignes de transmission et ainsi de suite.

Les fichiers, qui ont été pillés et dont on dit qu'ils n'étaient pas des fichiers CEA, n'étaient protégés que par de simples mots de passe. Ceux-ci ont été découverts, « ce qui n'est pas une véritable profane », dit la CISI, « n'aurait pu faire ». Reste que cela est difficilement acceptable. Mais dans ces conditions que la CISI ne prenne quelques mesures pour dissuader de nouveaux pirates, d'autant que certaines tentatives — ratées — auraient été faites sur d'autres systèmes de la société.

LA « GRÈVE DU SIFFLET » AUX MINGUETTES

Des arbitres de football suspendus dans le district du Rhône

De notre correspondant régional

Lyon. — « Ils ont peur » : M. Vincent Giuly, qui préside l'Amicale des arbitres de football du district du Rhône, explique ainsi la décision, prise par la corporation des « hommes en noir », le 6 novembre dernier, de ne plus assurer la direction des rencontres programmées sur le terrain de l'Association sportive des Minguettes de Vénissieux. C'est une nouvelle agression, à l'issue d'une rencontre de joueurs juniors, le 21 octobre, qui a tout déclenché. Ce jour-là, un arbitre qui tentait de s'interposer entre deux joueurs belliqueux a reçu des coups de pied dans le ventre.

La protestation et la « grève du sifflet » sur un seul terrain provoquent cependant d'importants remous au sein du monde du football lyonnais. En effet, les dirigeants locaux du district, appuyés par ceux de la ligue régionale, se sont émus d'une décision précipitée qui relève, selon M. Paul Verguin, président du district du Rhône, de la réaction d'une amicale qui a « outrepassé son rôle ». Les dirigeants se sont fâchés et ont décidé de suspendre les arbitres dès dimanche prochain. Sans accord de dernière heure, tous les clubs de toutes les catégories devront faire en sorte de désigner leur propre arbitre.

Après ce surprenant « carton jaune », qui tend à désamorcer une politique de boycottage d'un club — celui de l'AS-Minguettes — dont toutes les parties s'accordent à reconnaître les efforts pour éliminer

les éléments violents, la tendance est à l'apaisement. Les arbitres, par le voix de M. Giuly, expliquent qu'ils avaient décidé de bouter Vénissieux « parce qu'il y avait eu récidive » — un autre directeur de jeu a été frappé par des spectateurs en mai dernier — et que, « six agressions en deux mois dans le même district, c'est vraiment beaucoup trop ». Mais le représentant des arbitres renouvelle sa confiance dans les structures disciplinaires du football, reconnaît que la violence « n'est pas un problème spécifique aux Minguettes », et il espère une négociation pour « trouver un compromis ».

M. Verguin rappelle, de son côté, que des sanctions ont toujours été prises, que l'agresseur de l'arbitre, le 21 octobre dernier, a été formellement identifié — il s'agit d'un ancien joueur de l'AS-Minguettes, exclu du club au début de cette saison — et qu'il fera l'objet de poursuites. De plus, il tient ses statistiques à jour : six agressions, c'est trop, mais le district organise mille matches par week-end en disposant du temps de trois cents arbitres. Quant à « la peur » invoquée par ces derniers, elle n'aurait aucune raison d'être, plus grande qu'à Charente, dans l'Isère, ou à Foyzin, dans le Rhône, théâtres récents d'agressions plus graves qu'à Vénissieux. A moins que les arbitres suspendus n'aient été victimes de « syndrome des Minguettes ».

CLAUDE RÉGENT.

La président de la Ligue pour la peine de mort inculpé. — Président de la Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort, M. Yves Taron a été inculpé, le 13 novembre, d'atteinte à la vie privée et de menaces de mort sous conditions. Beau-père de Luc Taron, assassiné en 1964 par Lucien Léger, M. Taron avait, dans un article paru au printemps dernier dans Paris-Match, déclaré en substance qu'il tuerait Lucien Léger si celui-ci obtenait une libération conditionnelle. C'est à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile

déposée par la mère et le frère de Lucien Léger que M. Gilles Rivière, juge d'instruction au tribunal de Paris, a inculpé M. Taron.

La police italienne et l'Action directe. — En Italie, la police de Turin a annoncé, mercredi 28 novembre, qu'elle avait saisi au domicile de cinq Italiens arrêtés des documents, du matériel et 2,6 kilos de marijuana, montrant que les suspects s'étaient livrés à la contrebande de drogue. Elle affirme que ces cinq personnes apportaient une aide au mouvement ultra-gauche français Action directe. — (A.P.)

EN BREF

Soixante-quatre tombes juives profanées au cimetière de Nice

Le cimetière israélite de Nice (Alpes-Maritimes) a déposé plainte contre X, après la profanation, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 novembre, de soixante-quatre tombes de cimetière israélite du Château, situées dans cette ville. Selon les premiers éléments de l'enquête, les auteurs de cet acte de vandalisme devaient être plusieurs, et c'est à coups de masse qu'ils ont détruit les tombes, dont, notamment, celles de plusieurs Israélites morts pour la France. Toutefois, ils n'ont laissé aucune inscription sur place.

L'émotion reste très vive parmi la communauté juive de Nice qui compte plus de 30 000 personnes. Le grand rabbin de Nice, M. Jean Kling, a exprimé « son inquiétude et sa tristesse » face à la « recrudescence des actes de violence dans un climat de racisme et de xénophobie qui tend à se développer ». Pour sa part, M. Jacques Médecin, maire de Nice, a dénoncé « cet abominable forfait, cette attitude aussi honteuse que lâche, qui vise à accréditer le sentiment d'insécurité auprès de la population nicotise ».

Enfin, le grand rabbin de France, M. René Sirat, a exprimé « sa très profonde émotion », face à une manifestation d'antisémitisme « qui rappelle à de nombreux survivants et à l'ensemble du judaïsme des événements qu'il y a quarante ans on croyait définitivement révolus ».

Vingt-trois blessés par l'explosion d'une chaudière

Vingt-trois personnes ont été blessées — dont trois gravement brûlées — par l'explosion d'une chaudière, le mercredi 28 novembre, à la centrale thermique EDF de Havre (Seine-Maritime).

Un moment de l'accident, des techniciens procédaient à des essais sur cette chaudière auxiliaire neuve, capable de produire 17 tonnes de vapeur à l'heure et utilisée pour le préchauffage du combustible de la centrale. Sous l'effet de l'explosion, la chaudière s'est déformée sur une dizaine de mètres, pulvérisant un mur intérieur derrière lequel se trouve un atelier d'entretien où travaillaient la plupart des personnes blessées par le souffle de la déflagration ou des projections de gravats.

M. Bertrand Delanoë diffond par l'hebdomadaire Minute. La société éditrice de l'hebdomadaire Minute a été condamnée, mercredi 28 novembre, par la première chambre du tribunal civil de Paris, à verser 30 000 F de dommages-intérêts à M. Bertrand Delanoë, député socialiste de Paris, membre du bureau exécutif du PS, après la parution, dans le numéro du 11 août, d'un article diffamatoire et portant atteinte à sa vie privée.

M. Jona annonce la réforme de la législation funéraire

« La réforme de la législation funéraire paraît nécessaire et elle sera engagée dans les prochaines semaines. » Telle est la réponse faite par M. Pierre Jona, ministre de l'intérieur, à une question du député socialiste de Seine-et-Marne, M. André Billardon. Le parlementaire évoquait l'action de Michel Leclerc, qui est parti en guerre contre le monopole que la loi de 1904 a accordé aux municipalités et que celles-ci concèdent souvent à des entreprises privées.

Ce système est mis en cause depuis longtemps et de nombreuses propositions de réforme ont déjà été formulées y compris par des parlementaires. Elles ont toujours échoué. Le ministre de l'intérieur a précisé que la législation funéraire allait donner lieu à une série de réflexions entre les différentes administrations concernées, puis à une seconde phase de discussion avec les représentants des collectivités locales et des professionnels.

Tentative de suicide de M^{lle} Eliane Descombes

M^{lle} Eliane Descombes, dont le mari, propriétaire du restaurant Louis-XIV à Paris, a été assassiné à coups de couteau, le 3 avril 1983, dans sa maison de campagne de l'Entre, et qui est inculpée dans cette affaire, a été retrouvée, lundi 26 novembre, à son domicile, boulevard Saint-Martin, à Paris, dans un état comateux. Un tube de barbituriques a été découvert à côté d'elle et, dans une lettre, M^{lle} Descombes fait savoir qu'elle cherchait à se donner la mort. Elle a été transportée à l'hôpital Fernand-Vidal, où l'on a constaté divers lésions sur son corps qui, selon les médecins, auraient pu être provoqués par une chute.

M^{lle} Descombes, qui est âgée de cinquante-six ans, avait déjà tenté de se donner la mort à deux reprises depuis l'assassinat de son mari.

L'ONU étudie trois textes contre le trafic de drogue. — A l'assemblée générale de l'ONU, deux résolutions et un projet de convention, approuvés en commission par consensus, visent à renforcer la lutte contre le trafic de drogue à l'échelon international. Ces textes préparent le terrain au sein des Nations unies en vue d'une définition du trafic de drogue comme « crime contre l'humanité ». C'est la première fois que cette question est posée dans le cadre de l'Organisation internationale.

Un agent d'atelier de la société Manurhin, Dawy Klingelschmitt, âgé de trente-quatre ans, a été inculpé de vol et d'infraction à la législation sur les armes, les huit autres personnes étant inculpées de recel et d'infraction à la législation sur les armes. Selon les enquêteurs, M. Klingelschmitt sortait de l'usine des pièces détachées de 357 Magnum qu'il remontait à son domicile avant de revendre les revolvers à des clients attirés par leur caractère anonyme, aucun ne portant le numéro de série.

Deux membres présumés du GAL remis en liberté

Deux membres présumés du Groupe anti-terroriste de libération (GAL), qui a revendiqué depuis 1983 une dizaine d'assassinats contre des nationalistes basques, ont été remis en liberté par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau (Pyrénées-Atlantiques). Yvan Brouchois, trente-cinq ans, qui avait un ancien membre du SAC, inculpé pour l'incendie de la coopérative Denek près de Saint-Jean-Pied-de-Port, a été remis en liberté, lundi 26 novembre, pour des raisons de procédure judiciaire.

Jean-Philippe Labadie, trente-cinq ans, inculpé de complicité d'assassinat dans deux attentats meurtriers revendiqués par le GAL contre des séparatistes basques espagnols et commis en France, a été remis en liberté, mercredi 28 novembre. Cette décision, au nom, semble-t-il, de charges insuffisantes, crée une certaine émotion au Pays basque. Jean-Philippe Labadie était considéré par les enquêteurs comme l'un des « cerveaux » du GAL. Il avait été arrêté le 15 juin à Biarritz à la suite de l'explosion d'une moto piégée visant deux réfugiés basques et l'un d'eux, M. Labadie avait alors reconnu avoir hébergé les deux hommes inculpés d'homicide volontaire pour cet attentat et, de plus, « faire du renseignement pour les Espagnols » (le Monde du 8 août).

Depuis l'apparition de GAL, il y a un an, seize de ses membres présumés inculpés par les juges de Bayonne ont ainsi été remis en liberté. — (Corresp.)

Trafic d'armes à Mulhouse

Neuf personnes — dont cinq ont été placées sous mandat de dépôt — ont été inculpées ces derniers jours à Mulhouse (Haut-Rhin) dans le cadre d'une enquête ouverte depuis mars 1983 sur un trafic d'armes provenant notamment de l'usine Manurhin de la ville. Le trafic aurait porté sur quelques revolvers de calibre 357 Magnum fabriqués par Manurhin, du type utilisé notamment par la police nationale. De nombreuses autres armes de provenance inconnue ainsi qu'une soixantaine de kilos de munitions ont été saisies.

Un agent d'atelier de la société Manurhin, Dawy Klingelschmitt, âgé de trente-quatre ans, a été inculpé de vol et d'infraction à la législation sur les armes, les huit autres personnes étant inculpées de recel et d'infraction à la législation sur les armes. Selon les enquêteurs, M. Klingelschmitt sortait de l'usine des pièces détachées de 357 Magnum qu'il remontait à son domicile avant de revendre les revolvers à des clients attirés par leur caractère anonyme, aucun ne portant le numéro de série.

Trois médicaments antidouleurs sont retirés du marché

La filiale française du groupe suisse CIBA-GEIGY vient de décider de retirer définitivement du marché trois médicaments antidouleurs, à compter du 31 mars 1985.

Les trois médicaments concernés (1), ont pour principe actif le clonidine, un antispasmodique intestinal commercialisé sous différentes formes depuis 1934. Dans les années 60, cette substance a été étroitement impliquée dans l'apparition d'un grave syndrome neurologique dénommé SIMON (abréviation anglaise pour neuropathie myélo-optique subaiguë). Il s'agit, schématiquement, d'une série de troubles nerveux, et moteurs et sensoriels associés à des troubles visuels dus à l'atrophie du nerf optique. Le SIMON a été essentiellement observé au Japon, où il a touché plus de dix mille personnes, la mort survenant dans une proportion notable de cas.

En France, comme dans de nombreux pays, le SIMON n'a pas été retrouvé avec la même fréquence. Seuls une quinzaine de cas ont été, au total, recensés.

(1) En France, ces trois médicaments sont l'Estroverolone, l'Estoben et le Mexofène.

Renvoi du procès de six Arméniens

Le tribunal correctionnel de Créteil (Val-de-Marne) a renvoyé, mardi 28 novembre, le procès de six Arméniens accusés d'avoir aidé les auteurs de l'attentat du 15 juillet 1983 à l'aéroport d'Orly-Sud (huit morts, une cinquantaine de blessés). Le tribunal a estimé qu'il ne pouvait être saisi tant que la chambre criminelle de la Cour de cassation n'aurait pas statué sur les pouvoirs des parties civiles, qui estiment que les inculpés devaient tous être renvoyés devant une cour d'assises.

C'est précisément le même jour, en fin d'après-midi, que la chambre criminelle de la Cour de cassation a examiné ces pouvoirs des familles des victimes. Elle devait les déclarer irrecevables, estimant qu'il n'y a pas atteinte à leurs droits, puisqu'elles ont toujours la faculté de demander au tribunal correctionnel, au cours des débats d'audience, de se déclarer incompétent. Les six Arméniens : Antoine Hachkoyan, trente-huit ans ; Bedros Halablian, vingt-neuf ans ; Roobik Avanesian, vingt-six ans ; Avedis Catanassian, vingt-cinq ans, et Nersez Tasci, vingt-quatre ans, sont donc toujours détenus, dans l'attente de leur procès, pour association de malfaiteurs, infraction à la législation sur les armes et recel de documents administratifs falsifiés. Trois autres Arméniens inculpés après l'attentat d'Orly pour assassinat et tentative d'assassinat seront jugés, eux, par la cour d'assises du Val-de-Marne.

LE MOMENT DE L'HOMME
René HABACHI

Contre l'absurde, René Habachi, philosophe et poète, propose à l'homme d'inventer l'homme : une aventure intellectuelle et spirituelle.

EN LIBRAIRIE Collection « Connaissance » — 88 F

DESCLEE DE BROUWER

SCB

SOCIÉTÉ CENTRAFRICAINE DE BRASSERIE
BP 2143 Bangui, RCA - Tél. : 61-22-55 - Télex 5302 RC

castel Beer

LA BIÈRE QUE TOUS PRÉFÈRENT

ski de fond en FINLANDE

Noël et Nouvel An au Paradis de la Neige
Hôtel Ounasvaara (en Laponie)
23 déc. - 2 jan.
F. 8.095

La ferme de l'éleveur de rennes (en Laponie)
21 - 29 déc.
F. 5.530
28 déc. - 2 jan.
F. 4.690

Parc d'Aulanko
28 déc. - 2 jan.
F. 3.950

demandez la brochure "destination Finlande Laponie"
à votre agent de voyages ou

ALANT'S TOURS
5, rue Danielle Casanova
75001 Paris
☎ 296.59.78

ROCK HOTEL

TELEX INTERNATIONAL
COMOTEL 5227 BANGUI
R.C. BANGUI 338B

Tél. : 61-01-55-61-01-60
TÉLÉGRAMME ROCOTEL BANGUI

BOULEVARD DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE
BOITE POSTALE 569 - BANGUI
(RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE)

République centrafricaine

Les militaires

Face à eux-r

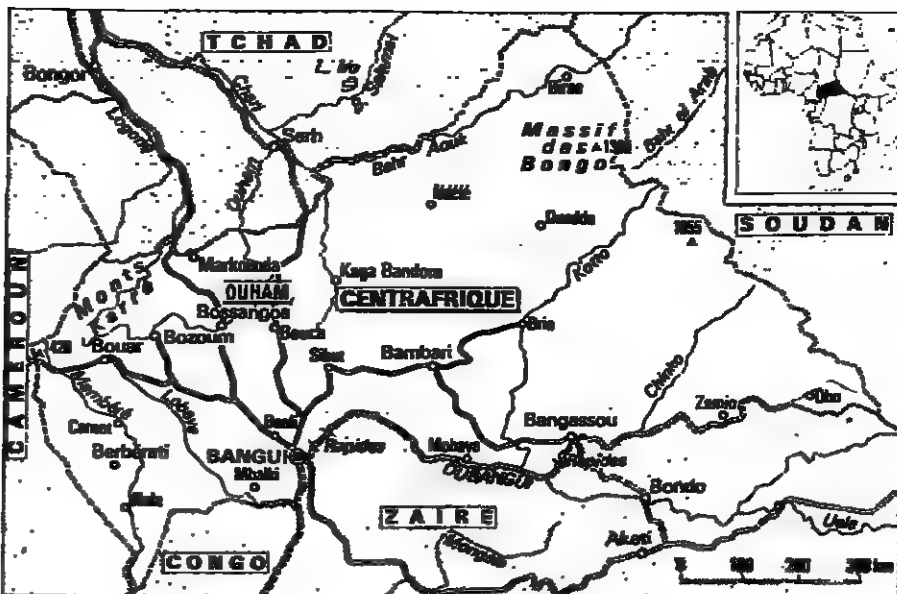
LA POSTE

TELECOMMUNICATIONS

100 000 000 000



République centrafricaine



La République Centrafricaine, dont la superficie est de 620 000 km², compte environ 2 500 000 habitants. Le taux de croissance démographique est de 2,5 %. Bangui, la capitale, regroupe environ 400 000 personnes. Pays enclavé, la RCA dépend, pour son commerce international, des ports de Pointe-Noire (Congo) et Douala (Cameroun). L'économie est essentiellement agricole : café (17 000 tonnes en 1982-83), manioc (272 000 tonnes), arachides (126 000 tonnes), tabac (1 200 tonnes en 1982-83 et 500 tonnes en 1983-84), coton (32 000 tonnes en 1983-84). Le Centrafrique produit également du diamant (295 600 carats en 1983) et du bois : grumes (266 000 m³ [1983]) et bois de sciage (60 000 m³ [1983]). Le produit intérieur brut s'élevait à 234 milliards de francs CFA en 1983 (estimation).

Les militaires à l'épreuve de la rigueur

La République centrafricaine (RCA), où se rend M. François Mitterrand les 12 et 13 décembre, en voyage officiel, occupe, comme son nom l'indique, une position stratégique en Afrique centrale. Elle est, à ce titre, une carte maîtresse de la politique africaine de la France.

La nature et la stabilité du pouvoir installé à Bangui ont toujours fait l'objet d'une attention particulière de l'Élysée, que ce soit depuis le début du septennat de M. Mitterrand ou sous celui de M. Giscard d'Estaing. La crise tchadienne a encore accru le caractère « sensible » de ce pays : c'est la Centrafrique qui a servi de « tête de pont » pour le déploiement de l'opération Manta au Tchad, c'est sur son territoire que s'est replié le contingent militaire français, et c'est à Bangui que sont stationnées les troupes prêtes, s'il le faut, à intervenir de nouveau pour soutenir le régime du président Hissène Habré.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si l'aide financière et l'assistance technique massives que Paris consent à la République centrafricaine répondent davantage à des considérations d'ordre géopolitique plutôt qu'à une stricte coopération destinée à aider un pays indépendant depuis 1960.

Les relations entre la France et la RCA ont été souvent tumultueuses, mais elles n'ont jamais cessé d'être étroites. Pendant des années, la France a combié les déficits du budget centrafricain, qui était pillé par l'ex-empereur Bokassa. L'opération militaire fran-

çaise Barracuda, en septembre 1979, mit fin au règne de celui-ci et permit le rétablissement de la république, ainsi que l'installation de M. David Dacko à la tête de l'État.

An cours des deux années qui suivirent, les autorités centrafricaines ne réussirent pas à assainir l'économie passablement délabrée du pays ni à mettre fin à une corruption généralisée. L'élection présidentielle du 15 mars 1981, qui assura la victoire de M. Dacko, fut entachée par une fraude à grande échelle pratiquée par tous les candidats. Jusqu'à la fin du mois d'août, la vie politique fut marquée par de violentes manifestations organisées par les partis d'opposition qui, depuis l'instauration d'un multipartisme intégral, pouvaient enfin s'exprimer.

D'attentats en proclamations de l'état de siège, le régime de M. Dacko vacillait de plus en plus, si bien que le « coup d'État » du général Kolingba, le 1^{er} septembre, libéra M. Dacko d'un pouvoir qu'il n'était plus capable d'assumer. Le comité militaire de redressement national (CMRN) promit de ne pas exercer de « dictature militaire », mais interdit toutes les activités des partis politiques.

L'aide de la France à la RCA a régulièrement continué depuis l'instauration du régime militaire, et Paris, soucieux de « respecter la souveraineté » centrafricaine, n'a pas repris à son compte les dénonciations d'atteintes aux droits de l'homme faites par ceux des membres de l'opposition qui sont en exil. Ainsi, pour 1984, l'aide

civile française s'est élevée à 14,8 milliards de francs CFA (dont des prêts de 1,49 milliard).

Sous la houlette des experts du Fonds monétaire international, les autorités de Bangui ont entrepris un vaste programme de redressement de l'économie, qui passe d'abord par une redynamisation du secteur agricole (notamment des cultures d'exportation), la relance et l'assainissement de l'industrie du diamant, la liquidation des sociétés d'État déficitaires, la réduction des dépenses de la fonction publique, la remise en état de l'infrastructure routière, enfin le redressement de la balance commerciale.

Ces efforts ont été suivis de quelques timides résultats. Le plus lourd handicap que connaît la Centrafrique, au-delà de celui que constitue son enclavement, est sans aucun doute d'ordre psychologique. Pendant des années, deux millions et demi de Centrafricains ont été habitués à voir leurs dirigeants puiser dans les caisses de l'État. Cela laisse quelques habitudes dans les mentalités et les comportements. D'autre part, l'aide internationale massive qui est injectée dans ce pays ne risque-t-elle pas de faire de chaque citoyen un « assisté » en permanence ? Pour les autorités centrafricaines, il y a là, à long terme, un problème de responsabilité. Pour la France aussi.

LAURENT ZECCHINI.

Face à eux-mêmes

Bangui. — La place du « Président-Valéry - Giscard - d'Estaing » est toujours déserte. A quelques centaines de mètres du marché central grouillant de monde, cette absence de vie a, à première vue, quelque chose d'insolite. Un coup d'œil circulaire permet de comprendre pourquoi.

D'un côté, le camp de Roux où siège l'état-major général des forces armées centrafricaines, et dont l'entrée est interdite par une barrière et deux soldats en armes ; de l'autre, la petite route, libre d'accès, qui mène aux bureaux de la présidence. Ce périmètre-là n'est pas un lieu de promenade. Si, en faisant le tour du rond-point, on prend l'avenue qui descend vers le centre, on passe devant les murs imposants qui entourent le palais présidentiel. « Bangui la coquette » ? Pourquoi pas ? Les quartiers du centre sont plutôt plus propres que ceux de bien des capitales africaines, et la ville va se parer pour la prochaine venue de M. François Mitterrand. Ce gros village verdoyant avec la forêt à ses pieds, qui sommeille au bord de l'Oubangui, donne une impression de quiétude.

Le flâneur charrié à la force de son courant des piéges creusés dans des trous d'arbre. D'amont en aval, il suffit de se laisser emporter par le

De notre envoyé spécial

flux. Mais si l'on veut traverser rejoindre la rive zairaise distante de moins de deux cents mètres, il faut ramper dur. Tout le matin, devant le Rock Hôtel, la magie du fleuve, tout auréolé de brume, entraîne à la rêverie. Tout un petit peuple de pêcheurs, vit là, discute, mange et dort au pied de la terrasse de l'hôtel, sous le regard de quelques clients européens attablés devant des assiettes où trône l'inséparable « Capitaine meunière ». Dans l'eau jusqu'à mi-corps, quelques hommes ramènent lentement des filets sur le bord. Un gros poisson tressaute bientôt sur le sol, asphyxié.

Trompe-l'œil

Alors, il est temps de lever le voile, le charme ! « Bangui la coquette » est en trompe-l'œil. Disons-le tout net : cette ville a mauvaise réputation. Les causes en sont multiples, historiques et incontournables. Alors plus loin : il y a quelque chose de pourri qui demeure dans l'ex-empire de Centrafrique. Certes, le régime de Bokassa décrié que fut Bokassa a terni la réputation d'un pays qui avait tout, qui a tout pour ne pas mériter cet excès d'hon-

neur, cette indignité. Mais ce n'est pas que cela. Il y a ici un lourd parfum de décolonisation ratée, de présence française trop massive, de combines, de barbozues, d'hommes d'affaires véreux, d'argent facile, pardon de « fric » — et ce n'est pas pareil. Il est des réputations que l'on n'arrive pas à nettoyer. Calomniez, il en restera quelque chose ! Eh bien justement, il en reste quelque chose...

Pourquoi cet acharnement ? La RCA (République centrafricaine) du général Kolingba, qui aspire à l'honorabilité, n'offre-t-elle pas à l'opinion internationale des gages de bonne volonté, de « bonne conduite » ? Le FMI (Fonds monétaire international) n'est-il pas satisfait des progrès de son élève ? Et puis y a-t-il eu, depuis ces horribles journées des 18 et 20 avril 1979, d'autres massacres d'écouliers dans la prison de Ngarabé, de la sinistre mémoire ? Le général Kolingba a-t-il quelque chose de commun avec son lointain prédécesseur couronné, et peut-on sérieusement prétendre que le régime actuel ne tient que par la dictature, le « filage » de la population ? Non, pas vraiment.

L. Z.

(Lire la suite page 15.)

Une économie sous perfusion

Pour la première fois, sans doute, depuis l'indépendance, les autorités centrafricaines semblent manifester la volonté d'adopter une gestion économique plus saine. Les pesanteurs internes étant ce qu'elles sont, le pari du redressement ou, plus simplement, du retour à un certain équilibre, n'est pas encore gagné mais, en cas d'échec, il ne sera pas très crédible de s'en prendre à la conjoncture mondiale ou à la carence de la solidarité internationale.

La Centrafrique est victime du lourd handicap que constitue son enclavement, mais il dispose de richesses (café, coton, tabac, bois et diamants) qui, associées à son potentiel vierge et à condition d'être correctement mises en valeur, devraient lui permettre d'atteindre progressivement un niveau de développement apte à satisfaire ses besoins. Aujourd'hui cependant — et pour encore de nombreuses années — la RCA est cantonnée dans la position peu agréable de pays dépendant d'une aide internationale directe, massive et, pour une large part, gratuite, pour « boucler leurs fins de mois ».

Quelques chiffres aident à mesurer l'ampleur de cette dépendance :

de 1960 à 1984, les dons et les subventions internationales à la RCA ont atteint 285,6 milliards de francs CFA. La contribution de la France a représenté 38 % de ce total, soit 108,2 milliards. Le deuxième bailleur de fonds, le FED (Fonds européen de développement) — dont 25 % des ressources proviennent du pays a atteint des records inégalés sous l'Empire. Mais, d'une part, elle lui préexistait et, d'autre part, elle a été continuée, sous la présidence de M. Dacko. Aujourd'hui, si l'on ose dire, le régime du président Kolingba perpétue, dans une certaine mesure, cette tradition. Un autre constat s'impose : la présence d'experts étrangers n'est en aucune manière une garantie d'orthodoxie financière dès lors qu'elle ne rencontre pas la volonté des dirigeants de mettre fin aux abus et aux détournements. Là encore, les chiffres font naître quelques interrogations. L'assistance technique civile française mise à la disposition du gouvernement centrafricain n'a pratiquement pas varié depuis l'indépendance : 399 experts en 1960, 603 en 1980, 380 en 1984 !

L. Z.

(Lire la suite page 14.)

(Publicité)

LA POSTE

Dans le plan de développement actuel, de nombreux projets sont prévus dans les plus importantes sont :

- aménagement des établissements postaux et construction de nouveaux bureaux ;
- relance des services de chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne ;
- amélioration de la desserte postale à l'intérieur du pays.

La poste ne reste pas inactive, mais bien plus la rapidité de l'évolution du pays, l'accroissement des besoins de la population d'une part, et l'augmentation des relations de chaque citoyen avec les services des PTT d'autre part, l'engagent à redoubler d'efforts pour obtenir des crédits nécessaires et former assez des spécialistes pour assurer ses services dans des conditions optimales.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

PROGRAMME 1984-1985

Tous les projets de la phase préparatoire ont été soit financés, soit présentés au financement.

1. MODERNISATION ET EXTENSION DU RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE DE BANGUI (PROJET NERT)

Ce projet est financé par la BAD, la BDEAC et le gouvernement centrafricain.

2. FAISCEAU HERTZIAN BANGUI-IMPONDIO

La BDEAC a accepté de financer plus de 70 % du projet. Une demande de subvention a été introduite auprès de la France pour le bouclage du financement de la partie transmission.

Le coût très élevé des modifications au central XP 1000 de Bangui, pour l'automatisation du trafic Bangui-Brazzaville devra entraîner certains changements dans la répartition du financement.

3. FAISCEAU HERTZIAN MBAKO-BANGUI-CAMEROUN ET RÉSEAUX LOCAUX ASSOCIÉS

Une requête pour le financement et un dossier technique du projet ont été déposés auprès du fond africain de développement (BAD).

4. RECONSTRUCTION DES LIAISONS A ONDES DÉCAMÉTRIQUES

Une requête pour le financement et un dossier technique ont été déposés auprès du fond africain de développement (BAD).

5. CENTRE DE TRANSIT INTERNATIONAL DE BANGUI

Ce projet fait la transition avec le programme quinquennal 1986-1990. Il est un complément des projets d'artères internationales Bangui-Congo et Bangui-Cameroun inscrits à la phase préparatoire.

Les études et l'évaluation relatives à ce projet s'effectueront pendant la mission BAD prévue pour début 1985.

GACOA-SIV

créée en 1973
Groupe Goncalves

- CONCESSIONNAIRE : Citroën - Nissan - Peugeot
- USINE DE MONTAGE DE VOITURES : Citroën et Peugeot

Visa Super - Peugeot pick-up 504 - Visa fourgonnette

CA : 1,8 milliard F CFA en 1983. Prévisions 2,5 milliards en 1984 et 5,5 milliards en 1987.

Directeur général : Robert Ngoli

Secrétaire général : Antonio Pereira

Le groupe comprend :

- SAMAG SCORE capital : 200 millions de F CFA
- SOCOA commerce général
- SPAC usine de parafin
- NICC fabrication de cartouches de chasse

GACOA-SIV
avenue R. Boganda
BP. 002 et 521
Tél. : 81.09.55 et 81.34.09
Tél. : 6283 RC

SOCIÉTÉ CENTRAFRICAINE DES TABACS

SCAT

TABACS EN FEUILLES

EN HAUTE-SANGHA : BERBERATI & GAMBOULA

EN NANA-MAMBERE : ABBA

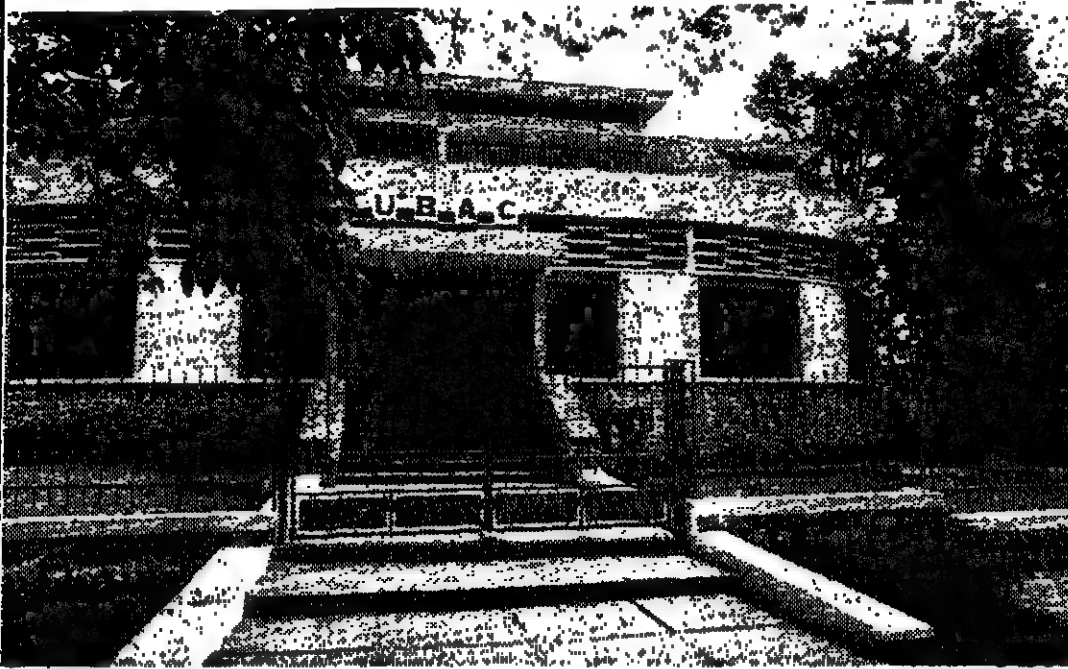
Siège social : BP 1042 BANGUI

Téléphone : 61-37-11 et 61-27-43

Tél. : 5326 RC

UBAC

UNION BANCAIRE EN AFRIQUE CENTRALE



S.A. au capital de 550 000 000 CFA

SIÈGE SOCIAL ET DIRECTION GÉNÉRALE :

Rue de Brazza - B.P. 59 et 839 BANGUI
Tél. : 61.29.90 - 61.29.95 - 61.05.55
Télex : 5225 UBAC

AGENCE CENTRALE :

Rue de Brazza - B.P. 59 et 839
Tél. : 61.29.90 - Télex : 5225 UBAC

BUREAU KOUDOUKOU :

Km 5 - BANGUI - B.P. 59 et 839
Tél. : 61.21.15 - 61.26.61 - Télex : 5225 UBAC

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

Une économie sous perfusion

(Suite de la page 13.)

Ces experts sont répartis dans les principaux secteurs de l'économie. Ainsi, en 1983, ils étaient cinq à la présidence de la République, dix aux finances, vingt-deux aux travaux publics, soixante-trois à la santé et aux affaires sociales, six à l'énergie et aux mines, treize à l'agriculture, sept dans le département du plan, du commerce et de l'industrie. On objectera, certes, que la présence et l'aide massives de la France répondent à des impératifs peu quantifiables, d'ordre géopolitique. Il n'empêche que l'on peut, légitimement, se poser une question : l'effort consenti a-t-il été payé de retour - ne serait-ce qu'en partie - par des réalisations durables et par un mieux-vivre pour la population ?

En 1980, l'état des lieux de l'économie centrafricaine était accablant : l'infrastructure agricole et routière était profondément dégradée ou inexistante (aujourd'hui, 442 kilomètres sont goudronnés sur un réseau de routes nationales et secondaires de l'ordre de 9 000 kilomètres), la production des principales cultures était en plein déclin, les entreprises publiques accusaient pratiquement toutes de forts déficits, la fonction publique se caractérisait par des effectifs pléthoriques d'une inefficacité remarquable, le déficit de la balance commerciale et l'endettement extérieur atteignaient des proportions plus qu'alarmantes, ainsi que la diminution du produit intérieur brut (PIB), etc. Avec juste raison, les autorités centrafricaines mettaient l'accent sur le poids de l'héritage, du passé, qu'elles devaient résorber. Tel était l'objectif du « programme national d'action » (1982-1985), qui sera suivi par un plan quinquennal (1986-1990).

Au cours de la dernière période, le gouvernement s'est efforcé d'assainir les finances publiques, notamment en liquidant plusieurs dizaines de sociétés d'Etat, de corriger les déficits intérieurs et extérieurs, de stimuler la production en insistant sur la relance des cultures et des industries extractives (diamant essentiellement) d'exportation, de remettre en état le réseau routier, ainsi que le système d'enseignement. Les résultats de cette politique sont encore extrêmement limités, mais, de l'avis des experts internationaux, relativement encourageants.

La sécheresse, qui a sévi pendant le premier semestre de 1983, explique pour une part les faibles hausses, ou les déficits enregistrés dans le secteur agricole, qui fournit 63% des recettes d'exportation et emploie environ 61% de la population active. Plusieurs grands projets agricoles ont, d'autre part, été élaborés en concertation avec la France (et avec son aide financière), comme le développement rural de la zone cotonnière et le projet soviétique de la OUAKA, dont le coût initial est évalué à 12 milliards de francs CFA, et qui doit permettre de produire sur le sol national les 6 000 tonnes de sucre que la RCA importe chaque année. Les cultures vivrières (maïs, arachides, mil, sorgho, riz paddy) ont globalement stagné depuis 1981. Les résultats les plus significatifs ont été enregistrés dans le domaine cotonnier, dont le maître d'œuvre est la SOCAD (Société centrafricaine de développement agricole), qui compte aujourd'hui six cents personnes et six usines (contre vingt il y a cinq ans). La production, exportée à près de 98 %, a atteint son plus bas niveau en 1981 (17 000 tonnes) mais n'a pas cessé d'augmenter depuis, pour atteindre 33 500 tonnes en 1983-1984, et probablement plus de 40 000 tonnes en 1984-1985.

Ces résultats ont été notamment obtenus grâce à une incitation sur le prix payé aux producteurs, qui est passé de 60 francs CFA le kilo en 1981 à 90 francs en 1984, à une meilleure distribution des semences et des engrais, qui, elle-même, a bénéficié d'une amélioration du réseau routier. Comparé à celui du Tchad voisin (162 000 tonnes lors de la dernière récolte), ce niveau de production reste faible. Mais, outre qu'ils bénéficient d'une végétation plus propice (moins boisée), les Tchadiens ont généralisé la culture attelée, alors que celle-ci représentait moins de 10 % de la production centrafricaine. Sur le plan des rendements, la différence est considérable : 464 kg l'hectare en culture manuelle contre près de 1 000 kg en culture attelée.

De plus, la production cotonnière est confrontée, comme du reste l'ensemble des exportations (coton, bois d'œuvre, café) et importations (produits pétroliers) à des diffi-

cultés d'écoulement. Cinq mois sur douze, le niveau de hauteur d'eau de l'Oubangui est insuffisant et les barges ne peuvent être chargées à pleine capacité. L'encombrement du CFCO (Chemin de fer Congo océan), qui relie Brazzaville au port de Pointe-Noire, entraîne des retards considérables (qui peuvent atteindre un an) pour l'acheminement des marchandises en attente dans la capitale congolaise, ce qui provoque notamment une dégradation de la qualité des produits exportés.

La RCA est donc pénalisée par son enclavement, dans la mesure où les acheteurs étrangers appliquent une décote systématique sur le prix d'achat de certaines denrées centrafricaines (café notamment), en raison du non-respect des délais de livraison. Malgré les risques inhérents au transport routier (jusqu'au port camerounais du Douala), les autorités centrafricaines ont engagé un vaste programme de réhabilitation du réseau (le « quatrième projet routier » suppose un investissement de 17 milliards de francs CFA), afin de réduire le volume du transport fluvial.

La production caennaise, qui alimente en recettes la caisse de stabilisation et de péréquation - qui, elle-même constitue la « cassette » de la présidence de la République - a stagné de 1980 à 1982 (à hauteur d'environ 17 000 tonnes) pour ensuite chuter fortement en 1983-1984 (moins de 10 000 tonnes). Cette année, les recettes provenant du café devraient atteindre un peu plus de 13 milliards de francs CFA, soit 26 % du total des recettes d'exportation.

L'augmentation du prix payé aux producteurs (135 F le kilo), ainsi que le développement de l'encadrement et de l'assistance technique dont bénéficient les petites exploitations familiales, devraient cependant permettre une augmentation de la production et contribuer au rétablissement de la balance des paiements.

Les conditions dans lesquelles s'effectue la production de diamants illustrent bien les pesanteurs de l'économie centrafricaine, victime de la contrebande et des détournements. On estime ainsi que plus de 50 % de la production part en fraude à l'étranger. Dans le processus de commercialisation du diamant, la fraude s'exerce notamment au stade des collecteurs, qui sont des intermédiaires entre les artisans (entre 30 000 et 90 000 personnes) et les neuf bureaux d'achat qui, après avoir payé une taxe d'exportation à l'Etat, se chargent d'écouler la production à l'étranger, essentiellement en Belgique (Anvers), en Israël et en France. De 341 700 carats en 1980, la production de diamant brut est passée à 276 000 carats en 1982 et 295 300 carats en 1983.

Trente gendarmes

Le gouvernement continue une politique tendant, d'une part, à réorganiser la profession de collecteur et surtout à baisser le montant de la taxe à l'exportation : cette dernière disposition a pour effet de diminuer la marge bénéficiaire des fraudeurs et donc de rendre plus « compétitifs » les bureaux d'achat. L'évasion douanière diminue donc. Cette taxe a été ramenée de 18 % à 12 %, ce qui, paradoxalement, a entraîné un supplément de recettes pour l'Etat. En 1984, les recettes devaient augmenter d'environ 25 %, la part des diamants contribuant ainsi pour 25 % aux exportations totales de la RCA.

Les autorités affichent également l'intention de lutter contre la fraude en multipliant les brigades minières. Actuellement, trente gendarmes et policiers sont chargés de surveiller tout le territoire, soit près de 620 000 kilomètres carrés ! On estime, d'autre part, que, avec la complicité des douaniers, les sociétés implantées en RCA ne déclarent pas la moitié de leurs marchandises exportées ou importées. D'autre part, le développement du commerce parallèle représente entre 40 % et 50 % des activités commerciales globales du pays. Une « restructuration » du corps des douaniers est en cours de réalisation. Déjà, soixante douaniers ont été licenciés, ce qui porte l'effectif restant à deux cent vingt-huit personnes pour tout le pays (la RCA a des frontières communes avec le Tchad, le Soudan, le Zaïre, le Congo et le Cameroun). Les douanes disposent en outre de deux véhicules tout-terrain.

Ce sous-effectif et cette absence de moyens matériels concernent également les agents chargés du contrôle fiscal, qui sont, de plus, lar-

gement corrompus. Pour 1985, un programme d'informatisation de la douane, des impôts et des services du Trésor, est prévu.

Les autorités centrafricaines soulignent cependant que les sévères restrictions imposées par le FMI en ce qui concerne les recrutements des fonctionnaires limitent considérablement leur marge de manœuvre pour réprimer la fraude. La fonction publique comptait 22 830 agents en 1982. L'année suivante, 1 220 employés ont été licenciés. L'Etat a toutefois procédé à 880 recrutements, ramenant ainsi l'économie de personnel à 340. Dans les entreprises semi-publiques, 2 000 salariés ont été licenciés au cours des deux dernières années.

Cette politique de compression des dépenses et d'augmentation des recettes a conduit le gouvernement à créer en 1982 une contribution exceptionnelle sur les traitements du secteur public et du secteur privé. En 1982, les recettes fiscales ont augmenté de 33 %. Cette contribution a été cependant supprimée début 1984, pour faire place à une réforme fiscale, qui modifie le régime de l'impôt sur le revenu en levant plus fortement les hauts salaires.

Compte tenu cependant des difficultés d'application, les résultats de cette réforme seront bien loin de compenser la perte de recettes résultant de la suppression de la contribution exceptionnelle. Globalement, pourtant, les recettes fiscales augmenteront sensiblement en 1984.

Baisse

du pouvoir d'achat

Depuis 1982, aucune augmentation de traitements n'a été accordée dans la fonction publique (sauf dans l'armée et la police), ce qui sert d'ailleurs de prétexte aux employeurs privés pour ne pas revaloriser les salaires. Les emplois de fonctionnaires restent cependant fortement convoités, dans la mesure où les traitements mensuels du secteur public varient entre 13 000 et 200 000 francs CFA. Le SMIC, pour sa part, n'a pas été revalorisé depuis 1980 et reste fixé à 13 800 francs CFA par mois. Cette stagnation, associée à un encadrement du crédit (mal appliqué), au non-blocage des prix, à une augmentation de la plupart des tarifs publics à un relèvement des prix des produits pétroliers, et à l'instauration en 1982 et 1983 de la contribution exceptionnelle, a entraîné une baisse importante du pouvoir d'achat. Si l'inflation peut être évaluée aux environs de 11 % en 1984, l'augmentation du « panier de la ménagère » sera vraisemblablement de l'ordre de 17 %.

Le gouvernement centrafricain éprouve en outre les plus grandes difficultés à contrôler l'augmentation des bourses accordées aux étudiants. En plus des 220 enseignants qu'elle met à la disposition de la RCA, la France, pour sa part, a accordé 250 bourses à des Centrafricains en 1984, pour un coût de 500 millions de francs CFA. Enfin, l'aide budgétaire directe accordée par la France s'élève à 3,5 milliards CFA. Plus de la moitié de cette somme contribuera encore à payer les fonctionnaires, 1,49 milliard de prêts ont également été consentis.

En 1984, et surtout 1985, la situation économique de la RCA devrait s'améliorer. Le déficit commercial, qui a atteint 12,5 milliards CFA en 1982, pourrait être ramené à environ 7 milliards en 1984, grâce à une progression du volume total des exportations. Le déficit budgétaire, qui était de 10 milliards l'année dernière, devait, en principe, être limité à 9,5 milliards cette année (les recettes sont estimées à 38,3 milliards CFA et les dépenses à 41,4). En 1983, ces chiffres étaient respectivement de 36,2 et de 43,2. La dette extérieure centrafricaine a, d'autre part, continuellement progressé (malgré plusieurs rééchelonnements), passant de 71 milliards en 1981 à 102 milliards à la fin de 1983. Depuis 1981, l'Etat centrafricain s'efforce cependant de rembourser une partie de celle-ci, à concurrence de 5 milliards par an.

Stils ne se relâchent pas, les efforts accomplis par le gouvernement centrafricain, compte tenu de la tendance actuelle, pourraient progressivement être suivis de résultats. A terme, la RCA devra sans doute réduire la dépendance extérieure de son économie qui, en l'état actuel, reste « sous perfusion ».

L. Z.

Face à

1984-1985

501

Face à eux-mêmes

(Suite de la page 13.)

D'où vient alors ce malaise, ce sentiment que les autorités centrafricaines en font peut-être un peu trop pour présenter, sous des dehors aimables, les signes de l'autorité d'un pouvoir issu malgré tout, de la force militaire ? Trop de non-dits, de petits mensonges par omission, sans doute.

Certes, dans son rapport 1984, Amnesty International dresse un bilan de la situation des droits de l'homme en RCA qui n'a rien de comparable avec celui qui avait été établi à la chute du monarque déchu. L'organisation humanitaire relève « l'emprisonnement pour raison d'opinion », et « la longue détention sans jugement d'opposants présumés ». Elle est préoccupée « du manque de soins médicaux et de la rareté des visites des familles » des détenus, qui vivent dans des « conditions très inconfortables », mais elle « n'a pas eu connaissance d'exécutions pendant l'année ». Voilà qui, en effet, est, si l'on ose dire, bien « banal » comparé à d'autres régimes sur le continent où la répression et la torture tiennent lieu de méthode de gouvernement. Mais pourquoi, alors, cette réticence de la parole chez les Banguiens, ces infirmes précautions pour rencontrer, pour parler à un étranger, cette atmosphère lourde de méfiance, de suspicion, d'inquiétude larvée, de concubines pour évoquer la situation politique, le sort des dirigeants de l'opposition, et la bonne fortune des dirigeants tout court ? C'est un fait : quelque chose, quelque part, bloque les confidences. Pourquoi ? Comme si, dans les « quartiers », tout ne finissait pas par se savoir...

« Détenus théoriques »

Bangui, capitale plus africaine qu'il n'y paraît, bruit de mille rumeurs. Faute de transparence, faute de presse, faute de contre-pouvoirs organisés. Cinq ans après le renversement de l'ex-empereur, le traumatisme a laissé des traces : la peur. Pour des arrestations, du fait d'un prince, des princes qui, aujourd'hui, gouvernent, pour de ce silence qui retombe sur des personnalités en vue, arrêtées, accusées de « tentative de destabilisation », « d'attentat à la sûreté de l'Etat », de « complot », ou qui, plus simplement, ont cessé de plaire. Ainsi de M. Paul Otto, ancien secrétaire général de la présidence de la République avec rang de ministre, destitué au début du mois d'octobre et aujourd'hui oublié. Depuis la libéra-

tion de soixante-quatre détenus politiques, le 1^{er} septembre 1983, il n'y aurait plus actuellement — selon les chiffres officiels — qu'une trentaine de prisonniers politiques, enfermés à la prison de Ngaraga, au commissariat spécial du port ou au camp Kassaf. Une trentaine vraiment ? Et ils sont convenablement traités, pas battus, pas torturés ? Faute de visite guidée, admettons.

Les autres, les détenus non politiques, profitent du laxisme du système carcéral centrafricain. Un jour, le 24 septembre dernier, le chef de l'Etat a voulu rendre visite aux mille cent treize « détenus théoriques » de Ngaraga. On a fait l'appel : il en restait trois cents. La plupart des manquants avaient fait la belle, pour un soir ou pour deux jours, après avoir rempli la formalité qui consiste à verser quelques milliers de francs CFA au gardien. En une seule soirée, il y a eu cent dix évasions. Sur ce total, quatre-vingt-dix détenus relevaient d'une accusation de « détournement de deniers publics ». Des spécialistes, en quelque sorte... Souvent ils reviennent à l'anbe, après avoir commis un petit vol, une petite agression, juste de quoi pouvoir, le lendemain, verser leur obole au cèbre de service. Que voilà une « dictature » nonchalante !

Qui décide ?

Mais c'est là l'apparence, l'éclat de ce pouvoir. Le reste est plus complexe, plus diffus, plus inquiétant aussi : avec une vraie question : qui décide en RCA ? Le général André Kolingba est un homme discret, trop peut-être. Sa manière, c'est un peu celle de Paul Biya, président du Cameroun, l'uniforme en plus, c'est-à-dire pas du tout celle de MM. Mobutu ou Bongo, et l'on a ainsi presque tout dit. C'est l'inverse du tribunal, le négatif de ces « chefs » à l'africaine ou « charisme » si souvent dévastateur. Ses allées et venues se limitent, pour ainsi dire, à se rendre au bureau présidentiel, où il travaille (peu, dit le rumeur de Bangui), à son palais bien protégé, situé au fond du camp de Roux. Bref, on se souvient de ses apparitions publiques. L'une des dernières remonte au 9 octobre, soit le lendemain de l'incident qui s'est produit devant l'entrée des « deux cents villas », (le camp militaire français), au cours duquel trois jeunes Centrafricains avaient été blessés par balles.

Le chef de l'Etat avait pris le volant de sa voiture personnelle et,

sans escorte, emmenant à son bord l'ambassadeur de France, s'était rendu à l'hôpital pour s'enquérir de l'état des blessés. Tout le monde avait compris le sens du message : premièrement, le président montrait qu'il ne craignait aucune agression et que donc son pouvoir était solidement établi, voire reconnu ; deuxièmement, l'incident n'aurait eu rien des étroites relations franco-centrafricaines. Et puis, il y a le voyage à Paoa dans le nord-ouest du pays, du 25 au 27 octobre dernier, pour la fête de la moisson ; ce voyage, que l'on ne peut ignorer, tant les autorités en soulignent le déroulement parfait, et dont il faut conclure que, décidément, le pouvoir, ici, est stable. Car Paoa, est un symbole, celui de l'opposition, le fief de Ange Patasse, dirigeant du MLPC.

Le président Kolingba délègue beaucoup ses pouvoirs. Et cela n'est pas sans inconvénient. Qui, de la présidence, du ministre de l'Intérieur, le lieutenant-colonel Christophe Grelombe, ou de la sécurité présidentielle — encadrée par des officiers français dirigés par le lieutenant-colonel Mansion, — décide des arrestations ? Tout porte à croire que le chef de l'Etat n'est tenu au courant qu'après coup, ou pas du tout. La facilité avec laquelle les hauts fonctionnaires et les ministres s'enrichissent amène à se poser la même question. Le général Kolingba ne voit-il rien ou laisse-t-il les dignitaires du régime se « mouiller », s'enfoncer un peu plus, pour mieux sanctionner par la suite, comme il l'a fait le 23 janvier dernier, en renvoyant la moitié des officiers constituant le gouvernement ? En attendant, sauf quelques cas particuliers, tous ceux ou presque qui ont une parcelle de pouvoir continuent de puiser dans le Trésor public. « Du temps de Bokassa, dit-on à Bangui, il y avait un grand voleur, mais on le connaissait : aujourd'hui, il y a quarante voleurs ». Sous l'empire, les détournements étaient plus importants qu'aujourd'hui, mais ils étaient aussi plus contrôlés.

Le chef de l'Etat s'efforce pourtant de limiter la corruption et les détournements, mais la tâche apparaît impossible. Toute une génération de Centrafricains, celle qui a été nourrie par l'exemple venu d'en haut, à l'époque de l'empire, apparaît irrécupérable, pourrie. « Que voulez-vous », dit un Français, ici, c'est la « pâte humaine » qui est contaminée. Cette dégénérescence des mentalités n'épargne pas grand monde, dès lors que le pouvoir polit-

que est perçu avant tout comme celui de l'argent. Faute d'être mus par une quelconque idéologie, l'opposition n'a que des appétits. L'expérience « démocratique » du régime du président Dacko, auréolée d'une constitution à l'eurocentisme et d'un multipartisme total, l'a démontré de façon éloquent. Les hommes politiques d'aujourd'hui se sont bornés à se « partager le gâteau », à organiser un racket à la dimension de l'Etat, sans souci de l'intérêt national, bénéficiant en cela de la neutralité ou de la complicité agissante de nombreux hommes d'affaires occidentaux, notamment français.

Comment s'étonner, dès lors, si ce pays, pillé sans vergogne pendant des années, est exsangue, et ne doit sa survie que grâce à une aide française massive ? Comment s'étonner aussi si le chef de l'Etat lui-même n'échappe pas à la suspicion d'enrichissement illicite, si la « ferme modèle », qu'il possède à 25 kilomètres de Bangui, au-delà de M'Boko, est réputée avoir été équipée de façon ultra-moderne par le contre-bureau centrafricain et à grand renfort de techniques et de techniciens français ? Le pouvoir corrompt partout, mais sans doute un peu plus en RCA... Il faudra beaucoup de temps pour rééduquer les fonctionnaires, pour qui la prévarication tient lieu de sens du « service public ».

2 000 étudiants

font vivre 20 000 personnes

La jeunesse n'a pas été épargnée par ces mauvaises habitudes héritées du passé. Pour les enfants des familles les plus aisées, l'entrée en classe de sixième est souvent fonction du montant de la somme que leurs parents sont prêts à verser. Le passage en sixième, c'est l'entrée dans le secondaire avec, au bout du cursus scolaire, l'espoir d'entrer à l'Université. Depuis deux ans, les autorités essaient de faire en sorte que les sujets du bac ne se vendent plus dans les « quartiers »... Jusqu'en janvier dernier les choses étaient simples. Après le baccalauréat, c'était l'entrée à l'Université et le droit à une bourse. La licence permettait d'espérer une longue carrière dans la fonction publique, but ultime de la majorité des étudiants. Leur grave du mois de janvier dernier était destinée à protester à la fois contre l'institution de concours d'entrée dans la fonction publique et contre les menaces pesant sur la délivrance de bourses.

Les concours, aujourd'hui, n'ont pas encore véritablement été instaurés. Le gouvernement, qui a usé alternativement de la menace et de la séduction, a cédé. Comment pouvait-il d'ailleurs prolonger l'épreuve de force ? Les deux mille étudiants, qui touchent chacun une bourse d'un montant de 25 000 F CFA, font vivre à l'Université environ vingt mille personnes ! Hostiles au pouvoir, les étudiants le sont dans leur grande majorité (sauf ceux qui profitent de ses largesses, ainsi que les mouchards). Ils reprochent aux militaires de « puiser dans la caisse », mais beaucoup n'aspirent qu'à faire de même...

En accordant à la tête de l'Etat, le 1^{er} septembre 1981, le général André Kolingba n'a pas échappé à la tentation au népotisme tribal instaurée par ses prédécesseurs. Les membres de son ethnie, les Yakoma, occupent aujourd'hui la plupart des postes-clés et les M'Baka, c'est-à-dire les présidents Dacko et Bokassa, ont été peu à peu écartés du pouvoir. Celui-ci reste malgré tout confiné entre les mains des gens du « fleuve », qui ont toujours exercé une suprématie en Centrafrique.

Quand l'armée va-t-elle accepter de partager ses responsabilités avec les civils ? Officiellement, c'est en 1985 que le régime devrait changer de nature, se « démocratiser ». La première pierre de l'Assemblée nationale devrait être posée au début de l'année et, dans la foulée, les premières élections locales pourraient être organisées. Parallèlement, des civils devraient faire leur entrée au gouvernement. En principe. On peut en effet émettre quelques doutes quant au respect du calendrier.

Le général Kolingba, qui a incité les hauts commissaires (des civils) à effectuer une formation militaire au camp Kassaf et à porter le treillis (avec le grade d'aspirant) — sauf ceux d'entre eux, — prendra-t-il le risque de ne plus s'appuyer essentiellement sur l'armée pour gouverner ? Son autorité est aujourd'hui réelle, mais fragile. Comme tant d'autres pays du continent, la RCA vit dans une psychose permanente de coup d'Etat. La menace ici peut venir de l'intérieur, de ceux qui gravitent autour du chef de l'Etat (tout simplement parce que « être le second, c'est d'abord ne pas être le premier »), mais, plus encore, de l'extérieur. Les opposants en exil du général Kolingba ont tous une vision ambitieuse du devenir de la RCA. Pour le seul profit du peuple centrafricain bien sûr...

L.Z.

Une opposition morcelée et réduite au silence

L'opposition au régime du président Kolingba, officiellement, n'existe pas. Une première dissolution des partis politiques a été décidée le 16 juillet 1981, sous le régime du président David Dacko. Cette interdiction concernait notamment le MLPC (Mouvement pour la libération du peuple centrafricain) de M. Ange Patasse, candidat à la présidence de la République lors de l'élection du 15 mars 1981 (38,11 % des suffrages), trois fois ministre de l'Empereur Bokassa et ancien premier ministre de celui-ci ; le FPO-PT (Front patriotique ou banguien-Parti du travail) du docteur Abel Gombé, chef du gouvernement ou banguien de 1957 à 1958, ancien recteur de l'université de Bangui, et également candidat à l'élection présidentielle (1,42 % des suffrages) ; le MCLN (Mouvement centrafricain de libération nationale, réputé pro-lybrien) du docteur Iddi Lala.

Le 10 août 1981, le MLPC et le FPO-PT avaient été de nouveau autorisés. En renversant le président Dacko (qui était plus ou moins consentant), le 1^{er} septembre, le général d'armée André Kolingba avait suspendu la Constitution et interdit toutes les activités politiques. Depuis le coup d'Etat, ces mesures n'ont pas été rapportées.

Les chefs de file de l'opposition sont aujourd'hui soit assignés à résidence en République centrafricaine ou arrêtés, soit en exil. Outre M. Iddi Lala, qui séjourne en Allemagne fédérale, M. Ange Patasse a trouvé refuge en France, puis au Togo. Il a été signalé dernièrement en Italie. M. Henri Matidou, dirigeant du PRP (Parti républicain pour le progrès), ancien vice-président de la RCA (République centrafricaine) sous M. Dacko et, auparavant, dernier premier ministre de Bokassa (à ce titre, il est l'auteur d'une lettre réclamant une intervention militaire française), serait actuellement assigné à résidence à Poesel (à l'est de la capitale, sur l'Oubangui) ; M. Abel Gombé serait, lui, dans la même région, à Kouango ; M. Patrice Endjimgou, secrétaire général du FPO-PT, à Boambali (au nord-est de Bangui, près de Sibud) ; M. Simon-Narcisse Bozanga, ancien premier ministre de M. Dacko, à Liakari (région de Bangassou, au sud-est) ; M. François Pahoua, ancien conseiller de M. Dacko et président du Groupement indépendant de réflexion et d'éducation politique, économique et sociale (GIREP), est également en résidence surveillée ou interné, de même que M. Joseph Patolet, ancien vice-premier ministre de Bokassa, soupçonné de propagande en faveur du retour de l'ex-empereur, et M. Hozé Okito Tandele, président du fantomatique « Parti socialiste centrafricain », accusé d'avoir lancé des « appels à la révolution ».

D'autres personnalités, qui ne peuvent pas a priori être assimilées à l'opposition, ont cependant l'interdiction de quitter le territoire. C'est notamment le cas du général Sylvester Bangui, démis de ses fonctions de ministre des finances en janvier 1984, qui jouit cependant d'une relative liberté de mouvement à Bangui.

De leur côté, les ex-généraux François Bozize (l'un des responsables du MCLN) et Alphonse M'Balkous, qui furent les proches de Bokassa, respectivement ancien ministre de l'information et ancien ministre de

la justice du CMRN (Comité militaire de redressement national), auteurs — avec le MLPC de M. Patasse — de la tentative de coup d'Etat de mars 1982, sont également en fuite. M. M'Balkous serait actuellement dans le sud du Tchad. Ce sont ses partisans, ainsi que ceux de M. Bozize (réfugié pendant plusieurs mois en France) qui, allés à des « codes » (commentaires) tchadiens, ont lancé récemment une attaque contre la ville centrafricaine de Markounde (le Monde du 14 novembre). MM. M'Balkous et Bozize, dont les troupes sont évaluées à environ trois cents hommes, s'efforcent, d'autre part, de regrouper toutes les oppositions au régime du CMRN.

Au sein du MLPC, M. Ange Patasse a été écarté des organes de direction en septembre 1983, son poste de président du bureau politique ayant été supprimé à l'occasion d'un « congrès extraordinaire » du mouvement, qui se serait tenu clandestinement du 14 au 18 septembre. Le secrétaire général du comité exécutif du MLPC est M. Francis-Albert Oukangue. De même, M. Iddi Lala aurait été suspendu de ses fonctions au sein du MCLN, et l'actuel secrétaire général de ce mouvement serait M. Salah Yacoub.

Le 6 août 1983, plusieurs personnes se réunissant au MLPC, du FPO-PT et du MCLN se sont réunies clandestinement à Moyenne-Sido (au nord-est de Boesongo, près de la frontière tchadienne). Ils ont formé le Parti révolutionnaire centrafricain (PCR) et ambitionnent — eux aussi — de constituer un « front uni » de l'opposition. C'est également avec cet objectif que le « collectif des Centrafricains en France » a été créé, à Paris, le 15 avril 1984. Ce mouvement, qui se dit « indépendant de tout parti politique », entend ouvrir pour le rétablissement de la Constitution et « la défense des libertés et droits fondamentaux de la démocratie ».

Les chefs de file de ces différents partis étant soit dans l'impossibilité d'agir, soit remis en cause par leurs propres partisans, le « front uni » de l'opposition centrafricaine n'est encore qu'un vœu pieux. A Paris, ces mouvements envoient aux journaux de nombreux communiqués.

En marge des partis, l'ex-empereur Bokassa, exilé dans son château de Hardricourt (Val-d'Oise), n'a pas perdu espoir de revenir au pouvoir. En 1983, dans une « déclaration officielle », il se justifiait de son action passée et présentait, pour l'avenir, un « programme politique » et un « programme socio-économique ». C'est, semble-t-il, en liaison avec son entourage qu'est publié un fascicule intitulé *Vérités centrafricaines* et dont deux numéros sont déjà parus. Le premier a été diffusé à 50 000 exemplaires (notamment par l'intermédiaire du capitaine Paul Baril, ex-c-n° 2 du GIGN (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale) ; le second circulait, sous le manteau, à Bangui, il y a trois semaines. *Vérités centrafricaines* avance surtout des faits tendant à prouver les détournements financiers effectués par les membres du gouvernement du président Kolingba, et dénonce les arrestations et les atteintes aux droits de l'homme en RCA.

L.Z.

TOCAGES

Société

d'économie mixte

au

capital

de

428 000 000 de francs CFA

Siège social à BANGUI

Postal 724



TOCAGES importe, stocke,

transporte et distribue

tous produits pétroliers

et dérivés

nécessaires

au fonctionnement

de l'économie centrafricaine.

TOUS PRODUITS PÉTROLIERS

- | | |
|-----------------|------------|
| ● ESSENCE | ● PÉTROLE |
| ● ESSENCE SUPER | ● HUILES |
| ● GAS-OIL | ● GRAISSES |

Téléphone : 61.37.04

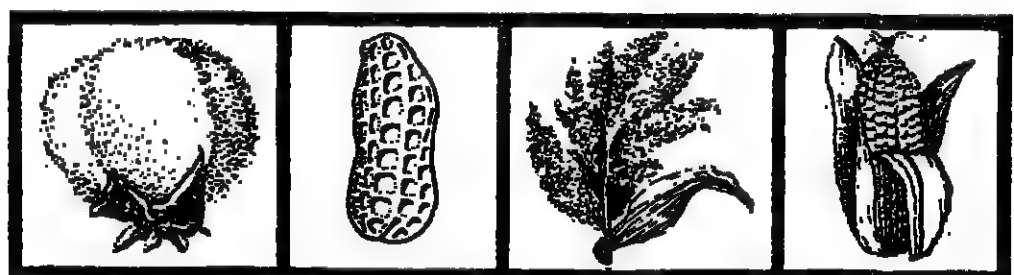
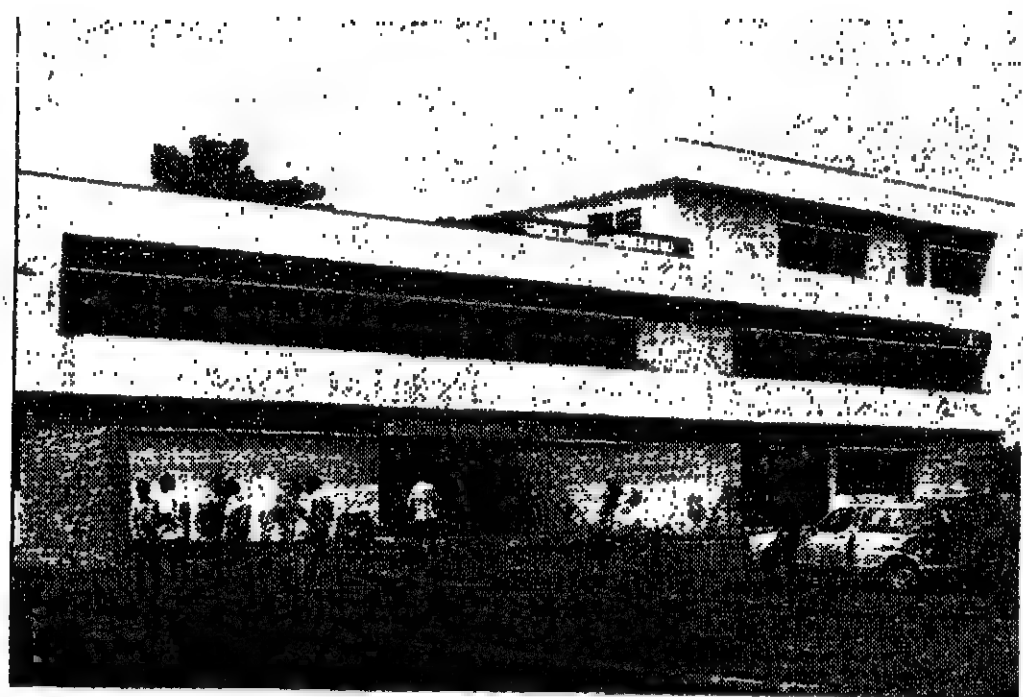
Télex : TOCAGES 53 16 RC

Boîte postale 724 / BANGUI
(République Centrafricaine)

Publicité

sucrodon

**Société Centrafricaine
de
développement agricole**



Avenue David-Dacko

Tél : 61-30-33 — Télex : 5212 EC. BP 997

BANGUI (Rép. Centrafricaine)

Président : M. MÉTHOT
Directeur général : D^r J. MAGRODINI

Sinistre pèlerinage à Berengo et Kolongo

Berengo. — Les soldats qui gardent l'entrée du « palais impérial » n'ont pas pour mission d'assurer la conservation du site. Cinq années ont passé, et Berengo succombe aux assauts du temps, de la végétation qui envahit tout. Tant pis ou tant mieux : le château de cartes de Bokassa ne restera pas intact dans le patrimoine national. Berengo revisité ? Sinistre pèlerinage... L'endroit, abandonné aux margouillats (gros lézards verts et jaunes) que l'on écrase par dizaines, dégage un sentiment de malaise et d'irritation. Se peut-il que cette petite ville en ruine ait été animée, fastueuse, industrielle, autocratique ?

L'imagination se refuse à la mise en scène, à « voir » les uniformes chamarrés des gardes impériaux, et des dizaines de serviteurs, les officiers et les blasons chatoyants. Berengo est en décomposition, ses bâtiments jonchés de détritus. Le mythe lui-même s'est écroulé, laissant place à ce qui ressemble à une cour d'usine flanquée de pavillons de banlieue abandonnés. Le maître de céans gît là, enfin dérisoire, en face des vastes garages qui abritaient plusieurs dizaines de Mercedes. À regarder le ciel, allongé dans l'herbe qui, déjà, recouvre son corps de bronze haut de 3 mètres. Cette statue devait être installée place de la République, à Bangui.

Comme tout le reste, la villa de l'impératrice Catherine, défensée, s'ouvre à tous vents. De la terrasse du premier étage, on pouvait plonger dans la piscine. Passée la salle des coffres à bijoux, on entre dans la chambre de l'ex-maréchal, pour y trouver quelques débris du lit rond électrique, ultimes vestiges d'un luxe d'opérette, souvent fait de stric. Allons plus loin, de l'autre côté de la place centrale, ce morne parking aux réverbères tordus. Les bâtiments se suivent, tous envahis par les plantes et les herbes sauvages : la grande salle des archives, jonchée de papiers brûlés, la salle du conseil des ministres, dont le sol est tapissé de formulaires à en-tête de la « cour impériale de Berengo ».

De notre envoyé spécial

Plus loin encore : l'usine de couture où étaient confectionnés les uniformes des enfants de Bangui, l'usine de traitement du café avec ses grosses machines cassées sur lesquelles s'est concentrée la vengeance populaire, l'usine de disques, l'usine de koko, la scierie dont les murs sont ajourés en forme de « B » (comme Bokassa). La station d'essence, la salle de cinéma, les moissonneuses-batteuses rouillées, quoi d'autre encore ? La chambre enfin du dictateur en exil, avec, dans une pièce attenante, deux coffres-forts de couleur verte renversés sur le sol et dont la porte a été ouverte à l'explosion par les soldats français, les « Bernacudas ». À l'intérieur, les cailloux ont remplacé les pierres précieuses. Dans la « villa-bateau » réservée aux hôtes de marque, une caisse vide de champagne Moët et Chandon se décompose. Voilà, à une centaine de kilomètres de la capitale, tout ce qui reste de l'« Empire ».

L'horreur

La visite n'est pas finie. L'horreur, c'est à Bangui qu'on la trouve, à Kolongo. Sur la route, à Bobangui, on passe devant la tombe du « père de la nation » centrafricain, Barthélémy Boganda. Un drapeau centrafricain flotte au vent, à côté du mausolée aux lignes très futuristes qui abrite un catafalque recouvert de fleurs. La villa Kolongo, la principale résidence de l'empereur dans la capitale, ne se signale pas aux regards des passants qui ignorent quel hôte elle abrita.

Sur le mur d'entrée, un panneau annonce simplement : « Université annexée de Bangui ». Une première bâtisse s'offre aux regards. Elle est en bon état, les vitres, qui entourent sa façade, sont encore intactes. Tout de suite à gauche, c'est la trop fameuse mare aux crocodiles, encore emplies d'eau putride et, assure le gardien, d'ossements humains. Après le renversement de

Bokassa, les gens, ajoutent-ils, ont mangé les cinq crocodiles.

Dans le parc, on découvre bien vite la « cage aux lions » encastrée dans un mamelon rocheux. Les deux lions qui « se nourrissent » des victimes du tyran ont été tués par les gens du quartier. Les cages, dont l'ouverture des portes était commandée par un système complexe de câbles, font face à l'esplanade du « tribunal impérial ». Un auvent et un trône de ciment marquent la place qu'occupait l'ex-empereur. En face, se tenait le condamné ; à droite, un autre auvent où étaient cantonnés les ministres.

Deux absents

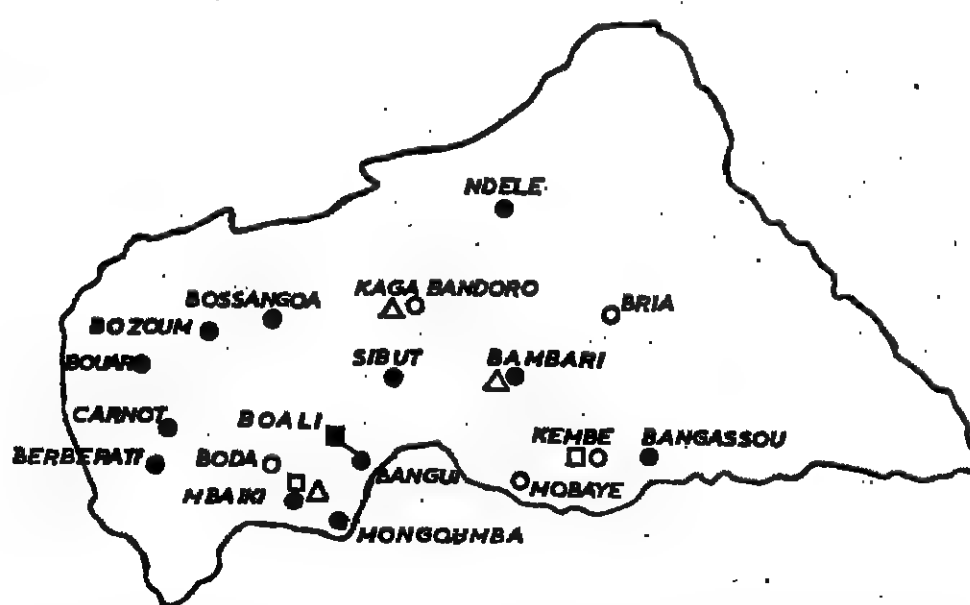
Pourtout la nature a gagné du terrain. La résidence comporte un vaste patio entourant la piscine, encore emplies, et décoré de statues en bois. Sur les murs de chaque pièce, un « guide » a écrit au charbon de bois le nom des locaux : « salle d'accueil des chefs d'Etat », « chambre de l'Empereur », « salle d'accueil des ambassadeurs », etc., et puis la « chambre de la Roumaine », Gabriella, envoyée dans le lit de l'empereur par les services secrets roumains. La cuisine enfin, et ses deux vastes chambres froides qui ne dégagent plus, aujourd'hui, la moindre odeur de charogne.

Le parc est vide, lui aussi, étrangement calme, sans les animaux que Bokassa aimait y voir gambader. Berengo et Kolongo ne sont guère visités par les Bangouais. L'oubli et la nature ont-ils fait leur œuvre ? Dans le parc à la française de son château de Hardricourt, l'empereur déchu rêve encore à son retour. Il se charge régulièrement de rappeler son existence. « Je ne supporte pas l'idée d'avoir un jour à quitter cette terre en y laissant la trace d'une honte qui lézarde ma famille, tous les Centrafricains (...) », déclarait-il en juillet 1983. Cette trace, ici, en Centrafricaine, porte des noms : Berengo et Kolongo. Deux absents.

L.Z.

ENERCA ÉNERGIE CENTRAFRICAINE

SOCIÉTÉ D'ÉTAT CHARGÉE DE LA PRODUCTION, DU TRANSPORT ET DE LA DISTRIBUTION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE SUR TOUTE L'ÉTENDUE DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



PUISSANCE INSTALLÉE

BANGUI : 17 020 KVA

BOALI : 16 060 KVA

PUISSANCE TOTALE INSTALLÉE

CENTRES DE PROVINCE : 4 455 KVA

● CENTRALE THERMIQUE EN FONCTION

○ CENTRALE THERMIQUE EN PROJET

■ CENTRALE HYDRAULIQUE EN FONCTION

□ CENTRALE HYDRAULIQUE EN PROJET

△ MICRO-CENTRALE EN PROJET

Nota : BOALI et BANGUI sont reliés par deux lignes M.T. (63 kV et 63/110 kVA)

Au « kilomètre 5 »...

De notre envoyé spécial.

Bangui. — Le « kilomètre 5 » est le poumon de la ville africaine, sa véritable identité. C'est le creuset de toutes les velléités de révolte, la seule source d'information sur ce qui se dit et sur ce que les autorités préfèrent taire, le coffre-fort de l'argent parallèle, le supermarché toujours achalandé des périodes de pénurie.

Le reste, c'est notamment le Bangui officiel, la vitrine, un peu trop française, les beaux restes de l'époque coloniale ; un autre Bangui, que l'on aurait tort pourtant de qualifier de factice. Il faut, pour tenter d'appréhender la ville, de la « respirer », faire, en une nuit de week-end, les deux Bangui. Tant pis si la logique n'est pas respectée : il faut commencer par la seconde, tout simplement parce que c'est d'abord elle qui s'offre au visiteur, condamné à descendre au Rock Hôtel. Bangui est française, profondément.

Comme « Brazza » bien sûr, mais aussi comme le sont les villes du canal qui ouvre sur la mer Rouge, Suez, Fort-Saïd et surtout Istanboul. C'est ainsi : question d'atmosphère, et d'eau.

La ville européenne s'étire le long du fleuve, regroupant le complexe du Rock Club, des ambassades, les quartiers résidentiels. Le palais présidentiel, dit « de la Renaissance », le quartier général de l'état-major et une partie des ministères sont situés un peu en retrait, sur la hauteur. Près du marché central sont concentrés les commerces européens.

Il faut, le samedi soir, passer devant le Rock Club (fondé en 1906) et assister à la noria des voitures des Européens qui regagnent leurs domiciles après avoir passé la journée au bord de la piscine, pour avoir un aperçu de la colonie française, forte de 3 600 personnes. Avec les familles, les coopérateurs, à eux seuls, sont 1 400. A la veille de l'indépendance, la colonie française de R.C.A. comptait plus de 5 500 personnes.

« Bangui by night »

Avant d'aborder les quartiers africains, on peut approcher le Bangui quasi mystérieux situé à la « colline des Panthères ». Là vivent les Ndris, une ethnie complètement autonome d'environ un millier d'individus, qui sont sans doute, historiquement, les premiers Banguiens. Depuis l'époque coloniale, ils échappent à tout contrôle et ne se mêlent pas au reste de la population. N'étant pas soumis à l'impôt, ils bénéficient en fait d'une sorte de statut privilégié, presque d'extraterritorialité.

Ce n'est, certes, qu'un indicateur de paix civile parmi d'autres, mais la tournée du « Bangui by night » offre le spectacle d'une population qui, apparemment, ne vit pas dans la hantise de la répression. Il y a au moins trois sortes de boîtes de nuit. Au « kilomètre 5 », sur l'avenue B.B. (Barthélémy Boganda), le Punch Coco offre tout le charme d'une vraie ambiance africaine, à ciel ouvert. Au Punch del sol, situé à côté de l'Oustou (l'un des trois meilleurs restaurants de Bangui), dans le quartier des commerces européens, la clientèle est nettement plus aisée. C'est ici que se rendent de préférence les Blancs et la bourgeoisie banguienne. Plus loin, le Blow Up, qui est surtout fréquenté par les Barraoudes... mais, contrairement au Booby de N'Djamena (avant le départ de la force Manta), les soldats français au crâne rasé qui se déhanchent sur la piste de danse ont troqué leur trébuchet militaire pour des vêtements civils. Cela fait une sérieuse différence...

Après, il faut retourner au « kilomètre 5 » et, au-delà, se laisser entraîner dans Boy-Rabe, Miskine, Foul, Gbongo, et la partie nord de Malimé. La nuit, on y fait des rencontres passionnantes. Comme celle de cette assistante sociale, M^{me} X., qui parle si bien des difficultés qu'elle rencontre pour tenter de faire comprendre aux femmes et à leurs maris qu'il n'est pas très souhaitable de faire une dizaine d'enfants en cinq fois dix-huit mois. Dans Boy-Rabe, ce labyrinthe de maisons basses aux toits de tôle ondulée, les femmes se livrent à un petit commerce (vente d'huile, de sel, de farine ou de manioc) dont elles conservent pour elles seules le bénéfice. Cet argent sert à l'habillement et à la nourriture des enfants, la mari n'étant pas tenu, au regard des coutumes sociales, de contribuer à ces dépenses domestiques.

Boy-Rabe sécrète toute une population de jeunes désemparés, qui n'ont guère l'espoir de trouver un emploi. C'est notamment ici que vivent les « godaibes », toujours prompts à manifester contre le pouvoir (quel qu'il soit) et à commettre divers larcins. Ils constituent une masse de main-d'œuvre commode pour qui souhaiterait provoquer des troubles dans Bangui. A cet égard, certains diplomates affirment que pour détériorer le climat des relations franco-centrafricaines, il suffirait de pousser quelques dizaines de jeunes à créer un incident devant les « 200 villas », le lieu de résidence d'une partie des militaires français. La répression qui en découlerait ne créerait-elle pas inévitablement une tension vite exploitable par ceux qui veulent déstabiliser le régime

militaire du général Kolingba ? C'est ce type même de provocation qui a eu lieu le 8 octobre dernier, devant l'entrée des « 200 villas », assurent ces diplomates. Mais il ne s'agit là que d'une hypothèse que rien de concret ne permet d'étayer.

En revanche, Boy-Rabe reste, potentiellement, l'un des « quartiers rouges » de l'opposition, même si celle-ci n'est plus aujourd'hui organisée. M. Ange Patasse y conserve sans doute quelques partisans, ceux qui, en 1981, avaient bénéficié de ses largesses. On ajoute, dans les milieux gouvernementaux, que les hommes de main du leader du MLPC avaient drogué leurs troupes avant de les envoyer, en juillet de la même année, au combat de rue. La dominante des ethnies nordistes dans Boy-Rabe (Gbaya et Mandjia, Banda, Sara) a permis à M. Patasse (lui-même sara) de jouer sur l'exaspération latente des « savaniens » devant la confiscation — historique — du pouvoir par les « gens du fleuve » (Mbaka et Yakoma). Cette frustration est d'autant plus compréhensible que les « savaniens », pour des raisons purement climatiques, sont naturellement plus travailleurs que les « gens du fleuve » ou « de la forêt ». « Jamais un singe n'est mort au fond de la forêt », dit-on. Ce levier que constitue les rivalités ethniques peut, demain encore, jouer même si, en Centrafrique, celles-ci n'ont jamais été exacerbées. De plus, c'est sans doute à Boy-Rabe que se manifeste la plus grande hostilité à la présence française, notamment militaire. Si les incidents antifrancophones sont rarissimes, cela n'exclut pas pour autant que tout risque de violence soit écarté à l'avance. La nuit, les Blancs ne se risquent guère dans Boy-Rabe.

Dans les quartiers du « kilomètre 5 », où se concentre plus de la moitié de la population de Bangui, les Haoussas (ethnie nordiste islamisée) tiennent l'essentiel du commerce. Ils partagent leur empire avec la colonie musulmane, formée de Libanais et de Yéménites. Le « kilomètre 5 » est riche. On y trouve de tout, et notamment tout ce qui n'existe pas, ou plus, dans le commerce qui a pignon sur rue. Chacun sait, à Bangui, que, sous les baraques lépreuses de Miskine, des fortunes de plusieurs millions de francs CFA fructifient en dehors des circuits financiers officiels. Les banquiers de la capitale évaluent ainsi (par un système de rachat de la monnaie centrafricaine par le banquier central, dans les pays limitrophes) à 19 milliards CFA par an le montant des sommes qui circulent au « kilomètre 5 » sous le manteau : une large partie de ce manque à gagner pour le Trésor étant le fruit des exportations clandestines. Il n'y a guère de solutions pour pallier cette situation, sauf à contraindre les commerçants à ouvrir des comptes bancaires, ce qui est complètement irréalisable.

Des expériences sont cependant tentées pour drainer cette épargne populaire. Une succursale de l'UBAC (Union bancaire en Afrique centrale) a été installée au « kilomètre 5 », à Koutoukou, et des démarcheurs rendent visite aux commerçants musulmans pour les convaincre de déposer leur argent à la banque. Les dépôts sont encore très faibles, et les comportements des clients un peu découragés : du vendredi après-midi au lundi matin, l'argent est retiré des coffres, par crainte des vols durant le week-end.

Centre de la contrebande et des détournements de marchandises en tout genre, le « kilomètre 5 » impose à toute la ville son économie parallèle. Il y a trois semaines, on ne trouvait plus de café dans les magasins de Bangui. Celui-ci n'avait pourtant pas complètement disparu : il était dissimulé au « kilomètre 5 » dans les entrepôts de gros commerçants Haoussas. Ceux-ci avaient tout simplement organisé la pénurie pour forcer le gouvernement à augmenter le prix du café.

La prostitution est une autre « spécialité » du « kilomètre 5 ». Les femmes de deux ethnies (en voie de disparition) de l'extrême est du pays, les Zandé et les Nzakala, en sont notamment victimes. Leur cas est particulier : souvent frappées de stérilité, elles trouvent difficilement un mari ou sont abandonnées par celui-ci. Dès lors, faute de la solidarité sociale du groupe, elles n'ont d'autre moyen de subsistance que la prostitution, pour une somme n'excédant pas 1 000 F CFA la « passe ». Leurs « protecteurs » sont parfois des policiers, qui arrondissent leurs fins de mois en se livrant à un fructueux racket en forme de chantage auprès des Européens. La polygamie, notamment dans les couches aisées de la population, est presque ouvertement admise. La stérilité des femmes est peut-être une explication, mais la réussite sociale se juge aussi au nombre d'épouses et d'enfants. Dans la bourgeoisie, y compris celle qui est fortement occidentalisée, un homme a une première femme « pour les enfants et la maison », et une, deux ou trois concubines, appelées pudiquement « ambassade » ou « bureau ».

L. Z.

LA CAISSE DE STABILISATION ET DE PÉRÉQUATION DES PRODUITS AGRICOLES



AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La CAISTAB, établissement public (ordonnance n° 80-048 du 12 juin 1980) doté d'une autonomie financière, a pour mission :

- La régularisation et le soutien du prix d'achat des produits agricoles aux producteurs ;
- La compensation entre les prix d'achat garantis et le prix de vente à l'export ;
- L'aide au développement et à l'exportation des produits agricoles ;
- La participation financière aux actions menées en faveur de ce développement et la mise en application des accords internationaux portant sur ces produits.

SIÈGE : BANGUI (R.C.A.)

Tél. : 61-08-00 - Télex : 5278 RC

Président-directeur général : Jacob Gbeti

Bouar, base arrière du Tchad

De notre envoyé spécial.

Bouar. — « Vous avez dit Bigard ? » Oui, c'est lui, le général à la gouaille inébranlable, l'ancien secrétaire d'Etat qui faisait se lever des boules de rires sur les travées de l'hémicycle du Palais Bourbon, l'ancien patron de tous les « p'tits gars » de l'armée française... Difficile, à Bouar, d'éviter les traces de Bigard. Ceux qui étaient là en juillet 1980 se rappellent l'accueil « enthousiaste » que la population a réservé à l'ancien commandant du 6^e régiment interarmes d'outre-mer, revenu en tant que président de la Commission de la défense de l'Assemblée nationale. Et puis, relisez « Pour une parcelle de gloire », de Bigard, sur Bouar !

Ecoutez l'actuel « patron » des troupes françaises de la 9^e division d'infanterie de marine, le colonel Tanneguy Le Pichon : « C'est lui qui, après la guerre d'Algérie, a donné tout son lustre à ce camp. Voilà le « Liberty », ce boukarou (pavillon de repos) « superbe » qu'il a fait construire et où « il » donnait ses soirées : voici la piscine qu'il a fait creuser et qui est aujourd'hui inutilisable, faute d'y faire des travaux trop coûteux pour le budget des armées, et puis la chapelle « Bigard », le stade, le mess, l'ancien club hippique « Bigard »... »

A l'époque de B... (juillet 1960 à janvier 1963), la garnison du camp Leclerc était composée de 2 000 hommes et 200 familles. En janvier 1963, il ne reste plus que 200 soldats et, en 1976, la plupart des conseillers militaires français quitteront le pays. Entre-temps, Bouar est devenu un centre d'instruction interarmées, encadré par quelques conseillers français. De 1973 à 1979, faute d'assistance militaire technique (AMT), le camp Leclerc sera habité uniquement par les FACA (forces armées centrafricaines). Lorsque les Français reviendront à l'occasion de l'opération Barracuda, le 20 septembre 1979, pour réinstaller M. David Dacko à la présidence de la République et précipiter la chute de l'ex-empereur Bokassa, ils découvriront le camp dans un triste état. Au Tchad, un spectacle similaire (bâtiments abîmés ou partiellement détruits, débris partout et disparition de tout ce qui a une valeur marchande) attendra les troupes de l'opération Manta, en août 1983, au camp Dubut de N'Jamen.

De la piste d'aviation de Bouar, vite encombrée par les avions Transall, il faut dix minutes de jeep pour atteindre le camp. La route, étroite

et bordée de hautes herbes à éléphant, traverse un pont qui a été refait, évidemment, par les EFAO (éléments français d'assistance opérationnelle). Depuis leur retour, il y a quatre ans, les Barracudas ont mis les bouchées doubles pour retaper les baraques. L'ensemble est fleuri, propre et parfaitement ordonné. Chaque unité a sa concession et presque chaque soldat dispose d'une « chambre » rudimentaire faite de toiles suspendues. Le camp est divisé en deux parties, l'une d'entre elles étant occupée par les FACA, sans pour autant qu'il y ait une ligne de démarcation : les soldats centrafricains et français circulent librement dans tout le périmètre. Celui-ci a néanmoins été entouré de barbelés pour empêcher les nombreux vols commis par les « Godabes » (détachés).

Aujourd'hui, seuls les cadres permanents centrafricains du camp d'instruction y habitent avec leurs familles. Les Français, eux, sont relevés tous les quatre mois. Pour la population de Bouar (environ 30 000 personnes), comme pour les militaires, les conditions sanitaires sont bonnes. Après la seconde guerre mondiale, dans les années 46 et 47, on avait surnommé Bouar le « camp de la mort », tant les Français y succombaient d'épidémies (paludisme, dysenterie, bilharziose). Cette époque-là est révolue. L'hôpital (100 lits) de Bouar dispose d'une salle d'opération, et trois médecins (dont deux coopérateurs) y travaillent. Pour les cas difficiles, les EFAO se chargent des évacuations sur Bangui.

Coopération

Sur l'une des collines alentour — située à 800 mètres d'altitude, Bouar jouit d'une température très agréable, — un petit cimetière français enferrme cent tombes blanches : ceux qui reposent là sont morts accidentellement, mais surtout de maladie. Plus loin, dominant la vallée où serpente la Transafricaine qui, traversant le camp, relie Bangui au Cameroun, un monument a été élevé à la mémoire du colonel de Roux, « commandant de la 1^{re} brigade coloniale, commandant en second de la position de Bir-Hakeim », le premier à avoir installé les « quartiers » de son bataillon à Bouar.

Lors de chacune de leurs sorties sur le terrain, les soldats français se

livrent à ce que le colonel Le Pichon appelle une « activité de coopération » (reconstruction d'un pont ou d'une école, assistance médicale, etc.). Une relative symbiose apparaît donc réalisée avec la population, concrétisée par des matches de football et des rallyes pédestres réunissant Français et Centrafricains. D'autant que celle-ci profite, sur le plan économique, de la présence française. Environ cent soixante centrafricains sont employés au camp Leclerc. Avec les familles, ce sont près de 1 600 personnes qui vivent donc directement de cette présence. Dans chaque compagnie, deux ou trois femmes du pays tiennent la popote (le bar). En tout, elles sont donc une vingtaine à officier, « pendant les heures de service ».

Restructurer l'armée

Situé en plein pays d'élevage, Bouar voit arriver les troupeaux des éleveurs islamisés Bororos qui descendent du nord, et dont la transhumance déstabilise le sol. Ce n'est donc pas un hasard si, sur le blason des EFAO, outre une ancre de marine et la flamme de la Légion, figure un buffle. Les Français achètent localement beaucoup de viande, ainsi que des produits maraîchers. Des camions amènent de Douala (Cameroun) le reste, c'est-à-dire les vivres introuvables sur place. Cette réputation de pays d'élevage n'est pas usurpée. C'est à Bouar qu'était implanté le plus grand centre vétérinaire de la Centrafrique. Avant que Bokassa n'en renvoie la majeure partie, l'école comptait jusqu'à une centaine de vétérinaires et techniciens.

En ville, le commerce est tenu par les Portugais qui, à la différence des Français, n'ont pas quitté le pays à l'indépendance. Les soldats sont assez limités à Bouar : leur base a été réduite aux rares gazelles et antilopes qui n'ont pas été décimées et le cinéma a été transformé en bar et, à l'occasion, en salle de danse. Pour le reste, il y a l'église, avec ses vingt capucins et son évêque, et un couvent de sœurs clarisses. De toute façon, les EFAO ont d'autres occupations. A leur retour en RCA, il leur a fallu « restructurer » de fond en comble l'armée centrafricaine. Avec leur aide, celle-ci est passée de 8 000 hommes (époque Bokassa) à 4 000 hommes. Un état-major a été reformé, des corps de troupe ont été reconstitués, l'instruction et la formation ont été relancées et le « parc

opérationnel » a été remis à niveau.

Depuis 1980, quarante à cinquante stagiaires reçoivent une formation dans les écoles militaires françaises. En 1983 (notamment), la France a mis du matériel à la disposition des FACA : un escadron de 5 AML 60 VLRA (véhicules légers de reconnaissance armée), des jeeps et des véhicules de liaison (504 et 4L), des postes de transmission à piles solaires, etc. Cette coopération militaire est multiple. Ainsi, quatre-vingts officiers et sous-officiers français de la MAM (mission d'assistance militaire) ont été mis à la disposition — exclusive — de l'état-major centrafricain.

Trois officiers encadrent d'autre part en permanence la « sécurité présidentielle », aidés dans leur tâche par une dizaine d'officiers et sous-officiers qui sont simplement détachés de façon temporaire mais depuis... quarante mois. Conseillers techniques, ils exercent des activités de commandement et peuvent participer à ce titre à des opérations de maintien de l'ordre.

A la faveur de l'opération Silure (désengagement de l'opération Manta du Tchad), les unités du groupement ECHO du dispositif de Manta, qui étaient basées sur l'axe est (Arada, Biltine et Abéché) se sont repliées sur Bouar. Leur chef est resté le même : le colonel Le Pichon. Les quelque 800 hommes qu'il commande et qui ont remplacé les EFAO, sont dotés d'un fort potentiel logistique, terrestre et aérien. (Le Monde du 20 novembre).

A l'occasion de l'opération Silure, tous les matériels ont été renouvelés, les plus usagés ayant été rapatriés sur la France. En douze heures, ces unités sont prêtes à faire mouvement et, en vingt-quatre heures, elles peuvent rejoindre le nord du Tchad. Bouar, « base arrière » d'une nouvelle opération Manta ?

A Bangui, distant de 440 kilomètres de Bouar (une heure trente de vol par Transall), les EFAO sont environ cinq cents. En ville, leur présence est assez discrète. Sur l'aéroport de Bangui-Mpoko, en revanche, tous les voyageurs peuvent admirer à loisir, alignés comme à la parade, huit chasseurs Jaguar, un avion de ravitaillement en vol KC 135, des hélicoptères Puma et Gazelle, et deux avions légers de reconnaissance L 19. Or le détail du potentiel militaire français basé en RCA — théoriquement — secret ! « Vous avez dit bizarre ? »

L. Z.

Les Pygmées de Loko

De notre envoyé spécial

Loko (35 kilomètres au sud-est de Mbandi). — Les deux petits garçons ont environ six ans. Ils sont assis à l'écart des huttes, l'un en face de l'autre, sur une pierre. Au milieu d'eux, un petit être de bois dégage une légère fumée. Ils sont nus. Leur sexe est placé au-dessus du foyer, presque au contact. L'extrémité des chairs n'est plus qu'une bouillie sanguinolente, qui se cautérise lentement à la chaleur des braises. Ils ne crient pas, ne semblent plus souffrir. Ils sont Pygmées. La veille, ils ont été circoncisés, « à la lame Gillette », comme on dit, sans anesthésie. Si une infection survient, des écorces ou des plantes médicinales pourront — peut-être — aider à la cicatrisation. La « lame Gillette » marque le début de leur initiation. Les choses sérieuses commenceront dans deux ans, avec l'apprentissage de la chasse, en forêt.

A moins de 150 kilomètres de Bangui, aux marches de la forêt équatoriale, les Pygmées refusent tout ou presque de la civilisation, dont ils observent, de temps à autre, les signes monstrueux : les camions de grumes qui passent sur la route bordant leur campement. Des expériences ont été tentées pour essayer de les assimiler. L'ex-empereur Bokassa notamment, qui a du sang pygmée dans les veines, a voulu scolariser les enfants. L'échec a été total et les Pygmées sont retournés à leur état naturel, sauvage. Ils vivent en étroite symbiose avec la forêt, qui leur apporte, par la cueillette et la chasse, l'essentiel.

L'eau, ici, ne manque pas. L'organisation sociale du groupe est relativement élaborée, c'est-à-dire que le nombre des individus est fonction de la richesse du territoire de chasse. La capture des animaux (essentiellement des petites antilopes) s'effectue à l'aide d'arcs et de flèches, mais plus encore avec des filets, plantés verticalement dans le sol. Les femmes et les enfants rabattent le gibier en faisant beaucoup de bruit.

Le campement de Loko ne comporte qu'une vingtaine d'individus, les vieillards en moins, qui sont installés plus loin, sous le couvert des arbres de la forêt. Hommes et femmes sont vêtus d'un cache-sexe. La polygamie ne fait pas partie de leurs mœurs, mais l'adultère n'est pas considéré comme une faute très grave. Plusieurs huttes de branches ou de terre sèche traversées de minces rodéos sont disséminées sur une aire dépourvue d'arbres. Elles sont légèrement plus basses que la taille moyenne de la popula-

tion pygmée (1,45 m), et, à l'intérieur, on distingue les restes consumés des foyers. Chacun couche à même le sol, parfois sur des bouts de natte.

Le chef du clan, qui a quatre enfants, parle un sango (la langue nationale centrafricaine) très compréhensible. On saisit très vite tout le profit qu'il peut tirer, pour la communauté, de son indéniable sens du contact : les cigarettes passent de main en main, et les visages s'éclairent. Interrogé sur les besoins du groupe, il réclame du sel, du riz, des comprimés pour la toux, de l'alcool et... du savon. Leur nourriture quotidienne, outre la viande de chasse et les grosses chenilles, se compose d'un peu de manioc, d'ignames et de bananes plantain.

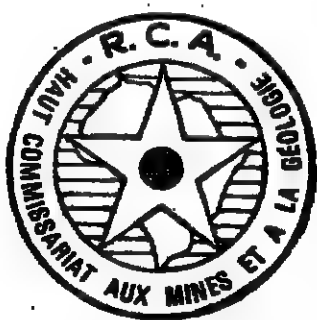
Le chef a apparemment déjà beaucoup conversé avec les vendeurs ambulants qui viennent du village des ouvriers de l'usine à bois, la SCAD (Société centrafricaine de déroulage), distant d'environ cinq kilomètres. Parfois, les rares touristes qui arrivent jusqu'à eux leur apportent de la Nivequine, mais ils sont plus ou moins immunisés contre le paludisme. A l'occasion, le chef ne refuse pas un peu d'argent. Curieux sans ostentation, les Pygmées de Loko ne sont pas effarouchés par la venue d'étrangers, au contraire. Les poignées de main s'échangent, et chacun, devant les questions qui leur sont posées par l'intermédiaire d'un ami interprète, rit de bon cœur.

Frands de produits qui peuvent rendre leur vie quotidienne plus agréable, ils campent au même endroit depuis près d'un an. Ils se sont donc à moitié sédentarisés, alors que, traditionnellement, les Pygmées sont nomades, ne restant sur un site que le temps d'épuiser son potentiel giboyeux. Ailleurs, loin des pistes, en plein cœur de la forêt équatoriale, d'autres groupes, plus sauvages, évitent tout contact avec les populations non pygmées. Ceux-ci restent une minorité. La plupart, comme dans la zone de Nola, le long de la frontière zairoise, se sont agglutinés aux populations noires. Leurs huttes sont reliées aux extrémités des villages, et ils sont devenus, en certains endroits, les véritables esclaves des villageois, notamment pour le travail des plantations. De plus en plus dépendants, ne serait-ce que par le tabac et l'alcool, mais incapables de s'intégrer totalement, les Pygmées de Loko risquent d'avoir du mal à conserver longtemps la spécificité de leur civilisation.

L. Z.

COMPTOIR NATIONAL DU DIAMANT CND

BP 111
Bangui (République Centrafricaine)



Procédé artisanal de lavage et de triage du gravier diamantifère. A remarquer le manque de supervision à cet instant et la facilité avec laquelle un diamant aurait pu être soustrait du jig-tarais.

Photo extraite de l'Etude sur l'Industrie.

La République Centrafricaine au plan touristique

Appelé à se développer, le tourisme représente une nouvelle ressource centrafricaine.

Pays de grande chasse, la République Centrafricaine est un merveilleux paradis où les animaux sont encore « authentiquement » sauvages.

La faune centrafricaine est l'une des plus riches de l'Afrique de par la diversité et l'abondance des espèces. On y trouve des réserves très importantes d'espèces rares : rhinocéros, éléphants gros porteurs dont les pointes peuvent peser de 40 à 50 kilos, des antilopes (élan de Derby), les grands Koudous, cobs de buffon, cobs défasses, lions, girafes, bubales, etc.

Ce sont les régions frontalières du Tchad et du Soudan, où le climat est favorable à l'extraordinaire développement de cette faune et qui constituent une réserve de vie sauvage hors du commun.

En outre, l'extrême diversité des milieux naturels, la présence de cours d'eau permanents et d'immenses salines contribuent à fixer les animaux et facilitent l'observation d'une faune très abondante.

L'importance du tourisme dans le développement économique de la République Centrafricaine a suscité l'intérêt des autorités supérieures qui accordent, depuis 1981, une attention particulière au secteur touristique en vue de créer une ère nouvelle dans l'exploitation de l'immense patrimoine touristique du pays. C'est ainsi que, dans le domaine des infrastructures touristiques, des efforts sont entrepris pour améliorer la capacité d'accueil par l'ouverture très prochaine par le groupe Accor de deux hôtels de luxe : NOVOTEL et SOFTEL. Des actions de promotion du tourisme sont entreprises par l'exploitation du parc Manovo Gounda, qui offre une observation de faune facilitée par la platitude de la région et un réseau de pistes.

Venez voir les grands fauves, admirer la juxtaposition de paysages aussi variés, connaître des civilisations traditionnelles aussi originales.

J. GBASSINGA,
Office centrafricain du tourisme
BP 655, BANGUI (RCA)
Tél. : 61-45-66.

La République Centrafricaine vous intéresse !

BIAO CENTRAFRIQUE
AFRIBANK

— Pour un séjour, un chantier, un investissement, des contacts, des conseils...

— N'hésitez pas : notre banque, depuis 38 années en RCA, vous offre son ENTIERE DISPONIBILITE

— à BANGUI : Tél. n° 5233, tél. : 61-00-42/61-17-68
— à PARIS : BIAO, 9, avenue de Messine, tél. : 562-41-60

— SA au capital de 700 millions CFA, BP 910 BANGUI

— Principaux associés : BIAO, BANCO DO BRAZIL, UNION DE BANQUES SUISSES

J'aurai de l'or

JP 11-66 1/50

32. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Les journaux et les lettres de Kafka dans « la Pléiade ».
26-27. Histoire : Pierre Nora et la mémoire de la France. Un « baron » du gaullisme réhabilite Catilina.
28. Enquête : Comment les libraires font-ils leur métier ? 30. Lettres étrangères : Adonis, l'exilé universel.

Le Monde des livres

Alain Borer à la poursuite de Rimbaud

Nous avons rencontré cet écrivain qui a vécu des années de folie dans l'ombre d'Arthur pour écrire un livre, « Rimbaud en Abyssinie », que publient les Editions du Seuil.

« LES grands livres sur Rimbaud ? Ils sont cinq, dit Alain Borer, comme les doigts de la main. Et il les retire aussitôt de sa « rimbaldothèque » de trois

mille volumes qui occupent le centre de la pièce encombrée de bouquins, de dossiers et de tableaux. La pièce où il écrit. L'œuvre logique de Rimbaud, d'André Dhôtel (épuisé) ; Rim-

baud le voyou, de Benjamin Fondane (Plasma) ; Rimbaud par lui-même, d'Yves Bonnefoy (Seuil) ; Rimbaud, d'Enid Starkie (Flammarion) ; et Rimbaud, de Jacques Rivière (Gallimard) ». Borer cite aussi Blanchot, Bonoure, Munier, Claudel, Macé, Segalen, Breton, Gilbert-Lecomte.

Il pose sur une table basse, entre deux paquets de Camel, les Pages choisies, présentées par Etienne Laroche. « Classiques Larousse ». « Etienne ne m'impressionne plus. Pourquoi s'est-il acharné sur le « mythe » de Rimbaud ? Au nom de sa vérité de bourgeois, sa vérité à lui tout seul. Dans sa thèse, le Mythe de Rimbaud (1), il ne définit même pas ce qu'est un mythe et donne une bibliographie inutilisable, lacunaire, partielle. Pour en finir avec Etienne, lisez ce qu'il écrit sur Sensation, l'un des premiers poèmes, si beau : « Rimbaud, comme il est naturel, commence par le pastiche » et n'exprime point ses véritables sentiments... On rêve. »

« Ecrire, c'est écouter l'autre »

Borer est né en 1949, à Vesoul, en Franche-Comté, le pays de Louis Pergaud. « J'étais un cancre. Mon père me mit en pension à Genève, à l'Institut Florimont. Les élèves y avaient fondé une revue, le Bateau ivre. De 1965 à 1969, j'en devins l'animateur. J'y publiais des études sur Rimbaud, des articles de Guillemain ou des poèmes de Gilbert Trollet, dont Joë Bousquet reconnut le « matérialisme rayonnant ». Ludwig Hohl, que j'adorais, me reçut dans sa cave et nous donna des textes. A dix-sept ans, je fis mon premier voyage à Charleville. J'eus un choc devant la magie intacte des lieux. La

Meuse. La ville lugubre, en plein juillet. »

Nous bavons du café du Harrar (du Kaffa), que Borer achète rue des Plantes ou rue Saint-Sulpice. Il est noir, très fort. Une pâte torréfiée. Son goût âpre vous reste dans la bouche. C'est celui que buvait Rimbaud et que transportaient ses caravanes de quarante chameaux (quatre cents kilos par animal). Borer raconte vingt années de folie avec Rimbaud. Pour Rimbaud, il se lève encore, prend, les cinq joyaux de la rimbaldothèque, rien que des éditions originales : Une saison en enfer (1873), les Illuminations (1886), le Reliquaire (1891), les Illuminations. Une saison en enfer (1892), Poésies complètes (1895).

« J'avais envie d'écrire, depuis toujours », continue Borer. Claudel disait que Rimbaud l'avait « ensemencé ». Je savais que sa « prose de diamant », la langue portée à son point d'incandescence, m'éclairerait. A dix-neuf ans, je publiais des poèmes, Fi, chez Parisod, à Lausanne. Je multipliais les contributions aux revues des rimbaldiens. Ma fille, Alexandra, est née en 1972. Jusqu'en 1979, pour elle, j'ai rédigé un journal que je lui offrirai le jour de ses vingt ans. Ecrire, c'est écouter l'autre et s'en rapprocher. Dans mon livre, après une aussi longue errance, j'ai cherché à être près de Rimbaud, un Rimbaud total, vivant, le pion de l'absolu. « Rimbaud », a écrit tout ce qui arrive maintenant », dit Miller dans le Temps des assassins (2). Arrive aussi, comme pour les ordinaires, une nouvelle génération de rimbaldiens. Je suis l'un d'eux. »

Le bureau de Borer ressemble à une nef, à un vaisseau spatial, orienté sur la rue de l'Ouest, avec du ciel. Il a traduit le Rimbaud d'Enid Starkie. « Cinq ans de

travail. Starkie, je l'ai vue un quart d'heure à Londres, un peu avant sa mort. » A droite du bureau, des dictionnaires. A gauche, un grand porte-tampons. « J'en ai cent quatre-vingts. » Borer applique plusieurs sur une feuille blanche : « Comme dit Lacan » : la vraie vie est ailleurs ; essaye Rimbaud. Ici, il est heureux, devant des boîtes pleines de stylos, de feutres, et des paquets de Camel vides. « Je ne fume plus que ça depuis que je suis allé en Egypte. » On est dans l'atelier d'un fidèle qui a mis six ans à accumuler la matière de « son » livre, et trois à le mener à bien.

« La terre rouge et verte du Harrar »

Pourquoi être allé en Abyssinie tourner un film sur « le Culf errant » (3) ? « Rimbaud », affirme Borer, comme Hölderlin et Nietzsche, c'est la vie, la poésie et la pensée indissolublement liées. Il fallait le prendre en filature, marcher, comme lui, sur la terre rouge et verte du Harrar, montagne après montagne, et subir en trois semaines une folie part de ce qu'il avait supporté dix ans ! La peur. Les maladies. Les fauves. Les guerriers danakil. De Tadjoura à Choa, écrivait-il aux siens, « il y a une cinquantaine de jours de marche à cheval par des déserts brûlants ». Rimbaud a été la proie des doctes et des scolastes, leur victime. Ils ont oublié l'essentiel, sa quête spirituelle, sa soif et sa faim. Rien ne m'a tant aidé que ses pauvres couverts, son gobelet. Il n'avait rien d'autre au Harrar. Verlaine a sauvé son silence et sa stérilité, « logique et nécessaire ». J'ai été foudroyé de reconnaissance le jour où le réalisateur de notre film (le Voleur de feu), Charles Brabant, m'a dit, dans la Land-

Rover qui roulait sur le col de l'Engado, vers Diré Daoua : « Alain tu dois raconter ce voyage... »

Borer démonte la légende néfaste et nuisible de Rimbaud marchand d'esclaves. Il contredit minutieusement les pages d'Enid Starkie qui traitent de cela. « Les Arabes avaient le monopole de ce commerce. Rimbaud voulait de l'or. Au Harrar, il était poussé en avant par une pulsion de mort ; il cherchait à expier le déréglage de tous ses sens. Redevenir un homme ordinaire. Ni voyou ni voyant. Un type normal. Il n'y a pas d'avant et d'après, ou de parole et de silence. La clé, on la tient avec une saison en enfer, le meilleur texte sur Rimbaud. Relisez l'impossible. Rimbaud y crie sa « déchirante infortune ». Déjà. Les études littéraires passeront toujours à côté de la question. Il y a les pisse-copie et les autres, les mâcheurs de mots... Les nouveaux rimbaldiens attendent la lumière. Héraclite, Rimbaud, Yves Klein. »

Dans l'entrée de son appartement, Borer a affiché une grande photographie de Klein. « J'en ai fini avec Rimbaud et ne veux pas parler de lui jusqu'à la prostate... Je m'arrêterai à trente-sept ans, l'âge qu'il avait quand il est mort. J'ai parcouru, dans son ombre, la Belgique, l'Angleterre, l'Egypte et l'Abyssinie, pour me trouver. Klein est mort de la même exigence. Celui-ci va, je le crains, me ronger comme un vautour. Il voulait tout, l'impossible, et s'emparer du ciel, partir à la conquête du bleu sans fin de l'immatériel. »

RAPHAËL BORIOL

- (1) Gallimard, 1952 et 1954.
(2) Repris chez Christian Bourgois dans la collection « 10/18 ».
(3) Allusion au nom de jeune fille de M^{me} Rimbaud : Vitalie Culf.

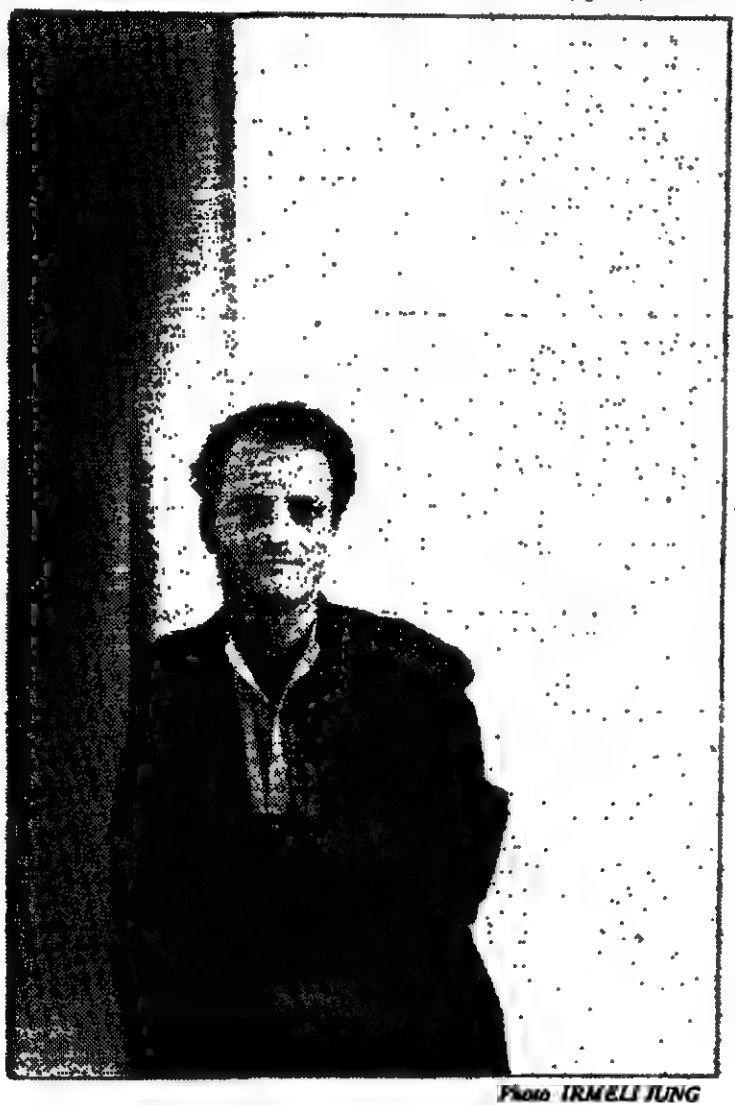


Photo IRMELI JUNG

« J'aurai de l'or ! »

Le 13 décembre 1890, à vingt-six ans, Arthur Rimbaud arrive au Harrar, aux confins désertiques de l'Est éthiopien. Un espi de dix ans dont il ne reviendra que pour mourir et qui a beaucoup intrigué les commentateurs, pour lesquels ce séjour marque une irrémédiable et déplorable rupture avec la poésie au profit d'un douteux et douloureux négoce.

Les contemporains eux-mêmes, alors que la légende du poète s'empiffait et que son œuvre s'imposait de plus en plus, grâce notamment aux soins qu'y apportait Verlaine, se sont interrogés sur cette disparition, laissant vagabonder leur imagination parfois railleuse, car ils ne savaient où Rimbaud était passé. Delahaye le voit chez les Cafres ou en roi nègre ; Verlaine parle de Hérat, en Afghanistan, avant d'invoquer, dans sa préface aux Illuminations, un voyage en Asie, où le poète s'occuperait de « travaux d'art » ; « Rimbaud, professeur au Hazer », notent les registres municipaux. L'auteur d'une Saison en enfer a si bien réussi sa fuite qu'il passera même pour mort.

Quatre-vingt-dix-sept ans plus tard, un poète, du même âge, rimbaldien émérite, est parti sur les traces de « l'homme aux semelles de vent ». Alain Borer en a rapporté un livre admirable, Rimbaud en Abyssinie, qui s'en tient aux faits, tout en établissant la corrélation entre eux et les documents (lettres aux « chers amis » — ses proches — ou aux négociants avec qui il fut en rapport, notes de carnet, témoignages). Ainsi l'unité de Rimbaud, dans sa complexité même et quels que soient les aspects mystérieux de son comportement, se refait-elle indépendamment des exagérations habituelles, laudateurs de l'œuvre et dénigriers du destin mercantile.

« J'aurai de l'or ! », s'exclame Rimbaud dans Une saison en enfer. Et, de fait, il trimera pour s'enrichir, allant ici, revenant là, avec le vain espoir de rentrer un jour en France, pour trouver un repos bien mérité, établir une famille, avoir un fils qu'il pourrait rendre savant. Caravanier hors pair, il ne fut qu'un commerçant approximatif et, peu diplomate, il se fit rouler par le roi Ménélik, à qui il apportait des armes. « Rimbaud n'aimait pas vendre. Mais il avait eu l'idée. Comme toujours dans sa vie. Seulement l'idée », note Alain Borer.

Un homme irascible et taciturne

Ainsi, au fil des pages, des années, des voyages, nous apparaît-il comme un homme irascible, taciturne, avare, obstiné, honnête et bon. On se doute qu'il éveilla la méfiance. Il suscita celle de ce consul de France à Massawa, demandant à son homologue d'Aden des renseignements sur un individu aux « allures louches », « un sieur Rimbaud se disant négociant ». Au passage, Alain Borer réfute catégoriquement et de façon très argumentée l'hypothèse avancée par Enid Starkie d'un Rimbaud négrier : « une infamie ».

Perpétuellement en mouvement, celui qui ne cesse de confier aux siens son ennui dans un pays « horrible » cherche bien autre chose que l'or : quête de l'absolu, recherche du salut, volonté d'une inexplicable expiation ? « Je suis esclave dans mon baptême », avoue Rimbaud dans Une saison en enfer ; et en 1871, à Charleville, il écrivait : « Je suis condamné, dès toujours, pour jamais. » L'homme d'ailleurs, d'un ailleurs inaccessible, était inscrit dans le destin mouvementé de

« l'enfant de colère », au foudroyant génie, un génie qu'il s'appliqua à renier par un silence et une solitude incommensurables.

Par la richesse de sa connaissance rimbaldienne, par l'étonnant rapprochement qu'il fait entre les textes et le vécu et par son art de voir et de montrer le pays qui fait corps avec le poète, le livre de Borer est remarquable et mériterait de recevoir l'une des distinctions réservées à ce genre d'ouvrage : la beauté même de ce texte en fait aussi une création à part entière.

Parallèlement, Un sieur Rimbaud se disant négociant nous apporte un dossier capital. On y retrouve une partie du texte d'Alain Borer au cœur d'un ensemble extrêmement riche, relatif à l'existence de Rimbaud au Harrar : un texte de Philippe Soupault, Mer Rouge, témoignage d'un voyage effectué en 1951 à Aden — « L'ombre de Rimbaud, insaisissable, était impossible de ne pas en être obsédé » — des lettres, les rares photos du poète, des factures, des cartes et des fac-similés, des aperçus des sites et de leurs habitants au XIX^e siècle et aujourd'hui, en tout plus de trois cents documents.

Le plus étonnant reste peut-être ce nom de « Rimbaud » gravé, à 2,90 mètres de hauteur, sur le mur d'un sanctuaire de Louqsor. Signature apocryphe ou griffe du poète lors de son bref séjour en Egypte ? En tout cas, un beau symbole : ultime borne de cet énigmatique destin africain.

PIERRE KYRIA.

- ★ RIMBAUD EN ABYSSINIE, d'Alain Borer. Seuil, collection « Fiction et Cie », 386 p., 99 F.
★ UN SIEUR RIMBAUD SE DISANT NEGOCIANT. Lachaux et Ritter, 540 p., 140 F.

PRIX MÉDICIS ÉTRANGER

Elsa MORANTE



Aracoeli

roman

traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano

GALLIMARD nrf

A LA VITRINE

Politique et minorités au Proche-Orient
(Les raisons d'une explosion)
Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes.
ISBN: 2-7068-0875-6 125 francs
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél.: 354.32.70

Typographies et Photomontages constructivistes en U.R.S.S.
par Claude Leclanche-Boulé
Un des mouvements qui ont le plus marqué les arts graphiques et photographiques au XX^e siècle.
Un grand album (200 illustrations noires et couleurs).
295 F
PAPYRUS Editions

André Halimi Apologie de l'adultère
Un livre tonique et tonifiant.
Moral ou immoral, à vous de juger.
Tribune Plon LIBRE

LE FOU PARLE S'ARRÊTE ET PUBLIE SON DERNIER NUMÉRO
IL EST SUPERBE NUMÉRO DOUBLE 32 F
Tous les numéros précédents sont disponibles chez **ANDRÉ BALLAND**
33 rue St-André-des-Arts Paris 6^e

ROMANS

Deux sphinx face à face

Julien Dommage, c'est un sphinx. Tout au long du dernier roman de Guy Croussy, on dit « jeune sphinx » et, à la dernière page, « vieux sphinx » : la boucle est bouclée. Et du même coup l'histoire de la « Gerbrand de Leyde », société dirigée par l'Organisation. Une histoire qui nous vaut aussi l'étude d'une petite ville et de ses notables, des portraits de femmes et la présence d'un enfant, Jeannot, personnage plus important qu'il n'y paraît. Ces récits adjacents ne sont pas gratuits. Ils sont autant de lumière sur la route de Michel de Lettre, le patron de l'Organisation, à propos duquel le héros, Dommage, se pose tant de questions que le roman prend aussi la forme d'une enquête. Un sphinx naissant interroge un sphinx qui décline.

Bien sûr, il y a de la parabole dans l'air. Le choix du mot Organisation n'est pas innocent. Ni l'exercice emprunté à Flaubert, « Je songe et je calcule », dit le sphinx de la Tentation, ce que Dommage peut traduire par : j'observe et j'avance.

Constat d'échec (la décadence de notre haute bourgeoisie), ce roman très contemporain comporte, cependant, une petite note d'optimisme.

Car si l'Organisation, « la plus vaste entreprise dédiée à l'argent et à la vanité », inspire à Guy Croussy des portraits cruels et dénonciateurs, Jeannot, l'orphelin du grand patron, éveille toute sa tendresse et l'invite à poser sur nos lendemains un regard qui n'est pas tout à fait désespéré. Jeannot, « prêt à se jeter dans son rêve et à essayer de toutes ses forces », témoigne de cette « faculté d'émerveillement que possèdent les adolescents ». Mais la gardera-t-il ou n'est-ce qu'une brève lumière avant que, sortant de l'adolescence, il ne devienne un nouveau sphinx ? — P.-R. L.

★ **LE SPHINX**, de Guy Croussy, Seuil, 293 p., 75 F.

Un peu de la beauté du monde

Les envahisseurs, ce n'est pas nouveau, s'ils tuent et pillent, sont aussi des âmes délicates que les œuvres d'art ne laissent pas indifférents. L'Allemagne des années 40 n'a pas manqué à la tradition. A travers l'Europe s'organisent des convois de chefs-d'œuvre à destination du III^e Reich. Musées et collections privées furent systématiquement explorés et dévalisés, tandis que des bûchers se dressaient, comme aux Tuileries, pour que fussent détruits les tableaux « inemployables et dangereux » des Picasso, Valadon, Picasso et autres Pascin. D'une part, la destruction, de l'autre, une transhumance confiée au Reichsleiter Rosenberg,

fournisseur des amateurs que sont Hitler et Göring.

Autant de personnages que l'on retrouve dans le roman d'Odile Yelnik, dont le personnage d'Emilia Raynal est pour une part autobiographique : l'auteur fut de ces « triennes » qui, dès 1945, attachées au Service de la récupération artistique, participèrent au retour à leur cimetière de ces chefs-d'œuvre qu'elle appelle joliment « un peu de la beauté du monde ». Une entreprise soumise à bien des difficultés et imposant un travail quasi démentiel.

Déjà remarquée pour sa biographie de Jean Prévost, Odile Yelnik nous donne, avec ce récit, non seulement la preuve de son talent de romancière — l'histoire « a sa place sans envahir l'histoire, — mais en portant témoignage, elle nous rappelle qu'une danseuse de Degas ou un astronome de Vermeer, au même titre qu'un coin de terre où l'on peut réensemencer librement, font partie du patrimoine de l'humanité qu'il n'est pas toujours aisé de protéger des barbares. — P.-R. L.

★ **LE RETOUR DE VERMEER**, d'Odile Yelnik, Olivier Orban, 285 p., 69 F.

RÉCITS

Une vue perçante

L'homme qui aide Raymond Jean « à regarder le monde en face... portait des lunettes. Il s'appelait Jean-Paul Sartre. » Désormais, Raymond Jean n'a plus besoin d'aide et, pour cette auto-tranche de vie soustrait « récit » (clin d'œil à la fiction), il a bien ajusté ses verres ; ici loupes qui mettent en valeur un texte de Le Ciezio, là des verres fumés pour de tendres souvenirs de jeunesse, partout une distance focale précise qu'on appelle aussi le ton juste. Le regard du narrateur est double, sur des moments de la vie du monde (la lutte anti-OAS aussi bien que le lien secret entre lunettes et érotisme chez Marilyn Monroe) et sur lui-même en jouant du double sens de l'expression « porter des lunettes ». Devant les notes, les pages défilent, et nous butons sur la citation finale empruntée à Eluard en trouvant bien courtes ces variations sur les yeux de secours pour quoi « les nez sont faits » (Voltaire). Nous butons, vraiment ; nous aurions préféré l'oreille à d'autres confidences. Peut-être n'est-ce là qu'un premier regard, qui en annonce de plus nombreux, si cette luminosité et ce style nous poussent à rehausser volontiers nos lunettes. — P.-R. L.

★ **LES LUNETTES**, de Raymond Jean, Gallimard, 145 p., 65 F.

La leçon des amandiers

Le bourdonnement blanc des pétales d'amandiers, c'est « à peine quelque chose », un « brouillard sans mélancolie », pur défi aux mots. « Il faudrait apprendre à per-

dre, et l'image du verger, à peine la retenir », note Philippe Jaccottet.

A travers un verger, les Cormorans et Beaugard, qui reparaissent chez Gallimard, décrivent la démarche rigoureuse, ferme et tâtonnante du poète, son attitude mallarmienne, aux aguets devant l'artifice : « Nous n'avons qu'une langue d'hommes. » Le verger est impossible à ressusciter. Tout juste peut-on « obéir au mouvement le plus subjectif, le plus profond, quitte à le corriger ensuite par un retour aux choses ». Oser quelques mots, retouchés, contestés, pour saisir les pétales blancs, et puis avouer qu'à travers leur heureux brouillard, il y a « un vieux visage angoissé qu'il m'arrive de surprendre sous le mien ». Un vieux visage, comme il est dit ailleurs, « qui crie l'étonnement et l'honneur d'être détruit ».

Trois textes trébuchants, nets et fragiles pour dire une seule question : « Qu'est-ce qui naît à la rencontre du ciel et des yeux ? Les yeux sont chose facile à éteindre, vite fermée, vite enfouie (dans la terre) le ciel semble demeurer un peu plus longtemps ouvert, mais ne devrait pas non plus durer à jamais. Et ce qui naît de leur rencontre ? » Jaccottet cherche le plus discret, le plus commun, le plus furtif, herbe, neige, ou pré, comme une preuve. Preuve « qu'il ne faut pas trop s'approcher, on ne le peut pas au fond ». De ces textes inquiets, et sévères, naît une sensation de calme, une quiétude. L'apaisement que donnent certaines musiques. — G. B.

★ **A TRAVERS UN VERGER**, de Philippe Jaccottet, Gallimard, 100 p., 66 F.

La bougeotte

de Georges-L. Godeau

Georges-L. Godeau ne parcourt pas la planète avec des cartes de crédit dans ses poches. L'auteur des *Mots difficiles* (Gallimard, 1982) se contente de petits carnets dans lesquels il note, avec des petites phrases sèches, les villes et les silhouettes qui ont ébranlé ses certitudes.

D'un monde à l'autre nous promène ainsi de l'Union soviétique aux Etats-Unis en passant par l'Europe centrale dont les pays exercent une trouble fascination sur cet écrivain qui ne se fait guère illusion sur sa bougeotte. « Ce sont des voyages, confie-t-il, qu'on décide en désespéré quand le froid tient les portes, que les fêtes n'ont pas fait de miracle et que la sale vie vous propose de continuer sans conditions. »

Georges-L. Godeau achève son périple par une visite à l'atelier de Guy Lévis Mano, ce poète qui avait dix mains et autant de coeurs. La nostalgie, toujours présente dans l'ouvrage, prend alors une tonalité un peu plus émue, et l'on pressent que Georges-L. Godeau voyage quelquefois avec d'autres ombres que la sienne. — P. D.

★ **D'UN MONDE A L'AUTRE**, de Georges-L. Godeau, Imée (5, rue Grezier, 93000 Montreuil), 80 p., 48 F.

POÉSIE

Le vertige des choses

« ...Décrire le monde non pas comme il est, mais comment il est quand je m'y ajoute », disait Giono, cité en conclusion à ces « Rimes intérieures » qui sont « le sonnet indéchiffrable » de la vie. C'est une telle description que développe Christiane Baroche dans ses poèmes : une description où le plus raisonné des narcissismes est une ouverture sans limites sur le monde à la fois aimé et interrogé. Les textes de ce recueil séduisent par leur simplicité et leur façon d'envelopper doucement la pensée du lecteur, l'entraînant de l'apparente banalité des choses à ce point définitif où elles donnent le vertige :

Voir,
mourir à la mort habituelle,
choisir, enfin, de sombrer vers le haut... — P.-R. L.

★ **LES RIMES INTÉRIEURES DU VERTIGE ET DU VENT**, de Christiane Baroche, Sud Poésie, ouvrage publié avec le concours du CNL, 112 p., 60 F.

Le lyrisme chaleureux de Gérard Le Gouic

Depuis 1958, Gérard Le Gouic a publié dix-sept recueils de poèmes, notamment chez des éditeurs comme Chambelland ou Rougerie. Son dix-huitième ouvrage, *Les Bateaux en bouteille*, paraît aux éditions Telen Arvor qu'il a lui-même fondées à Quimper. Il y a plus de dix ans.

Cette poésie au lyrisme dru, rocailleux, chaleureux, on le lit dans la continuité du recueil, avec un intérêt passionné, comme on s'imprégnerait d'un journal intime. Le Gouic y a repris et prolongé ses thèmes « autoportraits en noir et bleu » : les mains façonnant les traits du visage, le corps s'éprouve, sang et nerfs, muscles et tendons, dans sa forte présence et sa mortelle précarité.

« Je n'ai pas un langage pour les dimanches », écrit l'auteur de *Ferris pour cause de poésie* (Ed. Jean Picollet). C'est au quotidien qu'il nous parle de l'amour, des amis disparus, Perros, Guillevet, et du goût de pomme qu'ont les pluies d'automne sur le Finistère aux talus noirs.

« Moi je fais le travail des mots, c'est un travail d'usure qui ne demande comme la mort aucun outil. Pourtant l'ensemble et tape, et creuse et gratte mais quand ils sortent de ma tête les mots rassemblent à la carpe arrachée de l'étang l'eau-de-vie de la lumière les ébouillantes. » — M. P.

★ **LES BATEAUX EN BOUTEILLE**, de Gérard Le Gouic, Ed. Telen Arvor, 28, place Saint-Corentin, Quimper, 206 p.

DERNIÈRES LIVRAISONS

★ **« LE CYNISME, C'EST SEULEMENT DE L'ESPOIR REFROIDI. »** Ainsi parlait Roger Vailland en 1965 : l'homme du *Regard froid* connaît le sujet. Les Editions sociales publient le deuxième tome de ses articles de presse : 1945-1965. Autant et plus de textes passionnants, décapants, actuels, que dans le premier tome. (Roger Vailland : *Chronique d'Hiroshima à Goldfinger* (1945-1965). Editions sociales, 526 p., 100 F.)

★ **DONALD WOODS WINNICOTT** (1896-1971) apporte une dimension nouvelle à la psychanalyse par sa liberté d'esprit et sa capacité de communication avec les niveaux archaïques de la personnalité. Sa traduction en français, Jeannine Kalmanovitch, ainsi qu'Anne Clancier lui rendent un hommage émouvant et juste dans le *Paradoxe de Winnicott*. De nombreux psychanalystes (André Green, J.-B. Pontalis, Daniel Widlöcher...) évoquent leurs rapports avec celui que Serge Lebovici qualifie de « génie inimitable ». (Le *Paradoxe de Winnicott*, Payot, 240 p., 105 F.)

★ **LE MOUVEMENT DE LA CRÉATION**, voilà ce que tente de saisir François Gantheret, membre du comité de rédaction de la *Nouvelle Revue de psychanalyse*, dans *Incertitude d'Eros*. Ce livre, qui s'adresse principalement aux psychanalystes, s'ouvre sur deux pages sublimes racontant comment, en 1934, Giacomo a sculpté : l'objet invisible. (François Gantheret : *Incertitude d'Eros*, Gallimard, 297 p., 135 F.)

★ **« CRIE VIVE VERSAILLES »,** ordonne l'officier à Rigault en lui appliquant son revolver sur le temple. — « Vous êtes des assassins ! Vive la Commune ! » Et l'officier tire, le crâne de Rigault éclate... Ainsi mourut au quartier Latin dans les derniers jours de la Commune, un jeune homme de vingt-cinq ans, « entré comme un furieux dans l'Histoire ». Révolutionnaire à dix-sept ans, lieutenant de Blanqui à vingt ans, préfet de police et procureur de la Commune à vingt-cinq ans, Raoul Rigault contesta l'Eglise, l'armée et la famille. Luc Willette, avocat et historien, fait revivre ce personnage dédaigné et négligé par l'histoire officielle. (Luc Willette : *Raoul Rigault, vingt-cinq ans, communiste, chef de la police*, Ed. Syros, 187 p., 65 F.)

★ **LA CÔTE D'IVOIRE**, où se mêlent ethnies et particularismes, est un prodigieux kaléidoscope. Deux journalistes, Artito Gaudio et Patrick Van Rockeghem, brosent le portrait de ce pays stable et contrasté, qui conjugue les effets bénéfiques et inquiétants du modernisme. Depuis quarante ans, la figure de Félix Houphouët-Boigny domine l'histoire de la Côte d'Ivoire. Marcel Amondji, pseudonyme d'un médecin ivoirien, porte un regard sans complaisance sur le régime du président Houphouët dont il montre l'envers de la légende. (Artito Gaudio, Patrick Van Rockeghem : *Étonnante Côte d'Ivoire*, Karthala, 272 p., 70 F. Marcel Amondji : *Félix Houphouët et la Côte d'Ivoire*, Karthala, 336 p., 85 F.)

★ **LIRE GEORGES SADOUL**, c'est prendre aussi une belle et intelligente leçon de cinéma.

Bernard Eisenschitz a choisi et annoncé une série de chroniques et entretiens dans lesquels le critique disparu évoque ses cinéastes préférés : Mack Sennett, Antonioni, Breason, Bunuel, Dreyer, Kurosawa, Visconti, etc. (Georges Sadoul : *Rencontres I, chroniques et entretiens*, Denoël, 384 p., illust., 225 F.)

★ **MOSHE MENUHIN**, né en 1893 dans une communauté juive de Russie, mort en 1982 dans un hôpital de Californie, a retracé sa vie riche en événements. Le père d'Otto Yehudi, l'un des plus grands musiciens de ce temps, donne à la fois le testament politique d'un opposant du sionisme, un message de fraternité universelle et une célébration de l'art dont son fils est l'un des plus prestigieux représentants. (Moshe Menuhin : *La Sage des Menuhins*, traduit de l'américain par Marie-Françoise Cachin, Payot, 336 p., 99 F.)

★ **LES FRANCOPHONES DE SUISSE NE VIVENT PAS AU PARADIS**, écrit Jean-Claude Renwald dans un essai sur la question jurassienne, qui est aussi un fervent plaidoyer en faveur des minorités ethniques. La création du canton du Jura en 1978 ne pouvait régler définitivement les problèmes de la minorité francophone puisqu'une partie d'entre elle reste sous la tutelle germanophone de l'Etat de Berne, estime-t-il. La solution, à long terme, pourrait bien venir d'une Europe fédérale où, dans les régions, chaque peuple détiendrait le pouvoir nécessaire à son existence. (Jean-Claude Renwald : *La Question jurassienne*, Entente, 246 p., 75 F.)

Un monde des livres

DU LIBRAIRE

CIVILISATIONS

Les juifs d'Egypte

Les juifs d'Egypte n'ont pas divorcé d'avec leur terre natale ; tout au plus se sont-ils séparés d'elle, contraints, la mort dans l'âme. Une communauté trois fois millénaire, qui s'était imprégnée successivement des civilisations pharaonique, persane, hellénique, romaine, copte, islamique, s'est éteinte après avoir marqué la vallée du Nil de son empreinte. D'une exceptionnelle richesse culturelle, elle a donné à l'Egypte au fil des siècles des philosophes, des écrivains, des savants de renommée mondiale, des ministres, des paysans, des artisans, des commerçants.

Disparue physiquement, va-t-elle aussi être effacée de la mémoire des hommes ? Une pléiade d'intellectuels juifs, pour la plupart « exilés » en France, ont décidé de témoigner, par l'image et par le texte, de leur attachement par leurs nerfs et leur sang à cette ségéné nésologique.

A l'aide de quatre cents documents photographiques, les auteurs font défiler sous nos yeux ce que les juifs égyptiens ont vécu de l'Antiquité à nos jours. Des reproductions de fresques, d'anciennes illustrations, des photographies et des cartes postales empruntées aux albums de famille, jauniees par le temps, dégagent nostalgie et tendresse, nous montrent les quartiers, les riches demeures ou les modestes maisons qu'ils habitaient, les synagogues et les lieux de prière qu'ils fréquentaient, les fêtes qu'ils célébraient, leurs coutumes vestimentaires et leurs mœurs sociales, les objets familiers ou de culte qu'ils manipulaient. Un somptueux album, instructif et attachant. — E. R.

★ **LES JUIFS D'EGYPTE.** Ouvrage collectif sous la direction de Jacques Hassoun. Editions du Scriba (6, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, tél. : 331-00-52. Distr. Distique), 256 p., 330 F.

PAMPHLET

Au temps de la conquête coloniale

En 1900, le député P.-E. Vigné d'Octon, lassé de dénoncer en vain du haut de la tribune de l'Assemblée nationale les crimes coloniaux, décide au ministre des colonies un peu plus d'une centaine de pages pleines de massacres et de trafics d'esclaves. La parution de ce véritable brûlot, qui vise, entre autres, le « pacificateur » de Madagascar, le général Gallieni, sera entravée par des pressions ministérielles. L'auteur diffusera alors lui-même son ouvrage que le temps se chargera de faire oublier. Ce pamphlet, destiné à attirer l'attention sur les mystères sanglants du continent noir, rassemble divers témoignages directs, ainsi que des lettres d'officiers dégoûtés par ce qu'ils passaient dans les coulisses de la conquête.

Tableau sordide des vanités militaires, de la cupidité des auxiliaires indigènes et de l'hypocrisie des politiques, ces quelques lignes témoignent de la réalité d'un partage de l'Afrique qui s'est souvent accompagné d'un véritable dépeçage de ses habitants. Une remarquable introduction de J. Suret-Canale nous conduit dans le milieu anticolonialiste du début du siècle, malheureusement oublié depuis. — S. C.

★ **LA GLOIRE DU SABRE.** de Paul Vigné d'Octon, préface de Jean Suret-Canale, illust. de Calu, éd. Quatrième, distrib. Distique, 151 p., 79 F.

SCIENCES HUMAINES

Les vapeuses

L'hystérie, dont Aragon et Breton disaient qu'elle devait être

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Alliot, Maurice Arvonay, Geneviève Brissac, Serge Cosseron, Pierre Drachline, Claudine Escoffier-Lambiotte, Roland Jaccard, Pierre-Robert Leclercq, Monique Pétillon et Eric Rouleau.

considérée non comme un phénomène pathologique mais « comme un suprême moyen d'expression », se dissimulait au dix-huitième siècle sous le terme charmant d'« affection vaporeuse ». Les traités médicaux dénonçaient, avec cet aplomb dont ils ont le secret, « les ravages du mal vaporeux » dont les premières victimes étaient, bien entendu, les citadines oisives.

Dans sa *Dissertation sur les vapeurs* (1756), le docteur P. Humeau remarquait : « Etre belle, jeune, aimable et sans vapeurs est un prodige. » Avec une pointe d'humour, il classait les vapeurs en trois catégories : les « vapeurs » à la mode, qui ne sont dues qu'à l'excès de mollesse et à la volupé, les « vapeurs hystériques » et les « vapeurs mixtes », en quelque sorte : puisque mélange de vapeurs hystériques.

Jocelyne Livi, pour notre plus grand plaisir, est entrée dans le siècle des « vapeurs » par la voie royale de la Bibliothèque nationale. Elle a découvert, écrit-elle, ce qu'était au dix-huitième siècle le discours médical et l'un de ses personnages préférés : la femme. Un discours reflétant la peur des hommes et porté par la volonté, toujours mise en échec, de circonscrire la femme, de lui assigner sa place. Cet essai, tout à la fois concis, précis et bien documenté, prolonge utilement l'ouvrage de Laure Adler sur les *Secrets d'alcôve* au dix-neuvième siècle (Hachette). — R.-J.

★ **VAPEURS DE FEMMES.** de Jocelyne Livi. Navarin, diffusion Seuil, 200 p., 78 F.

EN POCHE

● **LES SIX RECITS DE STEFAN ZWEIG** qui composent le recueil *Le Peur* (« Cahiers rouges », Grasset, traduit de l'allemand par Alzir Helle), publié en France pour la première fois en 1935, firent connaître le talent de conteur de l'écrivain, apprécié jusqu'aujourd'hui en tant qu'essayiste et historien. La première nouvelle qui donne son titre au recueil décrit les mouvements de l'âme et de l'esprit d'une femme, habillée par la peur, et qui trompe son mari. Une autre, en évoquant un pickpocket en « plein travail », met en lumière les qualités d'observation de Zweig.

● **SOUS LA PLUME DE PHILIP ROTH**, un professeur de littérature, spécialiste de Gogol et de Kafka, se métamorphose en une sorte de « glande mammaire ». Avec *Le Sein* (« Folio », traduit de l'anglais par Georges Magnan et préfacé par Theodore Solotaroff), l'auteur de *Portnoy et son complexe* a non seulement écrit un roman aux effets comiques et parfois obscènes, mais aussi un brillant apologue de l'aliénation.

● **BERNANOS**, après l'armistice de 1940, soutint la France libre dans les journaux de Rio, de Londres, d'Alger. Sept textes qu'il écrivit de décembre 1940 à novembre 1941 ne furent publiés à Paris qu'en 1946, sous le titre *Lettres aux Angles*. Rédigées en « Points »/Seuil, ces écrivains formulèrent des diagnostics selon lesquels « les peuples désarmés ont des maîtres armés jusqu'aux dents », et qu'« aucun chef digne de ce nom n'a jamais souhaité diriger un peuple de subalternes ».

● **DE L'ŒUVRE D'HANNAH ARENDT** en trois volumes, les *Origines du totalitarisme*, repartit en « Points »/Seuil la seconde partie : *l'Impérialisme*, traduit de l'anglais par Martine Leiris. Entré sur la scène mondiale, en Afrique, au siècle dernier, l'impérialisme, qui se manifeste par la progression de la domination blanche et l'usage de la terreur, conduit peu à peu l'Europe vers le système totalitaire.

● **MARIE DE MÉDICIS**, régente du royaume après la mort d'Henri IV, mit la France au pillage et ramplit les poches de ses favoris. Une telle femme, que ses intrigues perdrent auprès de Louis XIII, méritait l'excellente biographie que lui a consacrée Michel Carroux (Marabout).

● **RESTIF DE LA BRETONNE** s'installa rue de Bièvre, à Paris, en 1775, à l'âge de quarante et un ans. Au-dessous de son logement habitait la fille de sa propriétaire, une demoiselle de quatorze ans, Sara, sur laquelle il ne cessait d'écrire et de fantasmer jusqu'en 1806, année de sa mort. Daniel Beruch a établi et annoté une édition de *Sara* en deux tomes pour « 10/18 ».

● **ALBERT JACQUARD**, en s'appuyant sur sa discipline, la génétique, met en évidence « les incompréhensions et les déformations intéressées de l'image publique de la science » dans son essai intitulé *Au péril de la science* (« Points »/Seuil). En appelant à la vigilance et à l'audace, il invite « à inverser la course à l'abîme où le progrès scientifique sert de moteur ».

● **LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS**, le premier du vingtième siècle, fut organisé par le gouvernement Jeunes Turcs en 1915-1918. Dans le *Crime de silence* (« Champs »/Flammarion) sont réunis les faits et leur interprétation, y compris les thèses turques, examinées par le Tribunal permanent des peuples au cours de sa session d'avril dernier à Paris. Ce tribunal d'opinion, fondé en 1978, fait suite au Tribunal Bertrand-Russell sur le Vietnam. Pierre Vidal-Naquet a préfacé l'ouvrage.

● **JEAN-TOUSSAINT DESANTI**, dans *Un destin philosophique* (Le Livre de poche) (« Biblio essais »), explore les « pièges de la croyance », l'engagement politique, la violence, la morale, le marxisme et le stalinisme.

● **LA CONDITION DE LA FEMME DANS L'ANCIENNE SOCIÉTÉ RURALE** n'était pas celle que le discours des folkloristes décrit. Martine Segalen, dans *Mari et femme dans la société paysanne* (« Champs »/Flammarion), montre, à travers l'étude de documents d'archives et d'enquêtes, et l'analyse des tâches et des rôles, l'ancienneté et l'importance du travail féminin, qui confère à la femme d'importantes responsabilités au sein du ménage agricole.

MÉDECINE

Le défi

à l'impossible

du Pr Jean Bernard

« Vous allez bientôt mourir », écrit au professeur Jean Bernard un collègue américain bien intentionné. « Vous avez, depuis quarante ans, combattu la leucémie de l'enfant. » Il vous faut écrire sans retard l'histoire de ce combat, de ses succès, de ses échecs, suggérer-il au célèbre cancérologue, et c'est cette suggestion qui se trouve à l'origine du livre où l'on trouve aujourd'hui le récit de quarante ans de déceptions et d'espoirs, de quarante ans d'une évolution comme toute remarquable.

Lorsque, en 1947, Jean Bernard a commencé sa carrière, les leucémies étaient mortelles à 100 %, quoi que l'on fit pour les combattre. En 1984, la leucémie aiguë guérit totalement dans six cas sur dix... Entre ces deux dates, illustrées par les portraits d'enfants dont on perçoit qu'ils ont marqué à jamais la mémoire de leurs médecins, s'est déroulée l'aventure de la recherche, du refus de la fatalité, du défi à l'impossible.

Les phases les plus complexes en sont décrites avec une clarté lumineuse. Elles alternent avec les chapitres émouvants consacrés à la détresse et à la mort, à la psychologie des parents, à l'amour que porte le médecin à ceux pour lesquels il combat.

Un vrai combat, honnête, difficile, déstabilisant, et qui n'a rien à voir avec les pratiques scandaleuses des guérisseurs et des charlatans, tyrans du malheur, qui donnent au président de l'Académie des sciences prétexte aux pages les plus virulentes et les plus accablantes de son livre. — Dr E. L.

★ **L'ENFANT, LE SANG ET L'ESPOIR**, de Jean Bernard. Buchet-Chastel, 293 p., 90 F.

SOCIÉTÉ

Astrologues

s'abstenir

Auteur prolifique de science-fiction, Isaac Asimov sait être sérieux. Connaissable en astronomie, il le débrouille sans fausseté quand il se pare des couleurs du réel. Aux magies de tous poils et aux astrologues, la lecture de ce livre est formellement déconseillée.

Les autres trouveront un ensemble de courts essais, quelque peu dispersés, d'intérêt inégal, mais jamais ennuyeux. Le titre résume le propos de l'ouvrage, et l'introduction le précise : « La science est un processus ; c'est un mode de pensée, une manière d'approcher, et si possible de résoudre des problèmes (...). Les conclusions scientifiques sont généralement considérées comme représentant une approche raisonnable de la « vérité », sujette à des modifications ultérieures. » Domage qu'il y ait si peu de scientifiques pour énoncer simplement les choses simples. — M. A.

★ **X COMME INCONNU**, d'Isaac Asimov. Londres, 241 p., 69 F.

JEFFREY M. MASSON

LE RÉEL ESCAMOTÉ

Le renoncement de Freud à la théorie de la séduction

Traduction de Claude Monod

SCANDALE AUX ARCHIVES FREUD

Le père de la psychanalyse serait-il abandonné sa première théorie pour se consacrer à sa carrière ? Ex-directeur international des Archives, Jeffrey Masson, qui a eu accès à des documents inédits, révèle ici le contenu de ses découvertes.

Collection « La psychanalyse prise au mot »

Aubier

Claude Spaak

Amour et Utopie

1855

Que Thomas Ashley, jeune étudiant sorti d'Oxford, tente de réformer la mine d'argent que lui légua son père dans la Cordillère des Andes, est-ce l'utopie ? Que Thomas Ashley retrouve une amie d'enfance, est-ce l'amour ? Un critique du *Times* commente le roman au fur et à mesure qu'il se déroule. « Un roman original par son traitement et servi par un humour typiquement britannique. » *La Croix*.

312 p. 70 F.

Éditions Galilée - 9, rue Linné - 75005 Paris. Tél. : 331 23 84

Madame Chapsal



Envoyez la petite musique...

Collection « Figures » dirigée par Bernard-Henri Lévy

Bachelard, Bataille, Beauvoir, Borges, Breton, Céline, Chardonne, Giono, Lacan, Leiris, Malraux, Mauriac, Merleau-Ponty, Montherlant, Paulhan, Prévert, Rostand, Sagan, Sartre, Tzara et Vailland.

« Des portraits qui sont des modèles du genre... tout est dit. Il n'y a plus qu'à écouter parler de ce qui importe : la vie, la mort, l'amour, l'art, la femme aussi. »

Bernard Poirot-Delpach/Le Monde



LOUEZ

LE JOURNAL LUMINEUX

au (1) 227.16.16

NOUVELLES TECHNOLOGIES

170 AUDIOVISUELS POUR CONNAÎTRE !

170 audiovisuels sur les nouvelles technologies, les changements qu'elles entraînent, leur application dans les grands secteurs d'activité, visionnés et analysés dans le Fichier ORAVEP N° 3.

LE FICHIER ORAVEP n° 3 : LE MOYEN DE CHOISIR !

L'ORAVEP A VISIONNE POUR VOUS 170 AUDIOVISUELS.

Pour chaque audiovisuel, une fiche contenant : un descriptif détaillé et fiable pour rendre compte du sujet et de la façon dont il est traité, les adresses des distributeurs, les conditions d'accès au document, les supports de diffusion. Le Fichier comprend aussi un index thématique de recherche rapide.

BON DE COMMANDE - FICHIER N° 3 ORAVEP

NOM

SOCIÉTÉ

ADRESSE

Passe commande de ☐ exemplaires du Fichier ORAVEP n° 3 (100 F TTC l'exemplaire). C-joint mon règlement à l'ordre de CENTRE INFO ☐ Chèque ☐ CCP ☐ Mandat ORAVEP-CENTRE INFO Tour Europe 92080 PARIS-LA DÉFENSE Cedex 07 - Tél. : 778.13.50.

Françoise du CASTEL

ADÈLE

OU

LA RÉPUBLIQUE NOUS APPELLE!
CHRONIQUE D'UN MILIEU ARTISANAL
(1800-1835)Préface de Jean-Robert ARMOGATHE
(ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES)Ouvrage 21 x 27 de 176 pages illustré de 4 hors-texte en couleurs
et 42 gravures du temps

En vente au prix de 195 F chez les libraires spécialisés

et notamment :

Presses Universitaires de France

49, boulevard Saint-Michel — 75006 PARIS (tél. : 325-83-40)

Librairie Historique Clavel

37, rue Saint-André-des-Arts — 75006 PARIS (tél. : 326-71-17)

POUR CONNAÎTRE LES IDÉES
DE LA NOUVELLE DROITE— **Éléments n° 51** : Les mythes européens
en vente chez votre marchand de journaux— **Nouvelle école n° 41** : Littérature et idéologie
revue dirigée par Alain de Benoist.

Pour recevoir ces revues

adresser ce bon avec le règlement à SEPP
13, rue Charles Lecocq 75737 Paris Cedex 15Nom Prénom
Adresse Code postal☐ Éléments 20 F ☐ Nouvelle école 60 F ☐ Catalogue gratuit

...LIBRAIRIES...

...expositions, signatures, conférences...

En préparation
catalogue raisonné de l'œuvre de
BISSIERE
envoyer tous renseignements et
photos à
Isabelle BISSIERE
12, rue de l'Écluse 75005 PARISA VENDRE
LIBRAIRIE-PAPETERIE
ASNIÈRES-BÉCON
Bel agencement - 500.000 F C.A.
Appartement 2 pces, cuis., balais.
Loyer mensuel 1.000 F.
PRIX VENTE : 350.000 F
Tél. au 793-31-44 après 20 heuresLANCEMENT
MERCREDI 5 DÉCEMBRE
à 18 h 30
JEAN LESAGE
ET LA
RÉVOLUTION
TRANQUILLE
de
DALE C. THOMSON
Éditions du Tournai, Distr. Chouffey
CENTRE CULTUREL
CANADIEN
5, rue de Constantine,
PARIS-7
Tél. 561-35-73
M^{re} Invalides**VENDEZ ***
LIVRES
DISQUES
33 et 45
+ 20 %
sur le montant
DE L'ESTIMATION
pour règlement
en BONS D'ACHAT valables
sans limitation de date
pour vos achats de
LIVRES - PAPETERIE
DISQUES
SACELP 634-21-41
Société d'achat de la librairie
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'École-de-Médecine, 6^e
angle 26, BOULEVARD St-Michel
M^{re} ODEON-LUXEMBOURG
Autorisation écrite des parents pour
les moins de 16 ansLANCEMENT
• **POUR COMPRENDRE 1984** •
Actes du colloque McLUHAN 1984
(publié par la COMMISSION CANADIENNE DE L'UNESCO)
MARDI 4 DÉCEMBRE, à 18 h 30
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (7^e) - Tél. 551-35-73 - M^{re} Invalides, entrée libre**MAISON DE LA POÉSIE**
101, rue Rambuteau (M^{re}) 236-27-53. M^{re} Halles
HOMMAGE AU PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 1984
le poète tchèque
Jaroslav Seifert
LE JEUDI 6 DÉCEMBRE, à 20 h 30
Soirée animée par Alena CAILLOIS, Petr KRÁL, Jan RUBES,
Jan VLADISLAV. Textes dits par Yvan PALEK et Michael LONSDALE
Entrée librePour Roland Barthes,
sans révérenceAprès la mort de Roland Barthes, en 1980, plusieurs revues lui ont rendu hommage dans des numéros spéciaux, notamment *Critique*, *Poétique*, *Communications*. Hommages le plus souvent révérents, comme y incline le genre lorsque s'y mêle le deuil. La revue *Taxi*, dirigée par Julia Kristeva et publiée par l'unité d'enseignement et de recherche « Science des textes et documents » de l'université Paris-VII, a pris le temps non de la distance affective mais de la réflexion critique. Pour Julia Kristeva, « l'étrangère », comme l'appellait Barthes, l'enseignement qu'elle reçoit de « Roland l'écrivain, le critique, l'ami » se résume ainsi : « L'interprétation garantit les qualités du cœur. » La psychanalyste et sémioticienne met cependant en garde contre une force de régression qui s'autoriserait abusivement de Barthes et de sa « curiosité tempérée, comme un clavier » pour déconstruire l'effort analytique et l'attachement à la matérialité formelle.

Philippe Lejeune, dans un texte gai, astucieux, retors et d'une « perversité » que Barthes eût été en peine de désavouer, fait preuve à son égard d'une forte ambivalence : il parodie le fameux Roland Barthes par Roland Barthes qui parodierait déjà, non sans complicité, les stéréotypes autobiographiques.

Parmi les contributions, à ce numéro vivant, on relèvera aussi celle de Françoise Gaillard, sur les rapports de Barthes avec l'imaginaire de Sartre, et celle de José Luis Diaz, sur « la question de l'auteur ». (*Taxi*, n° 15, 124 p., 42 F. Paris-VII, S.T.D., 33-44, 2, place Jules, 75005 Paris). — MICHEL CONTAT.

La Bibliothèque

nationale

se décentralise

La Bibliothèque nationale commence à décentraliser certaines de ses activités. La première convention vient d'être signée à Marseille, entre M. Gaston Defferre et M. André Miquel, administrateur général de la B.N., afin que, à partir du 1^{er} janvier 1985, la bibliothèque municipale de Marseille devienne le lieu de dépôt légal des bandes dessinées publiées en France.

La collection ainsi constituée pourra être consultée sur place.

La bibliothèque municipale de Marseille conserve déjà, à sa propre initiative, 5.000 titres et 600 périodiques spécialisés dans la bande dessinée et possède en M. Jean-Claude Faur un spécialiste passionné du genre.

La convention est établie pour une durée de cinq ans. « Ce type de décentralisation est souhaitable, précise M. André Miquel, car jusqu'à présent la bibliothèque n'était pas « nationale », mais « de Paris ». Nous recherchons des relais de province. Je « régnais » sur 13 millions de volumes, il y a donc de la place pour tous ceux qui voudraient travailler avec nous. La convention signée à Marseille est certainement la première d'une série, établie avec plusieurs villes françaises. » — JEAN CONTRUCCI.

Un inventaire

des « progrès

de l'aliénation

sociale »

Les amateurs de l'*Encyclopédie des nuisances* ne se posent pas en continuistes et en héritiers des encyclopédistes du dix-huitième siècle. Dans un « Discours préliminaire », d'une remarquable clarté, les auteurs, qui considèrent que les gémissements écologistes ne sont que des sophismes, précisant qu'ils ne produiront pas un inventaire des lamentations contemporaines mais s'efforceront de dresser « une esquisse d'un tableau historique des progrès de l'aliénation sociale ».

Leur Dictionnaire de la déraison dans les sciences, les arts et les métiers, qui paraîtra trimestriellement sous forme de fascicules, se réfère, principalement, au « projet d'émancipation totale » et avec les luttes du prolétariat du dix-neuvième siècle et s'inspire aussi des apports critiques de l'interna-

LA VIE LITTÉRAIRE

tionale situationniste. L'intelligence du propos et la superbe de l'écriture de la première livraison sont à la hauteur des ambitions de cette encyclopédie qui trahira toutes les « formes archaïques de survie ». — PIERRE DRACHLINE.

★ **ENCYCLOPÉDIE DES NUANCES**, fascicule n° 1 : « Discours préliminaire », 20 pages, 15 F., abonnement annuel : 50 F., souscription pour trois ans : 200 F. (Boîte postale 188, 75665 Paris Cedex 14).

Un hommage

à Jean Tortel

Jean Tortel, qui fut l'un des animateurs des *Cahiers du Sud* et dont la bibliographie compte plus de trente volumes, n'a jamais rien fait pour que son œuvre ait la place qu'elle mérite. Heureusement pour ce poète, ses amis veillent et, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, ils ont décidé de luirendre hommage. Emmanuel Hocquard, Gil Jousard, André du Bouchet, Guillevic, Philippe Jacquot et quelques autres écrivains ont accepté l'invitation d'Henri Deluy et ont transformé la dernière livraison de la revue *Action poétique* en une grande fête de l'amitié. Poèmes, lettres et témoignages se croisent avec chaleur et tendresse. (*Action poétique*, numéro 96, 2, rue J.-Marmoz, résidence la Fontaine au bois, 77210 Avon, 240 p., 96 F.)

Quant au Jean Tortel, Seghers, 204 p., 48 F.) que Raymond Jean publie dans la collection « Poètes d'aujourd'hui », il permettra à de nombreux lecteurs de se familiariser avec une œuvre au lyrisme aussi franc qu'une paire de giffes. Pour Jean Tortel, la poésie est liée à un système inépuisable des solitudes, et le poète a pour mission de rendre à chacun sa part d'utopie et de désir. Les inédits de cet écrivain que publie, à la fin de son livre, Raymond Jean, témoignent d'une jeunesse insolente et d'une soit disant inextinguible de beauté. — P. D.

Que le jeu commence !

Depuis *Donjons et dragons*, leur ancêtre, on sait ce qu'est un « jeu de rôles ». Chaque joueur, par l'intermédiaire du personnage, mène une vie d'aventures, vieillit, puis meurt. François Nedelec a conçu une version française du jeu, *Empire galactique*, destiné aux novices comme aux initiés.

Pour jouer, il faut être au moins six ou huit, assis autour d'une table. La partie dure plusieurs séances. Du papier, deux dés à six faces. On choisit un « maître du jeu », qui mène tout, et on crée les héros, avec leur nom, leur identité et leurs talents.

Empire galactique (Robert Laffont, 260 p., 85 F.) est une excellente initiation. Il comprend plusieurs rubriques, dont certaines sont réservées au « maître ». Un « module prêt-à-jouer », à la fin du livre, donne un exemple de scénario.

A vous de jouer... — RAPHAËL SORIN.

LIVRES D'ENFANTS

Les deux plus mystérieux
albums de l'automneEST-CE le dernier album de Maurice Sendak ? Il le dit. Considéré comme le plus grand auteur-illustrateur de livres pour enfants depuis la publication en 1963 de *Where the wild things are* (en français : *Max et les maximonstres*, 1972), Maurice Sendak a préféré depuis quelques années se consacrer au décor d'opéra (1), comme si la charge sentimentale qu'il avait mise dans *Quand papa était loin* (2) était un aboutissement et l'empêchait de continuer.

Un livre étrange au dessin admirable, au coloriage prodigieux, qui intrigue, irrite, met mal à l'aise et se termine par un happy end trop heureux, trop serein, pour qu'on soit vraiment rassuré. Un livre où il n'y a presque rien à lire — ce qui ne veut pas dire qu'il soit réservé aux enfants, — mais qui exige de bons lecteurs d'images afin de décrypter les différents niveaux de signification. Des images qu'on ne se laisse pas de scruter, de contempler, qui évoquent si précieusement nos monstres à nous, nos « maximonstres », mais avec un graphisme tout autre, un graphisme qui a l'hypnotisme des rêves et des cauchemars.

Après la peur du noir, l'angoisse nocturne, Sendak illustre, cette fois, la jalousie. Mais pas seulement la jalousie : il y a l'ide, la grande peur, et le bébé brailleur qu'elle doit aimer puisque c'est sa petite sœur, le père marin qui n'est pas là, la mère mélancolique et inaccessible, le gros chien... Ici joue du cor magique — Sendak considère ce livre comme un hommage à Mozart, — elle cède tant le bébé devenu glépon qu'elle le fait fondre et disparaître, elle part à sa recherche, dans « l'ici là-bas » (*outside over there*), un au-delà infernal peuplé de nourissances encapsuchonnées qu'elle ensermoille. Et la petite sœur va renaître... dans un œuf !... La réalité devient symbole, le symbole devient réalité... Tous ceux qui ont eu un petit frère ou une petite sœur comprennent l'idée « gardienne de maman » et de sa sœur. Les autres apporteront leurs propres monstres (3)...Avec son premier album, *Mascarade*, il est arrivé à l'Angleterre et aux États-Unis, l'auteur d'un best-seller de fiction, tant pour les adultes que pour les jeunes, et des centaines de milliers de lecteurs ont cherché à découvrir le trésor caché — un bijou unique — dont la lecture de *Mascarade* donnait l'emplacement. Les Français ont refusé de jouer, ont refusé de lire, et la distribution, chez nous, n'a sans doute pas dépassé les cinq mille exemplaires.

Cette année, Kit Williams récidive et propose une nouvelle énigme. Cette fois, le livre n'a pas de titre et il s'agit de trouver le titre en se fondant sur les indices semés tout au long du récit et des images. Des images magnifiquement travaillées, serties dans de précieux cadres de marqueteries qui sont de prodigieux trompe-l'œil.

Bzz... bzz... C'est un livre bruisant d'abelles qui conte, à sa manière, le dernier jour du printemps, tel que le rêve Ambroise l'aplatit, emporté dans un sommeil pesant. Le vent, la pluie, le doux cœur du ciel bleu, le thé qui infuse et le bon odeur du breakfast anglais imprègnent l'histoire d'un passage : celui du printemps à l'été. L'été qui ne vient pas en personne et qui se fait représenter par un lion et le gardien de son lion, un nain roquet au visage de nourrisson. Encore un bébé affreux !... Le ton archaïsant, volontiers en alexandrins et en vers de mirliton, plus affecté en français qu'en anglais, contribue au mystère, et le rêve passe mieux à travers les images troublantes et superbes qu'à travers le texte. L'œil est ravi, l'esprit aux aguets. Mais pourquoi donc le lion dévore-t-il l'Orchestre symphonique de Londres en entier ? Pourquoi ce poigne d'écaillé qui reste abandonné dans l'herbe ? Et quelle douceur sous les pieds nus du printemps marchant dans la prairie... Bzz... Bzz... La reine des abeilles connaît-elle la réponse ?

Un concours est organisé : les participants devront imaginer un titre et, en outre, expliquer les raisons de leur choix. Il est doté d'un prix : un week-end en Angleterre et une rencontre avec l'auteur. Date limite : le 1^{er} novembre 1985 (Éditions Gallimard, Département Jeunesse, B.P. 254-07, 75327 Paris Cedex 07) (4).

NICOLE ZANDI.

★ **QUAND PAPA ÉTAIT LOIN**, de Maurice Sendak, traduit par Bernard Noël. Ecole des loisirs, album oblong 26 x 23,5 cm, illustrations couleurs, 40 p., 120 F.★ **XXX**, de Kit Williams, traduit par Jean-François Ménard. Gallimard, album 22,3 x 38,3 cm, illustrations couleurs, 32 p., 64 F.(1) On peut regretter que l'opéra tiré de *Max et les maximonstres*, avec les décors et les costumes de Maurice Sendak, n'ait pas été présenté en France, alors qu'il a été joué à Bruxelles et à Londres.(2) En anglais : *Outside over there*.(3) A propos de l'auteur, on peut lire dans le dernier numéro de la *Revue des livres pour enfants* la traduction d'un passionnant portrait entretenu de Jonathan Coit avec Maurice Sendak, l'enfant de Brooklyn, ainsi qu'une critique de Geneviève Brisse (La joie par les livres, 5, rue Saint-Bon, 75004 Paris. N° 98-99, automne 1984, 30 F.).

(4) Pour les anglophones, le concours anglais consiste à deviner le titre unique inscrit par l'auteur et enfermé dans un coffret d'acier. Date limite : 25 mai 1985. Renseignements chez l'éditeur : Jonathan Cape, 30, Bedford Square, London.

EN BREF

★ **L'ÉCRIVAIN PÉRUVIEN MARIO VARGAS LLOSA**, qui vient de publier *Historia de Mayta* (voir *Le Monde des livres* du 16 novembre), est l'auteur de la longue préface du livre sur le peintre colombien Fernando Botero qui paraît aux Éditions de la Différence. (*Botero, dessins et aquarelles*. Album couleurs 34 x 41 cm. Ed. de la Différence. Distr. Différent. 202 p., 585 F.)★ **UNE SOIRÉE JAROSLAW SEIFERT**, prix Nobel de littérature 1984, aura lieu le jeudi 6 décembre, à 20 h 30, à la Maison de la poésie, avec la participation d'Alena Caillois, Petr Král, Jan Rubes et Jan Vladislav. Textes dits par Michel Lonsdale et Yvan Palek. (101, rue Rambuteau, 75001 Paris.)★ **ALFRED PERLES ET LAWRENCE DURRELL** évoqueront leurs souvenirs du Paris des années 30 et leur ami Henry Miller le mardi 4 décembre, à 17 heures, à la librairie « Shakespeare » 40-41, 37, rue de la Boucherie, Paris-5^e.★ **L'EUROPE DES INTELLECTUELS** sera le thème d'une rencontre organisée en collaboration avec la revue *Lettres Internationales*, à la salle d'actualité du Centre Georges-Pompidou, le jeudi 6 décembre à 18 h 30. Cette soirée réunira, outre Antoine Lefebvre et Paul Nourry, directeurs de la publication, de nombreux collaborateurs et amis de la revue : John Berger, Elinor Eklund, Danilo Kis, Edgar Morin, Jorge Semprun, Barbara Spinell, Frédéric Tristan, Vercors. Le débat sera animé par Antoine Spire.★ **ARMANDO VERDIGLIONE** parlera de « manifeste de la deuxième renaissance » au cours d'une conférence qu'il fera le mardi 4 décembre, à 20 h 30, à la Maison de la chimie, 28 et 28 bis, rue Saint-Dominique à Paris. La revue *Spirales* qu'il dirige publie ce manifeste dans son numéro 40-41.★ **LA XXXIV^e VENTE DE LIVRES D'ÉCRIVAINS DU PEN CLUB** aura lieu l'après-midi du samedi 1^{er} décembre au palais de Chaillot. Une centaine d'écrivains français et étrangers signeront leurs ouvrages les plus récents.★ **LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE GEORGES RIBEMONT-DASSAIGNY** le 19 juin 1884 à Montpellier est marqué par un colloque qui se tiendra à la Faculté des lettres Paul-Valéry de sa ville natale le 6 décembre. Des communications, des lectures seront faites et une pièce de l'artiste, *Larmes de conteste*, montée la première fois le 26 décembre 1926 à Bruxelles, sera à nouveau présentée. (Renseignements : Faculté des lettres Paul-Valéry, route de Mende, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex.)★ **LES PRIX 1984 DES ÉCRIVAINS DE L'OUEST**. — Le jury des prix littéraires de l'Association des écrivains de l'Ouest a décerné son Grand Prix du roman à Louis Oury pour *Rouget le Jaracour* (éditions Mésidor), le Prix du Grand Ouest à Simone Morand pour le *Costume du pays Glazig et Bigouden* et pour l'ensemble de son œuvre, le Prix régional à Hervé Champollion et Michel Renquard pour *Bretagne* (éditions Ouest-France), le Prix Corrigan à Michel Aimé Bandy pour les *Redevances de la prairie* (éditions de l'Amitié) et le Prix de poésie à Marc Orcheron pour l'ensemble de son œuvre.★ **LE GRAND PRIX DU MONT SAINT-MICHEL** a été attribué lors des dernières Rencontres poétiques de Bretagne en poésie belge Christian Hubin pour l'ensemble de son œuvre.

**Bernard-Henri
Lévy**
Le Diable en tête
roman

**Salué par la critique,
adopté par le public,
consacré par les jurés.**

14 C'était une journée d'hiver un peu triste, plutôt froide et que rien ne semblait disposer au catéchisme qui allait venir. J'étais allée de bon matin comme d'habitude à Saint-Pierre, malgré la pluie. J'avais couru les jésuites. En fin d'après-midi, le grand seigneur-ecclésiastique qu'Edouard m'avait si gentiment fait mettre de la fourrure contre qu'Edouard m'avait si gentiment fait mettre de la fourrure contre. Et les choses allaient si bien qu'Edouard lui-même, le roi même, s'en était allé de mar-tout-attendu et devenait si bizarre pour me dire. Et les choses allaient si bien qu'Edouard lui-même, le roi même, s'en était allé de mar-tout-attendu et devenait si bizarre pour me dire. Et les choses allaient si bien qu'Edouard lui-même, le roi même, s'en était allé de mar-tout-attendu et devenait si bizarre pour me dire.

[illegible]

GRASSET

● ROMANS

Comment vivent-ils leur quarantaine ?

Alain Demouzon, Roland Castro et Gérard Guégan jouent avec leur miroir.

LES années 60 ne se portent pas mal, cet automne. La quarantaine — ou ses abords — ont donné à plusieurs écrivains l'envie de jouer un peu avec leur miroir. Bernard-Henri Lévy — toujours en avance puisqu'il n'a que trente-six ans — (*Le Monde* du 21 septembre) et Alain Demouzon ont voulu construire une histoire autour d'un personnage censé exprimer une génération. Gérard Guégan et l'architecte Roland Castro ont préféré, eux, se raconter de manière plus personnelle, plus elliptique aussi, dans des jeux d'échos, d'images, ne retenant que des séquences particulièrement significatives, séduisantes, symboliques.

Alain Demouzon, auteur déjà de quinze romans policiers, est un bon artisan. Ainsi, *la Perdriole* est un texte bien fabriqué, qui se lit sans effort. Demouzon sait trouver le rythme, le ton, qui empêche le lecteur de lâcher en route — malgré ses quatre cent soixante-quatorze pages — l'histoire de Valérie, jeune femme de province, égarée à dix-sept ans dans le Paris de mai 1968, puis très efficace dans celui des années 70. Mais il en est de ce livre comme de certains films. On n'irait pas les voir à leur sortie ; un soir de lassitude, on les regarde sans déplaisir, sans ennui, à la télévision, et il n'y a rien à ajouter, si ce n'est que la soirée a été remplie.

Il serait vain de faire la liste des stéréotypes de *la Perdriole*, d'autant qu'on peut faire des livres fascinants en jouant sur les lieux communs. Mais, pour cela, il ne suffit pas d'avoir du métier et du savoir-faire, et de se laisser entraîner dans un inventaire au-

quel on veut absolument donner une cohérence, à travers le regard de Valérie : le petit campagnard qui fait une fugue à Paris, avec en poche des poèmes de Brasillach. La Sorbonne est occupée, on a la femme fatale dans sa Jaguar, les riches sont terrifiés. Ajoutez-y les politiciens véreux que Valérie va servir, la serveuse de café devenue routarde, et qui sera sa compagne pour toujours... Que Valérie ait dix-sept ans en 1968 n'a aucun sens et l'histoire de l'époque n'est qu'un décor un peu vain.

Un homme sincère jusqu'à la maladresse

Au contraire, Guégan et Castro témoignent de leur génération, de ses origines et de sa mémoire. Ils luttent contre l'amnésie, devenue aujourd'hui une conduite de vie, le premier de manière romanesque, le second dans une sorte de ballade — entre le chant et la harangue — qui peut irriter ou décourager. Roland Castro en a pris le risque. Il a eu envie de se faire le plaisir des raccourcis, des chocs de mots, des sous-entendus.

Année après année, de 1940, sa naissance, à 1989, l'aube de sa cinquantaine, Roland Castro se promène dans sa tête et dans la vie de tous ceux qui sont nés depuis la dernière guerre.

Il cherche à retenir l'essentiel, le souvenir, la naissance des choses, les lignes de force, mais surtout il cavale dans les années comme il fonce dans la vie, avec une étrange tendresse, désarmante dans un corps un peu massif, avec la fougue de ceux qui « s'insurgent POUR », pour « la grande dépression », « la grande toilette de printemps des privilèges et des corporations ». 1968 est l'occasion d'une très juste évocation de de Gaulle, plus que de l'anecdote, dont on a tout dit et montré. Ce pourrait-choc de la France révèle la passion d'un homme, sincère jusqu'à la maladresse, souvent touchant, quelquefois volontairement naïf pour se protéger du cynisme.

Dans *Pour toujours*, Gérard Guégan ne fait preuve, lui, d'au-

cune maladresse. Il s'est même parfois voulu trop habile, agaçant trop bien les fils qui relient ses personnages et donnent une unité aux fragments de leur histoire. Des éclats de mémoire sont juxtaposés, sans souci de chronologie.

De deux décennies, Guégan n'a retenu que 1983 — l'année où, dans sa chambre d'hôtel de Los Angeles, un écrivain se met à rédiger le récit qu'on va lire — 1961, 1962, 1967 et 1969. Il fait, dans le temps, d'incessants aller et retour, qui peu à peu dessinent la vie de quatre personnes ; Richard Jacquet, celui qui finit par se retrouver aux États-Unis, Charles Brander, David Lipsky et Annie Longchamp. Leurs aventures, dont on voit qu'elles sont écrites par un cinéaste et un amateur de romans policiers, passent, non sans humour, du politique au rocambolique.

Mais leur âge n'est pas sans importance — autour de vingt ans en 1960 — et les engagements de leur génération ne sont pas qu'une toile de fond. Lorsque Gérard Guégan brise le miroir, il retrouve un passé qu'il connaît autrement que par de vieilles

bandes d'actualité ou par les livres de règlements de comptes qu'on n'a cessé d'écrire depuis vingt ans. Il a traversé cette période, a connu ses débats, ses enthousiasmes, ses crises, ses défaites, ses clans — des communistes aux situationnistes, des trotskistes aux maoïstes, — ses disparus — d'Hemingway à Robert Aldrich. Si parfois l'intrigue de *Pour toujours* lasse un peu, le témoignage reste passionnant, document violent contre ceux qui, désormais, passent trop de temps à embellir leur image, à repindre de neuf leurs échecs. « Et cette société de quadragénaires apostats, qui s'enferme dans ses regrets, ses illusions perdues et sa trahison me fait honte », dit l'écrivain, dans le roman. Pour tous ces quadragénaires-là, voici enfin un livre salubre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

- ★ *LA PERDRIOLE*, d'Alain Demouzon. Flammarion, 474 pages, 85 F.
- ★ 1989, de Roland Castro. Bernard Basset, 100 pages, 62 F.
- ★ *POUR TOUJOURS*, de Gérard Guégan. Grasset, 380 pages, 95 F.

Agustín Gómez Arcos peintre du franquisme quotidien

PAULA MARTIN a des yeux vairons, qu'elle cache derrière d'épaisses lunettes d'ovale. Elle est heureuse car son père, le brigadier Pinzon, qu'elle nomme Pape-Cadavre, est enfin mort pour de bon. Voici venu pour elle le temps de la revanche. A l'étage noble de sa maison des Trois-Palmiers, elle est vestale de la mémoire de sa mère, Celestina, la femme-noire, qui a vécu ri-deux très, navire fragile voguant entre deux mers. Paula Martin lui voue un culte absolu. La nuit, elle organise des fêtes pour la morte, et le jour, elle entretient sa mémoire. Elle a immobilisé le temps dans cet univers clos, peuplé de mannequins aux mains de spectre, elle a précieusement conservé l'odeur d'eau de Cologne, de renfermé et de fientes d'oiseau qui inerve la très grande pureté de Celestina Martin, morte parce qu'elle était une sainte, et son mari, le brigadier, un pécheur qui aimait trop les femmes, qui avait trop d'appétit.

Dans *Un oiseau brûlé vif*, les héros sont deux morts, un couple infernal emblématique du franquisme. Deux vainqueurs de la guerre civile espagnole. Leur fille, la fidèle Paula, est à elle seule microcosme du régime qui se survit pendant plus de quarante ans. Elle ressemble à son père, violente et vulgaire, elle est modelée par le ressentiment et mue par une foi farouche en les valeurs incarnées par Celestina : l'hypocrisie, la fausse piété, la vertu ostentatoire, la peur de vivre, le goût d'humilier.

Paula Martin a trente ans bientôt, et puis trente-cinq. Elle a transformé la longueur de sa mère en organisation têtue, do-

minée par l'appât du gain. Piller de cette société qui se décompose, elle s'enrichit : c'est sa manière de vivre l'ineffable guerrier qu'on lui a légué. Son fascisme a le visage de la répression, le goût de ce qui se garde et s'accumule, contre la vie, à partir de menus trafics, de misérables stratagèmes, sur fond de cruauté.

De même manière, Paula mène sa vie amoureuse avec le fils du notaire, Félix Rosal, et sa vie domestique avec la Rouge, sa bonne, qu'elle persécute à longueur d'année : c'est la rançon de la victoire toujours recommencée. La Rouge est muette, elle est hideuse, chauve, couverte de bave verte, et républicaine. Une otage pitoyable.

L'écriture d'Agustín Gómez Arcos est haletante, comme s'il fallait plus vite encore arriver au but. C'est un étrange mélange de réalisme et de lyrisme, hanté de pentins difformes, d'objets dérisoires, de cauchemars trop quotidiens. *Un oiseau brûlé vif* rappelle Monsieur le Président, de Miguel Ángel Asturias, et les films de Carlos Saura. La métaphore du fascisme s'enfle et déborde son objet, pour donner des paraboles terribles de la condition humaine. Quand se termine le roman, sur l'espérance d'un pauvre oiseau baptisé pour son malheur « Liberté », Franco est mort, Juan Carlos a triomphé d'une tentative de coup d'État. Les yeux vairons de Paula Martin vivent de la folie à l'étonnement. Mais on ne sent pas le moindre souffle d'air.

GENEVIÈVE BRISAC.
★ *UN OISEAU BRÛLÉ VIF*, d'Agustín Gómez Arcos. Seuil, 220 p., 75 F.

LA PENSÉE EN SPIRALES

SPIRALES
JOURNAL DE CULTURE INTERNATIONALE

Armando Verdiglione
MANIFESTE
DE LA DEUXIÈME
RENAISSANCE

N° 40/41 de Spirales.
Journal de Culture Internationale.
(en vente dans tous les kiosques)

COLLOQUE
ARMANDO VERDIGLIONE
"Le Manifeste
de la Deuxième Renaissance"

MARDI 4 DÉCEMBRE
A 20 H 30

Maison de la Chimie
28, rue Saint-Dominique
75007 PARIS

Fondation de Culture Internationale
329.86.88

STERN

GRAVEUR

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

Pierre Bourget

PARIS
année 44

OCCUPATION,
LIBÉRATION,
ÉPURATION.

Ce triptyque
a servi de toile de fond
aux 365 jours
de l'année 1944.
Paris a été le miroir
réfléchissant des extraordinaires
péripiéties qui s'y inscrivirent...
Un livre explosif,
des révélations surprenantes.

Plon

SAM SHEPARD
L'enfant enjoué

La première
traduction de
SAM SHEPARD
en France

Un vol. 44 F.

Edition originale
sur papier ingres
130 F.

presses universitaires de nancy

● HISTOIRE

Pierre Nora et la mémoire de la France

L'HISTORIEN Pierre Nora publie le premier volume d'une série de quatre ouvrages qu'il a dirigée et qui est consacrée aux « lieux de mémoire ». Ces « lieux », ce sont les témoins qui demeurent — monuments, cérémonies, emblèmes, musées, dictionnaires, archives... — lorsque s'est retirée la mer de la mémoire vivante, lorsque s'est effacée la tradition vécue.

Ce premier volume est consacré à la République et se divise en cinq parties : Symboles (les trois couleurs, le calendrier républicain, la Marseillaise); Monuments (le Panthéon, la mairie, les monuments aux

morts); Pédagogie (le Grand Dictionnaire, de Pierre Larousse; L'avis, l'enseignement national; le Tour de France par deux enfants); la bibliothèque des amis de l'Instruction publique du III^e arrondissement; le Dictionnaire de pédagogie, de Ferdinand Buisson); Commémorations (les centennaires de Voltaire et de Rousseau, le 14 juillet, les funérailles de Victor Hugo, le centenaire de la Révolution française, l'exposition coloniale de 1931); Contre-mémoire (la Vendée, région-mémoires; le Mur des fédérés).

Le second et le troisième volumes auront pour titre : la Nation, et le quatrième : les

France. De très nombreux historiens ont participé à cette œuvre collective. On relève au sommaire du premier volume les noms de Raoul Girardet, Michel Vovelle, Jacques et Mona Ozouf, Maurice Agulhon, Antoine Prost, Pascal Ory, Madeleine Rebérioux...

Nous avons interrogé Pierre Nora sur les objectifs de cette entreprise originale.

★ LES LIEUX DE MÉMOIRE : I. LA RÉPUBLIQUE, sous la direction de Pierre Nora. Gallimard, « Bibliothèque illustrée des histoires », 720 p., 149 illustrations, 265 F jusqu'en 31 décembre, ensuite 300 F.

« Vos « lieux de mémoire » constituent un curieux paysage. On y trouve côte à côte des monuments (le Panthéon, les maires...), des symboles (les trois couleurs, la Marseillaise...), des livres (le Larousse, le Dictionnaire de pédagogie, de Ferdinand Buisson...), des cérémonies (le 14 juillet, les funérailles de Victor Hugo...). Qu'est-ce qui fait l'unité de cette notion de « lieux » ?

— Il faut entendre la notion de « lieux de mémoire » à la fois au sens le plus étroit du mot (des monuments, un cimetière...), mais aussi au sens symbolique. Ce sont les témoins qui demeurent lorsque s'est retirée la mer de la mémoire vivante, vécue. Il reste des lieux de mémoire, lorsque les milieux de mémoire disparaissent.

— Ce livre se situe à un moment bien particulier de notre mémoire nationale. L'accélération rapide de l'histoire à laquelle nous assistons se traduit par un effacement brutal de nos milieux naturels de mémoire, un effacement de ce qui avait constitué les repères les plus stables de notre vie collective. On n'a jamais autant parlé de mémoire paysanne que depuis la fin des paysans, cette collectivité-mémoire par excellence. Il en va de même pour l'histoire de la France. Peu d'époques ont été aussi prisonnières de leur mémoire, mais peu également ont vécu de façon aussi problématique la cohérence du passé national et sa continuité.

— L'époque des débuts de la III^e République, qui est l'essentiel de ce livre, nous a légué une

synthèse de notre tradition nationale. Elle nous a nourris. Nous vivons encore largement sur ce capital mémoriel. Cependant, nous avons beau y être encore charnellement attachés, nous ne le vivons déjà plus comme une tradition, mais comme un héritage. Ce n'est plus la genèse de notre présent, il appelle sur lui le regard de l'historien. C'est cet entre-deux de la mémoire et de l'histoire qu'exprime ce livre. C'est ce qui lui donne son pathétique : le passage d'une histoire totémique à une histoire critique.

« Les objets les plus triviaux de notre paysage national »

— Ce livre correspond à un moment déterminé de notre histoire nationale, mais aussi à un certain état de la recherche historique.

— C'est une approche à la fois très traditionnelle par sa méthode, mais très nouvelle dans son esprit et même dans ses sujets. Elle s'intéresse aux objets les plus triviaux de notre paysage civique, politique et national, mais qui, jusqu'à présent, n'étaient pas vécus comme historiques. Quand on pense qu'il n'existait pas d'histoire de la Marseillaise, du Panthéon ou du drapeau français !

— Ces lieux de mémoire sont pour la plupart des constructions volontaires, destinées à fixer l'image que la République naissante voulait donner d'elle-même. La figure centrale de ces

lieux si divers, n'est-ce pas d'abord celle de l'unité nationale ? D'une identité entre la République et la nation ?

— Il y a bien eu dans l'Ancien Régime — de François I^{er} et même de Louis XI à Louis XIV — la volonté d'affirmer et de pérenniser une mémoire de l'État. Mais c'est surtout dans les débuts de la III^e République — la seule et la vraie République dans l'imaginaire français — qu'a été mise en place une vaste politique de la mémoire. Il y a eu un renouveau synthétique de l'ensemble du passé national, destiné à réaliser l'unification mentale des Français.

— C'était une volonté délibérée de réunir l'État, la société et la nation. La France était alors faite de pièces et de morceaux, de régions, de patois... Les républicains ont fait un effort géant pour unifier les esprits et trouver les rites (fêtes, commémorations...) et les filières de formation (l'école, le suffrage universel, le service militaire, les partis politiques...) qui seraient les instruments d'une mémoire collective publique. Cette pédagogie de la mémoire historique s'est incarnée dans les manuels scolaires et les livres d'histoire civique, comme le petit Larousse ou le Tour de France par deux enfants...

— Les « lieux de mémoire » de l'Ancien Régime s'identifiaient plutôt à des personnages (les rois, les grands capitaines) ou à des monuments (les châteaux...). Ceux de la République semblent davantage se trouver dans des penseurs (Victor Hugo,

Voltaire...), des pédagogues (Larousse, Ferdinand Buisson...) ou des livres...

— La III^e République a procédé à une vaste démocratisation de la mémoire publique, ce qui explique que les grands hommes politiques se sont fondus dans les institutions. Elle a élargi le Panthéon à ces « grands hommes » qui ne sont plus des héros aristocratiques, mais ceux qui ont fait le bien public.

Une religion civique

— Avec ses rites, ses martyrs, sa liturgie, cette mémoire élaborée par les républicains a un caractère profondément sacré. Comme s'il s'agissait de créer une religion laïque...

— Les républicains ont en effet cherché à réinvestir une forme de sentiment religieux dans la religion civique patriotique. Mais, en fait, tout lieu de mémoire a un caractère sacré — à commencer par la lettre d'un être cher ou le médaillon d'une personne disparue que l'on conserve précieusement. C'est l'historien qui, avec son regard critique, désacralise le passé.

— Mais cette opération avait aussi pour les premiers républicains un caractère polémique : ils voulaient opposer la vraie religion — de la patrie et des Lumières — aux superstitions transmises par l'Eglise...

— Et ils y sont arrivés... Il suffit de lire les lettres des parents de tués de la guerre de 14 pour voir qu'ils les considéraient comme des martyrs de la patrie.



VENTOSE
Le calendrier républicain.

Cette religion civique a joué son rôle jusqu'à la première guerre mondiale. La nation a vraiment été un phénomène sacré. Maintenant, ce n'est plus le cas. Les expériences de Vichy, de la guerre d'Algérie, de mai 68, ont ébranlé cette conviction. Le sentiment patriotique n'a pas disparu, mais il s'est mélangé sous l'influence de la paix, de la poussée démographique, de la révolution industrielle, du gaullisme, de l'effacement des familles idéologiques et des autorités qui le transmettaient. C'est tout un passage mémoriel qui s'est transformé.

— Pourtant tous les hommes politiques importants — et on l'a vu encore avec François Mitterrand au Panthéon — éprouvent le besoin de prendre place dans cette mémoire historique et nationale. C'est donc qu'elle « fonctionne » encore...

— C'est sans doute une spécificité française, liée à la rupture radicale de la Révolution. Chaque régime a été obligé de fonder sa légitimité dans le recours au passé et de faire de toute l'histoire de France une nouvelle synthèse justifiant sa propre représentativité.

— Vous citez des exemples comme le calendrier républicain...

coin et le Panthéon — où la fabrication volontariste de lieux de mémoire n'a pas vraiment marché. A quoi cela tient-il ?

— Pour qu'un lieu de mémoire « marche », il faut que l'histoire s'en empare, qu'il soit rechargé constamment de significations nouvelles. C'est ce qui s'est produit par exemple avec le 14 juillet, qui a été réinvesti, lors du Front populaire ou à la Libération, de significations historiques nouvelles.

— Vous écrivez que l'histoire, de nos jours, a remplacé la littérature. Que voulez-vous dire par là ?

— Laissez-moi espérer que je l'ai dit moins brutalement. Le prestige de l'histoire tient aujourd'hui à cette redécouverte globale d'une mémoire perdue, d'un passé dont nous sommes entièrement coupés. Mais, en même temps, nous avons perdu la tradition de la grande fiction littéraire, qui a toujours correspondu aux grands moments de bouleversements historiques. Il y a une crise du roman qui est parallèle à cette disparition de la mémoire. L'histoire est devenue notre imaginaire de remplacement.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC GAUSSEN.

A LA DECOUVERTE

François Leguat
Aventures aux Mascareignes
Voyages et aventures de François Leguat et de ses compagnons en deux îles désertes des Indes Orientales
Un fantastique roman d'aventures chargé des meilleurs ingrédients : déserts, sautages, captivité, tentatives d'évasion... mais surtout une épopée réelle : huit hommes sont déposés en 1691 sur l'île Rodrigue, dans l'océan Indien, pour reconnaître les lieux en vue de l'installation d'une colonie huguenote... Déposés, puis oubliés. Leur périple ne se terminera qu'en 1696 en Écosse, via l'île Maurice, Batavia et Le Cap.
La découverte illustrée, 236 pages, 90 F

Nathan Weinstock
Le pain de misère
Le mouvement ouvrier juif en Europe
Aidé par sa connaissance du yiddish, Weinstock a donc entrepris de restituer, en une vaste fresque, la diversité des partis, des organisations, syndicats et journaux ouvriers. Toutes les facettes d'une foisonnante activité...
Le Matin
Textes à l'appui
T1 - L'empire russe jusqu'en 1914, 320 pages, 120 F
T2 - La Galicie, la France et l'Angleterre jusqu'en 1914, 160 pages, 80 F

Yosef Hayim Yerushalmi
Zakhor
Histoire juive et mémoire juive
Pourquoi le peuple juif, le peuple du souvenir par excellence, a-t-il toujours refusé de s'intéresser à l'histoire, réels des événements réellement advenus ? Quels rapports y a-t-il entre l'histoire et la mémoire nationale ou collective ? Un essai remarquable qui s'adresse aussi bien à ceux qu'intéresse le sort du peuple juif qu'à ceux qui veulent comprendre ce qu'est réellement l'histoire.
Amital, 160 pages, 80 F

François de Polignac
La naissance de la cité grecque
C'est par la cité grecque qu'a débuté la politique comme activité humaine spécifique. Mais cette cité elle-même, comment est-elle née ? Polignac place la méditation culturelle à l'origine du premier espace de la parole politique.
Textes à l'appui, 192 pages, 96 F



Wiaz
Larme à gauche
Wiaz, le dessinateur du Nouvel Observateur, nous restitue dans ce recueil trois années — et quelques années ! — de la vie française. Enchantement, désenchantement, il dit tout en un dessin. Un regard y suffit. Son trait peut être féroce, il n'est jamais injuste. Il peut être incisif sans être simplificateur. Il reste toujours d'une rare qualité. Ses « victimes » elles-mêmes doivent être honorées de se voir épinglées avec autant de talent.
Format 16,5 x 24, 112 pages, 63 F



Antoine Sanguinetti
Le vertige de la force
« Je pense que ceux qui clament à tort que les États-Unis sont faibles, et les Soviétiques assez forts pour nous surpasser, ne jouent pas seulement contre la vérité, ils jouent contre notre sécurité. » M.H. Brown, secrétaire d'État américain à la Défense, 1980.
Les Européens peuvent se demander légitimement qui, des prétendus « pacifistes » ou de ceux qui les dénoncent, font en réalité « le jeu des Soviétiques ». L'auteur Antoine Sanguinetti montre dans ce livre comment ceux qui succombent au « vertige de la force » précipitent les risques d'un affrontement nucléaire soviéto-américain sur le sol européen. Il présente une alternative aux euro-missiles : une véritable défense européenne, indépendante des États-Unis, qui oppose à la puissance soviétique une force de dissuasion n'appelant pas la guerre qu'elle prétend éviter.
« Ce Sanguinetti-là est animal, mais il torpille dur. Il donne des chiffres, des faits et développe un plaidoyer qui risque de ne plaire ni aux militaires, ni aux stratèges de salon. Bref, de bonnes raisons de passer l'ouvrage en revue. »
Le Canard Enchaîné
Cahiers libres, 252 pages, 75 F

Les économies non officielles
Sous la direction
d'Edith Archambault
et Xavier Greffe
L'économie « parallèle », « informelle », « cachée », « illégale », le travail au noir, le travail non comptabilisé, la contre-économie... et ce dans toute sa diversité, du Sud à l'Ouest et à l'Est.
« Clair, complet, indispensable pour comprendre un phénomène en plein développement. »
Libération
Économie critique, 256 pages, 125 F

Jean-Marie Chevalier
Introduction à l'analyse économique
Manuel de première année de sciences économiques
... Pour savoir ce que le mot économie veut dire.
Économie critique, 346 pages, 138 F

Louis Géhin et Jean-Claude Poitou
Dés voitures et des hommes
Les vingt ans de Renault-Sandoville
Derrière la R 25, dix mille hommes et 25 robots qui font profession de la fabrication. Quelles sont leurs préoccupations, leurs angoisses et leurs aspirations ?
Cahiers libres, 276 pages, 80 F

Ronald Creagh
Sacco et Vanzetti
1927 : Après sept années de procès qui bouleversèrent l'opinion internationale et transformèrent durablement les mouvements politiques européens, Sacco et Vanzetti étaient exécutés.
Le drame de ces deux anarchistes a pris depuis les dimensions d'un véritable mythe. Ce livre, écrit comme un roman, reconstitue bien sûr le procès, mais surtout l'itinéraire des deux hommes et l'univers dans lequel ils ont vécu : le milieu anarchiste dans l'Amérique de la prohibition et l'Europe des années folles.
Actes et Mémoires du peuple, 288 pages, 88 F

Michèle Carlier
La limace bleue
Roubaix 1979-1982 : une école maternelle s'ouvre et accueille ses anciens élèves, devenus adolescents en rupture sociale ou au chômage. Adhésion et enthousiasme des parents et des habitants du quartier, pour des notables et des élus locaux qui ferment l'école, tandis que l'un des animateurs se suicide. Ce livre montre que l'ouverture et le renouvellement des pratiques pédagogiques peuvent, pourraient, se vivre réellement, si...
Cahiers libres, 264 pages, 80 F



Editions La Découverte

Vous en saurez davantage : en recevant gratuitement notre catalogue

Nom _____ Adresse _____

100-11-150

150

● HISTOIRE

Un « baron » du gaullisme réhabilite Catilina

Yves Guéna fait ses débuts dans le roman historique. Il nous dit pourquoi.

« M. Guéna, comment l'ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou, l'ancien responsable politique, ou encore l'actuel maire de Périgueux que vous êtes, en est-il venu à s'intéresser à Catilina ? »

« J'avais l'ambition depuis très longtemps d'écrire une œuvre romanesque. Mais il fallait que ce soit ancien... ancien... ancien... comme vous dites, pour avoir le loisir de m'y consacrer. Pourquoi me suis-je intéressé à Catilina ? Et tout d'abord, pourquoi avoir choisi le genre du roman historique ? Je répondrai simplement parce que c'est plus facile pour un premier roman, car on a déjà la trame de l'histoire et les principaux personnages. Peut-être qu'un jour j'essaierai de produire un roman entièrement sorti de moi. Pour ce premier, j'ai choisi ce raccourci qui est plus facile. »

« Et pourquoi Catilina ? J'y pensais depuis très longtemps. Catilina me paraît avoir été particulièrement maltraité dans l'histoire, à la fois par son principal adversaire, Cicéron, et même par Salluste. Ensuite, la période où se passe l'histoire est une période fascinante. C'est la fin d'un régime. Tout le monde sait, tout le monde sent que les institutions romaines, qui étaient adaptées à la situation de Rome plusieurs siècles auparavant, quand Rome n'était que Rome, doivent changer. C'est une grande période de basculement dans l'histoire des hommes. »

« Enfin, Catilina, c'est aussi le roman de l'échec. Naturellement, l'échec est le lot normal du politique. Il n'y a pas d'aventure politique qui ne se termine par un échec, que ce soit dans l'Antiquité ou de nos jours. Je ne suis pas sûr qu'en dehors de l'affaire Catilina on ait beaucoup parlé, écrit sur l'échec, non point du pouvoir exercé, mais des tentatives pour se saisir du pouvoir. »

« Nous avons tous vu autour de nous des hommes acharnés pour arriver au pouvoir suprême. C'est du reste impossible si l'on ne possède pas cette volonté farouche. Tout le monde sait que, lorsqu'on veut, même dans nos régimes démocratiques, atteindre au pouvoir suprême, il faut être capable, à certains moments, d'accomplir certains actes forts. Deux exemples : le général de Gaulle qui, en 1958, deux ou trois jours avant son investiture par l'Assemblée nationale, donne l'ordre à l'armée d'Algérie de ne pas bouger. Ce n'est pas une illégalité, c'est un acte fort. Deuxième exemple : Jacques

Chirac démissionnant de son poste de premier ministre. »

« Votre livre a pour sous-titre : « La gloire dérobée ». Peut-on y voir un signe de sympathie pour votre héros et son entreprise ? »

« Oh ! Je crois qu'en tous les cas, en ce qui concerne l'entreprise, il ne faudrait pas transposer. Je ne suis pas le chantre de la guerre civile ni du coup d'Etat. Mais dans le contexte politique de la Rome du premier siècle avant Jésus-Christ, ce qu'a tenté Catilina — et que devait réussir César — n'est pas fondamentalement condamnable. »

« D'autre part, oui, j'affiche de la sympathie pour ce personnage. Une sympathie assez lucide, notamment lorsque le narrateur et compagnon de Catilina jette parfois un regard innocent sur les actes et les réflexions de son chef. »

« Votre éditeur affirme que sous votre plume « l'histoire romaine se tinte parfois de couleurs contemporaines ». Est-ce à dire que l'on peut, que l'on doit, lire entre les lignes des ressemblances, comme on dit, avec des personnages politiques vivants ou ayant existé ? »

« Sur ce point, je souhaiterais qu'on nuance quelque peu. Je ne mets pas en cause, naturellement, mon éditeur qui n'a rien dit de plus que ce que je lui ai dit. Mais j'aurais répué à faire de la décalcomanie et je ne pense pas que mon livre apparaisse ainsi. Je crois que lorsqu'on écrit un roman historique, il faut faire deux choses : dépayser le lecteur et aussi lui faire des clin d'œil pour lui dire : vous savez, les hommes sont toujours les mêmes. Les clin d'œil concernent les campagnes électorales, les débats au Sénat — nous dirions aujourd'hui la vie parlementaire — et les relations entre l'homme politique principal et son entourage. »

« Au total, comme je l'ai dit, il n'y a pas de décalcomanie mais plutôt patchwork, et parfois inconscient. Dans mes principaux personnages, il y a des traits de caractères de divers personnages contemporains et d'autres que j'ai sans doute complètement inventés. »

« Une impression de lecteur, si vous le permettez, qui complète ce que vous venez d'indiquer. Va pour M^{me} Marie-France Garnaud ou M^{lle} Pierre Jallat, avec lesquels vous avez eu jadis — dit-on — quelques difficultés. On peut les identifier à l'aide d'une méchante comparaison. Laissez les lecteurs retrouver

leurs équivalents romains. Pour le reste, on est plutôt saisi de vertige. De tel trait ou comportement de Catilina ou de Cicéron — l'autre « héros » — on glisse avec quelque imagination vers bon nombre des hommes importants de la V^e République que vous avez servis ou combattus. Serait-ce parce qu'il y a eu, à des moments différents, en chacun d'eux, successivement du Catilina et du Cicéron ? »

« Oui, c'est le patchwork. On peut, à la rigueur, découvrir un personnage qui serait très proche. Guère plus. Un personnage de femme intrigante, mais il y en a eu beaucoup dans l'histoire politique. Pour le reste, comme je vous l'ai dit, c'est tout mon quart de siècle d'expérience politique que j'ai mis là-dedans et agencé. »

« Au jeu des clés, chacun doit accepter de se soumettre. Vous, l'auteur, n'êtes-vous pas

un peu Caius Aemilius Scaurus, narrateur et ancien compagnon de Catilina, dans votre livre, qui dit, parlant de lui-même : « Moi qui fus l'homme d'un seul engagement », et encore : « Les dés pour moi ont cessé de rouler » ? »

« Je crois que la réponse a été donnée une fois pour toutes par Montherlant. Lors de la sortie des *Lépreux* ou des *Célibataires*, il a dit que tout auteur se projette dans tous ses personnages. Pour le reste, il faut nuancer. Lorsque je dis : « Moi qui fus l'homme d'un seul engagement », c'est vrai, et j'entends le rester. Mais lorsque Caius dit : « Les dés, pour moi, ont cessé de rouler », c'est Caius qui parle, ce n'est pas Guéna. »

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN.

★ CATILINA, OU LA GLOIRE DÉROBÉE, d'Yves Guéna. Flammarion, 319 p., 95 F.

Charles Melman Nouvelles Etudes sur l'Hystérie

Collection Le Discours Psychanalytique

en librairie

1 vol. 98 F

Joseph Clims/Denoël

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

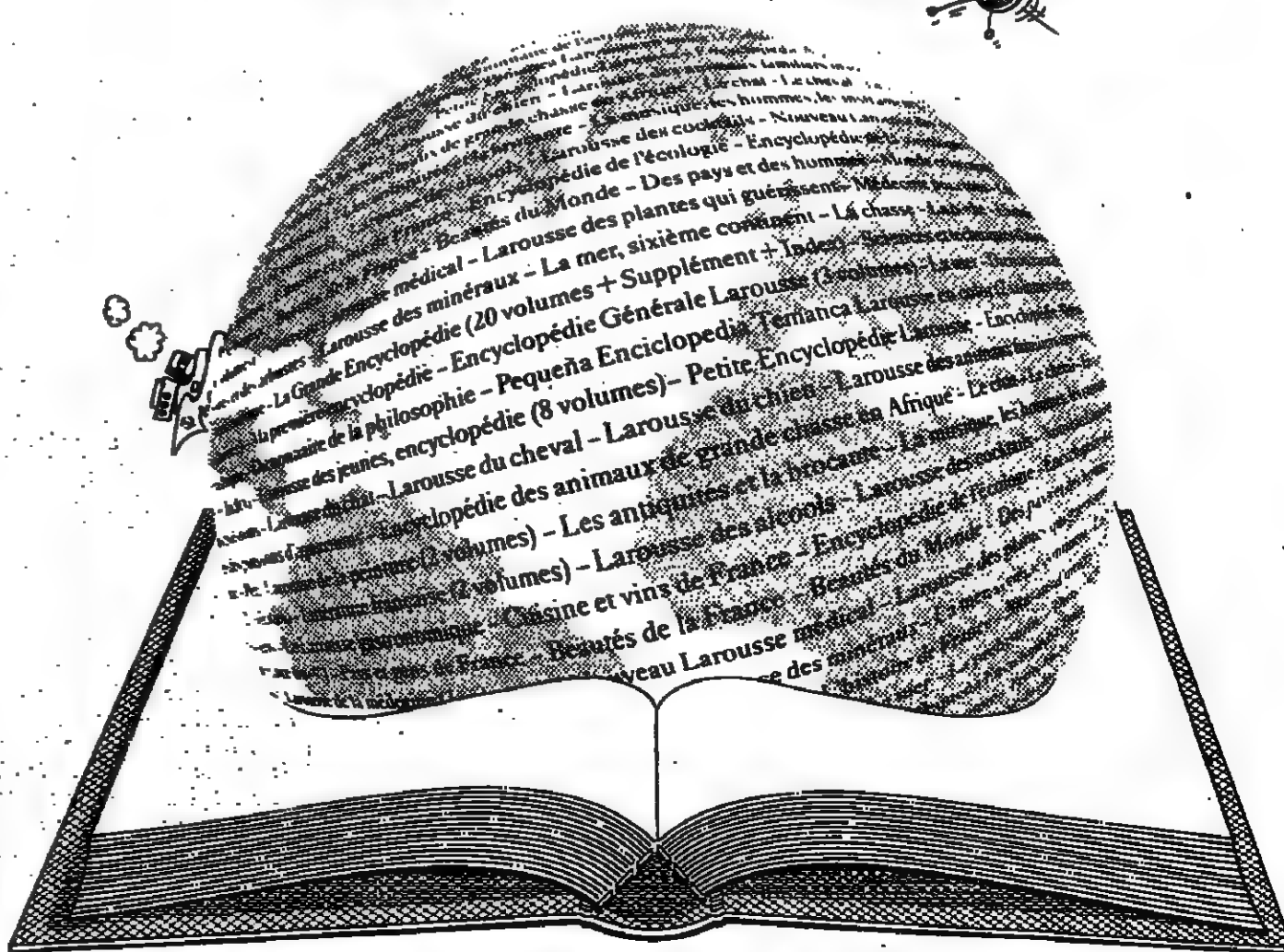
L'univers encyclopédique Larousse est riche d'aventures, de découvertes, d'émotions, riche de mots, de savoir.

Riche de toutes les clés qui ouvrent à chacun d'entre nous, dès l'enfance et à toutes les étapes de notre vie, les portes des mondes qui nous attirent, nous passionnent, nous font rêver.

Larousse est un éditeur français qui édite 68 ouvrages encyclopédiques pour désaltérer toutes les soifs de comprendre, tous les besoins d'apprendre.

68 encyclopédies, des univers de mots qui donnent un sens à la vie.

LAROUSSE. 68 ENCYCLOPÉDIES POUR OUVRIR LE MONDE À TOUT LE MONDE.



C'EST ÇA LE SOUFFLE LAROUSSE

1 4 5 5
GUTENBERG
IMPRIME LE PREMIER
LIVRE DE L'HISTOIRE
DE L'HUMANITÉ.

1 9 8 4
LA RÉÉDITION
À L'IDENTIQUE DE CE
CHEF-D'ŒUVRE
EST UN ÉVÉNEMENT
ARTISTIQUE D'UNE
PORTEE INTERNATIONALE.

Bénéficiez d'une
information gratuite:
écrivez aux Editions

Les Incunables
13, Place des Vosges
75004 Paris.

● CORRESPONDANCE

A propos de Mendès France

A la suite de l'article de Jules Roy sur Pierre Mendès France (« Le Monde des livres » du 23 novembre), nous avons reçu cette lettre de Michel Mendès France, fils de l'ancien président du conseil :

Par deux fois, M. Jules Roy indique, dans son article, que mon père, PMF, s'était fait ajouter « France » à son nom. Cela est faux. C'est une contre-vérité. Véritablement, j'aurais pris cela pour de la malveillance. Suggérer que Mendès France essayait de cacher ses origines juives par un rajout patronymique est absurde et vexant. L'origine du nom Mendès France, vieux de quelques centaines d'années, est expliquée en détail dans le livre de Jean Lacouture dont je conseille la lecture à M. Roy.

● ENQUÊTE

LES FRANÇAIS ET LA LECTURE

Comment les libraires font-ils leur métier ?

Une règle d'or : tout vendre à tout le monde.

Tous les Français qui lisent vous disent, en confiance, qu'ils ont le « petit libraire » qui pour eux est une merveille, un conseiller, un fournisseur toujours en mesure de leur procurer le titre qu'ils recherchent. Mais qu'est-ce aujourd'hui qu'un libraire, une librairie ?

Certaines librairies portent l'enseigne d'un grand éditeur — Flammarion, Gallimard... — mais vendent tout autant les titres de ses concurrents. D'autres sont les rayons particuliers d'une FNAC ou d'une grande surface. Les magasins à

livres en France, ceux qui les tiennent ne revendiquent pas tous la qualité de libraire. Sans suivre les puristes, pour qui il n'y aurait en France qu'une centaine de librairies dignes de ce nom, on peut retenir qu'un millier de librairies sont inscrites à l'office de distribution.

La diversité de la production éditoriale implique cependant des variantes comme en apporte la spécialisation. Une librairie de droit ou de médecine, une librairie exclusivement technique — on en compte plus de deux cents — n'a pas pour assurer un chiffre d'affaires à se soucier de la production générale. Avec deux ou trois cents clients, elle est assurée de tenir le coup. Le livre de grande diffusion joue sur une autre gamme. Il lui faut être en place dans trois mille ou quatre mille points de vente. Le cercle s'élargit encore pour les collections de poche, pour les romans sentimentaux de la collection Harlequin, et les indémodables « Dely ». Trente millions d'exemplaires par an réclament une présence partout.

« La grande librairie, dit-on au syndicat national de l'édition, est le lieu d'achat des grands lecteurs et en général des professions intellectuelles. » A la FNAC parisienne de la rive gauche, la clientèle est à 90 % composée d'universitaires, de chercheurs, d'enseignants et d'étudiants. Dans d'autres grands magasins, le rayon librairie sera fonction de ceux qui le fréquentent.

Le vrai libraire constate que l'utilisation du livre, les motivations de ses lecteurs ont changé considérablement en dix ans. Le temps est révolu où l'on pouvait assimiler lecture et littérature. De plus en plus le livre demandé est celui dit « de consultation », qui permet de faire soi-même mille et une choses, de s'initier à un art ou à un sport. Cela va de la cuisine au bricolage en passant par la mécanique, le bâtiment, la

planche à voile ou tout autre sport qu'aura popularisé la télévision.

La diversification des savoirs n'est pas étrangère à cet engouement. Elle explique aussi le succès toujours assuré des encyclopédies. Leur acquéreur les consultera au gré des jours, pour satisfaire une curiosité soudaine quelques minutes pourront y suffire. Elles ne seront pas forcément perçues comme un temps de lecture. Cela conduit à nuancer les résultats de sondages ou d'enquêtes. Lorsqu'il est demandé : « Combien avez-vous lu de livres dans l'année ? », la personne interrogée ne songera pas nécessairement à comptabiliser ces moments de lecture-consultation.

Tous s'accordent à le dire : la librairie, au sens vrai, implique une connaissance de base, un goût pour l'exercice de la profession, mais s'apprend réellement sur le tas. C'est au milieu des rayons, dans la fréquentation de la clientèle que s'apprennent les besoins de celle-ci, et la manière de lui donner satisfaction. Le client est divers. Il peut aussi se montrer contradictoire. Il attend de son libraire un éventuel conseil. Mais d'abord il lui demande de faciliter au mieux l'exercice d'un libre choix. Cela veut dire qu'il faut mettre en évidence ce que le lecteur attend — même inconsciemment : « Je n'aurais jamais pensé à acheter ce livre. Mais il était là comme s'il m'attendait », observe ce client « grand lecteur ».

Les appétits de lecture sont divers. Le boulimique côtoie le délicat, le professionnel voisin avec l'amateur. Avoir noté sur son calepin le titre dont on a entendu parler ici ou là est un réflexe universitaire. Toute la clientèle d'une librairie ne l'a pas. Confrontée à l'embarras du choix, elle peut se sentir paralysée, décontenancée.

Un marché stable

En dépit de la crise, le marché reste stable. Comme l'agriculteur, l'édition aura sa bonne, sa moins bonne ou sa mauvaise année. C'est au libraire de se battre. La philosophie est simple : avoir les livres que les gens veulent. Il n'est donc pas question de s'arroger le droit de décréter ce qui serait bon ou pas bon. Le libraire doit être le meilleur « relayeur » possible entre l'auteur et le lecteur. Si tel ouvrage est beaucoup demandé, et qu'on ne l'a pas, on est mauvais.

Toutefois, le bon libraire n'est pas seulement un bon commerçant. Il ne se contente pas d'obtenir un résultat époustouflant avec un titre ou même avec plusieurs. Ce directeur d'une solide librairie des boulevards à Paris explique : « Ce n'est pas parce que l'on aura fait partir cinq cents exemplaires d'un best-seller qu'on peut être satisfait. Il ne s'agit là que de péripéties. Car si l'on a bien vendu tel ouvrage, ce peut être au détriment d'autre chose. Pour être le maillon de cette chaîne qui va de l'auteur au lecteur, il convient d'être informé de tout ce qui sort. La vie d'un livre est fonction de son auteur et de son sujet. On ne saurait honnêtement prévoir la réussite ou l'échec. C'est dire que tout titre a droit à une présence en librairie. »

Le métier de libraire doit-il, un jour, être codifié, et un certificat d'aptitude professionnelle doit-il être envisagé ? Personne dans la

profession ne le demande. On aime faire valoir qu'il y a dans cet exercice difficile quelque chose pouvant s'apparenter à un art. D'autres parlent plutôt d'une vocation. En réalité, chacun s'apprécie individuellement. Et l'individualisme convient assez bien à chacun.

A Saint-Etienne, où sa librairie est un phare, Jacques Plaine, « monsieur Jacques » comme on l'appelle dans ses murs, dit avec tranquillité : « Dans notre métier, le corporatisme est difficilement envisageable. La sanction, c'est la réussite ou l'échec. Si le client ne vient pas, il n'y a pas à chercher loin : c'est le résultat d'une incompétence. »

Le grand-père a fondé la maison en 1919. En ce temps-là, elle tenait dans un rez-de-chaussée de 30 mètres carrés. Le petit-fils, soixante-cinq ans après, offre à une clientèle fidèle et variée quatre-vingt mille titres sur 650 mètres carrés. Entre-temps, on a géré avec rigueur. On a su mettre dans l'affaire une bonne part des bénéfices, qui sont allés en s'amplifiant. Jacques Plaine assure que ce fut tout autant par plaisir et par goût. Il faut le croire. Ses clients le croient qui, pour leur part, éprouvent en ces lieux des satisfactions vraies. L'entreprise n'a pas les dimensions du « Furet-du-Nord » des Callens à Lille. Elle n'y vise pas. Plaine, c'est l'équivalent à Saint-Etienne de Torille à Montpellier, Raymond Peju et « La Proue » à Lyon.

Chez « monsieur Jacques », le roman, comme un peu partout ailleurs, ne représente que 20 % à 25 % des ventes. De son côté, le livre technique, qu'il traite de l'informatique ou de l'automobile, de la pêche ou du tennis, a pris une importance considérable. Cela s'explique aisément : « Il y a trente ans, le pêcheur qui voulait monter sa ligne à mouche demandait comment s'y prendre à un autre pêcheur plus âgé... La connaissance se transmettait par la parole. Et puis certains ont commencé à mettre par écrit ces recettes. » Ainsi sont apparus des ouvrages de plus en plus soignés, illustrés, attrayants : de véritables manuels. La « clientèle existait. Ce qui valait pour la pêche valait pour la chasse, la cuisine, la maçonnerie, la charpente et les techniques les plus récentes.

Le libraire devant cette profession doit savoir renseigner. Pour cela, il doit être informé. Les

notices qui accompagnent les livres permettent une première approche. Mais une connaissance réelle de l'ouvrage s'impose de plus en plus. Le client d'une librairie a des curiosités infinies, insoupçonnées. Il juge le libraire à la clarté de sa réponse. Il convient donc d'avoir des « clartés » sur tout, qu'il s'agisse du divorce, de la fiscalité, du droit des locataires ou d'une publication confidentielle recherchée par un spécialiste.

On parle beaucoup et l'on se parle chez Plaine. Le grand jour, c'est le samedi : huit cents clients assurés, qui demanderont sept cents titres différents. A chacun des rayons, des « responsables » sont là, actifs, attentifs en même temps que discrets. Chacun connaît son secteur, est informé des catalogues, des nouveautés, des programmes des professeurs, eux-mêmes clients et avec lesquels s'engagent des conversations fructueuses.

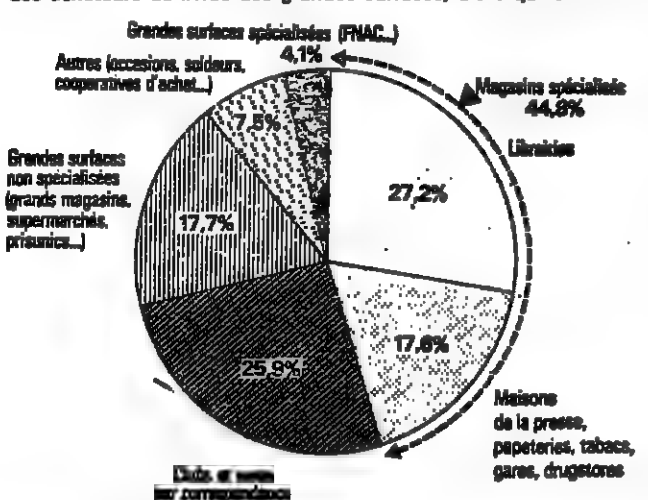
Ce rôle de conseil reste primordial, pas seulement chez Plaine. Partout le lecteur attend qu'on le guide, comme il attend que le titre qu'il désire et qui ne se trouve pas en magasin lui soit fourni. Ce service-là, tous les libraires vrais s'efforcent de le rendre. Mais les grands libraires, assistés d'un personnel compétent, ont en ce domaine un avantage sur des collègues de quartier plus artisanaux, et chez qui le délai sera plus long, faute d'un coursier. Instrument numéro un de la lecture, la librairie a évolué comme ont évolué les bibliothèques. L'amateurisme ne suffit plus ni même la vraie vocation. Le premier commandement est simple : être en mesure de vendre tout et à tout le monde.

JEAN-MARC THÉOLIERE

Cette enquête sur les Français et la lecture, qui a débuté dans « Le Monde des livres » le 19 octobre, fait partie d'une série d'initiatives menées conjointement par le Monde et Le Livre de poche pour mieux connaître le phénomène de la lecture en France. Elle sera suivie d'autres travaux (études, sondages, colloques).

Où achète-t-on les livres ?

Les lieux d'acquisition des livres se partagent en quatre groupes principaux : les librairies proprement dites (27,2 % des achats), les clubs par correspondance (25,9 %), les grandes surfaces (17,7 %), et les magasins qui font en partie de la librairie (Maison de la presse, papeteries, tabacs : 17,6 %). Cette diversité joue un rôle important dans la démocratisation de la lecture : les nouveaux réseaux de diffusion ont une clientèle plus populaire que les librairies traditionnelles. Les ouvriers représentent plus de 43 % des acheteurs de livres des grandes surfaces, alors qu'ils forment



seulement 23 % de la clientèle des librairies spécialisées. France-Loisirs, qui est le principal organisme de vente par correspondance, comptait, en 1980, 27 % d'ouvriers (6 % de plus qu'en 1976) et 40 % de cadres moyens et d'employés, contre 11 % de cadres supérieurs et professionnels libéraux.

Cette répartition sociale se reflète dans les types de livres achetés : on vend dans les grandes surfaces plutôt des romans policiers ou sentimentaux que des sciences humaines ou de la poésie.

* Ces chiffres proviennent de l'enquête mensuelle de la SOFRES, menée à la demande d'un groupement d'éditeurs auprès de 10 000 foyers, par questionnaire.

Un destin extraordinaire dans l'Argentine tumultueuse des années 20



"Dominique Bona a du souffle et le maîtrise bien."

Ginette Guitard-Auvie / Le Monde

"Un roman plein de charme, qui envoûte vite et durablement le lecteur."

François Nourissier / Le Figaro Magazine

"On redécouvre, avec *Argentina*, que la lecture est un vice bienfaisant puisqu'il abolit l'affreux monde actuel qui nous entoure pour nous entraîner vers un Eldorado qui finit par avoir toutes les apparences de la réalité."

Jean Chalon / Le Figaro

roman

MERCURE DE FRANCE



Handwritten note: "L'actualité politique en 6 D."

● SCIENCES HUMAINES

Lucien Sfez et ses « Leçons sur l'égalité »

Les fortunes et infortunes historiques d'une étrange notion.

Le titre est volontairement austère. Lucien Sfez ne cache pas son jeu. Son livre ne s'adresse pas au grand public mais à ceux — ils sont nombreux — qui aiment à raffiner un concept, à lui enlever sa gangue de stéréotypes, à le remettre en place dans l'histoire, dans les idéologies, à le presser pour qu'il en jaillisse des résonances nouvelles. La notion d'égalité a ainsi servi de point focal à notre auteur, et il faut avouer que la tête tourne à la fin de l'ouvrage, tellement « l'abstrait de quintessence » va loin dans son propos.

Selon les sociétés dans lesquelles l'égalité fait entendre sa voix, se modifie la forme de l'idée. Pour Lucien Sfez, les figures pleines, fortes, se retrouvent dans l'ancienne Grèce ou dans la cité chrétienne idéale.

A Athènes, le premier cercle est celui des citoyens (hoplites, mâles), les égaux (*homoiot*). Un principe d'ordre les lie à leur cité : le *logos*. Une deuxième configuration est celle des artisans et des métis ; une troisième comprend les enfants, les femmes et les esclaves, et une quatrième, les barbares. L'égalité affecte donc un petit nombre de citoyens. Pour les autres, il y a des inégalités de condition.

Pour le christianisme, l'universalité de l'égalité naturelle n'est pensable que sur le plan spirituel. « Elle n'est pas récomptable, au dehors, dans le champ du politique ». Du coup, ce n'est plus entre barbarie et cité que se fait la coupure, mais entre le privé et le public, entre l'esprit et le corps. « La forteresse intérieure hégémonique, traversée par l'éclat de grâce de la nature divine, se définit comme la cité de Dieu (saint Augustin) ». Au-dessus des inégalités de société,

la véritable nature de l'homme — qu'il a perdue par la faute originelle — est l'égalité devant son créateur.

Après ces « figures pleines » de l'égalité, Lucien Sfez explore des figures mixtes, qu'il appelle « représentées ». Elles tendent à établir un passage entre l'intime et le socio-politique, le logos et la foi. Descartes ne met pas en cause la *summa divisio* corps-âme, mais la foi n'est qu'une catégorie de *cogito* et non un principe séparé. « Inversion capitale : l'égalité qui est en nous par la raison ne peut être trompée. Elle suppose que Dieu aussi soit raisonnable. »

Peu à peu, la lumière de la raison prendra le pas sur les initiations contemplatives. Les deux courants opposés du siècle des Lumières (Montesquieu et Diderot ; Rousseau) ont pour point commun de rendre la notion d'égalité plus complexe, plus abstraite. Si les hommes

sont égaux à l'origine, c'est la société qui pour leur bien (Montesquieu) ou pour leur mal (Diderot) distribue ses rôles et des places. Mais la société peut être réformée. Pour Rousseau, l'homme naît inégal (la force, l'ingéniosité, l'esprit ne sont pas également partagés) mais le sentiment de la liberté est originel.

Persone n'y croit, tout le monde la veut

Avec l'ère moderne, l'égalité change encore de visage, bien que l'on reconnaisse sous leur nouveau déguisement les anciennes résonances. L'« effet-Lumières » se marque par l'apparition de deux courants séparés : le premier (Hegel et Marx) « historicise et finalise un système universel. C'est une théologie de remplacement ». L'autre, situé sur le versant d'une technologie non finaliste, est celui de Darwin.

Lucien Sfez aime passer la notion d'égalité à trois cribles : ceux de l'identité, de la mutabilité et de la liaison avec d'autres

notions. Pour le marxisme, l'aliénation (envers de l'égalité) permet une « visée identitaire » : le corps prolétarien s'érige en classe. La mutabilité est certaine, parce que l'aliénation peut s'étendre à d'autres groupes (femmes, malades, enfants, immigrés), mais la « liaison » fait défaut, le rapport culture-nature étant trop indéfini.

Etrange notion, finalement, que celle d'égalité. Déniée par l'histoire naturelle, elle revient sous forme de symbole et de droit égal... à la différence. Persone n'y croit, tout le monde la veut. Le mérite de Lucien Sfez, malgré les obstacles dus à un style parfois codé, à une langue où l'ellipse est reine, notamment dans le dernier chapitre, est d'avoir fait jaillir du terreau de l'égalité des arbres aux très riches ramifications. Le tout est de bien repérer la ligne de fuite.

PIERRE DROUIN.

★ LEÇONS SUR L'ÉGALITÉ, de Lucien Sfez. Fondation nationale des sciences politiques (27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris), 304 p., 98 F.

Devenez votre meilleur ennemi...

Dans Faites vous-même votre malheur, Paul Watzlawick prend le contre-pied d'Emile Coué et réconcilie Freud, Jung et Bernard Shaw.

L'IMMORTEL Emile Coué (1857-1925), pharmacien à Nancy et fondateur de la méthode Coué, incitait ses patients à prononcer à haute et intelligible voix : « Tous les matins, à tous points de vue, je vais de mieux en mieux. » Ce brave homme, dont le génie de la simplification demeure inégalé, aimait l'humanité et voulait son bonheur. Il n'a recueilli que sarcasmes et moqueries.

Paul Watzlawick, psychanalyste jungien revu et corrigé par l'école de Palo-Alto, ne risque pas de connaître les déboires post-mortem de l'illustre pharmacien nancéen. Il a en effet compris que l'appétit de catastrophes chez les humains est insatiable et qu'il se devait d'apporter sa modeste contribution aux exercices de masochisme psychique et moral que nous ne pratiquons pas

toujours avec suffisamment de méthode et, par conséquent, d'efficacité.

Sous forme d'un petit livre, *Faites vous-même votre malheur*, parsemé de judicieux conseils pratiques, de sentences bien choisies et d'anecdotes piquantes, ce professionnel du désastre nous invite à dépasser le stade de l'amateurisme : « Être malheureux est certes à la portée du premier venu. Mais se rendre malheureux, faire soi-même son propre malheur sont des techniques qu'il faut apprendre : à cet apprentissage-là, quelques coups du destin ne suffisent pas. »

Freud aimait citer le mot de Goethe : « Rien n'est plus difficile à supporter qu'une série de beaux jours. » C'est également l'avis de Paul Watzlawick, qui inquiète fort les sociétés de sécurité, de solidarité et d'assistance dont les gouvernants rêvent pour les citoyens — et ces derniers pour eux-mêmes. Plus les risques diminuent, plus l'angoisse monte. On peut certes la combattre à coups de neuroleptiques, mais on peut aussi — pour tromper son ennui — jouer au jeu que nous propose Watzlawick : comment s'y prendre pour faire de soi-même son pire ennemi ?

Il convient en premier lieu de retourner le principe cher à Coué : « Tous les matins, à tous

points de vue, je vais de plus en plus mal. » Toute idée, pour peu qu'on s'y accroche avec une conviction suffisante, finit par produire sa propre réalité. En s'autosuggestionnant patiemment, peut-être parviendrons-nous à la brillante performance de Mike Marin, célèbre dans les pays anglo-saxons pour avoir été victime de quatre-vingt-trois agressions au cours des cinq dernières années. Comme il n'est ni bijoutier, ni prêteur sur gages et qu'il a été attaqué, de jour comme de nuit, aussi bien par des femmes et des hommes, la police n'a pu que balbutier une bien piètre explication : « Il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment. » Grâce à Paul Watzlawick, vous apprendrez à devenir un Mike Marin, à savoir comment vous trouver toujours au mauvais endroit au mauvais moment.

Une catégorie de lecteurs, une seule, sera dispensée de lire *Faites vous-même votre malheur*. C'est celle qui a déjà sondé la vertigineuse profondeur de ce bon mot de Marx (Groucho, bien sûr) : « Il ne saurait être question pour moi d'appartenir à un club qui aurait l'idée de m'accepter comme membre. » Pour les autres, que leur aveugle mesquinerie conduit à ne connaître de conflits qu'avec leur entourage immédiat, la lecture de Watzlawick se révélera infiniment salutaire.

ROLAND JAGGARD.

★ FAITES VOUS-MÊME VOTRE MALHEUR, de Paul Watzlawick, Seuil, 118 p., 55 F.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

Le « guide de la forme » du moyen âge



en 294 miniatures

Exacte reproduction, au format de l'original, d'un manuscrit du XV^e siècle. Le Tacuinum Sanitatis, manuel de la santé du Moyen Âge, est illustré de 294 miniatures (4 par page) dont 125 sont enluminées et rehaussées d'or.

La reliure, en basane pleine peau, dos à nerfs, porte sur ses plats, gravées à l'or fin (22 carats), les armes du Prince Eugène de Savoie (1663-1736) qui dévint ce Tacuinum Sanitatis.

Vous pourrez d'un seul coup d'œil, grâce au volume de commentaire, découvrir la description des miniatures, la transcription latine et sa traduction pour la première fois en français.

Edition limitée et numérotée au prix de 2 250 francs aux Editions Seefeld, 7, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

VOYET DE PRÉFAIRE

JEAN BERNARD

de l'Académie française

l'enfant le sang et l'espoir

BUCHET/CHASTEL

Balland

D'innombrables anecdotes plus amusantes, plus passionnantes les unes que les autres.

JEAN D'ORMESSON

PIERRE ASSOULINE
GASTON GALLIMARD

Un demi siècle d'édition française



L'auteur est parvenu à évoquer le milieu littéraire... avec une ironie tranquille... Tout un moment de la vie intellectuelle française.

FRANÇOIS NOURISSIER

504 pages, 98 F

• LETTRES ÉTRANGÈRES

Adonis, l'exilé universel

Restée longtemps ignorée faute de traductions, l'œuvre d'Adonis, poète arabe d'origine syrienne, commence à trouver en France la place qu'elle mérite.

Il vient de séjourner un mois à Paris, à l'occasion d'une décade de traduction, organisée par le Centre littéraire de Royanmont, et d'un « Hommage à Adonis », lors de quatre soirées à la Maison de la poésie.

En outre, deux nouveaux recueils de ses poèmes (en édition bilingue) viennent de paraître chez un jeune éditeur : *Nulle part*. André Velter a rencontré cet écrivain qui veut être un exilé universel.

« Je suis né en 1930, raconte Adonis, dans un village très pauvre, très isolé, qui s'appelle Kassabine, près de Lattaquié, en Syrie. C'est un endroit dénué mais riche de lumière, puisque situé à 7 kilomètres de la côte méditerranéenne. Toutefois, si dans la perception des êtres et des éléments, je reste le petit paysan de Kassabine - je veux dire, si mon lien direct avec la chair des choses reste d'essence paysanne - la terre ne se réduit pas pour moi au territoire de l'enfance. Je donne à la terre une dimension presque métaphysique : elle est à la fois le royaume ultime de l'homme et son premier espace.

Comment un jeune paysan qui se nomme Ali Ahmad Sakd Esber choisit-il de s'appeler Adonis ?

Bien qu'appartenant viscéralement à cette terre que nous venons d'évoquer, je me sentais également porteur d'une infinité de noms. Le hasard qui me fit prendre celui d'Adonis excède en partie les explications : celles-ci paraissent toujours partielles. C'était en 1947, j'écrivais de petits essais et des poèmes que j'envoyais aux journaux, signés de mon nom de famille. Je n'obtins ni publication ni réponse.

Un jour, dans un magazine, en lisant la légende d'Adonis et du sanglier qui l'avait tué, je me suis identifié à ce personnage qui symbolisait l'amour et qu'une force brutale détruisait. Alors j'ai posté, sous le pseudonyme

d'Adonis, un poème précédemment refusé. Le journal l'a imprimé immédiatement. Même résultat avec un deuxième texte, puis, au troisième, une place en première page avec un avis de la rédaction : « Prière à M. Adonis de se présenter au siège du journal ! ». Je suis arrivé là-bas avec mes habits de paysan, et personne ne voulait me reconnaître. Ils n'imaginaient sûrement pas Adonis sous les traits d'un adolescent timide... Depuis, ce nom qui m'a porté chance est devenu mon nom réel, et, aujourd'hui, même ma mère m'appelle Adonis.

An-dé-là du choix un peu fortuit et provocateur du nom, ne s'agit-il pas d'une prise de souveraineté, de l'affirmation de la liberté du poète ?

En changeant un nom très musulman - Ali - pour un nom sans rapport avec l'islam - Adonis, - j'assumais et je revendiquais un passage vers l'universel. En signant ainsi, je sortais d'une tradition figée, j'accédais à une liberté plus vaste. Par là, je pouvais inscrire la tradition arabe elle-même dans le mouvement de la culture universelle. Par le seul choix du nom, je transformais un peu le statut du poète sur la terre arabe.

Le poète est celui qui crée et qui naît en mourant. Il revivifie la parole. Une légende veut que le sang d'Adonis revienne tous les ans irriguer les eaux d'une rivière qui coule près de Beyrouth. Et, en effet, au printemps, la rivière d'Adonis prend une couleur rouge, comme sont rouges les

fleurs d'Adonis, les coquelicots que l'on offre le jour des noces. L'amour, la mort, la renaissance, composent le visage du dieu auquel je me suis, avec une certaine inconscience, identifié.

« Être moderne, c'est penser à nouveau son propre héritage... »

Après avoir changé de nom, vous changez de nationalité. Pourquoi avoir choisi d'être libanais ?

Je crois que la terre du Liban est, aujourd'hui encore, le lieu où l'on peut le mieux réaliser et vivre l'aspiration à l'universalité. Il y a place au Liban, et il doit toujours y avoir place, pour les différences ethniques, culturelles, religieuses. Grâce à cela, c'est un lieu universel.

Même au plus fort des bombardements sur Beyrouth, vous êtes resté dans la ville. Qu'y avait-il d'essentiel dans cet exil que vous vouliez sauver ?

Je suis resté en communion avec la terre, avec tous ceux qui voulaient sauvegarder ce lien charnel. J'étais prêt à accepter la mort, parce que, dans ces moments-là, il ne faut pas privilégier la vie à tout prix. Et puis, je n'ai pas voulu fuir la souffrance des autres.

Dans votre voix se rencontrent et se mêlent de nombreux échos. On dirait qu'elle est la résonance de plusieurs héritages ?

Oui, notamment de l'héritage pré-islamique, sumérien, phénicien, babylonien, et aussi des cultures qui étaient en relation avec celles-là, au premier rang desquelles se trouve la culture grecque. Je revendique tout l'héritage méditerranéen et, au-delà, je fais partie intégrante de la culture universelle, d'Oci-

dent en Orient. Je ne me connais comme spécificité que ma langue et ma subjectivité. Mais par elles, j'entends m'ouvrir à l'universel.

« Je brûle mon héritage », avez-vous écrit. De quel héritage s'agissait-il ?

De l'héritage qui impose une lecture figée de la tradition, surtout dans ses aspects religieux, politiques, institutionnels.

Constamment, vous vous êtes posé le problème de la modernité. Quel fut l'effet de la lecture de Baudelaire, Hölderlin, Rimbaud, Rilke, sur le mouvement de la création poétique arabe ?

Être moderne, c'est accepter de dialoguer avec l'autre. Dans le monde arabe, la modernité se révèle chez les poètes qui ont su refuser le carcan de leur propre tradition et qui n'ont pas craint de se mettre à l'écoute d'autres cultures. Être moderne, c'est penser à nouveau son propre héritage et s'ouvrir d'un même mouvement aux autres, en dehors de toute imitation ou perte d'authenticité.

Avec *Mawakif* (Prise de position), la revue que vous avez fondée en 1968 et qui est devenue la publication-phare du Moyen-Orient, quel but poursuiviez-vous, et quels acquis défendez-vous ?

Mawakif a été, et demeure, le lieu où nous avons repensé notre héritage. Le lieu à partir duquel une autre vision du monde s'ébauche. Cette revue est devenue un carrefour. Depuis 1968, les textes arabes les plus libres ont paru dans *Mawakif*. Indépendante de tous les régimes, de toutes les institutions et de la culture dominante, la revue est à peu près la seule à tenir ce rôle dans le monde arabe.



Dessin de MELMIV.

Populaire auprès des lecteurs arabes, vous ne semblez pas en odeur de sainteté auprès des gouvernants, pourquoi ?

Je suis peu apprécié des gouvernements, mais bien accueilli par la jeune génération des poètes, des écrivains, des étudiants. Je suis un facteur de division : certains me contestent violemment, d'autres m'admirent. C'est très bien ainsi. Il y a des gens dont la louange me blesserait. Je suis fier de ne jamais être officiellement l'invité d'un gouvernement arabe.

« Je n'ai aucune confiance en l'histoire »

Vos prises de position dépassent toujours largement les enjeux de l'actualité. Comment traitez-vous, ou maltraitez-vous, l'histoire ?

Au fond, je n'ai aucune confiance en l'histoire. Celle-ci n'est qu'une série de mensonges. Du passé, je retiens surtout le mouvement de la création artistique, mais, dans notre société, même cela s'est trouvé refoulé. L'histoire n'est jamais que le catalogue des différentes oppressions. Je me tiens du côté de la souffrance des hommes. Mon histoire se voit sans cesse à la remise en question de l'histoire.

N'êtes-vous pas le seul à oser interroger sans tabou - dans *Ismaël* notamment - les blessures de la conscience arabe ?

C'est trop dire que je suis seul ; je suis peut-être le plus radical. Avant *Ismaël*, qui est un long poème, j'avais déjà développé des interrogations semblables dans des essais regroupés sous le titre *Le Mobile et l'Immobile* (1975). Depuis lors, tous les livres qui traitent de la culture arabe font écho à mes investigations iconoclastes. En réalité, je suis avant tout un questionneur, et je rejoins Saint-John Perse quand il dit que « c'est assez pour le poète d'être la mauvaise conscience de son temps ».

Lecteur attentif et passionné des poètes de la modernité occidentale, vous avez nourri pour une part votre poésie de ces apports lointains. Vous êtes cependant très hostile aux agressions techniques de l'Occident américain ou soviétique qui semblent submerger le Proche-Orient.

Les Arabes n'ont pas créé ce modèle de la société de consommation, il est plaqué sur leurs vies. Chez nous, la technologie importée a déformé la relation de l'homme avec la terre et de l'homme avec l'homme. Le monde industriel nous impose l'émergence d'un désert infernal qui est à l'opposé du désert régénérateur que j'aime.

Quelle peut être la nécessité de la parole poétique dans un monde à l'agonie ?

La parole poétique recrée la plus grande urgence parce qu'en elle se régénère le goût de la vie essentielle et première : elle aide à mieux maîtriser cet enfer, mais je ne pense pas qu'elle suffise à en triompher.

Il me semble pourtant que la poésie sera de plus en plus nécessaire à l'homme. En ce crépuscule du monde, elle seule peut nous donner la force quasi extatique de dire adieu à une telle agonie.

Propos recueillis par ANDRÉ VELTER.

SÉVERINE AUFFRET



Nous, Clytemnestre

des femmes 1984

Créer son identité en créant son écriture

FRÈRE poétique d'Adonis, le Damascène Mihyar de son premier recueil est un errant, l'habitant d'une terre à la fois nourricière et promise à maintes métamorphoses, dont les déserts et les villes ressemblent étrangement à ceux du Proche-Orient, en un présent quasi intemporel, fait de splendeurs et de misères, de rutilances et de poussières. D'ailleurs, en filigrane, on voit apparaître sans cesse la silhouette du poète, ce « charmeur de poussière », cet errant dont la patrie, toujours inachevée, a pour nom « Incertitude », qui refuse les racines imposées, les dévotions arbitraires et devient donc un « semeur de doute », un « chevalier d'étranges paroles », un « habitant de l'horizon » vi-

vant « dans le sein d'un soleil à venir ».

Ses armes ? L'herbe, le refus, les pas sans cesse improvisés, recommencés, qui fondent, dans la poussière du présent, la seule patrie véritable du poète. Cette patrie, elle est cette terre et ce domaine invisibles - mais combien plus intenses et durables que les véritables patries, - qu'on découvre sur les visages, dans les yeux, sur les lèvres de tous ceux qui vivent et meurent entre l'espoir et la poussière.

L'imam caché au cœur des tragédies du Liban

D'ailleurs, pour Adonis, le mot « identité » lui-même, ce mot rabâché revendiqué et galvaudé aujourd'hui, est suspect car il devient prétexte à tous les chauvinismes et à tous les fanatismes. Ce mot lui-même, le poète en retourne littéralement le sens pour le vider de ses prétentions ethniques ou historiques, et le jeter ainsi face au futur, comme un défi ou une offrande. « L'identité, selon Adonis, n'est pas seulement ce qui a été donné ou dit, mais ce qui n'a pas encore été donné ou dit. » C'est pourquoi, « comme la création, elle paraît toujours projetée vers l'avant, provenir du futur ». Sentir son identité devant soi et non derrière soi, en un futur nécessaire mais imprévisible, voilà une parole neuve, une aventure salutaire, venant d'un homme qui sait que tout véritable poète « crée son identité en créant son écriture ». Mihyar/Adonis est, comme tout errant inspiré, un prophète. Mais le prophète d'une Bible ou d'un Coran à inventer.

Ismaël, paru tout récemment, est certainement l'un des textes les plus forts, les plus dramatiques aussi, du poète. Cette référence précise à l'histoire ancienne - mais toujours présente - de l'islam à travers *Ismaël*, l'imam caché, qui doit réparer un jour en Messie pour faire régner la justice sur terre, dit à la fois l'intensité et la vanité de l'espoir dans les temps présents. Écrit récemment, au cœur des horreurs et des tragédies du Liban, ce texte porte inscrit en lui une blessure native que ravivent l'actualité et la magnificence des images.

Plus que jamais le poète se sent, dans ce texte, l'apatride de la vérité, sur un sol où la seule fraternité visible est celle de ces « rues pavées d'enfants égorgés - nation fière d'un trône d'os », où le cynisme des nations fait de chaque Etat « un fauve sans tête qui se couronne Dieu et étend son ombre en guise de patrie ». Le poète semble errer au milieu des ruines du langage - dans la

cité des langues coupées et éra-sées ». Heureusement, par une sorte de bonheur nécessaire, surgit de temps à autre une image reconfortante, les retrouvailles d'Adonis avec la jeunesse des choses. Adonis, qui se dit à si juste titre « l'élagueur de cette ère » et qui appartient au pays or et sang des icônes du temps présent. Icônes, où l'on aperçoit « le visage de Dieu dans les eaux de l'alphabet ». Et où le poète se repère familièrement, comme si, dit-il lui-même, « je conduisais un troupeau de palmiers à la source ».

JACQUES LACARRIÈRE.
* LE LIVRE DE LA MIGRATION, traduction de Martine Faydeau, L'Arche, 1982. (Voir « le Monde des livres » du 7 mai 1982.)
* CHANTS DE MIHYAR LE DAMASCÈNE, traduction d'Anne Wade Minkowski, Sindbad, 1983.
* LES RÉSONANCES, LES ORIGINES, et ISMAËL, traduits de l'arabe par Clavik Abdelnour et Serge Sautreau, Nulle part (édition bilingue), 144 p. et 64 p., 90 F et 60 F.

Patrie

« Devant les visages qui se dessèchent sous le masque du chagrin je m'incline
Devant les routes sur lesquelles j'ai oublié mes larmes devant un père qui est mort, vert comme le nuage le visage sous la voile d'un navire je m'incline
Devant l'enfant vendu pour priver et pour cirer les souliers (dans notre pays, tous nous prions et cirons les souliers) devant une pierre sur laquelle avec ma main j'ai gravé qu'elle est plus ruisselante sous mes paupières et éclairée
devant une maison dont j'ai emporté la poussière dans mon bagage
je m'incline - tout cela est ma patrie pas Damas. »

(Extrait des « Chants de Mihyar le Damascène ».)

MARIE-CLAIRE BANCQUART

ANATOLE FRANCE

UN SCEPTIQUE PASSIONNÉ

« Travail d'érudition mais aussi un livre engagé sur un homme qui, de son vivant, fut admiré autant que dénigré. »

Geneviève Brisac / Le Monde

« Point de grande ni de petite histoire, mais un beau fleuve nourri d'informations sur la France de 1844 à 1924. »

Emmanuelle Klausner / La Croix

CALMANN-LÉVY



CHAP. III de 1.520

Le Monde des livres

● LE FEUILLETON

Tome III de « la Pléiade », essais de Jörg Amann et Joachim Unseld

Kafka, champion de jeûne

Par Bertrand POIROT-DELPECH

L'ATERMOIEMENT qui marque sa vie et ses amours, Kafka le manifeste aussi dans ses publications. Veut-il ou non se voir édité ? Avant 1912, c'est plutôt non. Après Verdict, il y consent. Entre 1914 et 1917, la période du *Procès*, il se bat pour paraître. Chaque texte repose la lancinante question, jusqu'au-delà de la mort. La dernière volonté de Kafka qu'on brûlât tous ses papiers, l'ami Max Brod devait-il l'observer ou y contrevenir, comme on sait qu'il fit, grâce à Dieu ?

Quand les publications d'un écrivain soulèvent tant de difficultés, aussi symptomatiques de son angoisse profonde, leur histoire devient un élément de biographie méritant d'être traité à part. C'est ce qu'a estimé Joachim Unseld en racontant, dans *Franz Kafka, une vie d'écrivain*, bibliographie complète à l'appui, les péripéties et le drame intérieur de chaque parution. Outil de travail pour les spécialistes, cet ouvrage apporte une pièce de plus au dossier jamais clos du malade kafkaïen.

EN même temps, ou plutôt avec quelques semaines d'écart puisque l'essai d'Unseld ne sera disponible en librairie qu'au début de janvier prochain, « la Pléiade » met en vente le troisième tome des *Œuvres complètes*, où sont précisément réunis les textes non romanesques, dont la publication a posé le plus de problèmes aux survivants. Il s'agit des *Journal* de Kafka de 1909 à 1923, et des *Lettres* de 1900 à 1924 à la famille et aux amis, à l'exclusion de la correspondance avec Felice et Milena et de la fameuse lettre de 1919 à son père, renvoyées au dernier volume, en préparation.

Domage que l'expression « se lire comme un roman » ait été galvaudée ! Si un roman consiste à suggérer insensiblement la loi secrète et indéchiffrable de certains êtres, le *Journal* de Kafka répond, jour après jour, à cette définition. Rien ne ressemble à une énigme policière comme la névrose, on le sait depuis *Œdipe*. Avec le mélange de transparence et d'opacité des grands malades, Kafka dévoile et dérobe à la fois les chaînes d'obsessions qui l'entraînent.

La mise en accusation des proches est caractéristique de ce double mouvement. Le 5 août 1917, Franz note que son père

parlait de la « déchirer comme un poisson » — d'où tant de thèses hâtives sur l'oppression paternelle ; mais, à quelques jours de là, le même admet qu'on ne l'a jamais battu, que ces menaces n'avaient pas de sens, qu'elles se sont accomplies indépendamment de son père... et de lui-même.

Dès l'origine, le conflit qui se noue entre le monde et lui apparaît insoluble, et ressentit jusqu'au fond du corps. La peur de la nuit entraîne à l'instant la peur du jour. Seul répit à sa douleur : s'y pelotonner, y consentir, appeler de ses vœux la force aveugle dont il sait, d'évidence, qu'elle le broiera.

LES essais sur ce mécanisme psychologique se comptent par dizaines. Celui que publie ces jours-ci Flammarion, signé de Jörg Amann, accompagne à point nommé la relecture des *Journal* et complète les grands classiques de Canetti et Marthe Robert.

Par commodité, on parle de la propension de certains écrivains à traiter de soi. C'est mal rendre compte de ce que, chez Kafka, maladie et écriture ne font qu'un, se nourrissent l'une de l'autre, se guérissent l'une de l'autre. Dès le 6 août 1914, Kafka note : « Le talent que j'ai pour décrire ma vie intérieure a fait tomber tout le reste dans l'accessoire ; rien d'autre ne pourra jamais me satisfaire. » Il fait partie du cercle, cher à Dostoïevski, des gens que mine une souffrance aussi incurable qu'indécise.

On ne s'habitue pas à la douleur ; surtout lorsqu'elle se répète à l'identique. « Ce qui est affreux, c'est que ma plaie est toujours la même », observe Kafka en septembre 1917, lors de ses troisième fiançailles manquées. Et la flèche qui le blesse au même endroit, ce n'est pas le père ni un dieu sadique qui la décoche ; il sait que c'est lui-même, à chaque fois, incapable de s'en empêcher. Son désir des êtres se change en angoisse sitôt qu'il menace, ou : menace, d'être exécuté. C'est particulièrement net dans les sept cents pages de démentis avec Felice, combat simulé avec soi-même.

Parmi les vertiges que donnent les écrits intimes de Kafka : celui de constater que la connaissance des névroses qui l'éloignent du réel et le condamnent au malheur ne suffit pas à lui donner la force de le rejeter. Kafka suggère parfaitement cette aliénation rebelle à toute auto-analyse et à ses formes somatiques, lorsqu'il écrit, à propos de sa tuberculose : « Impression que mon cerveau et mes poumons ont conclu un pacte à mon insu. » Et peut-être effleure-t-il au plus près la vérité masquée

par le « complexe » du père quand il fait à Brod cette confidence à laquelle auraient pu souscrire Proust et Barthes : « Je suis avec la tuberculose dans le même rapport qu'un enfant avec les jupes de sa mère auxquelles il s'accroche... »

AUTRE « fatalité » d'apparence inexorable : l'absence d'alternative ou de rémission à l'effroi fondamental de la névrose. Que la peur cède, et l'indifférence prend sa place. C'est l'une ou l'autre. Par décision d'En-Haut, dirait-on. Rappelons-nous cette phrase effrayante à Felice, le 30 août 1913 : « Une peur d'être heureux, une volupté et un ordre de me torturer pour un but supérieur. »

Kafka ne peut vivre ni avec Felice ni sans, ni avec ni sans le monde lui-même, que le femme ne fait que figurer. Tel est le sens de la sentence rendue à l'*Askanišer Hof* et reprise au seuil du *Procès*. « Seul, comme Franz Kafka », répétons-nous. La formule signifie bien plus que le célibat et l'enfermement. Kafka n'a pas seulement peur de s'unir corps et âme. Il a horreur de « tout ce qui, impudiquement, vit ». Une horreur dont il ne percera jamais les règles internes, dont il ne perçoit que la main qu'elle pose sur sa gorge. Pourquoi lui et pas les autres ? Serait-il coupable d'attirer « l'attention des dieux » ? Désire-t-il quelque chose « de plus grand » que tout ce qui provoque son angoisse ?

Ce qui déconcerte et accable le plus, dans les folies ordinaires, c'est l'énergie fabuleuse qu'elles déploient en pure perte. Chez Kafka se profile, à défaut de métaphysique, une morale de la connaissance par le malheur. C'est parce qu'il devient, face à toute vie, un « champion de jeûne », comme il titra un de ses derniers récits contemporains du *Château* (1922), que Kafka pressent certaines lois de l'existence. C'est à la condition de l'utiliser contre soi, comme il l'a fait ; qu'il semble « autorisé » à dérober ce savoir-là. « Autorisé » : voilà que sa terreur nous gagne ! Mais aussi une sorte de gratitude stupéfaite : Kafka, homme et œuvre, renouvelle le mythe grec ; à la fois Prométhée, rocher et vautour acharné à fouiller son propre foie.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES DE FRANZ KAFKA**, tome III de « la Pléiade », *Journal* et *Lettres*, traduits par Marthe Robert, Claude David et Jean-Pierre Daudé, notices et notes par Claude David. Gallimard, 1966 p., 310 F.

★ **FRANZ KAFKA, UNE VIE D'ÉCRIVAIN**, de Joachim Unseld, traduit de l'allemand par Eliane Kaufholz. Gallimard, 346 p., 112 F.

★ **FRANZ KAFKA, UNE ÉTUDE SUR L'ARTISTE**, de Jörg Amann, traduit de l'allemand par Guy Ballangé. Flammarion, 164 p., 70 F.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Les volcans de Malcolm Lowry

Le mystère des flammes et celui de la vie.

« **L** E désir d'écrire est une maladie », notait Malcolm Lowry dans *Ultramarine*, son premier roman, que publia l'éditeur londonien Jonathan Cape en 1933. Lowry avait alors vingt-quatre ans. Deux écrivains l'impressionnaient particulièrement : l'Américain Conrad Aiken, auteur notamment de *Blue Voyage* (1927), et le Norvégien Nordhal Grieg dont il avait lu le recueil de poèmes intitulé *Skjæpet gar videre* (Le Navire poursuit sa route).

Ce qui l'intéressa avant tout dans la démarche de ces deux créateurs, c'est leur approche du monde maritime. Lowry a déjà répondu à l'appel du large. A dix-huit ans, il s'est embarqué comme steward sur un navire en partance pour l'Extrême-Orient. En 1930, il s'est fait embaucher comme chauffeur à bord d'un cargo norvégien pour aller rendre visite à Grieg. Ces voyages lui fournirent une ample matière qu'il utilisera dans *Ultramarine*, roman que réédite Denoël en même temps que *En route vers l'île de Gabriola*, récit publié après la mort de Lowry.

Ultramarine, c'est l'œuvre de jeunesse type. Le romancier s'y met en scène sous les traits de Dana Hilliot, « matelot sans spécialité ». Issu d'un milieu bourgeois, le moussaillon a du mal à se faire accepter par le reste de l'équipage. De fait, Dana Hilliot

passera le plus clair de son temps à essayer de se faire admettre dans le cercle des loups de mer. Peine perdue. Les codes du monde ne disparaissent pas sur l'océan. Pour le reste, comme l'écrit le traducteur Jean-Roger Carroy dans une postface à l'ouvrage, « il n'arrive rien ». *Ultramarine* n'est pas un roman d'aventures. Ou si aventure il y a, disons qu'elle se trouve dans l'écriture, ses jaillissements, ses sursauts.

« Quoi de plus irréaliste qu'un roman ? »

Le Lowry que nous lisons ici, même s'il n'en a pas encore la maturité, est déjà celui d'*Au-dessous du volcan*. L'écrivain n'a jamais pénétré qu'une seule matière : celle de sa vie. A elle seule, c'est un roman qui navigue entre les brumes de la mer et de l'alcool. Pourtant, on ne saurait dire que Malcolm Lowry a fait œuvre de biographe. « Quoi de plus irréaliste qu'un roman », écrit-il dans *En route vers l'île de Gabriola*. Ce qui l'intéresse, c'est le point de passage entre ce qu'il vit et ce qu'il pourrait écrire.

Contrairement à nombre de ses prédécesseurs, Lowry ne prétend pas représenter le monde dans sa totalité : il choisit, délibérément, d'en donner une image subjective. Le portrait qu'il brosse de son héros, le mousse Hilliot,

jeune homme écartelé, disloqué, n'en prend que davantage de relief. Ses échecs successifs ne lui sont d'aucune aide. Son unique point de mire, de fuite, c'est ce navire qu'il voit croiser au large à plusieurs reprises. Une image lointaine, une image de sa vie qui lui échappe.

Ultramarine est un roman intéressant à plus d'un titre. On y voit d'abord le jeune Lowry rendre hommage à ses aînés : Aiken, Grieg (auquel il écrit par la suite : « La majeure partie de *Ultramarine* n'est que paraphrase, plagiat ou pastiche de votre œuvre (1), mais aussi Melville (celui de *Redburn* et de *Billy Budd*) et Conrad. A ce dernier, Lowry lance d'ailleurs un clin d'œil plus qu' appuyé. On se souvient qu'au début de *Lord Jim*, le héros assiste avec dépit au sauvetage d'un équipage de marins pris dans la tempête. Jim voit ainsi, écrit Conrad, « sa généreuse vocation pour les situations périlleuses contrariées ».

Dans *Ultramarine*, on retrouve une scène dont l'enjeu est semblable. Désireux de prouver son courage, Dana Hilliot annonce qu'il va plonger dans les eaux du

port infestées de requins pour ramener à bord du navire l'oiseau mascotte des marins qui risque d'être englouti par les flots. Hilliot cependant finira par renoncer à son projet. Comme Jim, il apprend que ni la vanité ni la volonté ne sauraient gouverner cette absurde entité qu'est l'aure.

Une œuvre posthume

Bien qu'il ait été publié plusieurs années après la mort de Lowry, avec ce que cela peut laisser supposer d'inachèvement, *En route vers l'île de Gabriola* apparaît comme un roman maîtrisé. L'auteur y conte les péripéties d'Ethan et de Jacqueline qui, après l'incendie de leur maison, se mettent en quête d'un nouveau toit. Une fois de plus, le fil de la narration est transparent. L'incendie dont il est question ici ne doit rien à l'imaginaire du romancier : c'est celui-là même qui détruisit son domicile de Dollarton, près de Vancouver. Dans les décombres, les cendres du manuscrit d'*Au-dessous du volcan*...

Pour Ethan, ce feu semble

« un châtiment », l'émanation « intangible d'une damnation ». Autour de lui et de Jacqueline, le monde lui aussi « brûlait toujours (...) bien qu'en principe régnât maintenant la paix ». Le mystère des flammes rejoint de cette façon celui de la vie pour laquelle les deux personnages nourrissent une passion qu'ils disent sans bornes. « La vie n'est-elle pas merveilleuse ? », demande ironiquement Ethan. Et d'avaler au passage force verres d'alcool.

Au-delà de l'aspect anecdotique, ce qui rend ce roman fascinant, c'est la façon dont Lowry tente de restituer les « courants contradictoires » qui traversent la conscience de son héros. Ici, encore, on pourrait dire qu'« il ne se passe rien ». A l'univers clos du navire d'*Ultramarine*, Lowry a substitué un monde intérieur. Des slogans publicitaires, des coupures de journaux, le récit d'une exécution capitale, apparaissent comme autant d'élements qui traduisent l'absurde, l'indécible, en somme tout ce bruit dont les éclats masquent la plus insupportable des contradictions des personnages de cet univers : leur profonde solitude au milieu « de la foule déchaine ».

On ne saurait lire *Ultramarine* ni *En route vers l'île de Gabriola* sans avoir pris connaissance d'*Au-dessous du volcan* : les références qui lient ces trois récits sont trop implicites pour que l'on puisse réellement goûter à l'un en ignorant les autres.

Actuellement, il existe du *Volcan* une traduction signée Clarisse Francillon (disponible en collection « Folio »). Maurice Nadeau, l'éditeur de Lowry en France, avait souhaité en publier une nouvelle version réalisée par un autre traducteur. Les détenteurs de droit sur cette œuvre s'y opposent (2), le projet reste pour le moment dans les cartons. En attendant, Maurice Nadeau publie *Trans-Lowry*, livre signé par Jean-Roger Carroy. Il s'agit d'un montage de textes, illustrés par des photographies de Gérard Badoi. Ils évoquent des aspects particuliers de l'œuvre de Lowry. Parmi les contributions, citons celles de Rezvani, de Jean Paris, de Clarisse Francillon et de Viviane Forrester. Une « ode à plusieurs voix » qui vient nous rappeler de quel feu brûlait, et brûle encore, Malcolm Lowry.

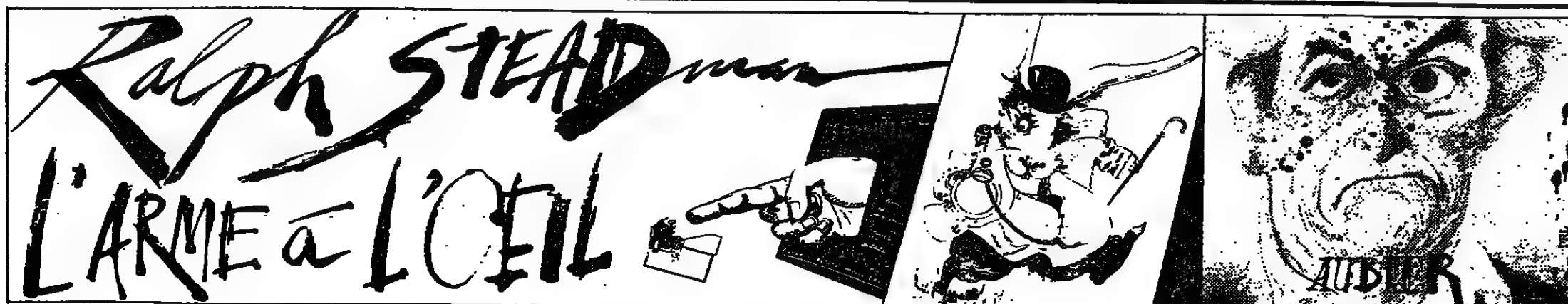
★ **ULTRAMARINE**, de Malcolm Lowry ; traduit de l'anglais par Clarisse Francillon et Jean-Roger Carroy. Denoël, 266 p., 78 F.

★ **EN ROUTE VERS L'ÎLE DE GABRIOLA**, de Malcolm Lowry ; traduit de l'anglais par Clarisse Francillon. Denoël, 372 p., 88 F.

★ **POUR L'AMOUR DE MOURIR**, poèmes de Malcolm Lowry. Ed. de la Différence.

★ **TRANS-LOWRY**, de Jean-Roger Carroy. Lettres Nouvelles-Maurice Nadeau, 96 p., 98 F.

(1) Cf. *Choix de lettres*, de M. Lowry. Denoël, 1968.
(2) Cf. *Le Monde* du 31 août.



Jeune de 150

150 000 000

Le Monde

culture

ROCK

BIG COUNTRY, ELVIS COSTELLO, ELLIOTT MURPHY...

La semaine patchwork

Les concerts de rock ont rarement été aussi abondants à Paris. Le 26 novembre, Elvis Costello se produisait en solo au Cirque d'Hiver. Big Country était à la Mutualité, les Rois fainéants au Forum des Halles, Bill Deraime à l'Eldorado, Elliott Murphy était pour deux soirs consécutifs au Phil-One de la Défense. Et la semaine n'est pas finie...

En 1983, Big Country a connu avec son premier album un succès fulgurant, symptomatique en Grande-Bretagne d'un courant régressif qui puise dans le patrimoine folklorique. Affirmant son appartenance à l'Ecosse, érigant en éditique son identité ethnique, Big Country s'inscrit dans la mouvance d'un rock au lyrisme sévère, dont U2, Simple Minds ou XTC sont les courageux champions. Malheureusement, en prenant le parti de jouer à un volume sonore défiant toute concurrence, mené par Stuart Adamson, le groupe perd sur scène son inspiration et les nuances de ses enregistrements en studio. Ne reste qu'une bouillie d'erreurs mélangées à une batterie mariale, et les guitares qui sonnent comme des cornues, cette particularité, pour originale qu'elle soit sur les disques, n'apparaît plus que comme une ficelle systématique et exploitée... jusqu'à la corde.

Croquis

Elvis Costello a pris le parti inverse, et il n'y a que lui aujourd'hui à oser ce genre de pari: non seulement il se produit seul, mais il le fait six mois après avoir effectué une tournée de formation. Cette soit abso du jour, cette bouillie productive, ont toujours animé sa carrière. Elles sont le moteur essentiel de ce musicien, qui restera, avec Dylan ou Lennon, parmi les cinq auteurs-compositeurs les plus importants du rock.

Le concert du Cirque d'Hiver était bien dans sa manière de touche-à-tout inversé, éprouvant toujours le besoin d'investir d'autres horizons, de s'essayer à des styles différents. S'il n'est pas seul dans ce cas, Costello n'a rien en commun avec les autres, pluralistes qui parcourent les tendances par souci, la plupart du temps, de coller à l'actualité: un peu de rock par ci, beaucoup de funk par là, un zeste de country, un brin de soul, en espérant que tout le monde y trouvera son compte. Costello, lui, joue la carte à fond, s'imprègne et se donne, intègre et pur, changeant du tout au tout d'un disque à l'autre. Cela peut paraître déconcertant, mais, à travers tous les styles qu'il aborde et qu'il exploite, c'est toujours lui qui se retrouve, sa marque et sa forme d'écriture qu'on identifie. Paradoxalement, c'est aussi par l'exigence de ses choix qu'il fidélise son audience.

L'entendre chanter seul, passant de la guitare acoustique à l'électrique, et du piano au piano électrique, c'était, bien sûr, découvrir ses chansons sous un autre jour. On avait là une étude illustrée de sa création, comme les croquis préparatoires d'un tableau. Dépouillés, à l'état brut, ces croquis ont une existence incroyablement profonde et autonome. Pourtant adaptés pour ses arrangements scéniques, c'est avec

la voix que Costello dessine les trames mélodiques de ses chansons. Jamais comme lui on a pu juger leur infinie richesse. Avec un rien, il fait des promesses, à la guitare et au piano, rivalisant d'imagination dans les suites d'accords. Sa voix faisait merveille, de vibrato en trémolo, entre murmures et coups d'éclat.

Le personnage est parfois lunatique, mais là, peu à peu, le contact s'est installé. Costello allant jusqu'à échanger des plaisanteries avec l'auditoire et à en rire! Dans le cadre superbe et parfaitement adapté du Cirque d'Hiver, au centre de l'arche, il avait en réserve une multitude de compléments anciens et inédits, plus précis que les uns que les autres. Conscient du caractère exclusif de ces instants de magie, le public ne voulait plus le laisser partir, et Costello lui-même s'est laissé prendre au jeu, ne quittant la scène qu'au bout de deux heures et demie et après six rappels.

Le lendemain, au Palais, si les Comètes ont joué à peine une heure, ça n'était pas faute de rappels devant un public en délire auquel ils n'ont cédé que trois fois (la dernière en se faisant prior pendant dix minutes). Augmenté d'un batteur, le trio a fait un parcours sans faute et expédié sur une musique tonique.

Les Comètes sont sans doute le plus new-yorkais des groupes américains. Hybrides des Beatles et de George Clinton, ils sont imperturbablement sur le qui-vive, qu'ils pétardent ou déboulent. Ce qu'ils proposent sur scène comme sur disque est sans doute ce qu'on peut enten-

dre de plus pointu en matière de funk-rock chez les Blancs.

Avec Elliott Murphy et son groupe, intimiste sans être mou, c'est un autre aspect de New-York, plus posé et culturel, la pulsion noire en moins, la poésie en plus. On a souvent dit qu'il est un enfant de Dylan avec sa voix nasillarde et sa façon de zigzaguer autour de la mélodie, mais la comparaison s'arrête là. Le discours est différent, Fitzgeraldien, avec ses rêves noyés dans l'alcool, ses femmes trop belles pour être honnêtes, ses héros trop conscients pour être sérieux, ses existences en strasse et ses stress existentiels.

Le 28 novembre, Siouxsie and the Banshees étaient au Pavillon Baltard de Nogent-sur-Marne. Rock au vitriol, période punk anglaise recyclée avec une violence sans limite du sinistra, tout cela manque un peu de simplicité dans la volonté de jouer le drame à tout prix. Mais il faut reconnaître que le personnage de Siouxsie, chanteuse-tragédienne, vamp hautaine et mystérieuse, s'impose avec force, même s'il n'a plus le prestige d'hier. Pour terminer la semaine, on pourra fêter au Gibus, pour deux soirs (vendredi 30 novembre et samedi 1^{er} décembre), le retour des Flying Padovents, le groupe anglais du guitariste et compositeur Henri Padovani, fondateur de Police. Enfin, le 1^{er} décembre, Rita Mitsouko et The Smiths partageront l'affiche de la soirée Rock in the Loft au Parc des expositions de la Porte de Versailles.

ALAIN WASS.

Pierre Dux pour Beckett

Un corps fait d'ombres et de contours indécis entre chien et loup, allongé alourdi par le poids d'une robe de chambre. Un homme manipule les élastiques de sa mémoire, pour inventer un personnage allongé sur le dos, dans le noir, à l'échelle d'une voix. Imagination dérisoire. Subterfuge de vieillards.

Compagnie de Samuel Beckett, est composée de mots qui prennent leur temps pour parvenir au fond des choses et pour extraire les souvenirs de l'enfance. De plusieurs où les points semblent être posés comme des liens et non comme des coupures. Mis en scène par Pierre Dux, Pierre Dux a les mains sur les accords d'un fauconnier. Un aphorisme. A part quelques incursions de la tête en rotations de bureau, il ne bouge pas. Son corps est lourd d'abandon et de résignation.

Selon l'intensité de la lumière - lumière d'obscurité dans laquelle nait le passé, lumière qui s'efface sans fin comme se lèvent les pupilles. La solitude écrit dans ses rides, sur son front, sur ses tempes, autour de ses yeux et de sa bouche, une histoire qui ressemble à celle de la mort. Puis Pierre Dux remue les membres. Un regard, un sourire, des parties d'oeil plus douces. Il semble qu'il tienne son cœur pour en chasser un poids trop lourd. Comme la solitude, la vie, son visage, est pudique.

Tout le talent de Pierre Dux, toute son expérience, il les utilise ici pour être l'interprète de Samuel Beckett. Mais cette science, il l'a sert également comme d'un rempart pour dominer l'émotion qu'il porte en lui. Sa voix est celle du comédien mais son visage est celui de l'homme. On ne sait plus où finit le métier de l'un, où commence la vie de l'autre. Sur la scène du petit Rond-Point, Pierre Dux est bouleversant.

C. DE BARONCELLI

* Théâtre du Rond-Point (petite salle), à 20 h 30.

Bergen salle Pleyel

Sympathique apparition, devant une salle Pleyel bien garnie, de l'Orchestre symphonique de Bergen (Norvège), qui vient de faire, pour la première fois, une tournée dans onze villes de notre pays, sous le patronage de l'Association française d'action artistique.

Il a joué l'ouverture *Appassionata* d'un enfant du pays, Harald Saeverud (1897), musique large, généreuse, assez originale, d'un romantisme passionné, qui enchaine dans une construction rhapsodique des épisodes riches en actions glorieuses et des visions idylliques; puis le *Concerto pour piano*, de Grieg, fragment, et surtout, avec, en soliste, une vigoureuse pianiste norvégienne, Eva Kuurhahl, et, enfin, la *Première Symphonie* de Brahms.

C'est un ensemble homogène, ruisselant, avec de belles cordes et quelques excellents solistes, qui obéit au doigt et à l'œil à son chef, Karsten Andersen, autoritaire comme un Kapellmeister germanique, aux interprétations solides, quoique un peu raides parfois.

J. L.

Enthousiasme pour le flamenco

On a entendu les cloaquements des mains derrière le rideau rouge, et déjà les pianos commencent à jouer. Le long de la colonne vertébrale... Au Théâtre de Paris, les Gitans se tiennent en demi-cercle, debout, avec de grands sourires, guitares dans les bras, chaises prêtes à s'envoler, selon la cadence d'une rumba. Deux heures de bonheur pour un public déchaîné.

Des chaises de paille pour les musiciens, des panneaux noirs, qui, éclairés par André Diet, deviennent par instants transparents: le décor est la cathédrale d'une rumba. Les hommes sont en noir, avec des chemises très blanches. Les femmes sont des sirènes, des paillardes, des tigresses, des lynx. Inconsciemment, Pilar nous les fait. Farruquin, enveloppé d'une robe de chambre, se laisse aller à une fleur carnavalesque. Manuela Vargas est un animal fabuleux, dont les bras dessinent une histoire secrète, et son visage, soudain, se crasse de l'arrière, devient masque. Les hommes pointent le bras vers un horizon inaccessible, les voix font chanter les nerfs et les cœurs.

En cette première représentation de *Flamenco Puro* au Théâtre de Paris, composé par Claudio Segovia et Enriquez Ojeda pour le Festival d'Automne, (le *Monde*, 29 novembre), c'était l'atmosphère brûlante des grands enthousiasmes, le plaisir de vivre avec des gens extraordinairement vivants, intrépides. Des enseignants.

C. G.

* Théâtre de Paris, 20 h 30, jusqu'au 9 décembre.

Michel Corboz et la lumière éternelle

Avec Michel Corboz, toute musique est mystère de joie et de lumière. Pour le Festival d'art sacré de la Ville de Paris, il a donné à La Trinité, une interprétation transfigurée du *Magnificat* de Bach, avec l'Orchestre et les chœurs des Concerts Colonna, merveilleusement ratifiés par cet chanteur et un bon quart vocal (Hélène Hinz, Henri Ledroit, Neil Mackie et Bernard Kruyner).

Le *Requiem* de Maurice Duruflé ne démentait guère cette impression, tant il plane lui aussi sur des hauteurs éthérées, avec une expression très humaine célébrant la mort plus un abandon entre les bras de Dieu que la terreur devant le saut dans l'inconnu.

Les sonorités trop humaines de l'Orchestre, au dire même du compositeur, rassérénent l'espérance du croyant et déploient des paysages paradisiaques; les voix, d'une couleur idéale, chantent la douceur éternelle, et l'on est tout surpris d'entendre, par deux fois, rappeler les détails de la mort avec une expression si douce, à la manière de Verdi et de Berlioz.

Un *Requiem* aussi consolant et plus assuré dans sa foi que celui de Fauré, qui culminait dans le *Pie Jesu* si simple et poignant, chanté par Teresa Berganza, avec une richesse et une pureté admirables.

J. L.

Mazurski et le magasin des libertés

A Moscou, il neige. Les rues sont sales, et les films d'attente devant les boutiques, interminables. A New-York, les magasins étincellent de tentations. Les rues sont propres, preuve que le film de Paul Mazurski, *Moscow à New-York*, est une fable, un conte de fées.

Voilà un saxophoniste soviétique (Robin Williams) en tournée dans la capitale de la décadence, qui, bruyamment, et avec une maîtrise inébranlable, craque à l'idée de retourner au paradis socialiste. Il « passe la ligne », et se réfugie sous la mini-jupe d'une vendeuse italienne en voie de naturalisation, dont il tombe amoureux (inévitable scène érotique dans une haïgaine).

Le saxophoniste ne rencontre que des gens adorables, Cubains, Coréens, Noirs de l'Alabama... Il s'écroule des quantités de jobs, pas vraiment réalistes, se demande ce qu'il fait de sa vie. A l'Ouest comme à l'Est, se sent avec des complicités, se fait aggraver par des louhards de nationalité mal définie. Il comprend enfin que le paradis n'existe pas, ni à l'Ouest ni à l'Est, mais que la liberté individuelle, ce n'est pas si mal.

La fable est schématique, les effets sont lourds. Paul Mazurski pense à ce qu'il veut dire, et qui apparaît au moment crucial où Robin Williams, petit Poucet éperdu, se cogne aux mille reflets du luxe et de la facilité, et ne se supporte plus, lui, tout gauche et mal fringué, au milieu des gens qui ont chaud, qui ont le droit de rêver, et paraissent si bien dans leur peau. Un moment d'ironie angossée: le seul.

COLETTE GODARD.

* Voir les films en exclusivité.

Mort du chanteur Fernando Corena

Le chanteur suisse Fernando Corena est mort, lundi 26 novembre, à Lugano, en Suisse. Il était âgé de soixante-sept ans.

Né à Genève le 22 décembre 1916, Fernando Corena avait fait des études de théologie avant de devenir un des grands basses bouffes de son temps, célèbre pour ses rôles de Varlaam, Falstaff et surtout de Leporello. Il avait joué pendant vingt-sept saisons au Metropolitan Opera de New-York, entre 1953 et 1980. On réentendra sa voix dans les enregistrements de Don Giovanni avec Josef Krips et des Noces de Figaro avec Carlos Kleiber notamment. A Salzbourg, dans l'Enlèvement au sérail mis en scène par Strehler, il incarnait le plus énorme et savoureux des Osmin, avec une voix superbement colorée, un jeu bondissant d'une drôlerie prodigieuse. Pour une curieuse coïncidence, il avait lui-même un père turc, comme le gardien du sérail, mais en mère vicié d'allemande.

J. L.

LA RÉUSSITE DE L'ORCHESTRE DE CLERMONT-FERRAND

Musique en Auvergne

L'Auvergne s'est longtemps plainte de rester en marge des courants musicaux, sans institution permanente, bien que l'ancien président de la République résidant à Chamalières soit lui-même un mélomane distingué. Les choses commencent à changer: le Festival de La Chaise-Dieu, solidement implanté, est devenu un lieu de rassemblement fort pendant l'été: «Musique université» a montré à Clermont-Ferrand, malgré des moyens limités, l'existence d'un public prêt à se passionner pour le répertoire symphonique et l'opéra; enfin, grâce à l'action du conseil régional, présidé par M. Maurice Pouchon avec l'aide de la ville de Clermont et du ministère de la culture, l'Orchestre d'Auvergne a été créé en mai 1982.

Cet ensemble professionnel de haut niveau est actuellement limité à vingt instrumentistes à cordes, ce qui réduit certes ses possibilités artistiques, mais lui donne une mobilité indispensable pour remplir sa mission, étant donné la géographie compliquée et les rigueurs du climat, l'hiver, dans ce pays.

L'Orchestre chapeauté en effet sans cesse par monts et par vaux à travers les départements du Puy-de-Dôme, de l'Allier, du Cantal et de la Haute-Loire. Il fitait le 21 novembre à Clermont le cent cinquantième concert de sa jeune carrière, et avait invité dix-huit cinquante-deux communes (réunissant quelque quarante-trois mille personnes), ce qui doit être un record, d'autant que, dans chaque ville ou village, les concerts sont précédés par des animations scolaires et des pré-

sentations devant les comités d'entreprise.

Le terrain a été vigoureusement défriché par Jean-Louis Barbier: celui-ci occupe aujourd'hui son poste de directeur à Dettlev Kieffer qui a tant fait à Strasbourg, à la tête du Studio III et dans des conditions très difficiles, pour la propagation de la musique contemporaine avant l'explosion de «Musica» où il a donné, entre autres, de superbes concerts Barroques et Ligeti. Il a montré à Clermont qu'un grand chef de musique moderne était avant tout un musicien (ce dont tout le monde n'est pas convaincu) dans un programme Telemann, Boccherini, Webern et Donizetti.

Apports étrangers

Pour être d'Auvergne, l'Orchestre n'est pas encore très auvergnat, à part un ou deux éléments. Le violon solo Jean-Paul Jourdan est un voisin stéphanois, mais la plupart des instrumentistes viennent de loin: Graviška, Kovacs, Bratoev, Voicu, MacLeod, Takami... des Bulgares passés par le Conservatoire de Leningrad, cotoient les Japonais, en particulier le merveilleux violoncelle solo Takashi Kondo, issu de l'Académie d'Orchestre de Karajan. On sait quel est le déficit de la France en instrumentistes à cordes.

Grâce à cet apport étranger, l'Auvergne dispose d'ambles d'un ensemble de qualité. Imposable de s'y tromper, dès la suite de Don Quichotte de Telemann, vive, toute en contrastes subtils, marquant d'ambles l'accord de l'Orchestre avec son nouveau

chef. Une homogénéité parfaite, un équilibre raffiné des plans sonores, des phrases très justes, beaucoup de rêve et d'humour dans une œuvre d'esprit français, plus proche de Couperin et de Rameau que de Bach.

Et cet orchestre soupire de bonheur dans le Concerto pour violoncelle en si bémol de Boccherini, à l'unisson du soliste, Antonio Meneses, un Brésilien de vingt-sept ans encore peu connu en France (il a enregistré le Double Concerto de Brahms avec Karajan), dont l'admirable sonorité, la diction parlante et le flegme font pressager un bel avenir.

Les Cinq Mouvements de Webern, avec leurs pointes d'intensité lyrique fulgurantes émergeant du silence et un quatuor de Donizetti, amusant dans sa solennité et son romantisme mêlés à de charmantes mélodies d'opéra ou de salon, montraient la diversité du répertoire des cordes, à condition de sortir des sentiers battus, et l'on se réjouit que les habitants de Lampdes (Puy-de-Dôme) puissent découvrir le 30 novembre la Symphonie de chambre opus 110, de Chostakovitch, adaptation par le compositeur de son bouillonnant 8^e quatuor. Par ailleurs, il s'agit, en Auvergne, d'un bon instrumentiste à vent pour que l'Orchestre puisse s'ouvrir au trésor des symphonies de Haydn et de Mozart, comme il l'a fait récemment pour accompagner Maria Pires dans le Concerto en mi bémol K. 449 de Mozart. L'Auvergne a donc enfin trouvé son pignon musical.

JACQUES LONCHAMPT.

VARIÉTÉS

OSWALDO PUGLIESE AU BATACLAN

Tango rétro

Presque en catimini, au retour de Toulouse, où il a participé à l'hommage rendu à Carlos Gardel, Oswaldo Pugliese donne depuis le début de la semaine une série de concerts dans le décor kitsch du Bataclan à Paris.

Oswaldo Pugliese fait partie de l'histoire du tango. Né à Buenos-Aires le 2 décembre 1905, il commence à jouer la musique du porteno, de l'habitant de la capitale argentine, dans la formation de Paquito Bernardi, une des rares interprètes féminines du bandoneon, parce que non seulement la gymnastique de l'instrument suppose de la force, mais aussi parce que le tango était alors encore marqué par son origine, le bordel.

Pugliese participe à différents orchestres avant de fonder sa propre formation, composée de plus de vingt musiciens. Nous sommes dans les années 30. C'est l'âge d'or du tango. Enriquez Santos Diacepolo, entré dans la vie comme un arlequin qui aurait sauté et dansé pour cacher un cœur plein de peine. C'est quelques-uns des plus beaux tangos: *Cambalache*, *Esta noche me emborracho*, *Yira, yira*. Julio de Caro offre au violon des voix humaines. Gardel s'identifie carrément au tango.

Oswaldo Pugliese devient un peu le Count Basie de la musique de Buenos-Aires, avec ses phrases brèves au piano, ses ponctuations et ses accords isolés.

Depuis plus de quarante ans, Pugliese a su maintenir sa grande formation. Cependant, et sans doute pour des raisons économiques dues au voyage outre-Atlantique, c'est avec une formation réduite de moitié qu'Oswaldo Pugliese se présente au Bataclan: quatre bandoneonistes, qui portent leur instrument comme le tango, dans le sang; cinq violon-

niste, un contrebassiste et le chef lui-même au piano. Deux chanteurs se relaient: Abel de Córdoba, vingt-cinq ans d'ancienneté dans l'Orchestre et mélodramatique à souhait, et Adrian Quiroa, un jeune Argentin de dix-neuf ans qui a étrangement bérié de la voix veloutée et puissante de Gardel. Pugliese joue bien son grand tango (*Recuerdo*) et beaucoup de classiques du genre, dont *Tiempos viejos* composé en 1925 et qui reflète admirablement le temps passé et l'espèce de nostalgie qu'il laisse: «Tu te souviens, mon frère, c'était le bon temps. Les hommes étaient vraiment des hommes. On ne connaissait ni la coca, ni la morphine (...). Tu te souviens de ces femmes-là pour elles, fidèles au grand cœur, qui se bagarraient à l'aube, dans les bals. Chacun défendait son amour. Tu te souviens, mon frère, de Mirella la blonde, que j'ai chupée chez Hansen, à Rivera le bagarreur. Un soir, j'ai failli me suicider pour elle. Aujourd'hui, c'est une clocharde. Tu te souviens, mon frère, comme elle était belle! On faisait la ronde pour la voir danser. Quand je la vois si vieille dans la rue, je me retourne et je pleure...»

Il y a dans cette soirée au Bataclan un côté rétro, accentué par les danses interprétées sur scène, et qui évoque la naissance du tango dans les *Clandestinos*, les bordels où se mêlaient pègre et immigrants floués, rappelant que cette musique de mortels racontait aussi l'histoire de gens qui se lançaient des défis, se battaient au couteau face à face jusqu'à l'aube.

La fresque musicale manque à l'évidence ici de rythme, mais il y a, quelque chose de fascinant dans cette volonté de s'accrocher à un passé déjà si lointain.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Bataclan, 21 heures.

PROLONGATION JUSQU'AU 9 DECEMBRE

VERMEER ET SPINOZA

AILLAUD - JOURDHEUIL - PEYRET

un éblouissant hommage à l'Intelligence LE MATIN

une formidable façon de faire et de défaire de l'Intelligence LIBÉRATION

Ce Vermeer et Spinoza qui juxtapose des images de toute beauté... est une réussite entière. LE MONDE

THEATRE DE LA BASTILLE

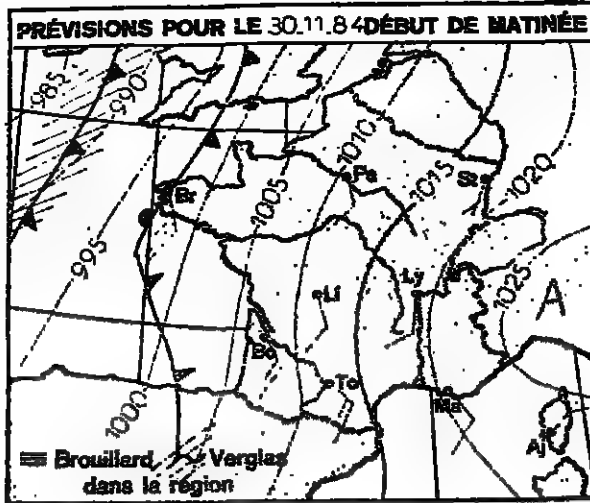
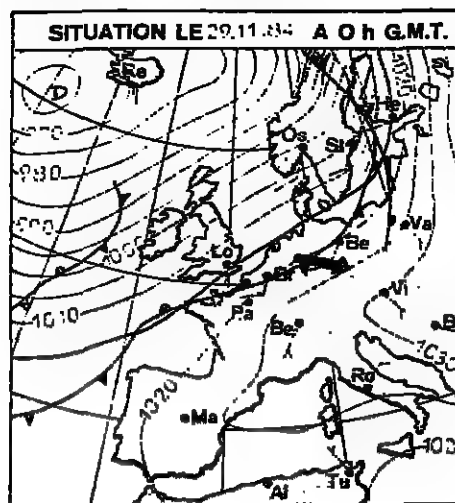
76, RUE DE LA ROQUETTE 11^e - LOC. 357.4214

MARCHE

1, rue de Courty,
75007 Paris,
tél. (1) 550.32.25

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps prévu en France entre jeudi 0 heure et vendredi 24 heures.

Entre l'anticyclone d'Europe de l'Est et la profonde dépression du sud de l'Islande, s'organise un flux rapide du Portugal à la Scandinavie. Conséquence, c'est de l'air très doux pour la saison qui va évoluer sur la France. Les zones pluvieuses du proche Atlantique, freinées dans leur progression vers le continent, limiteront leur activité aux régions de l'extrême Ouest.

Vendredi : sur une grande partie de la France, le vent de sud à sud-est se fera sentir, et sera particulièrement sensible sur la façade atlantique et le midi toulousain (Auzan). A l'ouest, pas de brouillard et des températures déjà clementes au lever du jour : 8 à 10 degrés sur l'Ouest ; 5 à 8 degrés ailleurs, excepté sur les régions du nord-est où la fraîcheur se fera encore sentir, 2 à 3 degrés, localement 0 degré.

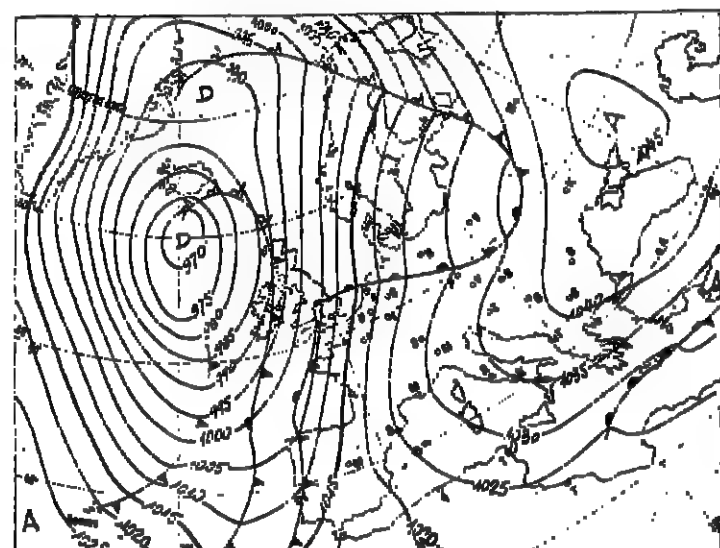
Comme type de temps, ce sera souvent agréable pour la saison, avec du soleil sur la majeure partie du pays. Deux exceptions : de la Bretagne aux Landes, ciel chargé avec quelques pluies qui se renforceront en soirée. Près du golfe du Lion, les nuages seront souvent abondants et le soleil aura du mal à percer.

Au milieu de l'après-midi, il fera doux : 10 à 14 degrés sur la moitié nord, 16 à 18 degrés sur la moitié sud, souvent plus de 20 degrés près des Pyrénées.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera, à Paris, le 29 novembre, à 7 heures, de 1018,9 millibars, soit 764,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 30 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)



de la journée du 28 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 28 novembre au 29 novembre) : Ajaccio, 18 et 6 degrés ; Biarritz, 20 et 7 ; Bordeaux, 10 et 1 ; Bourges, 13 et 4 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 13 et 9 ; Clermont-Ferrand, 15 et -4 ; Dijon, 10 et -2 ; Grenoble-St-M.-H., 13 et -1 ; Grenoble-St-Germain, 15 et 1 ; Lille, 9 et 7 ; Lyon, 14 et 4 ; Marseille-Marganne, 15 et 4 ; Nancy, 9 et 2 ; Nantes, 15 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 7 ; Paris-Montsouris, 10 et 8 ; Paris-Orly, 8 et 8 ; Pau, 20 et 0 ; Perpignan, 13 et 3 ; Rennes, 15 et 9 ; Strasbourg, 10 et -2 ; Tours, 10 et 7 ; Toulouse, 14 et 2 ; Poitiers-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 4 ; Amsterdam, 9 et 7 ; Athènes, 18 et 10 ; Berlin, 7 et 4 ; Bonn, 7 et 1 ; Bruxelles, 8 et 8 ; Le Caire, 24 et 14 ; Les Canaries, 24 et 16 ; Copenhague, 7 et 6 ; Dakar, 25 et 21 ; Djibouti, 30 et 15 ; Genève, 10 et -1 ; Istanbul, 9 et 5 ; Jérusalem, 17 et 9 ; Lisbonne, 16 et 10 ; Londres, 14 et 10 ; Luxembourg, 6 et 4 ; Madrid, 15 et -2 ; Montréal, 15 et 0 ; Moscou, -4 et 23 ; Nairobi, 24 et 16 ; New-York, 17 et 9 ; Palma-de-Majorque, 17 et 3 ; Rio-de-Janeiro, 25 et 21 ; Rome, 18 et 5 ; Stockholm, 6 et 5 ; Téhéran, 21 et 11 ; Tunis, 19 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

UN CHRYSANTHÈME DE 1 028 FLEURS CULTIVÉ EN TOURAINE

Il s'appelle Marcel, il a plus de mille têtes, il culmine à 2,11 mètres pour un tour de taille de 6,37 mètres et boit 10 litres d'eau par jour. Il s'agit du plus gros chrysanthème du monde parvenu à maturité en onze mois à partir d'une tige de 10 centimètres. Ce géant pousse chez M. François Santini, directeur d'une société d'engrais, qui utilise ses sœurs de Fondettes (Indre-et-Loire) comme un laboratoire afin d'améliorer la formule de ses produits.

Cet amoureux des chrysanthèmes déplore qu'on associe cette fleur presque exclusivement à la Toussaint, à cause de sa période de floraison. Il s'est fait en tout cas une spécialité de ces énormes chrysanthèmes qui poussent sur un seul pied. L'an dernier, il avait réussi à faire sortir 688 fleurs ; mais cette année il bat largement le record avec 1 028 fleurs. De couleur violet et rouge, ces fleurs ne pèsent pas moins de 150 kilos.

La plante phénomène demande beaucoup de soins et d'engrais. Il faut quatre heures pour la bouturer en laissant un seul bouton par tige. (Corresp.)

PARIS

Rendez-vous rue Royale

Comme chaque fin d'année, la rue Royale - une des plus prestigieuses de Paris - sera en fête jusqu'au 5 janvier 1985. Elle célébrera les cent ans d'automobile française. Les piétons pourront se promener sous une voûte lumineuse reproduisant quatorze modèles de voitures françaises anciennes (Bogatti, Renault, Panhard, Levasseur, Delahaye, Delage). Les vitrines des commerçants exposent des maquettes et modèles de voitures sur le thème « l'Art et l'Automobile ».

Longue de 282 mètres, large de 22,80 mètres, elle est célèbre pour les Champs-Élysées proches, la rue Royale a souvent changé de nom selon les aléas de l'histoire. Chemin des remparts au dix-septième siècle, chemin des Fossés-des-Tuileries en 1714, rue Royale des Tuileries en 1768, rue de la Révolution en 1792, rue de la Concorde en 1795, elle devint enfin en 1814 rue Royale-Saint-Honoré. En mai 1871, sous la Commune, elle flamba en partie.

C'est au numéro 2 (l'actuel Hôtel de la marine) qu'eut lieu en 1792 le plus grand « casse » de l'histoire : le vol des bijoux de la Couronne, dont le célèbre diamant le Régent (137 carats), du nom de son acheteur, Philippe d'Orléans régent de France de 1715 à 1773.

N° de Soell y tint des assemblées littéraires très fréquentées, Chateaubriand, Claude Bernard et Alphonse Allais y vécurent.

De 1865 à 1961, elle abrita le café-restaurant Le Weber qui avait pour clients Alphonse Daudet, François Coppée, Marcel Proust, Debussy et Carnot.

EN BREF

DOCUMENTATION

ANNUAIRE DE LA TÉLÉCOPIE. - La direction générale des télécommunications vient d'éditionner un annuaire de la télécopie comprenant les noms de cinq mille entreprises (le nombre de télécopieurs actuellement en service est estimé à vingt mille). Les utilisateurs sont classés par département. Les caractéristiques des matériels sont mentionnées. On peut d'ores et déjà s'inscrire pour la prochaine édition à l'Annuaire de la télécopie, service national de l'édition des annuaires des télécommunications, 182, rue Lecocq, 33008 Bordeaux Cedex.

* Centre de répartition et de vente des annuaires, 91308 Massy Cedex. Tél. (1) 256-29-35. Prix : 10 F. L'annuaire est remis gratuitement aux personnes inscrites.

EXPO-ANIMATION

PRÉVENTION. - La Caisse régionale d'assurance maladie d'Indre-et-Loire (CAIM) organise, du 3 au 8 décembre, dans la salle des échanges Châtelet-Halles, une exposition sur le thème : « L'amélioration des conditions de travail et la prévention des risques professionnels ».

PARIS EN VISITES

VENDREDI 30 NOVEMBRE

« Au Marais », 15 heures, devant l'église Saint-Paul-Saint-Louis, M. Garnier Abitbol (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Dôme de Rouen », 17 h 45, Grand Palais (D. Boucard).

« La Sorbonne », 15 h 30, 46, rue Saint-Jacques (P.-Y. Joliet).

« Les Templiers », 15 heures, métro Temple (M.-C. Lamière).

« Saint-Roch », 15 heures, 236, rue Saint-Honoré (Paris et son histoire).

« Le quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris saurait).

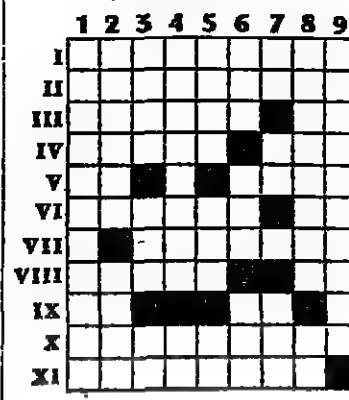
« La Sorbonne », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Opéra », 14 heures, haut des marches (Tourisme culturel).

« Ateliers de la Monnaie », 14 h 30, 11, quai Conti (Visages de Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3850



HORIZONTALEMENT

I. La profession de sommier en offre de sérieux. - II. Nid de plumes avec lequel Cornette a beaucoup pondu. - III. Victimes d'un certain ras-le-bol. Pronom ou partie de pronom. - IV. Offre ses richesses à celui qui s'est trouvé longtemps sur le sable. Grande dame ou petite société. - V. Témoignage du bon plaisir. Reçoivent les commandements et non les ordres. - VI. Comique trouper. Ouvrent le score. - VII. Usage remontant souvent du fond des âges. - VIII. Agent restrictif. Préposition. - IX. Copulative. Pour beaucoup, c'est la fin. - X. Fait la loi dans le monde entier. - XI. Trop verts et bons pour des goudais.

VERTICALEMENT

I. Trop d'eau ou trop de feu. - 2. Incommode la vue ou accommode le goût. Mathématique chirurgicale. - 3. Membre actif d'un corps constitué. On y est constamment fourré. Démonstratif. - 4. Jeune fourreau ou petit fou. Sortent d'un rêve. - 5. Ils ont alimenté des séquences de John Ford. Participe passé. Dans « Siegfried ou « Parsifal ». - 6. Voisine d'une Crête en Egée. Contre-filet. Lima ou « capitales » des États-Unis. - 7. Manifestation d'une gorge déployée. Possessif. Accentue l'éclat des cuivres. - 8. Sujet de plus en plus répandu dans les bandes des ciné. Sont compris dans la taxe. - 9. Des ans, l'irréparable outrage.

Solution du problème n° 3849

Horizontalement
I. Costumier. - II. Opiumisme. - III. Ut. Madone. - IV. Risorius. - V. Tol. Cia. - VI. In vivo. Es. - VII. Amollis. - VIII. As. Pleine. - IX. Faust. - X. Ecrit. Roi. - XI. Mareyeur.

Verticalement
1. Courisane. - 2. Option. Cm. - 3. Si. Siva. Fr. - 4. Tomo. Impair. - 5. Umar. Volante. - 6. Madicoles. - 7. Inouï. Litre. - 8. Einstein. Ou. - 9. Rée. Associer.

GUY BROUTY.

CONFÉRENCES

L'INSTITUT FRANÇAIS D'ANALYSE TRANSACTIONNELLE (IFAT) organise le mercredi 5 décembre à 20 h 30, au 18, rue de Varenne (métro Sèvres-Babouin) une conférence de Vincent Lenhardt sur l'intégration de l'analyse transactionnelle et de bio-énergie. Prix : 45 F (35 F pour les étudiants).

annonces associations

Sessions et stages

ANGLAIS, ESPAGNOL, GERMAN, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSIE
Apprentissage efficace, rapide, joyeux par la suggestion pédagogique à l'échelle européenne. Tél. : 326-22-64.

STAGES D'INFORMATIQUE
Session du samedi matin à partir du 19/11/84. Cours du soir à partir du 11/12/84. Stage intensif : 12-21/12. « Introduction à la micro-informatique en milieu professionnel ». Stage gestion de bases de données à partir du 12/1/85. Demandes et renseignements : 75006 - Tél. : 544-06-14.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING

Week-ends de sensibilisation, stages, ateliers hebdomadaires. Paris, province, étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Mercredi de 14 h à 17 h. B.P. 245-75227 Paris Cedex 06.

Randonnée de fond haut Jura, au tour du lac de Joux, des ét. et du Val de Joux. Fin janv.-fin mars 1985. 1395 F/person. Ass. Lorraine-Jura. BP 287-57006 Metz Cedex 1. Tél. (03) 762-07-88 ap. 18 h.

STAGES DE FORMATION A LA MICRO-INFORMATIQUE ET A LA TÉLÉMATIQUE
Durée : 100 heures. Stages s.p. : janvier 1985. Stages s.p. : DEFA/form cont. Tous renseignements : Centre X2000 Les Corbeilles, 12, pl. des Corbeilles, 92400 Courbevoie - Tél. 773-64-07.

• Prix de la ligne 25 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
• Veuillez mentionner l'adresse et le numéro d'inscription au J.O.
• Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parvenir au mardi matin à Régie-Presse LMA, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Appel

Assoc. la Communauté francophone locale 40 m² env., Paris. 306-92-26.

Radio-Solidarisme local urgent 50 m² env., Paris. Tél. spr. 19 h : 461-46-53.

Communauté francophone recherche bénévoles accept. opport. aide financ. foyer rural générations. Contact : mairie de Chelles, 07510 (Anisobol).

Conférences

PALESTINE ET ISRAËL VIVROIT
Mercredi 28 novembre à 20 h 30, à l'Institut des Palestiniens. Soirée-débat avec André Barthelemy, au retour d'un voyage en Palestine (Israël et Cisjordanie).

54, rue Paul-Violaine 93100 VILLEURBANNE

Echanges

VACANCES 85
Vous pouvez échanger votre maison ou votre appartement. France, étranger. « Séjours », Monique Baudier, 13770 Venelles, (02) 01-05-07.

VACANCES ÉCONOMIQUES, ch. de réed. : R. USA, G.-B., Esp., It., Port. DK, MYT/ELINE, BP 1124, 85200 L'Yvetot. Tél. 02-35-35-45.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS		
TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	1 361 02 391 125 791	100 600 2 100 10 100 4 000 100	6	98 7 136 058 886	200 2 000 1 000 000
2	42 282 322 422 8 722 70 822	200 500 500 500 2 000 10 000	7	87 617 4 497 9 707 84 517	300 2 000 2 000 2 000 10 000
3	622 8 612 30 363	300 3 000 18 000	8	68 608 80 728	200 2 000 10 000
4	54 684 7 614 95 764	200 500 2 000 10 000	9	9 219 57 499 74 159	100 600 10 100 10 100
5	086 296 636 726 0 265	500 500 500 500 2 000	0	190 320 370 860 890 3 770	500 500 500 500 500 2 000

LOTTO
N° 48
TIRAGE DU MERCREDI 28 NOVEMBRE 1984

3 6 8 11 22 27

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 5 ET SAMEDI 8 DÉCEMBRE VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DES CRISTAUX
TIRAGE DU MERCREDI 28 NOVEMBRE 1984

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			AUX BILLETS ENTIERS		
TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	332421	4 000 000,00 F	1	332421	4 000 000,00 F
2	032421 132421 232421 332421 432421 532421 632421	50 000,00 F	2	032421 132421 232421 332421 432421 532421 632421	50 000,00 F
3	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	3	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F
4	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	4	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F
5	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	5	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F
6	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	6	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F
7	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	7	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F
8	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	8	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F
9	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	9	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F
10	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F	10	302421 312421 322421 332421 342421 352421 362421 372421 382421 392421	10 000,00 F

Tous les billets se terminant par : 2421, 1321, 2321, 3321, 4321, 5321, 6321 gagnent 5 000,00 F

Tous les billets se terminant par : 421, 1321, 2321, 3321, 4321, 5321, 6321 gagnent 1 000,00 F

Tous les billets se terminant par : 21, 1321, 2321, 3321, 4321, 5321, 6321 gagnent 200,00 F

Tous les billets se terminant par : 1, 1321, 2321, 3321, 4321, 5321, 6321 gagnent 100,00 F

Jeudi 1250

150

LE CARNET DU Monde

TOURISME

AU BÉNÉFICE DE CINQUANTE MILLE FAMILLES EN 1985

Huit propositions pour relancer les chèques-vacances

Les responsables de l'Agence nationale pour les chèques-vacances ont annoncé, mercredi 28 novembre, à Paris, des propositions susceptibles de permettre « à la fois de traverser la période de rigueur actuelle et de préparer une extension beaucoup plus rapide et généralisée des que le contexte sera plus favorable ».

Nous ne devons pas baisser les bras », a déclaré M. Raymond Vaillant, président de l'Agence. Une volonté illustrée aujourd'hui par huit propositions soumises aux deux ministères de tutelle de l'Agence : celui de l'économie et celui du tourisme.

1) Suppression du plafond fiscal (relevé en janvier 1984 de 1130 à 5000 F) qui représente « une barrière psychologique, un frein dans les négociations sociales dans l'entreprise et une lourdeur de gestion ».

2) Dans le cas des salariés dont le salaire est inférieur au plafond de sécurité sociale, la contribution de l'employeur à l'achat des chèques-vacances ne devrait rentrer ni dans le calcul de l'impôt sur le revenu du salarié, ni dans la fixation des charges sociales de cet employeur.

3) Possibilité pour les salariés d'acquiescer mois par mois leurs chèques-vacances sans obligation de plan d'épargne.

4) Maintien de l'obligation des contributions salariales et patronales sans conserver, pour autant, les limites actuelles de 20 à 80 %.

5) Introduction de la discussion sur les conditions d'attribution du chèques-vacances parmi les sujets qui doivent obligatoirement être examinés annuellement dans le cadre de la négociation sociale de l'entreprise.

6) Accès de tous les agents de l'Etat et des collectivités territoriales aux chèques-vacances.

Après la période de rodage, l'Etat devrait donner l'exemple :

7) Possibilité pour les travailleurs immigrés d'utiliser les chèques-vacances pour leur transport de vacances dans leur pays d'origine.

8) Généraliser l'accès aux chèques-vacances pour l'ensemble des retraités, préretraités et personnes âgées qui pourraient profiter des bonifications offertes par les prestataires de services ayant passé convention avec l'ANCV.

Rappelant les résultats enregistrés jusqu'à présent (en 1983, près de cinq mille familles ont acquis des chèques-vacances représentant 4,5 millions de francs ; en 1984, près de vingt mille familles pour un montant de 20 millions), M. Vaillant a estimé qu'il fallait aller « beaucoup plus loin » si l'on voulait réaliser, en 1985, un chiffre d'affaires de 50 millions de francs et toucher cinquante mille familles, soit près de deux cents mille personnes.

Pour M. Vaillant, l'annuaire 1985 (1) traduit d'ores et déjà une « nette progression » : mille prestataires de services représentant environ quatre mille points d'accueil en 1983 ; près de sept mille prestataires, soit quelque trente mille points d'accueil en 1985. A noter, parmi les nouveaux prestataires du tourisme commercial : les Logis de France, Air Inter et Air France (métropole et DOM-TOM), Wagons-lits tourisme, Havas, Voyage-Conséil et La Hutte.

PATRICK FRANCES.

(1) Tiré à soixante-cinq mille exemplaires, l'Annuaire du chèque-vacances 1985 est remis gratuitement aux porteurs de chèques-vacances par l'intermédiaire des entreprises ou des organismes sociaux. Les établissements acceptant les chèques-vacances y figurent par région, puis par département et par commune. Y sont notamment mises en évidence les bonifications accordées et les prestations comprises dans les prix. Renseignements : 67-69, rue Marthe, 92110 Clichy, Tél. : (1) 730-00-11.

Publication Judiciaire COMMUNIQUÉ DE LA SOCIÉTÉ APPLE ET DE LA SOCIÉTÉ SEGIMEX

La société Apple et la société Segimex rappellent que, suivant jugement en date du 21 septembre 1983, le Tribunal de grande instance de Paris a rendu une décision ainsi conçue :

« Par ces motifs, le Tribunal, - Reçoit Apple Computer Inc. en son action ; - Reçoit M. Wormac, Artiste et Wiegman en leur intervention volontaire ; dit que les logiciels de base ou programmes d'exploitation des ordinateurs Apple II, dit que la société C. Data, en important, et la société Segimex en important, en offrant à la vente et en vendant les ordinateurs Golem ont commis une faute dont elles doivent réparation à la société Apple Computer Inc. ; dit que la société Segimex a imité frauduleusement la marque Apple déposée à l'I.N.P.I. le 6 mai 1981 et ses différents signes distinctifs ; fait défense aux sociétés Segimex et C. Data de continuer à importer, offrir à la vente ou vendre les micro-ordinateurs Golem ; ordonne sous contrainte d'indemniser, au profit de la demanderesse, la confiscation de tous les matériels contrefaisants se trouvant dans les locaux des sociétés Segimex et C. Data, ainsi que celle des profits que ces sociétés ont réalisés du fait de l'importation et de la vente des ordinateurs Golem ».

A la suite de ce jugement, la société Segimex a reconnu les droits de la société Apple et la société Apple a reconnu que c'est en toute bonne foi que la société Segimex a commercialisé les ordinateurs Golem.

En conséquence, les parties ont décidé de se rapprocher et ont décidé, d'un commun accord, de mettre fin à leur différend et de travailler en commun.

Dans ces conditions, la société Segimex a conclu avec la société Seedrin, filiale française d'Apple, un contrat de concessionnaire agréé par Apple pour la vente de ses ordinateurs personnels au 101, boulevard Haussmann, à Paris 8.

Messes anniversaires

- A l'occasion du vingtième anniversaire du décès de

M. Ernest DUFFO, une messe sera célébrée à son intention, ainsi qu'à la mémoire de

M. Michel ROBINET.

et à celle des collaborateurs de la Garantie médicale et chirurgicale et des membres de leurs familles, en l'église de la Sainte-Trinité, 3, rue de la Trinité, à Paris 9, le lundi 3 décembre 1984, à 12 h 10.

Communications diverses

- L'Union nationale des combattants en Afrique du Nord, 18, rue Vézelay, à Paris 8, invite tous les anciens combattants d'AFN et leur famille à l'inauguration de la place des Combattants-en-Afrique-du-Nord, qui aura lieu à Paris, le samedi 1er décembre 1984, à 18 heures, carrefour boulevard Diderot-rue de Lyon (face gare de Lyon).

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV, mercredi 5 décembre, à 14 heures, salle des Actes, M. Olu Marins Marcos : « La littérature de langues française et anglaise du Bénin et du Nigeria. Nature. Vocation. Rapport avec la civilisation de l'oralité ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crétail), mercredi 5 décembre, à 10 heures, salle des Thèses, M. Daniel Selles : « Les protéines basiques chromosomiques des spermatozoïdes d'invertébrés marins ».

- Université Paris-IV, samedi 15 décembre, à 14 heures, amphithéâtre Descartes, M. Jacqueline Lientaut : « La programmation industrielle dans le Mezzogiorno italien : l'exemple de la Pouille ».

- M. et M^{me} Jean Roussel, Nicolas, Mathieu, Pascaline, M^{me} Marie-Jeanne Perraud, Antoine, Rémy, Etienne, Vincent, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germaine ROUSSEL, née Favre,

le 27 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de la Ferté-sous-Jouarre, le 30 novembre, à 9 h 30.

- M^{me} Marcel Tromprier, son fils, M. Eric-Georges Tromprier, son fils, M. et M^{me} Numa Courtis, ses beau-frère et belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel TROMPIER,

croix de guerre cinq citations, médaille militaire, médaille des Evadés, officier de la Légion d'honneur à titre militaire, commandeur dans l'ordre national du Mérite commandeur du Mérite agricole, médaille de vermeil de la Ville de Paris,

survenu le 26 novembre 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bellevue-sur-Saône (Rhône) dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

47, rue de Monceau, 75008 Paris, 1, rue Daru, 75008 Paris. (Le Monde du 29 novembre.)

- Le 26 novembre 1984

Philippe VERMEIRE, pasteur, annuaire de Colquidan,

est entré dans la paix de Seigneur. De la part de

Laure Vermeire-Ginesty, son épouse, M. et M^{me} Robert Vermeire, ses parents,

M. et M^{me} Alain Ginesty, ses beaux-parents, Jean et Laurence Vermeire, ses frère et belle-sœur, Caroline Vermeire, sa sœur,

Estelle et Grégoire Ginesty, ses belles-sœurs et beau-frère.

Les familles Vermeire, Tariatel, Louveau, Apert, Imbert, Petitjean, Broquies, Fontaine, ses parents et alliés.

« Justine que ce que nous souffrons dans le temps présent ne peut pas se comparer à la gloire que Dieu nous révélera. » (Romain VIII, 18.)

L'Evangile de la résurrection sera annoncé lors du service célébré en la communauté des Diaconesses de Versailles, le jeudi 29 novembre 1984, à 20 h 30, 10, avenue de la Porte-de-Buc, à Versailles.

L'annonce du Maréchal Payolle, Colquidan 56380 Guay.

- Donna Wacziarg, son épouse, Francis, Annik, Romain et Aude, Robert, Joëlle, Alexandra et Gaëlle, Alain et Michèle, ses fils, belles-filles et petits-enfants, ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marcel WACZIARG,

survenu le 23 novembre 1984 en son domicile.

Selon les vœux du défunt, l'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue d'Aligre, 75004 Chateaufort.

Anniversaires

- Il y a onze ans, le 30 novembre 1973, disparaissez

Pierre LAMBERT.

Que tous ceux qui ont connu le socialiste, le résistant, le préfet ou simplement l'homme aient une pensée pour lui.

- Il y a dix ans, Freddy ZELLER nous quitte.

Une pensée de ceux qui se souviennent.

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C^{ie} 320-74-52

Réceptions

- A l'occasion du quarantième anniversaire de la libération, l'ambassadeur d'Albanie et M^{me} Maxhuni Peka ont donné, mercredi 28 novembre, une réception.

Naissances

- Sylvie CASSIN et Miguel AGULLO, Tomas et Joachim Agullo, ses frères, ont la joie d'annoncer la naissance de

Julia Agullo, le 24 novembre 1984, aux Lilas.

8, allée des Myosotis, Aubervilliers.

- Le 25 novembre 1984, Sabine et Michel JARRETY laissent à Claire la joie d'annoncer la naissance de

Alice, 31, rue d'Alsace-Lorraine, 91000 Tonnerre.

Décès

- M. Jean de Préfontaine, député, adjoint au maire de Paris, et M^{me} M. et M^{me} Ange Colonna d'Istria, ses enfants,

M^{me} Santa Randazzo, M^{me} Nathalie Bellin, M. Richard Bellin, ses petits-enfants, le docteur Louis Michelangelo, son cousin,

Et les familles Totini, Laurenti, Porzi, Tafari et Manià,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Baptiste CUGLIOLO,

survenu à Paris le 25 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 1er décembre, à 11 heures, en l'église de Belleville (Corse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue d'Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris. Petreio-Blochinson (Corse).

- Le grand rabbin et M^{me} Alain Goldmann, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jules Bloch, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Orville Goldmann et leurs enfants, M. et M^{me} Neville Goldmann et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de

M^{me} Skyline GOLDMANN, née Schatzel Reiss,

leur très chère mère, grand-mère et arrière-grand-mère, décédée à Strasbourg le 26 novembre 1984, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu le 27 novembre, à Strasbourg.

Ils rappellent le souvenir de

M. Skyline GOLDMANN, son époux, tragiquement disparu le 3 mai 1983.

52, rue Lhomond, 75005 Paris. Petah-Tikva (Israël), 10, rue Fischard, 67000 Strasbourg.

- M^{me} Marie Emmanuel O.C.D., Pierre et Christine Courcier, Jacques et Agnès Bonnet, Pierre et Corinne Chailand, Blaise et Barbara Halluette, ses enfants, ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du retour à Dieu de

M^{me} Jean HALLUITTE, née Madeleine Smaoui,

survenue le 16 novembre 1984.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Nogent-Sermont (Marne).

Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Louis des Invalides, le 14 décembre, à 18 h 30, 38, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

- M. et M^{me} Robert Delgove, ses enfants, Anne et Michel Delgove, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Valentin LEMOINE, président d'honneur du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés,

survenu à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 27 novembre 1984, à 15 heures, en l'église de Suresne, 10, rue des Gastines, Suresne 91500 Mor.

- M^{me} Meaux, Villeneuve-sous-Dammartin, M. et M^{me} Edouard Luszczyński, ses enfants, M. et M^{me} Yann Bouquet, M^{me} Sabine Luszczyński, M. et M^{me} Hervé Luszczyński, ses petits-enfants, Adrien, son arrière-petit-fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Boleslas LUSZCZYNSKI, née Stanislas Swica,

survenue le 25 novembre 1984, à Meaux, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu mercredi 28 novembre, à 15 heures, en l'église de Villeneuve-sous-Dammartin (Seine-et-Marne), à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Bernard Tricot, M. et M^{me} Xavier Tricot, M. et M^{me} Marie-Claude Tricot, M. et M^{me} Hervé Tricot, Jérôme, Laurence, Roland, Audrey, Sabine, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère,

M^{me} Albert MEYER, née Geneviève Berlier.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Kasparov survit

La vingt-huitième partie du championnat du monde, jouée mercredi, s'est soldée par la nulle. Karpov mène toujours 5-0, à un point de la victoire. Il aura les Blancs vendredi, pour la vingt-neuvième partie.

De notre correspondant

Moscou. - On attendait impatiemment le comportement de Kasparov. Abandonnant son coup favori : 1.d4, le challenger joue 1.e4. Renoncement ou renouveau ?

Dans la tribune de presse de la Maison des syndicats, où elle s'est réfugiée comme chaque fois que cela va mal pour son fils, la mère du champion du monde n'a pas chancelé. Le challenger propose la nulle qui est aussitôt acceptée. Les deux joueurs se serrent la main sous les lustrés de cristal et, paisiblement, analysent la partie qui vient de s'achever. Kasparov survit.

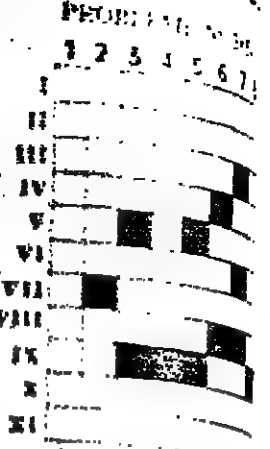
DOMINIQUE DHOMBRES.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Vingt-huitième partie
Défense Petroff

1. e4	5. f3	C3	D47
2. Cf3	C6	14. Dxd7	Rx47
3. Cx5	46	15. Fd3	C56
4. C3	Cx4	16. Td1	F46
5. d4	45	17. R5	R57
6. R3	C6	18. C5	Td8
7. d5	F4	19. Cxd6	Cxd6
8. Td1	F7	20. b3	b6
9. c4	C6	21. g4	b6
10. exd5	Fx3	22. Fd4	Td8
11. Dxd3	Dxd5	23. Fc3	g5
12. Dd3	Cxd4	24. Fc2	g5
	25. f5		Nulle

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
de prestige
pour Sociétés
Ateliers et Bureaux :
47, Passage de l'Europe
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 588.84.45

MOTS CROISÉS



1. Mot croisé

2. Mot croisé

3. Mot croisé

4. Mot croisé

5. Mot croisé

6. Mot croisé

7. Mot croisé

8. Mot croisé

9. Mot croisé

10. Mot croisé

11. Mot croisé

12. Mot croisé

13. Mot croisé

14. Mot croisé

15. Mot croisé

16. Mot croisé

17. Mot croisé

18. Mot croisé

19. Mot croisé

20. Mot croisé

21. Mot croisé

22. Mot croisé

23. Mot croisé

24. Mot croisé

25. Mot croisé

26. Mot croisé

27. Mot croisé

28. Mot croisé

29. Mot croisé

30. Mot croisé

31. Mot croisé

32. Mot croisé

33. Mot croisé

34. Mot croisé

35. Mot croisé

36. Mot croisé

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	80,00	108,74
IMMOBILIER	27,00	32,02
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

Direction
NOUS
CHERCHONS
pour son programme
AU NORD BANGLADESH

DIRECTEUR
responsable de l'ensemble de
nos activités dans cette région
rurale.
Travail fascinant mais exigeant.
Notre programme comporte un
volet médical, un volet agricole
et un volet commercial (25 %
médical, 75 % agricole et gestion).
DATE D'ENTRÉE
à définir.
DURÉE DU CONTRAT :
2 ans, renouvelable.
Préférence sera donnée aux
candidats ayant une expérience
dans un pays en voie de déve-
loppement, à possible du sous-
continent indien.
Les personnes intéressées qui
en feront la demande à
l'adresse ci-dessous recevront
une notice détaillée ainsi qu'un
formulaire de candidature.
TERRE DES HOMMES
Case Postale 388, n° 8000
CH-1000 LAUSANNE 8.

emploi régional

**IRAM, INSTITUT (FRANCO-ALLEMAND) DE
RADIOASTRONOMIE MILLIMÉTRIQUE, BASE A GRENOBLE**
recherche un
ANALYSTE PROGRAMMEUR
Pour participer au sein d'une petite équipe à la mise en
place et à l'exploitation d'un système de radiotélescopes en
cours d'installation, à 2.500 m d'altitude, près de G.A.P.
Après quelques mois à GRENOBLE, le candidat restera
travaillera à l'observatoire, au plateau de BURE. Il partici-
pera à l'exploitation des radiotélescopes ce qui impliquera
des séjours de plusieurs jours consécutifs à l'observatoire.
Il aura aussi des responsabilités dans le développement du
logiciel d'un grand système de contrôle d'équipements à la
pointe de la technologie, basé sur un réseau de mini et
micro-ordinateurs.
Expérience et connaissances : quelques années d'ex-
périence de la programmation sur mini-calculateur pour le
temps réel ainsi qu'une certaine expérience de la program-
mation pour des applications scientifiques sont souhaita-
bles.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Niveau requis : IUT d'informatique ou institut de pro-
grammation.
Salaire : selon qualification et expérience.
Les candidats doivent envoyer leur CV, salaire récent
et prétentions à :
IRAM - Administrateur
Voie 10 - Domaine universitaire
38406 Saint-Martin d'Hères
Raf. : VC 41

I.N.R.A.
recrute deux ingénieurs d'études (niveau 3 A)
a) à la station de phytopharmacologie d'Avignon sur profil ef-
fets secondaires des antiparasitaires sur abeilles.
b) à la station de recherches forestières de Nancy sur
profil effets des pesticides acides sur le couvert forestier.
Niveau exigé : doctorat, troisième cycle ou grande école.
Envoyer d'urgence lettre de candidature, CV et photo
d'identité récente à :
I.N.R.A.
Laboratoire des Médicaments Chimiques
Domaine de Brezoué
MACY-LES-HAMEAUX
78470 SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

**IRAM, INSTITUT (FRANCO-ALLEMAND) DE
RADIOASTRONOMIE MILLIMÉTRIQUE, BASE A GRENOBLE**
recherche un
**TECHNICIEN SUPÉRIEUR
ÉLECTRONIQUE**
Pour participer au sein d'une petite équipe à la mise en
place et à l'exploitation d'un système de radiotélescopes en
cours d'installation, à 2.500 m d'altitude, près de G.A.P.
Après quelques mois à GRENOBLE, le candidat restera
travaillera à l'observatoire, au plateau de BURE. Il partici-
pera à l'exploitation des radiotélescopes ce qui impliquera
des séjours de plusieurs jours consécutifs à l'observatoire.
Il aura aussi des responsabilités dans le développement du
logiciel d'un grand système de contrôle d'équipements à la
pointe de la technologie, basé sur un réseau de mini et
micro-ordinateurs.
Expérience et connaissances : quelques années d'ex-
périence de la programmation sur mini-calculateur pour le
temps réel ainsi qu'une certaine expérience de la program-
mation pour des applications scientifiques sont souhaita-
bles.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Niveau requis : BTS, DUT ou équivalent.
Salaire : selon qualification et expérience.
Les candidats doivent envoyer leur CV, salaire récent et
prétentions à :
IRAM - Administrateur
Voie 10 - Domaine universitaire
38406 Saint-Martin d'Hères
Raf. : VC 40

**propositions
diverses**
**ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS**
MODERNES - BRILLANTS
ARGENTERIE - VIEL OR
PÉRIODIQUE JOAILLERS-ORFÈVRES
à Corder, 4, Chaussée d'Antin
Stalle 37, av. Victor-Hugo
Ventes Occasions Échanges

**automobiles
ventes**
plus de 16 C.V.
A vendre RANGE ROVER 1982.
1^{er} main, 43.000 km, tout vivot
pneu, buffet, banquettes amovibles,
intérieur très agréable, climatisation,
peinture neuve et pneus neufs.
Tél. : 233-75-76.

**emplois
internationaux**
INFORMATIS
INGÉNIEUR
PROJET CAO ROBOTIQUE
5 ans d'expérience
OPÉRATIONS SYSTÈME
pour participer à d'importantes
projets de CAO et ROBOTIQUE.
Préférences déplacements :
U.S.A., ESPAGNE, ITALIE,
GRÈCE, ALLEMAGNE.
Voyage fourni
pour la région parisienne.
INGÉNIEUR LOGICIEL
5 ans d'expérience en SOFT de
base, Moniteur commercial
TRANSFAC.
INGÉNIEUR SYSTÈME
PROCESSUS INDUSTRIELS
MIRA-POP 11 - SOLAR
INGÉNIEUR LOGICIEL
3 ans d'expérience d'applications,
MICROLOGIE 68000, Langage C.
28, rue Daubenton, 93-537-95-22.

emploi régional

**IRAM, INSTITUT (FRANCO-ALLEMAND) DE
RADIOASTRONOMIE MILLIMÉTRIQUE, BASE A GRENOBLE**
recherche un
ANALYSTE PROGRAMMEUR
Pour participer au sein d'une petite équipe à la mise en
place et à l'exploitation d'un système de radiotélescopes en
cours d'installation, à 2.500 m d'altitude, près de G.A.P.
Après quelques mois à GRENOBLE, le candidat restera
travaillera à l'observatoire, au plateau de BURE. Il partici-
pera à l'exploitation des radiotélescopes ce qui impliquera
des séjours de plusieurs jours consécutifs à l'observatoire.
Il aura aussi des responsabilités dans le développement du
logiciel d'un grand système de contrôle d'équipements à la
pointe de la technologie, basé sur un réseau de mini et
micro-ordinateurs.
Expérience et connaissances : quelques années d'ex-
périence de la programmation sur mini-calculateur pour le
temps réel ainsi qu'une certaine expérience de la program-
mation pour des applications scientifiques sont souhaita-
bles.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Niveau requis : IUT d'informatique ou institut de pro-
grammation.
Salaire : selon qualification et expérience.
Les candidats doivent envoyer leur CV, salaire récent
et prétentions à :
IRAM - Administrateur
Voie 10 - Domaine universitaire
38406 Saint-Martin d'Hères
Raf. : VC 41

I.N.R.A.
recrute deux ingénieurs d'études (niveau 3 A)
a) à la station de phytopharmacologie d'Avignon sur profil ef-
fets secondaires des antiparasitaires sur abeilles.
b) à la station de recherches forestières de Nancy sur
profil effets des pesticides acides sur le couvert forestier.
Niveau exigé : doctorat, troisième cycle ou grande école.
Envoyer d'urgence lettre de candidature, CV et photo
d'identité récente à :
I.N.R.A.
Laboratoire des Médicaments Chimiques
Domaine de Brezoué
MACY-LES-HAMEAUX
78470 SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

**IRAM, INSTITUT (FRANCO-ALLEMAND) DE
RADIOASTRONOMIE MILLIMÉTRIQUE, BASE A GRENOBLE**
recherche un
**TECHNICIEN SUPÉRIEUR
ÉLECTRONIQUE**
Pour participer au sein d'une petite équipe à la mise en
place et à l'exploitation d'un système de radiotélescopes en
cours d'installation, à 2.500 m d'altitude, près de G.A.P.
Après quelques mois à GRENOBLE, le candidat restera
travaillera à l'observatoire, au plateau de BURE. Il partici-
pera à l'exploitation des radiotélescopes ce qui impliquera
des séjours de plusieurs jours consécutifs à l'observatoire.
Il aura aussi des responsabilités dans le développement du
logiciel d'un grand système de contrôle d'équipements à la
pointe de la technologie, basé sur un réseau de mini et
micro-ordinateurs.
Expérience et connaissances : quelques années d'ex-
périence de la programmation sur mini-calculateur pour le
temps réel ainsi qu'une certaine expérience de la program-
mation pour des applications scientifiques sont souhaita-
bles.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Niveau requis : BTS, DUT ou équivalent.
Salaire : selon qualification et expérience.
Les candidats doivent envoyer leur CV, salaire récent et
prétentions à :
IRAM - Administrateur
Voie 10 - Domaine universitaire
38406 Saint-Martin d'Hères
Raf. : VC 40

**propositions
diverses**
**ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS**
MODERNES - BRILLANTS
ARGENTERIE - VIEL OR
PÉRIODIQUE JOAILLERS-ORFÈVRES
à Corder, 4, Chaussée d'Antin
Stalle 37, av. Victor-Hugo
Ventes Occasions Échanges

**automobiles
ventes**
plus de 16 C.V.
A vendre RANGE ROVER 1982.
1^{er} main, 43.000 km, tout vivot
pneu, buffet, banquettes amovibles,
intérieur très agréable, climatisation,
peinture neuve et pneus neufs.
Tél. : 233-75-76.

OFFRES D'EMPLOIS
**IMPORTANT ORGANISME
DE PRÉVOYANCE
COLLECTIVE**
PARIS
recherche
**UN CADRE (H. ou F.)
POUR SON DÉPARTEMENT MALADIE**
La personne recrutée devra justifier d'une
BONNE FORMATION SUPÉRIEURE
et de PLUSIEURS ANNÉES D'EXPERIENCE
DANS UN SECTEUR D'ACTIVITÉ IDENTIQUE.
Adjoint au Chef du Service,
ce cadre devra diriger et animer une équipe
d'une quarantaine de collaborateurs.
Ouvrir LE SENS DES RELATIONS HUMAINES,
des CAPACITÉS D'ANALYSE et DE RÉDACTION
sont INDISPENSABLES.
Le poste est à pourvoir dans les meilleurs délais.
Envoyer C.V. photo et prétentions
à : réf. n° 2081 à : PRAIRIAL
47, rue des Tournelles - 75003 PARIS, qui transmettra.

**BUREAU FRANCIS LEBEVRE
CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX**
NEUILLY-SABLONS
offre situation d'avenir à
**JEUNES SPECIALISTES
EN DROIT FISCAL
OU
EN DROIT DES SOCIÉTÉS
DE HAUT NIVEAU**
Une formation appropriée, le sens du contact et
quelques années d'expérience sont indispensables
(des connaissances comptables et une bonne
maîtrise de l'anglais seront très appréciées).
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au :
3, Villa Emile Berges
92522 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX.

**ENTREPRISE GÉNÉRALE
PARIS SUR**
**INGÉNIEUR
AUTOMATISME**
1^{re} expérience en instrumentation
conventionnelle, systèmes numé-
riques centralisés en milieu industriel.
Fonctions études de définition et
de réalisation d'affaires.
Env. avec CV et photo n° 3053
DECO PUBLITECH 10, square
Var, Paris 20, qui transmettra.

**CONSEILLER
JURIDIQUE
ET FISCAL**
Pour une association, même débi-
tante. Salaire brut 83.000 F
Envoyez le n° 705-187 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montesson, Paris-7.
Ses d'assurances en progression
vite rapide, pour son service
marketing. UN (E) DIPLOMÉ (E)
d'école supérieure de com-
merce ayant le goût et l'expé-
rience de la création de dé-
placements publicitaires et le
capacité de gérer un budget de
publicité. Le candidat (e) aura
un minimum 28 ans minimum,
qualiques années d'expérience
dans une agence de publicité
ou dans le service marketing
d'une entreprise importante.
Candidature à : L'EPARGNE DE
FRANCE.
Direction du personnel
85, rue Jouy
75847 PARIS CEDEX 17.

**capitaux
propositions commerciales**
**GRUPE INTERNATIONAL AVEC SIÈGE
ET FILIALES EN EUROPE ET USA**
recherche collaboration avec :
- Conseillers financiers de haut niveau, disposant d'un
portefeuille de clients.
- Gérants de fortunes privées ou cabinets de conseil en
investissements.
Intéressés à la diffusion de nouveaux véhicules d'investisse-
ments. Commission et intégration de participation hors
pair. Investissements pour résidents, en conformité avec la
réglementation sur les changes.
Ecrire sous chiffre F 18-115430,
PUBLICITAS, CH 1211 Genève 3.

**traduction
demande**
Diplômé Genève cherche tra-
ductions à domicile angl., esp.,
français. Ecr. S. Pignatelli,
82, rue Philippe-de-Grand (18^e)

**ADMINISTRATEUR
SHISEI**
indépendant, trilingue, expé-
rience industrie multinationale,
français, anglais, japonais.
encore un mandat
pour SHISEI.
existence ou à constituer. Dis-
cussion à : réf. 2226 R.V.S à
OFA OREL, RUELLI PUBLICITE
S.A., 22, rue du Mont-Saint-Blanc,
1201 GENEVE.

L'immobilier

appartements ventes
2^e arrdt
OPÉRA
RAVISSANT 2 PCES DE
CARACTÈRE. Parfait état.
670.000 F. Tél. : 582-16-40.

3^e arrdt
RUE SAINT-MARTIN
Imm. pierre de t., XVIII^e s., dé-
gagé 3 p., parfait état, très
calme, bon plan, 700.000 F.
MATIMO, 272-33-25.

4^e arrdt
**ILE SAINT-LOUIS
QUAI D'ORLÈANS**
EXCEPTIONNEL.
R-D-C+2, PLEIN SOLAIRE.
5 FENÊTRES SUR LE QUAI.
GRAND LIVING, cheminée.
Cuisine-DISTRICT ÉQUIPÉE.
CHAMBRE, BAIN JAPONAIS.
Aménagement contemporain.
DE GROSSE QUALITÉ, 2.500.000 F.
MATHIEU, 272-33-25.

5^e arrdt
CEUR MARAIS
Dern. HOTEL PARTICULIER
NOUVEAUX SURFACES A
RÉNOUVER. Tél. : 236-53-32.

6^e arrdt
PANTHEON
beau studio, 2 ch., 600.000 F.
de br., 25 m². Tél. : 544-98-07

7^e arrdt
**NEUF
JARDIN PLANTES**
1 et 3 RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE.
L'ensemble imm.
3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

8^e arrdt
ST-SEVERIN
RUE PÉTONNE
LOFT DE CARACTÈRE
2 ch., 2 b., 750.000 F.
REAGASY - 582-16-40.

9^e arrdt
SEINE BX ARTS
Et. Elevé, 155 m², 703-32-31
ST-PLACIDE, REFAIT NEUF
2 p., cuis., bain, w.c., ch.
carré, gaz, 3^e et 4^e ét.
25, rue Dauphine.

10^e arrdt
SEINE BX ARTS
Et. Elevé, 155 m², 703-32-31
ST-PLACIDE, REFAIT NEUF
2 p., cuis., bain, w.c., ch.
carré, gaz, 3^e et 4^e ét.
25, rue Dauphine.

11^e arrdt
**EMBAISSY SERVICE
COGNAC-JAY 218 m²**
ét. élevé BELLE RÉCEPTION
+ 4 ch., 2 b., 2 s., 2 c.,
cuis., 200.000 F.
Téléphone : 962-16-40.

12^e arrdt
ÉCOLE MILITAIRE
2 p., 11 et 12, 4^e étage sans asc.
620.000 F. MATIMO, 272-33-25.

13^e arrdt
ROME
Imm. pierre de t., 4-5 p., parf.
état, 2 ch., 2 b., 2 s., 2 c.,
cuis., 200.000 F.
MATIMO, 272-33-25.

14^e arrdt
NOTRE-DAME-LORETTE
Beau dble liv., ch., cuis.,
bain, ref., 4^e et 5^e ét.,
480.000 F. Tél. : 526-99-04.

15^e arrdt
40 m² A RÉNOVER
étage élevé sans asc.,
175.000 F. prouté Marie
Immo Marcadet 252-01-82

16^e arrdt
PRÈS MAIRIE
Très bel imm., 2 ch., 2 b.,
2 s., 2 c., 200.000 F.
OCCUPÉ LOI 48 - 30 %
2 p., 47 m² + b., 255.000 F.
Tél. : 559-66-37/359-70-06.
Vis. sam. 14-17 h.
8, rue Elzévir-Leroux.

17^e arrdt
LOFT
325-68-68.
SYMPATHIQUE MAISON
avec atelier, 2 ch., cuis.,
salle, 230 m².
Ph 1.800.000 F. 587-33-34.

18^e arrdt
ALESIA
Bel imm. pierre
de t., 3 p., 11 et 12, 4^e ét.
Prix : 620.000 F. 325-97-16.

19^e arrdt
**MAISON DE LA RADIO
200 m² EN DUPLEX
SUR SEINE**
RÉCEP. + 4 CHÈRES + 3 BAINS
Plein soleil, 15^e 7^e arrdt.
SERGE KAYSER (1) 329-60-80

20^e arrdt
**MAISON DE LA RADIO
200 m² EN DUPLEX
SUR SEINE**
RÉCEP. + 4 CHÈRES + 3 BAINS
Plein soleil, 15^e 7^e arrdt.
SERGE KAYSER (1) 329-60-80

21^e arrdt
**MAISON DE LA RADIO
200 m² EN DUPLEX
SUR SEINE**
RÉCEP. + 4 CHÈRES + 3 BAINS
Plein soleil, 15^e 7^e arrdt.
SERGE KAYSER (1) 329-60-80

**locations
non meublées
offres**
Paris
VOUS CHERCHEZ
UNE LOCATION ?
le N° 1 de la location
entre particuliers
104, rue de Valenciennes, 75002
PARIS. Tél. : 286-58-46.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
Pour personnel et Cadre
supérieur IMPORTANTES STÉ
FRANCAISE INFORMATION
rech. APPTs, 2 ch., 2 b., 2 s.,
STUDIOS, VILLAS PARIS
et BANLIEUE - 584-46-41.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris
rech. du STUDIO au 5 p.
LOYERS GAZ, ÉLECTRICITÉ
ou Ambassadeurs. 285-11-08.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
EMBAISSY SERVICE
8, av. Marceau, 75006 PARIS
APPARTEMENT STANDARDS
UNIQUEMENT
562-78-99

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov. au 30 sept. 1985.
Notre fille aura un contrat à
votre nom possible à :
D. ROBERT PROST
Rue de Valenciennes 11,
CH-5007 ZÜRICH, Suisse.

**locations
non meublées
demandes**
Paris
VOUS CHERCHEZ
pour votre fille de 18 ans
SUISSE
une belle chambre dans une fa-
mille avec enfants, habitant
dans un quartier agréable, à
Paris.
1^{er} Nov

150

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Les entreprises publiques vont rembourser à l'État 7 milliards de francs de prêts

Les entreprises publiques vont devoir rembourser au FDES (Fonds de développement économique et social), c'est-à-dire à l'État, les prêts qu'elles ont obtenus en 1983. Ces remboursements se feront pour l'essentiel en deux étapes : 3 milliards de francs d'ici à la fin de l'année, 4 milliards de francs en 1985. La suite viendra ultérieurement. Depuis 1982, le FDES ne consent plus de prêts aux entreprises publiques.

Les principales entreprises touchées par les remboursements anticipés au Trésor sont, pour cette année, Gaz de France pour presque 1,8 milliard de francs, la Compagnie nationale du Rhône pour un demi-milliard de francs, Aéroports de Paris pour 400 millions de francs, la SNCF pour 300 millions de francs. Les 4 milliards de francs inscrits en recettes dans le budget de l'État pour 1985 ne sont pas encore répartis. On sait pourtant qu'ils concernent Aéroports de Paris pour

une somme non encore arrêtée mais probablement importante (environ 1 milliard de francs), la RATP, et peut-être Renault, qui avait obtenu des prêts du FDES, ne serait pas mis à contribution. An contraire : l'État abandonne ses créances en transformant 700 millions de francs de prêts en dotation en capital.

Cette opération de débudgétisation s'explique dans l'immédiat par le souci qu'a le gouvernement d'alléger les charges publiques afin de limiter le déficit de l'État. S'y ajoute une autre opération ayant le même objectif : imposer un taux de rémunération plus élevé que jusqu'à présent pour les dotations en capital de l'État aux entreprises publiques qui, de par leur statut, ne versent pas de dividendes à l'État (contrairement aux nouvelles entreprises nationales qui en versent).

Les pouvoirs publics avancent de bons arguments pour justifier le principe de la disparition des prêts du FDES aux entreprises publiques.

Celui-ci avait, en effet, été créé après la deuxième guerre mondiale, à une époque où n'existait pas de marché financier et où les entreprises publiques étaient de toute façon hors d'état d'emprunter compte tenu d'une structure de leur bilan très défavorable. Nous n'en sommes plus là du tout : le marché obligataire français est maintenant en pleine expansion (240 milliards de francs environ cette année) et on voit en priorité aux entreprises publiques dont la signature est de surcroît parmi les mieux cotées sur les places financières étrangères.

Une page est tournée. L'État n'interviendra plus que pour aider par ses subventions les entreprises défaillantes comme les Charbonnages de France et la SNCF, ou pour doter en tant qu'actionnaires les entreprises publiques.

La question peut tout de même se poser de savoir si, en mettant fin à son rôle de banquier, l'État ne perd pas de même coup au moins une partie de son pouvoir sur les entreprises publiques. Le gouvernement estime que non, persuadé qu'il est de contrôler l'essentiel de l'activité des firmes nationales par le rôle qui lui est dévolu de coordinateur et de répartiteur des grands investissements. C'est un rôle que joue l'État dans presque tous les pays du monde et notamment aux États-Unis avec les programmes d'investissement énergétique dans lesquels la puissance publique assume le partage entre nucléaire, pétrole, charbon et gaz.

ALAIN VERNHOLE.

Les sommes à rembourser

GAZ DE FRANCE est demeuré touché. L'établissement a accepté le remboursement anticipé d'ici au 31 décembre 1984 de 1,8 milliard de francs à taux privilégié du FDES, ce qui lui permettra d'acquiescer à la loi de finances de 1985. Gaz de France lancera un emprunt obligataire de 600 millions de francs sur dix ans, partant en 1985 à un taux de 11,15 % (celui que le dernier prêt du FDES portait au 1er janvier 1984). En outre, Gaz de France versera, dès le début de 1985, la rémunération des dotations en capital consenties par l'État (5,8 milliards de francs au total) passer de 3 % actuellement à 8 %, ce qui entraînera une charge supplémentaire de 300 millions de francs en 1985. Rappelez-vous que GDF devait en 1984 payer au FDES 4 milliards de francs de dotations en capital et que l'établissement a déjà accepté de rembourser à l'État la somme de 1,8 milliard de francs de prêts.

EDF va supporter une charge supplémentaire de 1 milliard de francs de dotations en capital, le remboursement de 1 milliard de francs de dotations en capital de l'État en 1985. EDF devra en 1984 payer au FDES 4 milliards de francs de dotations en capital et que l'établissement a déjà accepté de rembourser à l'État la somme de 1,8 milliard de francs de prêts.

EDF va supporter une charge supplémentaire de 1 milliard de francs de dotations en capital, le remboursement de 1 milliard de francs de dotations en capital de l'État en 1985. EDF devra en 1984 payer au FDES 4 milliards de francs de dotations en capital et que l'établissement a déjà accepté de rembourser à l'État la somme de 1,8 milliard de francs de prêts.

LES TARIFS DE LA SNCF AUGMENTENT DE 3 %

Les tarifs de la SNCF augmentent de 3 % avant le 15 décembre. L'augmentation de la SNCF est la plus importante de l'INSEE. L'indice s'est établi à 152,3 contre 151,3 en septembre sur la base 100 en 1980. En un an (octobre 1984 comparé à octobre 1983) la hausse est de 7 %. En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus, elle est de 6,9 %.

M. FABIUS AUX SIXIÈMES ASSISES NATIONALES DES CHAMBRES DE COMMERCE

La modernisation sans l'idéologie

Monsieur, nous vous annonçons que vous venez d'être recensés comme le dix-millionième chômeur en France.

Ah ! bon...

Quel est votre emploi ?

Pier à l'ANPE...

Ce dialogue est l'un des moments choisis du film qui a été présenté le 28 novembre aux chambres de commerce et d'industrie réunies à Paris pour leurs sixièmes assises et le vingtième anniversaire de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI). Film catastrophe, un mauvais rêve, intitulé « Mieux que ça », comme on dirait à la DATAR, qui montre ce qui arriverait dans peu de temps en France si l'on perdait la bataille économique. Il est moins ciné... d'actualité.

Le premier ministre avait tenu, en effet, à venir personnellement écouter ces assises sur le thème retenu, « Mieux que ça », est, selon lui, « au centre des enjeux actuels de notre pays ». Plusieurs passages de ce film dérisoire lui ont profondément fait un peu mal, car tout le monde sait bien que la gauche ne recrute pas l'essentiel de ses bataillons dans les milieux conservateurs, le patronat ou les commerçants. Et il s'est employé, sans vouloir cacher les difficultés, à mettre en valeur certaines réussites de notre économie, par exemple le TGV, les logiciels ou l'agro-alimentaire. « Il n'y a pas de

fatalité qui puisse faire chavirer l'Europe vers le déclin. Le terrain de manœuvre de toutes les entreprises, petites, moyennes et grandes, ne peut être qu'international, sinon c'est la recroquevillement et la mort ». Mais pour M. Fabius, la modernisation de l'appareil économique implique deux conditions : « La modernisation des rapports sociaux et - ce qui est plus compliqué - la modernisation de l'État ».

C'était l'occasion pour lui, et devant un public particulièrement réceptif, de jouer un hymne au pragmatisme. Mais il est dommage que le premier ministre ait prononcé son allocution sur un ton si peu énergique. « N'ayons pas de vision idéologique... et si l'État doit soutenir l'économie et l'orienter, c'est davantage par l'allégement des contraintes que par la multiplication des aides. D'ailleurs, la décentralisation devrait faciliter la débureaucratiation ».

Les responsables des chambres de commerce qui, au-delà de la construction et de la gestion des zones industrielles, des ports et des aéroports ont pour vocation d'animer tout le tissu économique régional et devraient à cet égard concevoir leur mission comme un véritable service public au profit du plus grand nombre, ne pouvaient pas ne pas applaudir à ce credo du néo-réalisme. M. Pierre Netter, président de l'APCCI, avait annoncé la couleur, citant l'économiste américain Joseph Schumpeter, mort en 1950, selon lequel « il n'est pas d'institution plus démocratique que le marché » : « La France est engagée de façon irréversible dans la compétitivité internationale : la France est riche ; mais la France est fragile », a déclaré le « patron » du réseau consulaire qui régit sur cent soixante et une chambres, un million cinq cent mille ressortissants et un budget de 10 milliards de francs. Et il a, sous les applaudissements de l'assistance, demandé la levée de tous les contrôles, qu'il s'agisse notamment de celui des prix et des changes « car la libre circulation des capitaux, c'est la libre circulation de la confiance ».

FRANÇOIS GROSPICHAUD.

EN OCTOBRE

Les prix ont augmenté de 0,7 %

La hausse des prix de détail en octobre a été de 0,7 % selon les calculs définitifs de l'INSEE. L'indice s'est établi à 152,3 contre 151,3 en septembre sur la base 100 en 1980. En un an (octobre 1984 comparé à octobre 1983) la hausse est de 7 %. En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus, elle est de 6,9 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,5 % en un mois et de 7,5 % en un an. Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,8 % en un mois et de 7,1 % en un an. Cette forte hausse s'explique surtout par les textiles (+ 1,3 % en un mois, + 9,5 % en un an).

Les prix des services ont augmenté de 0,5 % en un mois et de 6,3 % en un an.

Les industriels prévoient une stagnation de la production

L'enquête mensuelle de novembre faite par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise a montré une stabilisation de l'activité industrielle, après la croissance enregistrée au troisième trimestre, du fait, notamment, de la diminution de la demande étrangère dans toutes les branches, à l'exception des biens de consommation.

Pour les prochains mois, les perspectives des industriels, variables selon les branches, correspondent dans l'ensemble à une stagnation de la production. La stabilisation se note principalement dans le secteur des biens d'équipement.

CEE

La Commission de Bruxelles veut renforcer le système monétaire européen

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne vient d'approuver des propositions destinées à accroître le rôle de l'ECU et, par là même, à renforcer celui du système monétaire européen (SME).

Ces propositions visent le circuit officiel de l'ECU, autrement dit les transactions entre les banques centrales. Il s'agit d'en faire, d'avantage que par le passé, un instrument de réserve facilement mobilisable avec un rendement normal. L'ECU dépassera ainsi son usage actuel d'unité de compte pour acquiescer à un statut plus réellement monétaire, même si elle reste fonctionnaire bruxelloise.

Les propositions de la Commission, qui s'appuie sur les travaux accomplis en 1984 par les comités spécialisés des Ds et qui, de ce fait, ont toutes chances d'être retenues par les ministres des finances, sont rendues possibles par l'évolution de la position de la RFA, qui manifeste moins de réticence que dans le passé vis-à-vis de l'ECU, et accepte qu'il soit utilisé plus fréquemment comme instrument de réserve.

Ce changement de la position allemande, s'il se confirme, lève un obstacle considérable au développement du rôle de l'ECU. Techniquement, les aménagements au régime actuel qui sont préconisés tournent autour de trois idées :

- 1) A la suite des interventions de change pratiquées au sein du SME, le règlement des sommes dues par les banques centrales débiteurs ne peut se faire en ECU qu'à concurrence de 50 %. Cette limitation devrait désormais disparaître ;
- 2) Il importe que les banques centrales, qui servent de la sorte rémunérées en ECU, n'y perdent pas. Doré-

ÉTRANGER

En Italie

LA SOCIÉTÉ D'ELECTROMENAGER INDESIT VA SUPPRIMER UN EMPLOI SUR DEUX

L'industrie italienne d'électroménager, celle qui triomphait sur tous les marchés européens dans les années 60, se porte mal aujourd'hui. Après le rachat du numéro un italien Zanussi par Electrolux, le numéro deux Indesit vient d'annoncer qu'il allait devoir supprimer plus d'un emploi sur deux.

La société installée à Turin qui emploie huit mille personnes a accumulé l'an passé des pertes de 115 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs.

Elle affirme détenir 12 % du marché italien de l'électroménager et 5 % du marché européen mais est également présente dans l'électroménager grand public, secteur où ses pertes sont les plus sévères. Indesit, en supprimant quatre mille deux cent quatre-vingt-dix emplois, espère redevenir bénéficiaire en 1985.

La lutte contre la fraude fiscale. - Le premier des six votes de la loi de finances pour 1985, relatif à la fusion de la loi de finances fiscale a été favorable, mercredi après-midi 28 novembre, au gouvernement de centre-gauche de M. Bettino Craxi. 169 députés ont voté la confiance contre 103, tandis que 9 se sont abstenus. Le texte de loi doit être présenté mardi prochain 4 décembre à la Chambre des députés. - (AFP.)

AUX ETATS-UNIS

M. Reagan et les dépenses militaires

(Suite de la première page.)

La plupart des économistes, et nombre aussi d'officiers, ne croient pas, surtout depuis la publication des statistiques sur le ralentissement de la croissance, que les propositions de coupes budgétaires faites mercredi matin à M. Reagan suffiront, même adoptées dans leur ensemble, à ramener le déficit à des proportions acceptables.

Mises au point par le directeur du budget, M. Stockman, ces propositions visent à diminuer le déficit de 40 milliards de dollars au moins en 1986 et de 100 milliards d'ici à 1988. Actuellement, estimé à quelque 210 milliards sur chacune des prochaines années, il ne devrait ainsi plus représenter que 4 %, puis 3 % et enfin, en 1988, 2 % du produit national brut pour un budget qui devrait, lui, dépasser, dès le prochain exercice, les 1 000 milliards de dollars.

Ces coupes passent, a-t-il été expliqué à M. Reagan, non seulement par la suppression pure et simple de nombreuses dépenses civiles (comme l'action en faveur du développement urbain) et la diminution de nombreuses autres (comme les retraites de fonctionnaires ou les subventions agricoles), mais aussi par un ralentissement de l'effort militaire.

LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE CHEVRON VA SUPPRIMER 12 000 EMPLOIS

La Standard Oil of California (Chevron), deuxième groupe pétrolier américain, a annoncé qu'elle allait réduire ses effectifs de 12 000 personnes, soit de 15 %. Cette réduction massive de personnel est liée à la fusion en cours des activités de Chevron avec la compagnie Gulf Oil, qu'elle a rachetée en mars dernier (Le Monde du 7 mars 1984). Au total, les effectifs du groupe atteignent 80 000 personnes.

Les suppressions d'emplois touchent notamment les activités de la Gulf à Houston (Texas) et Pittsburgh (ancien siège de la compagnie). Les salariés des deux compagnies se verront offrir des primes de départ volontaire dépassant un an de salaire. Chevron a déjà revendu à la Standard Oil Co (SOHIO) les raffineries et les réseaux de distribution de la Gulf dans le sud-est des États-Unis, condition imposée par les autorités fédérales pour approuver définitivement la fusion projetée avec la Gulf.

Concrètement M. Stockman a souhaité que les dépenses militaires soient diminuées l'année prochaine de 10 milliards de dollars par rapport aux prévisions faites, ce qui pourrait ramener la progression de l'enveloppe du Pentagone à 5 % contre les 9 % enregistrés en moyenne depuis l'arrivée au pouvoir de M. Reagan, et les 14 % qu'avait espérés M. Weinberger (!). Le secrétaire d'État à la défense serait décidé à s'opposer vigoureusement à cette mesure qui constituerait une révolution de taille dans le réagisme, alors même que l'URSS vient d'annoncer une augmentation marquée de son budget militaire.

M. Reagan, lui, n'a pas encore fait connaître sa position. A en croire un haut fonctionnaire, il

aurait « aimé ce qu'il a entendu » et il désirerait, selon son porte-parole M. Larry Speakes, « entendre plus de détails », avant d'arrêter sa décision. Ce qui est sûr est que, cela fait, il passera de tout son poids - utilisant sa popularité et l'impopularité d'une éventuelle augmentation des impôts - pour l'acceptation de son plan par le Congrès.

Il aura, en effet, à entrer, personnellement, dans la bataille pour vaincre non seulement les résistances des démocrates qui sont majoritaires à la Chambre et voudraient tempérer l'austérité budgétaire par un relèvement des recettes, mais aussi les réticences des républicains, nombreux à penser qu'une trop brutale réduction des dépenses leur coûterait plus cher aux élections de 1986 et de 1988 qu'une augmentation modérée des impôts.

BERNARD QUETTA.

(1) Le budget militaire devrait en l'état actuel s'élever à 294,6 milliards pour l'année financière qui s'ouvre le 1^{er} octobre 1985. Il atteindrait 368,7 milliards en 1987-1988, alors que les économies envisagées se monteraient à 30 milliards de dollars.

Meyrowitz OPTICIEN

POUR UNE CERTAINE ÉLITE : LES LUNETTES EN ÉCAILLE MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR 5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

MAURICE COHEN
LE DROIT DES COMITÉS D'ENTREPRISE
ET DES COMITÉS DE GROUPE
1984, 1050 pages. PRIX FRANCO: 417 F

LGDJ
20, rue Soufflot, 75005 PARIS
Tél.: 354-07-19

(Publicité)
La mairie d'Antibes organise les 17 et 18 janvier 1985 un concours sur épreuves de recrutement de gardiens de police municipale. Ce concours s'adresse aux candidats de nationalité française. Agés de 21 ans au moins et de 40 ans au plus, le 1^{er} janvier 1985 et ayant satisfait aux obligations militaires. Ils devront en outre posséder le permis de conduire automobile et avoir une acuité visuelle totalisant 15/10^e pour les deux yeux avant correction.

Ce concours comporte les épreuves suivantes.
Epreuves écrites :
1) Une dictée (30 mn - coefficient 1) ;
2) Problèmes d'arithmétique (1 heure - coefficient 2) ;
3) Etablissement d'après les éléments d'un dossier, d'un rapport d'information, de contravention ou d'accident (2 heures - coefficient 3).

Epreuves orales :
1) Interrogation sur un programme de droit public et de droit pénal (coefficient 3) ;
2) Interrogation sur un programme de police (coefficient 3) ;
Des épreuves d'aptitudes physiques sont également prévues (coefficient 3).

Les candidats intéressés peuvent se renseigner auprès de la mairie d'Antibes-service du secrétariat général afin de retirer les imprimés nécessaires à leur inscription. Prendre rendez-vous pour la visite médicale préalable et connaître le programme des différentes épreuves. La clôture des inscriptions est fixée au 20 décembre 1984.

CLARTÉ
RIGUEUR
IMAGINATION +40% d'abonnés par an

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

JOURNAL D'INFORMATION CRITIQUE SUR L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE ET SOCIALE

OUL je m'abonne pour 1 an : 7 numéros : 70 F.
NOM PRÉNOM
ADRESSE
ALTERNATIVES ECONOMIQUES, 20 rue d'Assas - 21000 Dijon.

SOCIAL

LES DISCUSSIONS POUR LA NOUVELLE CONVENTION DE 1985

Les tarifs médicaux en question

Le décor est aujourd'hui planté pour commencer la négociation d'une nouvelle convention entre les médecins et la Sécurité sociale, la précédente, signée en 1980, arrivait à échéance en juin 1985. Le 17 décembre devrait avoir lieu la première rencontre officielle entre les trois caisses d'assurance-maladie (salariés du régime général, agriculture et travailleurs indépendants) et les deux organisations médicales reconnues par le gouvernement, représentatives de la profession et habilitées à négocier : la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) - le Monde du 7 novembre.

Les deux organisations ont entamé une série de consultations pour mieux connaître les préoccupations et les vœux de leurs adhérents et apprécier leur détermination ; elles ont fait le bilan lors de leurs assemblées générales respectives, les 30 novembre, 1^{er} et 12 décembre pour la CSMF, les 7 et 8 décembre pour la FMF. Mais les orientations apparaissent déjà. Au centre du débat, le mode de fixation des tarifs médicaux, les syndicats demandant davantage de liberté pour les praticiens par rapport au « tarif opposable », qui constitue depuis sa création en 1960 la clef de voûte du système conventionnel, puisqu'il donne aux malades une garantie de remboursement.

C'est la Fédération des médecins de France qui a défini le plus clairement ses options, bien que celles-ci n'aient pas encore été formellement approuvées. Pour les responsables de la FMF, il s'agit de maintenir et d'étendre l'acquis de la convention de 1980. Celle-ci donnait aux médecins, en échange de l'abandon de certains avantages sociaux, la possibilité de fixer librement leurs honoraires (« avec tact et mesure ») ; c'est le « deuxième secteur », qu'ont choisi 11 % des praticiens libéraux, ceux du « premier secteur » pratiquant les « tarifs opposables » fixés chaque année après discussion avec les caisses d'assurance-maladie.

La FMF voit deux façons d'assouplir ce système. La première consiste à laisser aux médecins une marge de liberté au-dessus du tarif conventionnel qui resterait remboursé par la Sécurité sociale au taux actuel. Cette marge serait réduite, voire supprimée, lorsque le tarif est sensiblement relevé, plus importante en cas de faible revalorisation. Mais le revenu des médecins ne serait plus strictement lié aux ressources de la Sécurité sociale, une proposition que ses auteurs justifient par une double nécessité et une double volonté : assurer une progression convenable du revenu des médecins et leur permettre - notamment pour les spécialistes - de renouveler leur matériel et de suivre le progrès technique.

L'autre libération, plus limitée, concernerait la visite au domicile du malade ; elle consisterait à séparer l'acte médical, dont la rémunération, et le remboursement seraient déterminés par la convention nationale ; le déplacement du médecin, considéré comme une prestation de service, verrait alors son prix fixé par les préfets, après négociations locales, et le remboursement de ce déplacement pourrait varier. Le raisonnement est le même : assurer au médecin l'amortissement de ses frais professionnels.

« Donner de l'oxygène »

Si la CSMF n'a pas pour l'instant de propositions aussi élaborées, elle manifeste les mêmes soucis. Le Dr Jacques Beaupère, son président, souhaite aussi « donner de l'oxygène » aux médecins du « premier secteur » et rapprocher leur situation de celle des praticiens à « honoraires libres » : « Il n'est pas bon de couper une profession en deux, les libéraux purs d'un côté, libéraux mais mal remboursés (1), les conventionnés stricts de l'autre, bien remboursés mais liés », déclarait-il le 21 novembre. « Dans les contraintes économiques actuelles, il est peu vraisemblable que les actes médi-

caux soient revalorisés normalement. Amener, par exemple, la visite du généraliste à 150 francs et la consultation à 100 francs (au lieu de 103 F et 70 F aujourd'hui) coûterait 8 milliards de francs. Je ne vois pas comment gérer cette dépense. »

Pour le président de la CSMF, il faut donc, « avec nos partenaires » (les caisses), trouver le moyen de « rémunérer normalement les médecins » et de « rembourser correctement les assurés », mais sans qu'il y ait un lien absolu entre les deux.

Autre revendication commune : celle d'une « promotion » des praticiens, en particulier des généralistes. Les deux syndicats médicaux souhaitent qu'un droit à « dépassement permanent » des honoraires (DP) soit à nouveau accordé à certains, en fonction de leur notoriété, de leurs travaux ou de leurs titres. Ces demandes reviennent à réduire le taux de base du remboursement de façon plus ou moins large, plus ou moins durable. Ont-elles une chance d'être entendues ? Au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (CNAMTS), principal « partenaire » des syndicats médicaux, elles ont l'appui a priori des représentants du patronat, favorable par principe à un système plus libéral, qui limiterait les remboursements prévus par la convention, mais sans augmentation des cotisations ; elles se heurteront à l'hostilité de la CGT et de la CFDT qui n'ont toujours pas admis le « deuxième secteur ». Mais l'issue des discussions est en fait entre les mains de M. Maurice Derlin (FO), président de la caisse nationale depuis dix-sept ans, qui serait sans doute suivi par les autres syndicats « réformistes » (CGC et CFTC) - et les pouvoirs publics qui, responsables de l'équilibre de la Sécurité sociale, déterminent les limites politiques et financières de la négociation.

Si désireux qu'il soit d'assurer une « rémunération correcte » et un statut convenable aux médecins, M. Derlin, en syndicaliste, ne semble pas prêt à abandonner le principe du « tarif opposable », auquel le congrès de Force ouvrière vient de réaffirmer son attachement (2) ; pour les responsables de FO, comme pour ceux de la CGT, mieux vaut, si nécessaire, augmenter les cotisations que réduire d'une manière ou de l'autre le taux des remboursements. Et l'on voit mal M. Derlin consentir à un élargissement sensible du « deuxième secteur » : en 1980, il n'avait accepté celui-ci que face à une menace de rupture du système conventionnel et comme soupape de sécurité pour une minorité de médecins (le Monde du 5 mars 1980).

Quant au gouvernement, si soucieux soit-il de limiter les dépenses d'assurance-maladie, il peut difficilement prendre le risque politique d'abandonner le « tarif opposable ». Certes, il a réduit les prestations en instaurant un forfait de 21 francs par journée d'hospitalisation et en diminuant le remboursement de 1 200 médicaments dits « de confort », mais il a évité de toucher aux fondements du système.

Une ambiguïté

inscrite dans le système
La marge de négociation est donc étroite. Plusieurs éléments peuvent cependant faciliter un accord.
Du côté du corps médical, c'est la présence de nombreux partisans du « tarif opposable » qui leur apparaît comme une garantie pour l'avenir. Cette position se rencontre non seu-

lement à l'Union syndicale de la médecine, organisation de gauche ex-cite aujourd'hui des négociations conventionnelles, mais aussi au sein de la CSMF : « La suppression du tarif opposable entraîne le danger d'une situation concurrentielle poussant les praticiens à travailler à la baisse », écrivaient en octobre dernier les animateurs du Comité de salut public fondé au début de l'été par des omnipraticiens militants à la Confédération. Les responsables du Syndicat national des médecins de groupe et du tout récent Mouvement d'action des généralistes (MAG) viennent de prendre position dans le même sens.

Quant aux dirigeants de la FMF, fidèles à la prudence et au réalisme traditionnels de leur organisation, ils précisent que leurs propositions sont un objectif qui ne sera pas nécessairement atteint du premier coup. La Fédération tient avant tout à conserver les avantages du système mis en place en 1980 : celui-ci, multipliant les structures et les procédures partielles pour la surveillance des prescriptions comme pour l'examen des dépenses, a instauré une véritable congestion du système de soins ambulatoires.

Ce réalisme est partagé du côté du gouvernement, aujourd'hui disposé à reconduire, à peu de chose près, la convention de 1980 tant critiquée par la gauche. Non dans l'espoir de se concilier un corps médical qui penche plutôt à droite. Mais parce que l'heure n'est plus aux grandes réformes et à la reconstruction du système conventionnel, mais à la recherche de la gestion la plus efficace possible (« nous ne sommes plus en 1945 », soulignent certains). Dans cette optique, on souhaiterait plutôt définir un cadre proche de la convention actuelle, mais assez souple pour pouvoir durer « une vie » : au prix, en cas de nécessité, de quelques amendements, mais sans qu'on ait à remédier l'ensemble tous les cinq ans...

L'imagination des négociateurs peut donc aboutir à un compromis acceptable, parfaitement ambigu sans doute, compte tenu des arrière-pensées des uns et des autres. Mais cette ambiguïté est inscrite dans le système conventionnel lui-même depuis sa création, puisqu'il fait intervenir les caisses d'assurance-maladie et l'Etat dans la fixation des honoraires d'une profession libérale.

Pour trouver ce compromis, il faudra cependant dénouer le conflit actuel sur la « nomenclature » médicale : non seulement la CSMF et la FMF n'ont pas accepté la décision du gouvernement de réduire sensiblement le tarif de certains actes médicaux, mais elles veulent maintenant inclure dans la nouvelle convention une disposition empêchant à l'avenir une intervention du même ordre. Les caisses d'assurance-maladie, hostiles à l'« intrusion » des autorités de tutelle, y seraient sans doute favorables, mais le gouvernement entend bien conserver ce moyen d'agir sur les dépenses et de compenser, le cas échéant, une augmentation excessive du nombre des actes.

GUY HERZLICH.

- (1) C'est évidemment du remboursement des assurés qu'il s'agit.
(2) Le vendredi 16 novembre au cours de l'assemblée générale de la Mutualité sociale agricole, M. Laur, président de la caisse agricole, en a fait état. Toutefois, pour la visite à domicile, « le tarif opposable » est accepté « une plus large participation des assurés » qui peut « jouer un rôle de frein ».

EN BREF

Affaires

Les indépendants pétroliers demandent la liberté des prix des produits. - L'Association française des indépendants du pétrole (AFIP), qui regroupe trente-six sociétés distributrices de produits pétroliers couvrant 23 % du marché du fuel domestique et près de 10 % du marché des carburants, s'est prononcée pour la libération des prix à la pompe si la Cour européenne de justice condamne la législation française de limitation des rabais. Les indépendants du pétrole réclament également la liberté d'importer, c'est-à-dire la suppression de la règle contraignant les distributeurs à s'approvisionner pour 80 % auprès des raffineries européennes.

Automobile

La Renault 25 couronnée en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne. - La Renault 25 vient d'être élue « Top Car 85 » par l'Association britannique des journalistes de l'automobile. La R25 avait obtenu, quelques jours plus tôt, le « volant d'or », pour la catégorie haut de gamme, décerné par des journalistes ouest-allemands.

Social

SEITA : la situation s'améliore selon la direction. - La production de cigarettes reste perturbée selon la CGT, pour laquelle un tiers des centres de distribution fonctionnent. 150 tonnes contre 400 tonnes par jour sont livrées. Selon la direction cinq seulement des onze centres sont touchés et la situation ne s'est dégradée qu'à Paris.

Progression des conflits de travail en septembre. - Selon les statistiques du ministère du travail publiées le 25 novembre, le nombre de journées perdues en raison des conflits du travail - 124 500 en septembre - a progressé de 15 % en un an.

Si le nombre des établissements touchés est inférieur (174 en septembre 1984 contre 237 en 1983), les effectifs salariés concernés sont plus nombreux, passant de 103 300 à 146 100.

Toutefois, en moyenne mensuelle sur une longue période, le nombre de journées de travail perdues est sensiblement inférieur en 1984 aux années précédentes.

GALERIES LAFAYETTE

L'AFFAIRE D'OR

Pendentif diamant
Taille brillant 0,10 carat
1900F 1500F

Crânes diamants
2 x 0,18 carat
9900F 7900F

Boucles d'oreilles diamant
Taille brillant 2 x 0,10 carat
3900F 2900F

Alliance diamants
1 carat
13900F 9900F

Demi-alliance diamants
0,40 carat
5900F 5200F

Demi-alliance fantaisie
diamants 0,09 carat
3900F 2500F

Alliance fantaisie diamants
0,16 carat
3900F 2900F

Bague solitaire diamant
Taille brillant 0,10 carat
3500F 2900F

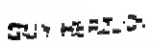
GALERIES LAFAYETTE
HAUSMANN-MONTPARNASSE
1701 - LA PORTE CHÉRY

Ces modèles sont montés sur or 18 kts et existent en or jaune et en or gris, seules les 2 alliances fantaisie n'existent qu'en or jaune.
Offre valable jusqu'au 31.12.84.

1.50

En question

1946-47, 1947-48, 1948-49, 1949-50, 1950-51, 1951-52, 1952-53, 1953-54, 1954-55, 1955-56, 1956-57, 1957-58, 1958-59, 1959-60, 1960-61, 1961-62, 1962-63, 1963-64, 1964-65, 1965-66, 1966-67, 1967-68, 1968-69, 1969-70, 1970-71, 1971-72, 1972-73, 1973-74, 1974-75, 1975-76, 1976-77, 1977-78, 1978-79, 1979-80, 1980-81, 1981-82, 1982-83, 1983-84, 1984-85, 1985-86, 1986-87, 1987-88, 1988-89, 1989-90, 1990-91, 1991-92, 1992-93, 1993-94, 1994-95, 1995-96, 1996-97, 1997-98, 1998-99, 1999-00, 2000-01, 2001-02, 2002-03, 2003-04, 2004-05, 2005-06, 2006-07, 2007-08, 2008-09, 2009-10, 2010-11, 2011-12, 2012-13, 2013-14, 2014-15, 2015-16, 2016-17, 2017-18, 2018-19, 2019-20, 2020-21, 2021-22, 2022-23, 2023-24, 2024-25, 2025-26, 2026-27, 2027-28, 2028-29, 2029-30, 2030-31, 2031-32, 2032-33, 2033-34, 2034-35, 2035-36, 2036-37, 2037-38, 2038-39, 2039-40, 2040-41, 2041-42, 2042-43, 2043-44, 2044-45, 2045-46, 2046-47, 2047-48, 2048-49, 2049-50, 2050-51, 2051-52, 2052-53, 2053-54, 2054-55, 2055-56, 2056-57, 2057-58, 2058-59, 2059-60, 2060-61, 2061-62, 2062-63, 2063-64, 2064-65, 2065-66, 2066-67, 2067-68, 2068-69, 2069-70, 2070-71, 2071-72, 2072-73, 2073-74, 2074-75, 2075-76, 2076-77, 2077-78, 2078-79, 2079-80, 2080-81, 2081-82, 2082-83, 2083-84, 2084-85, 2085-86, 2086-87, 2087-88, 2088-89, 2089-90, 2090-91, 2091-92, 2092-93, 2093-94, 2094-95, 2095-96, 2096-97, 2097-98, 2098-99, 2099-00, 2100-01, 2101-02, 2102-03, 2103-04, 2104-05, 2105-06, 2106-07, 2107-08, 2108-09, 2109-10, 2110-11, 2111-12, 2112-13, 2113-14, 2114-15, 2115-16, 2116-17, 2117-18, 2118-19, 2119-20, 2120-21, 2121-22, 2122-23, 2123-24, 2124-25, 2125-26, 2126-27, 2127-28, 2128-29, 2129-30, 2130-31, 2131-32, 2132-33, 2133-34, 2134-35, 2135-36, 2136-37, 2137-38, 2138-39, 2139-40, 2140-41, 2141-42, 2142-43, 2143-44, 2144-45, 2145-46, 2146-47, 2147-48, 2148-49, 2149-50, 2150-51, 2151-52, 2152-53, 2153-54, 2154-55, 2155-56, 2156-57, 2157-58, 2158-59, 2159-60, 2160-61, 2161-62, 2162-63, 2163-64, 2164-65, 2165-66, 2166-67, 2167-68, 2168-69, 2169-70, 2170-71, 2171-72, 2172-73, 2173-74, 2174-75, 2175-76, 2176-77, 2177-78, 2178-79, 2179-80, 2180-81, 2181-82, 2182-83, 2183-84, 2184-85, 2185-86, 2186-87, 2187-88, 2188-89, 2189-90, 2190-91, 2191-92, 2192-93, 2193-94, 2194-95, 2195-96, 2196-97, 2197-98, 2198-99, 2199-00, 2200-01, 2201-02, 2202-03, 2203-04, 2204-05, 2205-06, 2206-07, 2207-08, 2208-09, 2209-10, 2210-11, 2211-12, 2212-13, 2213-14, 2214-15, 2215-16, 2216-17, 2217-18, 2218-19, 2219-20, 2220-21, 2221-22, 2222-23, 2223-24, 2224-25, 2225-26, 2226-27, 2227-28, 2228-29, 2229-30, 2230-31, 2231-32, 2232-33, 2233-34, 2234-35, 2235-36, 2236-37, 2237-38, 2238-39, 2239-40, 2240-41, 2241-42, 2242-43, 2243-44, 2244-45, 2245-46, 2246-47, 2247-48, 2248-49, 2249-50, 2250-51, 2251-52, 2252-53, 2253-54, 2254-55, 2255-56, 2256-57, 2257-58, 2258-59, 2259-60, 2260-61, 2261-62, 2262-63, 2263-64, 2264-65, 2265-66, 2266-67, 2267-68, 2268-69, 2269-70, 2270-71, 2271-72, 2272-73, 2273-74, 2274-75, 2275-76, 2276-77, 2277-78, 2278-79, 2279-80, 2280-81, 2281-82, 2282-83, 2283-84, 2284-85, 2285-86, 2286-87, 2287-88, 2288-89, 2289-90, 2290-91, 2291-92, 2292-93, 2293-94, 2294-95, 2295-96, 2296-97, 2297-98, 2298-99, 2299-00, 2300-01, 2301-02, 2302-03, 2303-04, 2304-05, 2305-06, 2306-07, 2307-08, 2308-09, 2309-10, 2310-11, 2311-12, 2312-13, 2313-14, 2314-15, 2315-16, 2316-17, 2317-18, 2318-19, 2319-20, 2320-21, 2321-22, 2322-23, 2323-24, 2324-25, 2325-26, 2326-27, 2327-28, 2328-29, 2329-30, 2330-31, 2331-32, 2332-33, 2333-34, 2334-35, 2335-36, 2336-37, 2337-38, 2338-39, 2339-40, 2340-41, 2341-42, 2342-43, 2343-44, 2344-45, 2345-46, 2346-47, 2347-48, 2348-49, 2349-50, 2350-51, 2351-52, 2352-53, 2353-54, 2354-55, 2355-56, 2356-57, 2357-58, 2358-59, 2359-60, 2360-61, 2361-62, 2362-63, 2363-64, 2364-65, 2365-66, 2366-67, 2367-68, 2368-69, 2369-70, 2370-71, 2371-72, 2372-73, 2373-74, 2374-75, 2375-76, 2376-77, 2377-78, 2378-79, 2379-80, 2380-81, 2381-82, 2382-83, 2383-84, 2384-85, 2385-86, 2386-87, 2387-88, 2388-89, 2389-90, 2390-91, 2391-92, 2392-93, 2393-94, 2394-95, 2395-96, 2396-97, 2397-98, 2398-99, 2399-00, 2400-



Nous rendons hommage à Lavoisier pour avoir ainsi ouvert la voie à une approche méthodique rigoureuse qui a permis les immenses progrès de la science et les spectaculaires réussites technologiques du monde moderne.

En France, les activités du groupe sont représentées en particulier par les ascenseurs Ascinner Oris; les appareils de climatisation et de réfrigération Carrier et Frigiking; les isolants et les câbles UDD-FIM et Samica; et les peintures et encres Immont.

SOCIAL

REGROUPEMENTS FAMILIAUX DES IMMIGRÉS : M^{me} DUFOIX VEUT ACCÉLÉRER LES ENQUÊTES

M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, vient d'arrêter plusieurs dispositions permettant, selon un communiqué du ministère, d'améliorer la procédure d'introduction en France des familles étrangères. En fait, il s'agit surtout de faire accepter par les organisations de défense des immigrés les mesures restrictives préconisées lors du conseil des ministres du 10 octobre dernier en matière de regroupements familiaux.

La principale objection soulevée par ces organisations portait sur les délais imposés aux familles qui souhaitent rejoindre un travailleur en France. M^{me} Dufoux, qui vient de présider une réunion extraordinaire du Conseil national des populations immigrées, va adresser des instructions « très fermes » aux administrations pour que les avis requis sur le logement et sur les ressources des intéressés soient donnés en quarante-cinq jours.

REPORT A JANVIER DES DÉCISIONS SUR LES MINES DE FER LORRAINES

La CGT doit consulter ce jeudi 29 novembre les ouvriers des mines de fer lorraines, en grève depuis dix jours, après la réunion tripartite de mercredi à Paris. Au cours de cette réunion, la direction de Sacilor, qui aura la responsabilité de l'ensemble des mines lorraines, a accepté de reporter au 31 janvier 1985 les décisions industrielles et sociales. D'ici là, en accord avec les pouvoirs publics, elle va examiner « le plan industriel Mines tel qu'il résulte du plan Métal (produits longs) et Solac (produits plats) notamment en matière de provision d'entretien et de politique d'investissement ».

Ce plan prévoit de 1985 à la fin 1986 d'arrêter quatre sites d'exploitation sur neuf, la production devant être ramenée de 9,78 millions de tonnes en 1985 à 6,2 millions en 1987 et les dirigeants de Solac estimant nécessaire pour maintenir la qualité des produits d'utiliser 30 % à 35 % de minerai de fer importé de Suède et du Brésil — pourcentage que la CGT souhaite réduire. Cela entraînerait huit cents suppressions d'emplois (sur mille neuf cent vingt salariés), deux cents par départ anticipé à la retraite et six cents par reclassement ou mutation, soixante personnes devant en outre être embauchées par le groupe luxembourgeois Arbed.

AGRICULTURE

LES SAFER ONT TROP DE TERRES EN STOCK

Chargées de réguler le marché foncier en faveur des agriculteurs, depuis leur création en 1960, les SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) sont prises à contrepied par la crise. Leur fédération nationale, qui tenait son assemblée générale le 28 novembre à Angers (Maine-et-Loire), a annoncé un déficit d'exploitation pour 1983 de 10 millions de francs, faisant suite à un excédent de 31 millions de francs en 1982. Ce « passage au rouge » est dû surtout à une dépréciation du stock de terre détenu par les SAFER, quelque 150 000 hectares pour une valeur de 2,45 milliards de francs.

Le prix des terres a diminué de 10 % en moyenne en francs constants ces quatre dernières années. Cette baisse conjuguée à un ralentissement du marché (les transactions sur les terres à vocation agricole ont régressé de 8 % en 1983) alourdissent les charges des SAFER, dont 41 % des terres achetées pour être rétrocédées aux agriculteurs n'ont pas trouvé preneurs depuis plus de deux ans. Le rythme annuel lui-même des terres acquises puis revendues par les SAFER a diminué depuis 1980.

Cette tendance a surpris les dirigeants des SAFER, qui sont cogérés par les représentants des organisations agricoles traditionnelles et par l'administration. Ils comptaient sur un large mouvement de libération des terres entre 1970 et 1985, pour cause de départs en retraite des agriculteurs âgés.

Or les rêves de modernisation et d'agrandissement pour une agriculture de « professionnels » performants se sont évanouis. La crise de l'emploi aidant, les agriculteurs âgés ont semblé-ils prolonger leur activité, les enfants ont succédé aux parents, la pluriactivité se serait développée.

De son côté, la Fédération nationale des SAFER souligne aussi que l'Etat a réduit son financement de plus de 20 % en francs constants entre 1979 et 1983, ce qui ramène sa participation pour compenser les charges des SAFER de 38 à 26 %.

● La grève à EDF. — Troisième et dernière journée de grève de la CGT à l'électricité de France, le jeudi 29 novembre. Le mouvement devait toucher le Nord, la Normandie et l'Île-de-France. Mercredi, la CGT a obtenu que les salariés des régions de l'Est et du Sud-Est, avait été marquée par une baisse de production plus importante que la veille. C'est surtout dans le Midi (50 % de grévistes selon la direction régionale) que la grève avait été la plus ressentie : des coupures « sauvages » de courant avaient eu lieu à Marseille, Antibes, Cannes et Menton, ainsi qu'à Nice.

LE SALON NATIONAL DES VIGNERONS INDÉPENDANTS

Deux mille crus à comparer

Le Sixième Salon des vignerons indépendants ouvrira ses portes, le vendredi 30 novembre, à Paris (1). C'est un tour de France des vignobles, de deux mille crus, réalisable sur plus d'un demi-hectare, mais c'est sans doute aussi la plus importante manifestation du genre puisque du château prestigieux à l'appellation plus modeste, cinq cent cinquante éleveurs de vin participent à cette manifestation. Indépendants, ces vignerons, mais aussi solidaires puisqu'ils seront tous logés à la même enseigne, même surface de stand, même présentoir quel que soit le nom gravé sur les étiquettes.

Ce salon est organisé par la Confédération nationale des caves particulières qui, comme son nom l'indique, s'oppose aux caves coopératives. Cette CNCP joue sur une corde sensible au cœur des consommateurs révis de connaître l'homme qui travaille la terre, soigne le vin, vendange, vitifie, classe le vin, le met en bouteille et finalement le vend.

Sur un peu plus d'un million d'hectares de vignes, près de 54 % sont cultivés par des vignerons vivant en caves particulières. Ils ont produit près de 56 % du volume du vin (1982). Les parts entre indépendants et apporteurs de raisin à une coopérative varient selon le type de vin lui-même. Les indépendants représentent 83 % des AOC (appellation d'origine contrôlée), 49,2 % des VDQS (vins délimités de qualité supérieure) et 56 % du vin de table.

La carte de visite du vigneron indépendant, par rapport au coopérateur toujours, peut être ainsi complétée : il a, en moyenne, sept ans de moins, il a tendance à ne pas exercer d'autre activité que la vigne et le vin, il emploie plus souvent de la main-d'œuvre et exporte plus volontiers.

La Confédération nationale des caves particulières a été créée en 1976 pour structurer les fédérations départementales. Les premières avaient vu le jour dans l'Aude, l'Hérault et le Gard, c'est-à-dire ce Midi viticole où la coopération est toute-puissante.

La CNCP s'affirme pas qu'elle représente l'ensemble des vignerons indépendants. D'ailleurs elle n'indique pas son nombre d'adhérents. Mais elle veut être une structure d'accueil syndical pour l'autre viticulture, être entendue et reçue comme telle par les pouvoirs publics. Tout en se défendant d'être une machine de guerre contre la coopération, elle voudrait ramener la politique viticole à plus d'équité, estimant qu'il y a plus d'aides et de considération, politique peut-être, pour la coopération viticole que pour les vignerons indépendants majoritaires.

J. G.

AFAIRES

H. Ernauld-Somua dépose son bilan

La société H. Ernauld-Somua (HES) a déposé son bilan le 27 novembre devant le tribunal de commerce de Versailles. Spécialisée dans les machines-outils, cette entreprise, filiale du groupe Schneider, est en difficulté depuis 1980, et son dossier est entre les mains du CIRI (Comité interindustriel de restructuration industrielle).

Le dépôt de bilan semble signifier que l'Etat, qui assure les fins de mois de cette société de mille deux cents personnes depuis deux ans, ne veut plus supporter cette charge. Deux solutions sont à l'étude pour le redressement de l'entreprise (le Monde du 6 novembre). La première consiste en une reprise par le

groupe japonais Toyota et la seconde par la constitution d'un pool de financiers et d'industriels français, solution plus difficile, mais qui a la faveur du ministère de l'Industrie.

JOSEPH

UN TRÈS BON DINER DANS UN CADRE 1920

56, rue Pierre Charron

75008 Paris - tél. 723.41.06

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE ELECTRO-FINANCIÈRE

Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire le mardi 27 novembre 1984 sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet, ont approuvé les comptes de l'exercice 1983-1984.

Le résultat des opérations courantes s'élève, avant impôt, à 57 250 000 F, contre 55 260 000 F pour l'exercice précédent. L'essentiel est constitué par les revenus du portefeuille qui ont atteint 59 140 000 F, contre 55 974 000 F en 1982-1983.

Compte tenu du solde de la balance des plus et moins-values en capitaux qui s'établit à 9 600 000 F, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 49 987 000 F, contre 52 276 000 F pour l'exercice précédent.

L'assemblée générale a décidé de répartir aux actions une somme globale de 41 034 000 F contre 34 573 000 F au titre de l'exercice 1982-1983.

Le dividende correspond à 30,50 F contre 29 F pour l'exercice précédent. Il s'y ajoutera un avoir fiscal de 15,25 F. Le revenu global sera ainsi de 45,75 F. Le coupon n° 48, représentatif de ce dividende, sera détaché le 4 décembre 1984 et sera mis en paiement le 26 décembre 1984. Le paiement en sera effectué, sans frais, aux guichets des banques suivantes : Crédit commercial de France, Société générale, Crédit lyonnais, Banque nationale de Paris, Banque Indosuez, Electro Banque.

En application des articles 351 et 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, l'assemblée a voté une résolution offrant, aux actionnaires qui le souhaitent, l'option pour le paiement du dividende en actions de la compagnie. Le détail d'option est de trois actions à compter de la date de l'assemblée; il prendra fin le 18 décembre 1984. Le prix d'acquisition s'établit à 490 F.

Le dernier cours coté ce jour est de 572 F, coupon de 30,50 F attaché.

L'assemblée générale a élu administrateur de la société M. Antoine Jemourou-Galigani, directeur général de la Banque Indosuez.

En outre, dans le cadre d'une assemblée générale extraordinaire, il a été décidé de modifier un certain nombre d'articles des statuts pour les mettre en harmonie avec les nouvelles dispositions légales.

ROLINCO

LE TITRE MOINS CHER QU'À LA BOURSE !

Pour en profiter, réinvestissez votre dividende en contactant votre agent de change ou votre banquier avant le 7 décembre 1984.

En effet, le titre est proposé en réinvestissement à un prix inférieur d'environ 1 % au cours du 7 décembre 1984, et sans frais de bourse.

Damart serviposte

Le chiffre d'affaires HT du groupe Damart au 31 octobre 1984 s'élève pour les dix premiers mois de l'exercice à 859,7 millions de francs contre 873,3 millions pour la même période de 1983, en progression de 27,68 %.

Cette progression ne peut être extrapolée pour l'exercice. En effet :

- en 1983, le démarrage de la saison, qui avait d'abord été très lent, avait été perturbé par les grèves postales de septembre-octobre. Un rattrapage était ensuite intervenu et l'activité des mois de novembre et décembre avait été très forte ;

- cette année, au contraire, l'activité a été très soutenue durant le mois de septembre après la sortie du catalogue automne-hiver ; elle est maintenant en très net ralentissement depuis la fin du mois d'octobre en raison des conditions climatiques peu favorables à la vente de nos articles.

Le bénéfice semestriel du groupe, calculé avant impôt et participation des salariés a marqué au 30 juin une progression de 6,06 %.

Les chiffres qui précèdent ne tiennent pas compte de l'activité du groupe Somfy, qui ne sera consolidé qu'en fin d'année. Le chiffre d'affaires et les résultats de ce secteur ont été satisfaisants jusqu'à fin octobre.

En ce qui concerne le réseau de distribution, un nouveau centre-convoyeur sera ouvert au début de l'année prochaine à Dijon.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-UL	5,4175 5,4190	+ 145 + 155	+ 266 + 289	+ 389 + 409
S. cas.	7,1140 7,1167	- 46 - 28	- 54 + 20	- 137 - 46
Yen (100)	3,3301 3,3323	+ 139 + 148	+ 264 + 282	+ 729 + 779
DM	3,0616 3,0631	+ 127 + 135	+ 259 + 272	+ 685 + 729
Flm	2,7144 2,7156	+ 113 + 119	+ 223 + 235	+ 673 + 611
FR (100)	15,2183 15,2214	+ 12 + 41	+ 186 + 196	+ 87 + 87
F.S.	3,7328 3,7359	+ 167 + 188	+ 357 + 376	+ 974 + 1039
L (1 000)	4,9384 4,9418	- 169 - 151	- 345 - 313	- 1061 - 974
C.	11,3010 11,3122	+ 88 + 130	+ 183 + 242	+ 267 + 434

TAUX DES EUROMONNAIES

	8 11/16	8 11/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9 3/8	9 1/2
DM	5 3/8	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4
Flm	5 3/8	5 5/8	5 9/16	5 3/4	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6
FR (100)	11	11 1/2	10 9/16	11 1/4	10 1/2	10 7/8	10 7/8	10 13/16
L (1 000)	12	12 1/2	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
C.	5 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 11/16	9 13/16	9 13/16	9 15/16
F. franc	10 7/8	10 1/2	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4

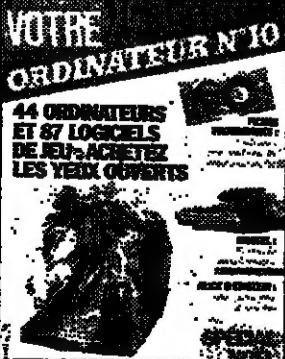
Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ACHETEZ LES YEUX OUVERTS

44 ORDINATEURS & 87 LOGICIELS DE JEU.

Choisir votre ordinateur sans vous tromper, acheter exactement les logiciels de jeu dont vous avez besoin, c'est le cadeau de VOTRE ORDINATEUR pour les fêtes de fin d'année. Dans son numéro SPÉCIAL NOËL, VOTRE ORDINATEUR passe en revue les meilleurs matériels informatiques.

17 F chez votre marchand de journaux.



OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE

DIVISION DU GRAND AMÉNAGEMENT DU BOU-REGREG

SUPPLY OF POTABLE WATER FOR THE ATLANTIC COAST BETWEEN RABAT AND CASABLANCA

BOU-REGREG PROJECT OFFICES, LABORATORY, WORK SHOP

Public offer's opening on Friday 28/12/84

INTERNATIONAL CALL FOR TENDERS

As part of the Bou-Regreg project to supply potable water to the Atlantic coastal area between Rabat and Casablanca, the Office National de l'Eau Potable (ONEP) issues an international call for tenders for: Plumbing, Fluids and air condition for offices, laboratory and work shop at the Bou-Regreg Treatment Plant.

These works will be undertaken with the financial support of the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD).

Firms willing to submit tenders for the works may obtain tender documents from the Tender Office (Bureau d'Ordre) of the Head Office of ONEP, 6 bis, rue Pasteur-Lumumba, Rabat-Casablanca, from 7 November 1984.

A charge of DH 400 will be made for each copy and will be paid by cheque payable to M. le directeur de l'ONEP, Rabat.

Tenders should be sent to : M. le directeur de l'ONEP, at the above mentioned address together in one bid as follows:

- Technical references of completed works of same nature and same importance as well as financial references;

- Form of « Déclaration sur l'honneur »;

- Tax clearance certificate;

- The tender;

- A fully completed bill of estimated quantities;

- Bid bond of 1.5% of the tender sum.

Only firms of member countries of IBRD as well as Switzerland and Taiwan and with suitable references will be eligible to bid.

The closing date for bids is 27 December 1984 at 10 noon.

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE

DIVISION DU GRAND AMÉNAGEMENT DU BOU-REGREG

SUPPLY OF POTABLE WATER FOR THE ATLANTIC COAST BETWEEN RABAT AND CASABLANCA

BOU-REGREG PROJECT OFFICES, LABORATORY, WORK SHOP

Public offer's opening on Friday 28/12/84

INTERNATIONAL CALL FOR TENDERS

As part of the Bou-Regreg project to supply potable water to the Atlantic coastal area between Rabat and Casablanca, the Office National de l'Eau Potable (ONEP) issues an international call for tenders for: Electrical works (interior and external) works for offices, laboratory and work shop at the Bou-Regreg Treatment Plant.

These works will be undertaken with the financial support of the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD).

Firms willing to submit tenders for the works may obtain tender documents from the Tender Office (Bureau d'Ordre) of the Head Office of ONEP, 6 bis, rue Pasteur-Lumumba, Rabat-Casablanca, from 7 November 1984.

A charge of DH 400 will be made for each copy and will be paid by cheque payable to : M. le directeur de l'ONEP, Rabat.

Tenders should be sent to : M. le directeur de l'ONEP, at the above mentioned address together in one bid as follows:

- Technical references of completed works of same nature and same importance as well as financial references;

- Form of « Déclaration sur l'honneur »;

- Tax clearance certificate;

- The tender;

- A fully completed bill of estimated quantities;

- Bid bond of 1.5% of the tender sum.

Only firms of member countries of IBRD as well as Switzerland and Taiwan and with suitable references will be eligible to bid.

The closing date for bids is 27 December 1984 at 10 noon.

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE

DIVISION DU GRAND AMÉNAGEMENT DU BOU-REGREG

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES CONCERNANT LA CONSTRUCTION DES ATELIERS, LOCAUX TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

SEANCE PUBLIQUE

Lot n° 4 : PLOMBERIE, FLUIDES, CLIMATISATION

2^e TRANCHE DU BOU-REGREG

Dans le cadre de l'alimentation en eau potable de la zone côtière entre Rabat et Casablanca, l'Office national de l'eau potable lance un appel d'offres concernant la construction des ateliers locaux techniques et administratifs, lot n° 4 : plomberie, fluides, climatisation, à la station de traitement du Bou-Regreg, route des Zaïra, Rabat.

Ces travaux seront réalisés avec la participation financière de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

Les entreprises désireuses de participer à l'appel d'offres du présent avis pourront retirer, à partir du 7 novembre 1984, les dossiers de consultation soit au bureau de l'architecte Jassir, 10, place de Setroun, Rabat, tél. 348-22, soit au bureau d'ordre de l'Office national de l'eau potable, 6 bis, rue Pasteur-Lumumba, Rabat. Prix du dossier : 400,00 DH.

Les offres en une seule enveloppe devront parvenir à la direction de l'ONEP, bureaux d'ordre à l'adresse indiquée ci-dessus.

Les entrepreneurs devront préciser sur l'enveloppe « Soumission relative à la plomberie, fluides et climatisation concernant les ateliers, locaux techniques et administratifs sis à la station de traitement du Bou-Regreg, route des Zaïra, Rabat ». Cette enveloppe comportera :

- les références techniques des travaux exécutés de même nature et importance et les références financières ;

- déclaration sur l'honneur ;

- déclaration de la situation fiscale ;

- fiche d'inscription au rôle des payements ;

- la soumission ;

- le bordereau des prix formant détail estimatif rempli ;

- la caution provisoire représentant 1,5 % du montant de la soumission.

La date limite de la remise des plis est fixée au jeudi 27 décembre 1984 avant 16 heures.

L'ouverture des plis est prévue en séance publique le vendredi 28 décembre 1984 à 16 heures.

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE

DIVISION DU GRAND AMÉNAGEMENT DU BOU-REGREG

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES CONCERNANT LA CONSTRUCTION DES ATELIERS, LOCAUX TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

SEANCE PUBLIQUE

Lot n° 2 : ÉLECTRICITÉ INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE

2^e TRANCHE DU BOU-REGREG

Dans le cadre de l'alimentation en eau potable de la zone côtière entre Rabat et Casablanca, l'Office national de l'eau potable lance un appel d'offres concernant la construction des ateliers locaux techniques et administratifs, lot n° 2 : électricité intérieure et extérieure, à la station de traitement du Bou-Regreg, route des Zaïra, Rabat.

Ces travaux seront réalisés avec la participation financière de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

Les entreprises désireuses de participer à l'appel d'offres du présent avis pourront retirer, à partir du 7 novembre 1984, les dossiers de consultation soit au bureau de l'architecte Jassir, 10, place de Setroun, Rabat, tél. 348-22, soit au bureau d'ordre de l'Office national de l'eau potable, 6 bis, rue Pasteur-Lumumba, Rabat. Prix du dossier : 400,00 DH.

Les offres en une seule enveloppe devront parvenir à la direction de l'ONEP, bureaux d'ordre à l'adresse indiquée ci-dessus.

Les entrepreneurs devront préciser sur l'enveloppe « Soumission relative à l'électricité intérieure et extérieure concernant les ateliers, locaux techniques et administratifs sis à la station de traitement du Bou-Regreg, route des Zaïra, Rabat ». Cette enveloppe comportera :

- les références techniques des travaux exécutés de même nature et importance et les références financières ;

- déclaration sur l'honneur ;

- déclaration de la situation fiscale ;

- fiche d'inscription au rôle des payements ;

- la soumission ;

- le bordereau des prix formant détail estimatif entièrement rempli ;

- la caution provisoire représentant 1,5 % du montant de la soumission.

La date limite de la remise des plis est fixée au jeudi 27 décembre 1984 avant 16 heures.

L'ouverture des plis est prévue en séance publique le vendredi 28 décembre 1984 à 16 heures.

Jeudi 27/12/84

COMPAGNIE ELECTRO-FINANCIERE

La Compagnie Electro-Financière a été créée le 1er janvier 1984 par la fusion de la Compagnie Financière de l'Industrie et du Commerce et de la Compagnie Financière de l'Industrie et du Commerce. Elle a pour objet de participer à la création, au développement et à la gestion de sociétés industrielles et commerciales, ainsi qu'à la gestion de portefeuille. Elle est contrôlée par la Compagnie Financière de l'Industrie et du Commerce.

OLINCO

OLINCO est une société internationale spécialisée dans la distribution et la vente de produits pétroliers. Elle est présente dans plus de 100 pays à travers le monde. Son siège est basé aux États-Unis.

INTERBANK

INTERBANK est une banque internationale qui propose des services bancaires à ses clients dans plus de 100 pays. Elle est membre du réseau SWIFT et dispose d'un réseau d'agences très étendu.

WATER FOR THE WORLD

WATER FOR THE WORLD est une organisation à but non lucratif qui vise à améliorer l'accès à l'eau potable dans les pays en développement.

INTERNATIONAL CALL FOR PEACE

INTERNATIONAL CALL FOR PEACE est une organisation qui vise à promouvoir la paix et la coopération internationale.

WATER FOR THE WORLD

WATER FOR THE WORLD est une organisation à but non lucratif qui vise à améliorer l'accès à l'eau potable dans les pays en développement.

WATER FOR THE WORLD

WATER FOR THE WORLD est une organisation à but non lucratif qui vise à améliorer l'accès à l'eau potable dans les pays en développement.

WATER FOR THE WORLD

WATER FOR THE WORLD est une organisation à but non lucratif qui vise à améliorer l'accès à l'eau potable dans les pays en développement.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 28 novembre

Peugeot en vedette

Changement de décor mercredi à la Bourse de Paris. Résistant, mais assez mousquetaire la veille, le marché s'est sensiblement redressé sous la conduite de Peugeot en particulier (+ 5,1 %). Bien que le mouvement de hausse ait été très sélectif, en clôture, l'indice a progressé de 0,5 % environ. A un moment, il avait même progressé de 0,7 %. L'action de la firme de Sochaux n'a pas été la seule sur laquelle les feux de la rampe se sont ralliés. CSF, Avions Marcel Dassault, Crouzet, ont aussi enregistré une hausse. Il y a eu également de la hausse dans les valeurs étrangères, notamment dans les actions américaines.

Haussée de la devise-titre dans le sillage du dollar. Celle-ci s'est traitée entre 10,20 F et 10,26 F (contre 10,14 F-10,23 F). Nouvelle accélération de l'or avec, à Londres, l'once de métal précieux à 329,10 dollars (- 3,80 dollars), et à Paris, le lingot à 100 000 F (- 500 F). Le napoléon a coté 600 F (+ 2 F).

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ACCOR. - A moyen terme, c'est-à-dire de 1984 à 1988, le groupe prévoit, en données réelles, une progression moyenne annuelle de 8 % du chiffre d'affaires, de 12 % du bénéfice net par action et de 10 % du dividende. A l'horizon, la base d'un cours ne peut être que de 240 F, le taux de capitalisation se situant entre 15 et 20, avec un profit net de 15,50 F par action.

Commentaires des chiffres, MM. Duboulet et Pellissier, présidents du groupe, ont justifié leur confiance par l'existence de deux « réserves à l'actif » : en Europe (Allemagne, Autriche, Pays-Bas) et en France. Ils ont relevé un allègement progressif des charges de crédit-bail, indiquant seulement à 25 %, et la disparition, entre 1993 et 1998, de la plupart de ces contrats.

INDICES QUOTIDIENS (indice base 100 le 1er janvier 1983)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en francs) 245,38

BOURSE DE PARIS Comptant 28 NOVEMBRE

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

SICAV 28/11

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Étrangères

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	43,80	43,80	SCAR	120	119,80
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200
5 %	43,80	43,80	SEMI	200	200

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	Achat	Vente
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	Achat	Vente
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	Achat	Vente
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	Achat	Vente
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	Achat	Vente
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00
100 F	100,00	100,00	100,00	100,00

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. AFRIQUE
 - Les troupes libyennes n'ont amorcé aucun mouvement de retrait du Tchad.
- 2.3. EUROPE
3. AMÉRIQUES
4. ASIE
- 4-6.7. DIPLOMATIE
 - Le 9^e sommet franco-britannique.
 - Le chancelier Kohl va prêter la reprise du dialogue Est-Ouest à Washington.

POLITIQUE

- 8-9. La situation en Nouvelle-Calédonie. 10. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

11. La FEN en perte de vitesse.
- Le piratage d'un fichier du CEA.

SUPPLÉMENT

- 12 à 18. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : les militaires à l'épreuve de la rigueur.

LE MONDE DES LIVRES

19. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Alain Borer à la poursuite de Rimbaud.
- 20-21. LA VITRINE DU LIBRAIRE.
22. LA VIE LITTÉRAIRE
24. PORTRAIT : Gérard Gervay.
- 24-25. ROMANS : Boris Schreiber, Alain Demouzon, Roland Castro, Gérard Guégan et Agustín Gornés-Arcos.
- 26-27. HISTOIRE : Pierre Nora et la mémoire de la France ; Yves Guéhenne et Catilina.
28. LES FRANÇAIS ET LA LECTURE : comment les libraires font-ils leur métier ?
29. SCIENCES HUMAINES
- 30 à 32. LETTRES ÉTRANGÈRES : Adonis, l'écrit universel ; redécouvrir Dodot ; les volcans de Malcolm Lowry.
32. LE FEUILLETON : Kafka, champion de jeûne.

CULTURE

33. Musique en Auvergne.
- Osvaldo Pugliese au Bataclan.
35. COMMUNICATION : le sursaut du plan câble.
36. SPORTS : la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques de 1992.

ÉCONOMIE

41. Les remboursements des entreprises publiques.
42. ÉNERGIE : la Grande-Bretagne au centre du jeu pétrolier (II), par Véronique Maurus.
43. ÉCHANGES INTERNATIONAUX : le différend euro-américain sur l'acier.
44. SOCIAL : les discussions pour la nouvelle convention médicale de 1985.
46. AGRICULTURE : le Salon national des vignobles indépendants.

RADIO-TÉLÉVISION (36)
INFORMATIONS
 « SERVICES » (38) :
 Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loterie ; Loto ; Tacotac.
 Annonces classées (40) ; Carnet (39) ; Programmes des spectacles (34) ; Marchés financiers (47).

89 FM

à Paris
Allô « le Monde »
 232-14-14
 (appel possible dès 19 h)
L'univers des B.D
SERGE BOLLOCH
 et **YVES-MARIE LABÉ**
 répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

DEMAIN DANS « LE MONDE »

Un supplément de cinq pages sur les écoles supérieures de commerce et de gestion
 • Un entretien avec le directeur d'HEC
 • Des reportages dans des classes préparatoires et des écoles

A B C D E F G

AU CONSEIL DES MINISTRES

Des mesures pour améliorer l'habitat et réduire les charges

M. Paul Quilès a présenté au conseil des ministres, ce jeudi 29 novembre, des mesures pour l'amélioration de l'habitat et la maîtrise des charges. Il s'agit de donner une meilleure efficacité aux aides publiques. Dans le secteur privé, les aides de l'ANAH (Agence nationale de l'amélioration de l'habitat) seront revalorisées de 10 % à 20 %. Pour certaines catégories (handicapés, propriétaires à faibles ressources), ces taux moyens seront plus élevés. L'ANAH et les banques coopéreront pour simplifier les formalités et réduire le taux des prêts complémentaires. Les prêts conventionnés pour l'amélioration de l'habitat seront plus facilement accessibles, car le seuil du montant des travaux qu'il fallait atteindre pour y prétendre sera abaissé de 10 000 F à 25 000 F.

Création pour les artisans d'une société personnelle à responsabilité limitée (SPRL)

Au moment où les cent quatre présidents des chambres de métiers sont réunis à Paris en assemblée générale, M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, a présenté au conseil des ministres un projet de loi sur le statut de la société personnelle à responsabilité limitée (SPRL). Cette société a pour but d'offrir un cadre juridique, fiscal et social à l'entrepreneur individuel et à l'artisan et de mettre fin au régime de la confusion des patrimoines.

Le projet de loi introduit en droit français, à l'instar de certaines législations étrangères, la notion de société constituée par une seule personne et répond à quatre objectifs :

- Libérer l'esprit d'initiative en limitant désormais la responsabilité indéfinie qui pèse sur l'entrepreneur individuel ;
- Diminuer le recours malaisé aux sociétés fictives. Il est probable, estime M. Crépeau, que les deux tiers des cent vingt mille SARL répertoriées en France ne sont que des façades ;
- Assurer une meilleure gestion des entreprises artisanales et commerciales ;
- Faciliter et encourager la transmission des entreprises en corrigeant certaines injustices fiscales.

Par ailleurs, M. Crépeau a dressé un bilan des actions menées en faveur des artisans :

- La formation : soixante-dix mille artisans ont suivi, en 1983, préalablement à leur installation, des stages d'initiation à la gestion ;
- Les moyens financiers : accès aux prêts CODEVI, enveloppe de 7,2 milliards de francs de prêts spéciaux en 1984 ;
- Promotion des entreprises : contrat de plan signé cet été, 100 millions de francs en 1984 pour l'assistance technique ;
- Amélioration des conditions de vie et d'emploi : retraite à soixante ans, statut pour les conjoints.

Sensibiliser le public et les entreprises à la qualité industrielle

Le conseil des ministres devait adopter le 29 novembre un ensemble de mesures destinées à améliorer la qualité des produits industriels français. Ces décisions s'inspirent du rapport demandé par le ministère de l'Industrie à M. Gérard Bapt, député de Haute-Garonne, et remis en juillet dernier.

La qualité industrielle doit être le combat fondamental et permanent de l'industrie française pour renforcer sa compétitivité, selon M. Bapt. La qualité ne coûte rien, c'est la « non-qualité » qui multiplie les rebuts, les retouches voire les retours-usine, provoque des dépenses inutiles considérables, que le rapport chiffre entre 10 % et 30 % du chiffre d'affaires des entreprises. Le coût global pour l'économie française serait alors de quelque 100 milliards de francs.

Le gouvernement devrait orienter ses actions autour de trois thèmes : sensibilisation, renforcement des moyens techniques et formation. La sensibilisation du public et des

(Publicité)
Ordinateurs
15 portatifs,
9 domestiques
chez Duriez

TARI, Canon, Casio, Commodore, Epson, Hewlett-Packard, Olivetti, Oric, Sharp, Sinclair, Thomson, etc., avec accès. Plus de 1000 logiciels. Librairie spécialisée pour tout apprendre facilement. Vente par correspondance : Catalogue-Banc d'essai contre 3 T. à 2,10 F (gratuit sur place). Duriez, 132, Bd St-Germain, M^o Odéon.

Le Monde
 RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
 spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger
 Exemplaires spécimen sur demande

DOLLAR PLUS CALME 9,42 F

Sur des marchés des changes beaucoup moins nerveux, le dollar a légèrement fléchi, revenant, jeudi 29 novembre, de 3,08 DM à 3,0730 DM et de 9,44 F à un peu moins de 9,42 F. Il semble que la présentation d'un projet de réduction du déficit budgétaire des États-Unis (voir ce page 49) ait bloqué la hausse du « billet vert », du moins pour l'instant. Le franc français est toujours très ferme vis-à-vis du deutschemark, qui reste coté aux alentours de 3,0630 F.

Au Liban

ATTENTAT MEURTRE EN ZONE DRUZE

Beyrouth (Reuters). — Une voiture piégée a explosé jeudi 29 novembre devant le central téléphonique d'Aley, ville aux mains des druzes du Chouf depuis 1983, faisant au moins trois morts et une quinzaine de blessés, a annoncé la Voix de la montagne, station de M. Walid Jomblatt. La radio druze précise que l'explosion a fait de nombreux morts et blessés. Une radio chrétienne a indiqué pour sa part que l'on pouvait voir un panache de fumée s'élever au-dessus d'Aley, située sur une corniche à l'est de Beyrouth, et que des ambulances se précipitaient sur les lieux de l'attentat. « A un moment où les dirigeants nationalistes tentent de mettre en œuvre un plan de sécurité à Beyrouth, sur la côte, ou bien dans la montagne, des éléments suspects cherchent à faire échec à ce plan », a commenté la radio druze.

D'autre part, le quotidien francophone *Le Réveil* a annoncé le 28 novembre qu'une station radiophonique hostile à M. Jomblatt, la Voix des druzes libanais, avait commencé à émettre ces jours derniers, critiquant notamment les liens du dirigeant druze avec l'Union soviétique et les communistes.

MORT DE M. ANDRÉ FABUS PÈRE DU PREMIER MINISTRE

M. André Fabius, père du premier ministre, est décédé dans la nuit du 28 au 29 novembre d'une crise cardiaque à son domicile parisien.

Antiquaire renommé, spécialiste des antiquités françaises des dix-septième et dix-huitième siècles, M. André Fabius était âgé de soixante-seize ans.

• Une centrale éolienne dans le Tarn. — La délégation régionale Midi-Pyrénées de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) a annoncé le projet de construction d'une centrale éolienne à Cammazes (Tarn). Dix-huit aérogénérateurs devraient être montés d'ici à 1990 (neuf de 100 kW et neuf de 750 kW) pour un investissement évalué à quelque 24 millions de francs.

Le numéro de « Monde » daté 29 novembre 1984 a été tiré à 479 850 exemplaires

FORSHO
 LA MAISON DU LODEN
 le véritable LODEN AUTRICHIEN
 146, rue de Rivoli Paris 1^{er}
 Tél : 260.13.51

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
 Réception et réexpédition du courrier
 Permanence téléphonique/permanence télé
 Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/86 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

FAITS ET CHIFFRES
 1984

FAITS et CHIFFRES
84
EST PARU
48 F
242 Pages

Sur le vif

Annonces

Nous avons de la visite. Mitterrand est à Paris. Il tenait absolument à venir. Il ne voulait pas faire faux bond à Mme Thatcher. Le temps de sauter de son avion dans son avion et il file sur Dublin. Comme Shimon Pérès est attendu à l'Elysée la semaine prochaine, Mitterrand essaiera de passer. Après quoi, il repart pour le Zaïre, la Centrafrique et le Burundi. Allez vous étonner, après ça, qu'il parle de nos affaires à l'étranger, qu'il annonce à Damas la visite de Tchernenko à Paris. Ses déclarations, il faut bien qu'il les fasse quelque part !

S'il s'emmêle un peu les pieds dans les fuseaux horaires, quoi de plus normal ? Rappelez-vous, son idée de référendum, c'est à Amman qu'il l'a eue. Ça n'a pas dû être facile de la garder jusqu'à son retour à Villacoublay et de ne la lâcher qu'à Maastricht qui attendait au pied de la passerelle. Il a eu du mérite, là, évitez. Et puis, il a sa fierté, Mitterrand. Il n'aime pas répondre à des questions qu'on ne lui a pas posées. Nous, on n'en a jamais l'occasion. Encore une chance que les confrères de Damas aient pensé à lui parler du voyage de Tchernenko. Sinon, ils n'en auraient rien su. Nous non plus.

Il y a des gens, ça se vexe, ce système d'annonces au diable veuve. Ils sont marrants. Il n'y a pas de mal à ça. Au contraire, il y a du bon. Surtout quand il s'agit d'une mauvaise nouvelle. Le jour où il décidera de nous de-

mander le troisième tiers provisionnel avant le second, le président devra attendre d'être en balade aux antipodes. Ça mettra plus de temps à nous revenir. Avec un peu de chance, il s'en ouvrira à un pays ami qui nous le répètera avec ménagements, en y mettant des gants.

D'accord, il y a des inconvénients : ces confidences aux quatre coins de la planète ne nous parviennent pas toujours. Il arrive qu'elles se perdent. Ainsi, quand il est allé voir le queen, Mitterrand a révélé aux Anglais que pour transformer la France, il était champion. Personne n'avait fait mieux depuis Napoléon. Et les Brits, ces chiens, ont gardé ça pour eux. C'est vraiment pas faire play.

C'est comme Giscard, du temps qu'il était au pouvoir. On se souvient qu'il a proposé le mariage ou si vous préférez, la cohabitation à la gauche, au cas où elle gagnerait les législatives en 1978 ? A La Nouvelle-Orléans. Pourquoi ? Cherchez pas. Il espérait que son offre de Giscard se perdrait dans les bayous de la Louisiane. Manque de pot : quelqu'un l'a ramassée et nous l'a rapportée.

Tiens, j'y pense, Mitterrand leur a peut-être aussi parlé de Giscard, aux Syriens. De Giscard premier ministre en 1986. Seulement, ça, ils s'en fichent, alors ils auront oublié de nous prévenir.

CLAUDE SARRAUTE.

CHABLIS

Grand Vin de Bourgogne

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 10 décembre (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture

5.000 F MINIMUM

quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.48.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

BAUME & MERCIER
 GENEVE 1830

Riviera

montre pour Dame, bracelet bicolore or et acier, lunette en or 18 carats étanche - mouvement à quartz ultra-plat
 FF 8'850.-



Aldebert

16, place Vendôme
 1, bd de la Madeleine
 70, fg Saint-Honoré
 Palais des Congrès, Porte Maillot

Jeudi 29 11.50